This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

DGD
Nasser

MÉMOIRES

DE MASSENA.

PARIS. — IMPRIMÉ PAR PLON FRÈRES
RUE DE VAUGIRARD, 36.

MÉMOIRES

DE MASSENA

RÉDIGÉS

D'APRÈS LES DOCUMENTS QU'IL A LAISSÉS

ET

SUR CEUX DU DÉPOT DE LA GUERRE
ET DU DÉPOT DES FORTIFICATIONS

PAR

LE GÉNÉRAL KOCH.

AVEC UN ATLAS.

TOME QUATRIÈME.

PARIS

PAULIN ET LECHEVALIER, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE RICHELIEU, 60

ET CHEZ ROUSSEAU, LIBRAIRE
RUE RICHELIEU, 96

1849

MÉMOIRES

DE MASSENA.

CAMPAGNE DE L'AN VIII OU DE 1800

DANS LA RIVIÈRE DE GÊNES.

CHAPITRE Ier.

Massena est nommé général en chef de l'armée d'Italie. — Il se rend à Paris. — Entrevues avec le Premier Consul. — Accueil et promesses qui lui sont faites. — On le presse de partir et on lui remet ses instructions. — Nouvelle entrevue avec les Consuls : ce qu'il leur demande. — Pouvoirs extraordinaires qui lui sont conférés. — Constitution de l'an VIII. — Proclamation à l'armée au sujet de sa promulgation. — Mesures prises par Massena à Lyon, à Marseille et à Fréjus. — Insurrections militaires. — Il les apaise. — Son arrivée à Nice. — Situation militaire et politique de l'armée d'Italie. — État et positions de l'armée autrichienne.

Comme nous l'avons vu à la fin du précédent volume, Massena était nommé, par arrêté des Consuls du 23 novembre 1799, général en chef de l'armée d'Italie, en même temps que Moreau obtenait le commandement de l'armée du Rhin dans laquelle était fondue celle du Danube.

Massena, après tant de luttes contre le Directoire, dé-

sirait, avant de prendre un commandement aussi important que celui de l'armée d'Italie, voir de près les hommes que le coup d'État de brumaire plaçait au pouvoir. La prudence lui commandait de s'assurer par lui-même de leurs dispositions, de leurs vues, de leur ligne gouvernementale, et de tâter le terrain s'il ne voulait point faire un faux pas dans l'arène glissante de la politique.

Depuis la bataille de Zurich surtout, Massena était devenu un personnage important avec lequel, s'il l'avait voulu, il aurait peut-être fallu compter. Soit que Bonaparte craignît une entrevue avec lui, soit qu'il ne crût pas devoir perdre un instant pour conserver les débris de cette armée en pleine désorganisation, il lui fit donner l'ordre de se porter en toute hâte avec une forte demi-brigade tirée de l'Helvétie au camp de Tournoux, où, disait-on, le général Grenier avait déjà rassemblé toutes les troupes de la gauche de l'armée d'Italie; de réunir les forces nécessaires pour débloquer Coni, couvrir le col de l'Argentière et diriger une forte demi-brigade sur le Mont-Blanc avant de rejoindre la droite de son armée aux environs de Gênes. « Les Consuls, écrivait le ministre de la guerre, ont placé en » vous une confiance à laquelle les circonstances don- » nent un nouveau prix. Un million est en route pour » l'armée d'Italie, et j'espère lui envoyer incessamment » de nouveaux fonds. Je fais rassembler sur Nice et sur » Antibes des approvisionnements de guerre et de bou- » che. » (Voy. *Pièces justificatives*, n° I.)

Massena savait trop ce que valaient réellement ces promesses pour renoncer à son voyage, il partit donc pour Paris. Cette ville était bien changée depuis quel-

que temps, aussi y fut-il comme dépaysé, car ses anciens amis se trouvaient dispersés, ou tellement divisés d'opinion qu'il ne les reconnaissait plus.

La Réveillère-Lépaux, avec qui il était autrefois lié, renversé par la révolution de prairial, n'habitait plus Paris. Barras, qu'il connaissait depuis longtemps, venait de faire une chute trop éclatante pour oser reparaître sur la scène, et enseveli à Grosbois il tremblait qu'on lui demandât compte de sa conduite.

Il ne connaissait Sieyès que sur sa réputation de métaphysicien nébuleux et de politique astucieux et discret. Roger-Ducos était le seul personnage près duquel il pouvait espérer un accueil sincèrement sympathique, Ducos, frère de ce Directeur, étant aide de camp de Massena.

Jourdan désapprouvait hautement le 18 brumaire, et manifestait assez cette réprobation pour être mis à l'index et payer la sincérité de son républicanisme en étant sous le coup d'une proscription. Ce que Massena connaissait de la loyauté de Brune lui donnait la certitude qu'il partageait les sentiments de Jourdan. Dupont, attaché au bureau topographique du ministère de la guerre, où son instruction et ses connaissances variées lui donnaient un grand crédit, était donc le seul de ses rares amis qui pût le guider dans ces circonstances délicates.

A proprement parler, Massena ne s'était jamais occupé sérieusement de politique. Cependant le singulier spectacle que présentait alors Paris suffisait pour le mettre en garde contre toute tentative suspecte, en donnant l'éveil à la finesse naturelle de son esprit et à la sagacité particulière de son intelligence. Ses autres amis

étaient, comme le pays, flottants et incertains. La chute du Directoire ne laissait aucun regret. Il n'avait marqué son passage aux affaires que par une impéritie complète, de la faiblesse, de l'irrésolution, en un mot par une incapacité et une nullité absolues.

Bonaparte, en homme habile, s'était bien gardé de toucher aux formes extérieures de la République. Les institutions, les usages restaient rigoureusement les mêmes; il n'y avait que les Directeurs de moins et trois Consuls de plus. La majorité de la nation, confondant l'immobilité avec le calme véritable de la société, n'aspirait qu'au repos, et oubliant les nombreux inconvénients de la monarchie qui avaient causé l'explosion de 1789, ne se rappelait que la tranquillité apparente de cette forme de gouvernement. Entrevoyant confusément une perspective de gouvernement absolu, elle applaudissait à tout ce qui pouvait y porter Bonaparte. Le prestige qu'il avait su attacher à son nom, l'auréole de gloire qui rayonnait autour de sa tête depuis longtemps déjà, son irrésistible ascendant sur tout ce qui l'approchait, semblaient le désigner comme le héros prédestiné à sauver la France de l'abîme de désordre et du chaos d'anarchie où l'avaient plongée ses ignorants et coupables prédécesseurs. Les seuls hommes qui auraient pu faire à Bonaparte une opposition dangereuse et peut-être triomphante, les révolutionnaires, appelés alors Jacobins, étaient forcés au silence par leur intérêt et leur sûreté personnels, car la majeure partie avait acheté des biens nationaux, et si la monarchie était restaurée, ils perdaient aussitôt cette fortune acquise au prix de tant de sang et de terreurs. Tous leurs vœux se portaient donc vers un état de stabilité inté-

rieure qui leur permît de régulariser définitivement leur possession. Ils désiraient en conséquence un homme qui pût à la fois éloigner à jamais le rétablissement de la monarchie et maîtriser assez la situation intérieure pour assurer au pays certaines conséquences de la République. Bonaparte semblait réunir ces conditions, aussi l'appuyaient-ils fortement, sentant qu'en agissant ainsi ils établissaient entre eux et lui un lien de solidarité indissoluble.

Massena, de son côté, n'avait pas assez à se louer de l'institution directoriale pour la regretter beaucoup. Il conservait un souvenir trop amer de la sanglante ironie avec laquelle Merlin l'avait exilé à Gênes après les affaires de Rome. Le Directoire de prairial ne s'était pas mieux conduit à son égard, et avait même montré de l'ingratitude par son projet de désorganisation de l'armée du Danube en faveur des armées du Rhin et des Alpes. Plus récemment encore, au moment où il sauvait la France à Zurich, comme autrefois Villars à Denain, le Directoire l'avait défendu mollement contre les attaques personnelles de Bernadotte, au risque de compromettre le salut de l'armée.

Ainsi que la plupart des hommes d'épée, il aimait le pouvoir unitaire; et, quoique sincèrement républicain, il ne pouvait s'empêcher de rendre justice aux éminentes qualités de Bonaparte, qui paraissaient plus éclatantes, comparées surtout à l'incapacité des Directeurs. Mais ne voyant pas encore très-clairement le but du nouveau Consul, il résolut de garder une prudente attitude de réserve et de s'abstenir, du moins ostensiblement, de toute appréciation sur le coup de main du 18 brumaire.

Bien que sa présence inopinée surprît le Premier

Consul, il n'en fut pas moins reçu le lendemain de son arrivée avec toutes sortes de témoignages d'affection.

Cependant le 18 brumaire n'avait pas eu l'approbation de Massena. Fils de ses œuvres, franchement républicain, il aimait sa patrie d'adoption telle que la révolution l'avait faite, et il envisageait ce coup d'État bien plus comme un acte d'ambition personnelle que comme une entreprise patriotique. Sans avoir jamais médité sur l'essence et l'esprit des gouvernements, son bon sens naturel et la connaissance qu'il avait acquise du caractère de Bonaparte lui faisaient craindre que le Premier Consul ne convertît la République en monarchie, et il redoutait cette forme de gouvernement comme devant engendrer une contre-révolution funeste à la liberté et à l'égalité pour lesquelles il avait tant combattu. Il ne disconvenait pas de la nécessité de changer le Directoire dont il avait souffert avec honte l'humiliante tyrannie, mais il pensait que la France aurait pu être sauvée sans violence et en épargnant aux représentants les avanies dont ils furent accablés. Il ne se dissimulait pas néanmoins que, si la nation remettait ses destinées aux mains d'un seul, nul n'était plus capable de remplir cette tâche glorieuse que Bonaparte.

L'entrevue fut longue et expansive de la part de Massena, qui n'était point encore habitué à le traiter avec la déférence et le respect dus au chef suprême de l'État; il lui parla donc avec franchise et sans lui épargner le blâme qu'à ses yeux sa conduite paraissait mériter depuis le 18 fructidor; il lui fit entrevoir les conséquences probables du 18 brumaire, mais le Premier Consul, satisfait de l'approbation que donnait Massena à la chute du Directoire, sembla passer condamnation sur tout le

reste, et lui rappela les grandes journées où ils avaient combattu avec tant de bonheur pour l'indépendance de la patrie. Il se fit raconter la bataille de Zurich, et chatouilla l'amour-propre du vainqueur par des louanges d'autant plus flatteuses qu'il ne les prodiguait pas ordinairement. Puis venant avec abandon au sujet du moment : « Vous serez mon bras droit, lui dit-il ; allez en » Italie, relevez-y l'honneur de nos armes, l'Enfant » chéri de la Victoire n'y peut trouver que des triom- » phes. Demandez au ministre tout ce qui vous est né- » cessaire pour réorganiser l'armée et entrer prompte- » ment en campagne, rien ne vous sera refusé. »

Pour peu qu'on réfléchisse aux difficultés du gouvernement consulaire à son début, on comprendra dans quelle vue un homme aussi altier que Bonaparte plia son caractère au point de caresser un de ses lieutenants ; il savait ménager les transitions, et l'on compte à peine trois circonstances pendant le Consulat où il ait dépassé par trop de précipitation la mesure qu'il devait garder dans l'intérêt de sa politique. Il n'ignorait pas que la puissance matérielle n'est rien sans le pouvoir moral, et dans sa marche ascendante il les faisait marcher de front, ne repoussant personne, faisant même des avances à ses ennemis, car sa préoccupation constante était de paraître n'en pas avoir.

Espérant trouver dans le Premier Consul un camarade plutôt qu'un chef, Masséna se livra tout entier et sans arrière-pensée aux soins préliminaires que réclamait son commandement. Constamment au ministère de la guerre, stimulant le ministre et ses commis, il ne tint pas à lui que les ressources promises ne fussent aussitôt réalisées. Pour répondre à des sollicitations si pressan-

tes, le ministre lui annonçait le 19 décembre qu'il avait passé un marché pour le service des vivres avec la compagnie Doisy et Antonini; un second pour la viande avec la compagnie Valet, cautionnée par le fournisseur Collot; un troisième pour les équipages d'artillerie avec la compagnie Baillot. L'ordonnateur en chef de l'armée, ajoutait le ministre, en avait conclu un quatrième pour la fourniture de 25,000 habits; et enfin un cinquième venait d'être passé directement par lui-même pour 20,000 capotes livrables sous un mois à Marseille. Quant aux fourrages, un traité se débattait avec la compagnie Bérard, et en attendant, l'ordonnateur en chef avait l'autorisation de passer des marchés sur les lieux. Une administration générale pour les étapes et les convois militaires s'établissait; les transports dans l'intérieur étaient assurés. Enfin on devait pourvoir par voie de réquisition aux besoins journaliers, jusqu'au moment où les nouveaux fournisseurs entreraient en exercice.

La compagnie Antonini, qui se présentait sous de bons auspices, avait pris l'engagement de verser sur-le-champ dans les magasins de l'armée 30,000 quintaux de grain, 20,000 de légumes, 100,000 pintes de vin et 50,000 d'eau-de-vie.

Indépendamment de ces mesures générales, des fonds suffisants pour les premiers besoins allaient être faits, disait encore le ministre; 700,000 francs avaient été expédiés aux ordonnateurs; 1,600,000 en traites sur la trésorerie; 600,000 versés par la compagnie Bourset, en garantie de son marché, et un million que le gouvernement réunirait en quelques jours, seraient mis à la disposition de l'armée. 100,000 écus étaient en outre réservés pour l'équipement de la cavalerie. Le général

Beaurevoir, chargé d'activer sa remonte, recevrait une partie de ce fonds, et l'autre serait remise au général en chef.

Le Premier Consul avait ordonné en outre au ministre des relations extérieures de contracter un emprunt d'un million ou deux à Gênes, pour le service de l'armée. Ces fonds, ayant paru insuffisants à Massena, Berthier lui annonça le lendemain qu'il mettait à la disposition de l'ordonnateur en chef 675,000 francs en bonnes traites applicables aux besoins les plus pressants.

A toutes ces dispositions, si rassurantes en apparence, Massena fit plusieurs observations : relativement à la fourniture des fourrages, il lui sembla que la compagnie Antonini, étant chargée du service de vivres-pain, il conviendrait de lui donner aussi celui des fourrages, puisqu'elle serait obligée d'entretenir 4,000 mulets pour le premier de ces services, autrement elle serait dans la nécessité de se procurer des fourrages dans les magasins de la République ou dans ceux des fournisseurs particuliers, ce qui occasionnerait des conflits ou tout au moins des tiraillements. Cette raison était fondée, et Antonini lui donna encore plus de force en offrant de verser à la caisse de l'armée une avance de 1,200,000 francs dont il n'avait pas, comme on le verra bientôt, le premier centime.

Le ministre accueillit la réclamation du général en chef, mais malheureusement la compagnie ne justifia pas la confiance qu'on avait en elle.

Quant aux valeurs en papier qu'on lui accordait, elles étaient à peu près illusoires, toutes les traites se trouvant arriérées ou à longue échéance. Celles déjà mises en circulation devaient être absorbées et on doutait de

la solidité des autres. Dans tout cela, rien n'était affecté à la solde. Cependant le délabrement de l'armée exigeait qu'on payât tout de suite au moins deux mois aux troupes. Massena en parla au Premier Consul, qui lui promit un million en numéraire pour cet objet. Néanmoins, comme il ne pouvait arriver à l'armée sans apporter quelque soulagement aux souffrances des malheureux soldats, il insista sur la nécessité d'avoir cette somme en espèces sonnantes; mais le trésor public ne put la réunir. Le ministre des finances affecta les recettes courantes de plusieurs départements au payement de cette dette sacrée, et promit de remettre en outre quelques centaines de mille francs au général à son départ.

Il tardait au Premier Consul de voir Massena à son poste. Les ministres, fatigués peut-être des demandes incessantes dont sa prévoyance les accablait, avaient hâte aussi d'être débarrassés de sa présence.

De son côté, Championnet, abreuvé de dégoûts et malade, réclamait avec instance un successeur; Massena reçut du ministre de la guerre l'invitation de partir promptement, dans 24 heures s'il le pouvait. Du reste, les instructions qui accompagnaient cette lettre lui donnaient en quelque sorte carte blanche.

Les Consuls l'engageaient à réunir tous ses moyens pour tâcher de garder Gênes, et dans le cas où il penserait devoir l'évacuer, à mettre Savone en état de défense, à l'approvisionner et à prendre une ligne qui lui permît d'attaquer à son tour l'ennemi et de le surprendre dans quelque faux mouvement. 100,000 écus en or lui seraient comptés à son départ, et 150 mille francs lui seraient envoyés dans quelques jours,

indépendamment de ce qui avait été mis à sa disposition.

Cette instruction, qui laissait pressentir une guerre défensive, rendit Masséna soucieux ; il craignit qu'on n'agît pas franchement avec lui, et comme il n'était point homme à conserver un soupçon, il demanda le soir même un entretien au Premier Consul.

Celui-ci le reçut en présence de ses collègues et des ministres avec la simplicité des premiers temps du Consulat. Masséna exposa brièvement ses motifs d'appréhension. « L'armée d'Italie, je le sais, dit-il, est dans une » situation affreuse, tout ce que vous avez fait jusqu'ici, » citoyens Consuls, n'est rien, si par des mesures vi- » goureuses vous ne relevez pas le moral de cette masse » abattue par la misère et les défaites. Pour cela que » faut-il ? La nourrir et l'habiller ; car le courage revient » avec les forces. Si vous ne commencez pas par là, vous » ferez de vains efforts, le dégoût s'emparera de votre » armée ; en proie à la désertion, elle sera rejetée au » début de la campagne sur une défensive pénible, et » au lieu de porter la guerre en Italie, vous verrez les » Impériaux établir le théâtre de leurs opérations entre » les Alpes et le Rhône. Quant à moi, je le déclare, je » ne prendrai pas le commandement d'une armée con- » damnée à rester sur la défensive. Mes services et quel- » ques succès ne me permettent pas de changer le rôle » que j'ai rempli jusqu'ici dans les guerres de la Ré- » publique. »

Bonaparte répondit que le gouvernement n'entendait point réduire l'armée d'Italie à la défensive, il espérait au contraire que, conduite par Masséna, elle se montrerait digne de son ancienne réputation ; qu'ayant com-

mandé autrefois cette armée, toute sa sollicitude lui était acquise, et qu'il veillerait à la pourvoir abondamment; que Massena avait dû juger par les soins qu'on s'était donné pour en organiser les services, qu'elle ne manquerait de rien. « Partez donc sans inquiétude, » ajouta le Premier Consul, « j'aurai toujours l'œil ouvert » sur vos besoins. On satisfera à toutes vos demandes, » à moins d'impossibilité absolue. Ne différez plus votre » départ, chaque jour de retard est perdu pour la » France. Bannissez vos craintes, il y a désormais soli» darité entre nous. »

Soit que Massena n'eût pas été entièrement rassuré par ces paroles, soit qu'il tînt à se mettre en règle contre tout événement, rentré chez lui, il écrivit à Bonaparte pour l'inviter à définir la nature et l'étendue de ses pouvoirs. C'était sagesse en effet, car pour tirer l'armée de la crise déplorable où elle se trouvait, il lui fallait en quelque sorte des pouvoirs illimités, et on jugera combien il était l'homme du moment par l'empressement qu'on mit à le satisfaire.

Les Consuls prirent un arrêté qui donna au général en chef la faculté de suspendre et de renvoyer les généraux qui auraient perdu sa confiance, de casser les corps, de destituer les officiers insubordonnés, de nommer à tous les grades jusqu'à celui de chef de bataillon; de prendre des mesures de police dans les départements dépendant de la circonscription de l'armée, et d'interdire au besoin l'exportation des grains dans les départements du Var et des Bouches-du-Rhône; enfin il fut autorisé à délivrer des lettres de marque. (Voy. *Pièces justificatives*, n° II.)

Les ministres de l'intérieur et de la marine prescrivi-

rent aux autorités de leur ressort d'obtempérer à toutes les réquisitions de Massena.

Rien ne semblait plus devoir le retenir à Paris, et il se disposait à partir après avoir reçu la copie des marchés passés par le ministre, lorsqu'une indiscrétion de bureau lui apprit que le marché des vivres-pain et liquides, le plus important, n'était pas encore conclu. On se donna mille peines pour le faire signer quatre jours plus tard ; mais comme on le verra dans la suite, il n'eut pas même un commencement d'exécution.

Dans l'intervalle, des hommes intéressés à maintenir la mésintelligence entre Massena, Saint-Cyr et Grenier, lui rapportèrent qu'ils répugnaient à servir sous ses ordres. N'ayant pas le temps de s'assurer des dispositions de ces généraux, et pour être prêt à tout événement, il demanda qu'ils fussent remplacés par Turreau et Loison. S'il ne gagnait pas au change, il était du moins certain de trouver dans ceux-ci un zèle qu'il aurait craint de ne pas rencontrer dans les deux premiers, à la capacité desquels cependant il avait toujours rendu pleine justice.

Massena était encore à Paris le 24 décembre, quand la Constitution de l'an VIII fut promulguée. Elle était l'œuvre de Sieyès, mais singulièrement amoindrie et modifiée. Quoique très-imparfaite, elle faisait un pas vers un avenir meilleur et ouvrait la voie à certaines idées qui devaient se retrouver plus tard et exercer une grande influence sur la forme gouvernementale de la France.

Le pouvoir était ainsi constitué : *trois Consuls* élus pour dix ans et indéfiniment rééligibles ; un *Tribunat* composé de cent membres âgés de vingt-cinq ans, re-

nouvelés par cinquième tous les ans et indéfiniment rééligibles ; un *Corps Législatif* composé de 300 membres âgés de trente ans, indéfiniment réadmissibles, et ainsi que les tribuns, renouvelés par cinquième chaque année; un *Sénat* permanent formé de membres élus à vie.

Le gouvernement proposait les lois, le Tribunat les discutait et venait, contradictoirement avec le gouvernement, porter le débat devant le Corps Législatif, qui statuait sur leur rejet ou leur admission, au scrutin secret et sans la moindre discussion. Le Sénat veillait à la conservation des lois et au maintien de la Constitution. De plus, il choisissait sur des listes de notabilité réduites, les tribuns et les membres du Corps Législatif.

On voit tout de suite que cette composition du pouvoir dans laquelle la séparation était soigneusement marquée n'était libérale qu'en apparence. L'institution du Tribunat contenait le seul principe d'opposition qui pouvait s'y faire jour, mais cette opposition à bien prendre était toute fictive. Cependant, nous le répétons, la division et la démarcation des pouvoirs, et surtout l'élection quoique singulièrement restreinte, admise comme base, présentaient un progrès dont le germe ne devait pas être stérile.

Nous disons le germe, et le germe bien enfoui, car le premier acte de Bonaparte fut d'éluder complétement le principe de Sieyès. Pour se réserver plus sûrement le choix des individus appelés aux emplois, il commença par désigner directement soixante sénateurs qui nommèrent à leur tour cent tribuns et trois cents législateurs. Ainsi Sieyès, après tant de discussions, de recherches et de tours de force de métaphysique, n'enfanta qu'une Constitution mort-née.

Bonaparte invita Masséna à adresser une proclamation à l'armée d'Italie, pour l'associer à la joie de la nation. Le général en chef aurait bien voulu s'en dispenser, car son cœur était trop franchement républicain pour être flatté d'afficher des sentiments en désaccord, suivant toute probabilité, avec ceux de l'armée qui venait d'être placée sous son commandement. Forcé néanmoins d'accorder cette satisfaction au Premier Consul, il adressa aux troupes la proclamation suivante :

« Soldats,

» Les Consuls de la République me transmettent la » Constitution. Ce nouveau pacte social qui doit, après » tant d'orages et de commotions politiques, asseoir les » destinées de la France, organise un gouvernement » puissant, donne aux citoyens la garantie de leur sû- » reté et de leur indépendance, et à lui-même les » moyens de comprimer l'ennemi extérieur et les agita- » teurs du dedans. Ainsi commence pour notre patrie » une ère de force et de grandeur. Oui, toutes les sources » de la prospérité vont se rouvrir pour elle; elle touche » enfin à des jours de repos, de paix et de bonheur.

» L'armée n'est point oubliée dans le nouveau pacte. » Des récompenses honorifiques seront publiquement » décernées à la valeur et au dévouement; des retraites » sont assurées aux braves mutilés; et si la mort les » frappe au champ d'honneur, des pensions sont accor- » dées à leurs femmes et à leurs enfants.

» Soldats! serrons-nous donc autour de cette Consti- » tution qui est aussi confiée à notre courage, à notre » fidélité et à notre attachement à la patrie! Pour moi, » en vous remettant ce dépôt précieux, je me félicite

» de ce que le premier acte de mon commandement soit » lié à une époque qui, après avoir régénéré une » grande nation, portera sa gloire jusqu'aux siècles les » plus reculés. »

Cette pièce caractéristique, où l'embarras du style décèle celui de Massena, ne contenta qu'à demi Bonaparte. L'affectation mise à ne parler que de la Constitution, l'omission du nom du héros qui s'en déclarait le soutien, au moment où les trompettes officielles entonnaient ses louanges sur tous les tons, n'échappèrent pas sans doute au Premier Consul qui s'attendait à mieux. Il dissimula néanmoins son désappointement, et pressé de montrer à l'armée par un acte authentique qu'il avait rallié Massena à sa cause, il approuva la proclamation.

Cependant, soit que celui-ci se reprochât intérieurement cette démonstration en faveur du nouveau gouvernement, soit qu'il craignît d'offenser la susceptibilité de son prédécesseur expirant à Antibes, il pria le Premier Consul d'en différer la publication jusqu'à ce qu'il eût relevé Championnet; mais sans égard pour sa demande, la proclamation fut imprimée et envoyée de Paris à l'armée.

Plus Massena témoignait d'hésitation et de froideur, plus on lui prodiguait de caresses et de distinctions. Les consuls lui envoyèrent une *armure* complète de la manufacture de Versailles, semblable à celle que recevaient les Directeurs en entrant en fonctions. Des inscriptions rappelant les grandes journées auxquelles Massena avait pris part en rehaussaient le prix. Bonaparte lui fit en outre cadeau de trois fusils magnifiques.

Des événements très-graves montraient jusqu'à quel point les troupes étaient travaillées par la misère. A l'ar-

mée d'Italie des explosions insurrectionnelles se manifestaient incessamment. Il était temps qu'une main ferme et énergique, en adoucissant les maux du soldat, le ramenât au sentiment du devoir. Sans doute, il s'en fallait de beaucoup que Massena eût obtenu tout ce qu'il voulait, mais il n'y avait plus un moment à perdre. Il prit congé du Premier Consul, qui lui réitéra ses promesses, et il quitta Paris, le 27 décembre dans la matinée, pour se rendre à son poste.

Arrivé à Lyon, ses craintes commencèrent à se vérifier. La cavalerie de réserve, cantonnée dans le département du Rhône pour se refaire, était dans un état de dénûment incroyable. Ce premier coup d'œil faisant mal présumer du reste, Massena prit aussitôt des mesures pour pourvoir au plus pressé. Il ordonna à l'inspecteur général Beaurevoir de rassembler à Lyon les chevaux nécessaires à la remonte de l'artillerie et de la cavalerie; de former en toute hâte des magasins d'habillement et d'équipement, et de diriger sur l'armée tous les effets qu'il pourrait réunir dans les 7e, 8e et 9e divisions militaires. Comme l'exécution de ces ordres ne pouvait s'accomplir avec les ressources locales, et que l'administration civile des départements n'avait point de fonds, il fallut recourir au gouvernement, qui ignorait lui-même l'étendue du mal.

Massena appela la sollicitude du ministre sur ce point. A son départ de Paris, on lui avait promis de tout faire pour la cavalerie; il y comptait, car dans une guerre offensive au delà des Alpes et dès les premiers pas dans les plaines du Piémont, cette arme était tout à fait indispensable.

Il se livrait à ces soins depuis plusieurs jours, stimu-

lant le zèle des diverses autorités, lorsqu'une dépêche du ministre l'informa que Saint-Cyr réclamait contre son rappel d'une armée où il avait rendu de si bons services, et où il pouvait en rendre encore à l'ouverture de la campagne par sa parfaite connaissance du théâtre des prochaines opérations; Berthier demandait à Massena s'il persistait à garder Turreau, qui avait déjà rejoint, et dans ce cas de lui faire connaître ses motifs.

On a déjà vu qu'il existait malheureusement une vive antipathie entre Saint-Cyr et Massena, et les mémoires que le premier a laissés en portent de visibles traces. Massena répondit donc au ministre « que personne plus » que lui ne rendait justice aux talents de Saint-Cyr, » n'appréciait ses services et n'avait pour lui plus d'es- » time; qu'il était heureux de trouver l'occasion de lui » rendre ce témoignage; mais que des circonstances » (qu'il n'expliquait pas) les avaient éloignés l'un de » l'autre. Qu'à son arrivée à l'armée du Danube, Saint- » Cyr avait jugé à propos de la quitter; que le bien du » service devant passer avant tout, il ne convenait pas » d'exposer l'armée à des tiraillements; que l'autorité » pour être efficace avait besoin d'être une et harmo- » nisée, et qu'au reste, les armées de la République » offraient au gouvernement assez de moyens d'utiliser » les talents de ce général. »

Saint-Cyr changea donc d'armée, et il faut le regretter, car il eût été un digne émule de Soult.

Des contrariétés fâcheuses attendaient Massena à Marseille. Rien de ce qu'on lui avait annoncé à Paris n'était exécuté. La compagnie Antonini, qui devait prendre le service le 21 janvier (1er pluviôse), et verser

provisoirement 30,000 quintaux de blé, etc., n'en avait fourni que 6,000 le 9 janvier. Aussi l'ordonnateur en chef déclarait-il que l'armée serait sans pain le 11. Dans cette situation désespérée, le général en chef mit un embargo sur les bâtiments génois qui se trouvaient en charge dans le port de Marseille, et se procura de la sorte 10,000 quintaux de blé que la compagnie Antonini dut solder ponctuellement pour détourner la crise.

Malgré cette livraison, ses engagements étaient loin d'être remplis, et Massena éprouva les plus vives perplexités. Il se plaçait en esprit au 21 janvier, et se demandait comment cette compagnie serait prête, n'ayant encore pris aucune mesure.

En effet, point d'approvisionnements sur la première ligne de communication, pas même en deuxième et troisième ligne; point de mulets, point de charrettes, point d'argent. Tout cela pouvait-il être en règle en onze jours? Voilà comment les intentions du gouvernement étaient remplies.

Pas une botte de foin ni de paille à Marseille. Quelle compagnie était chargée de cette fourniture? Massena n'en savait rien, et le moindre retard dans ce service allait causer des malheurs incalculables; car chevaux de trait, chevaux de selle, manquaient à la fois de fourrages, et la responsabilité qui pesait sur la compagnie Antonini n'était-elle pas illusoire?

Quant aux services de vivres, viande et des transports d'artillerie, même inquiétude. Nul agent supérieur des fournisseurs n'avait paru. Les 600,000 francs que la compagnie Bourset devait verser à la caisse de l'armée pour prix d'une licence d'exportation de blé avaient été consacrés par une décision du général en chef, à l'achat

de 25,000 habits et de 5,000 paires de souliers. Mais la somme avait été absorbée avant son arrivée par la fourniture de 6,000 capotes, 10,300 habits, 2,000 chemises et 17,000 paires de souliers. Quel moyen prendre pour compléter l'habillement?

En présence de tant de complications, Massena n'osa se rendre à Nice et resta à Marseille, où il s'occupa avec plus d'efficacité des approvisionnements, désirant que son arrivée à l'armée concordât avec une amélioration sensible dans son bien-être.

Le million en numéraire destiné à la solde n'était pas arrivé à Marseille, comme on lui en avait donné l'assurance. Il ne trouva que 500,000 francs, et il apprit officiellement que 300,000 seulement étaient en route. Il s'en plaignit au Premier Consul. « Veillez vous-même, » lui écrivit-il, à ce qu'on n'élude pas l'accomplissement » de votre parole. »

La situation devenait trop critique pour que Massena ne fît pas tous ses efforts pour aider le gouvernement à en sortir. La saisie des blés génois procurait un soulagement réel, mais le papier d'Antonini était sans crédit. L'affaire eût manqué peut-être si les citoyens Costa et Olivieri ne se fussent portés sa caution. Ces honorables négociants génois se montrèrent plus dévoués à la France que les Marseillais, car Massena, ayant rassemblé quinze des principaux chefs de maison de cette ville, fit un inutile appel à leur patriotisme. Ce qu'il demandait allait décider peut-être du salut de l'armée; néanmoins la solvabilité du gouvernement étant douteuse, ils refusèrent de faire cette modique avance. « Vous me re- » fusez, citoyens, s'écria-t-il indigné, vous n'êtes plus » Français! Eh bien! sachez qu'il n'est rien devant

» quoi je recule pour conserver une brave armée à la » patrie. J'userai de mes pouvoirs. » Ce que le patriotisme n'avait pu obtenir fut accordé à la crainte. Ces négociants prirent l'engagement de fournir 15,000 quintaux de blé. Massena chargea le général Saint-Hilaire, commandant le département des Bouches-du-Rhône, de suivre cette affaire : elle ne pouvait être remise en de meilleures mains.

Olivieri s'était trop bien conduit envers l'armée pour ne pas mériter une récompense; et l'occasion de la lui donner s'étant offerte, Massena la saisit avec empressement. Le Directoire avait autorisé le citoyen Bourset à exporter de France pour la Ligurie 100,000 charges de blé, à raison d'un droit de 6 francs la charge, à verser dans la caisse du payeur de l'armée; Bourset n'ayant pas rempli ses engagements, Massena annula son marché et le transporta jusqu'à la concurrence de 30,000 charges à Olivieri, qui s'engagea à verser 7 francs pour chacune d'elles. Le produit de cette licence fut consacré à l'achat de 40,000 paires de souliers que le commissaire ordonnateur Mazade fit confectionner sur les lieux.

Il y avait à Marseille 12 à 1,500 Italiens chassés de leur patrie par les derniers événements. Ces malheureux, appartenant presque tous à la classe moyenne, étaient exposés aux plus dures privations, car peu d'entre eux avaient des ressources, et la bienfaisance de quelques citoyens charitables ne satisfaisait pas leurs plus pressants besoins. Une députation de ces réfugiés se présenta chez Massena, lui exposa leur misère, et demanda à jouir du bénéfice d'une loi de l'époque qui leur accordait 75 centimes par jour. Le général accueillit cette réclamation avec bonté, fit distribuer quelques secours

aux plus nécessiteux, accorda à tous sans distinction la ration de pain, et leur promit de les recommander au gouvernement. Il écrivit en effet au Premier Consul, et quelques jours après il eut la satisfaction de voir leurs maux adoucis.

Massena quitta Marseille le 14 janvier, et se rendit à Antibes par Toulon. Il savait depuis trois jours que l'infortuné Championnet était mort à la peine le 9, dans la première de ces villes. Ce malheureux général, affecté d'une sombre mélancolie à la vue de tant de maux qu'il ne pouvait détourner ni adoucir, attendait avec impatience Massena, pour lui remettre le commandement, lorsqu'il fut atteint le 28 décembre du premier accès de la fièvre maligne qui l'emporta. Le commandement appartenait alors par droit d'ancienneté au général Marbot, qui était à Gênes, et auquel le chef d'état-major Suchet avait été chargé de porter de sa part tous les papiers et les renseignements nécessaires.

Plus Massena approchait de l'armée, plus il était frappé de l'état déplorable dans lequel la misère l'avait plongée. En entrant à Fréjus, il trouva dans les rues un bataillon de la 14e de ligne qui avait abandonné son poste. Ses armes étaient en faisceaux et les hommes demandaient du pain de porte en porte. Il fit battre la générale. Quand le bataillon fut rassemblé, il en parcourut le front d'un air sévère. « Pourquoi avez-vous quitté votre poste? » dit-il à quelques sous-officiers. « Général, nous mou- » rions de faim. — Il fallait mourir. Les soldats qui » abandonnent leur poste devant l'ennemi sont des lâ- » ches. — Nous ne sommes pas des lâches, qu'on nous » donne du pain et on verra! » répondirent ces affamés.

Ce n'était pas le moment d'user de rigueur; et à voir

ces figures livides et creusées par la misère, on ne pouvait douter des grandes souffrances dont elles portaient l'empreinte. Massena fit ramasser tout ce qu'on put trouver de pain dans la ville, et le bataillon repu défila devant lui aux cris de : Vive la République! Vive Massena! sans s'inquiéter du lendemain.

A peine ce bataillon était-il en route pour aller reprendre ses postes sur la ligne, que le commissaire du gouvernement du département du Var accourut annoncer au général en chef que la 18e légère et la 24e de ligne désertaient en masse, avec armes et bagages, et marchaient sur le Var. La terreur était dans Draguignan, où l'on craignait que la faim ne portât ces troupes au pillage. Massena se hâta d'ordonner au général Brunet, commandant du département, de mettre tout en usage pour les retenir sur le Var, l'engageant toutefois à n'employer la force qu'à la dernière extrémité; il l'autorisa à requérir des colonnes mobiles de garde nationale pour désarmer les rebelles et les conduire à Saint-Laurent du Var.

Comme ces symptômes de désorganisation se montraient partout, Massena crut à propos d'adresser la proclamation suivante à l'armée :

« Soldats de la brave armée d'Italie!

» En acceptant l'honneur de vous commander, je » me suis dévoué aux intérêts de notre patrie, et j'ai » cédé à la voix du héros à qui vous devez vos pre- » miers succès.

» Je viens partager vos souffrances, y compatir et y » mettre un terme.

» Depuis longtemps je serais au milieu de vous, si

» je n'avais dû avant tout m'occuper de vos besoins. » Vos privations vont cesser, j'en ai reçu la promesse » solennelle du gouvernement; j'ai pris moi-même des » mesures pour vous assurer des succès en tout genre.

» Mais quelle qu'ait été l'étendue de vos maux, elle » ne peut égaler la générosité et le dévouement des sol- » dats français. Comment se fait-il que quelques corps » aient abandonné leur poste? Vous souffriez!! Pensez- » vous que la patrie ne vous tienne pas compte un jour » de vos sacrifices?

» Soldats! que faut-il pour ramener la victoire sous » vos drapeaux? Que vos besoins soient satisfaits. Eh » bien, ils le seront! je vous en réitère la promesse.

» Nos intérêts sont les mêmes; nous devons conserver » précieusement la gloire que nous avons acquise et » l'étendre par la réunion de nos efforts. Je vous dois » tous mes soins, vous me devez toute votre confiance; » j'y compte. Reposez-vous sur ma sollicitude.

» Serais-je obligé, camarades, de vous tenir un autre » langage? Faudrait-il vous parler de la sévérité que je » déploierais si vous vous écartiez de la subordination » et de la discipline qui seules font notre force? Non, » je rejette cette idée qui m'afflige; vous n'aurez jamais » d'autres mobiles que le devoir et l'amour de la pa- » trie. »

Cette proclamation produisit peu d'effet sur des esprits aigris et rebutés par de si longues souffrances. Le général en chef s'en étant aperçu ne balança plus à faire un exemple sur les deux demi-brigades qui persistaient dans leur révolte, afin d'intimider celles qui seraient tentées de les imiter. Il confia, en l'absence du général Brunet, cette mission délicate au chef du 25e, Godinot,

venant d'Helvétie. Celui-ci, après s'être abouché avec l'administration du département, un aide de camp de Massena et les chefs des deux demi-brigades insurgées, essaya une dernière tentative de conciliation, qui échoua comme les précédentes. Les soldats ne voulaient retourner à leurs postes qu'après avoir été payés et à condition d'y recevoir du pain. Godinot donna l'ordre à sa demi-brigade, cantonnée aux environs, et à un détachement du 13e de chasseurs à cheval stationné à Aulps, de se rendre devant Draguignan dans la nuit du 19 janvier. Les insurgés sans méfiance, supposant que les troupes des cantonnements voisins observeraient au moins la neutralité, se gardaient mal ou ne se gardaient pas. Leurs avant-postes furent surpris avant le jour sans coup férir. On enleva à la 18e légère ses drapeaux et une pièce de canon ; et ses carabiniers et chasseurs furent incorporés par détachements dans les autres corps de l'armée, après qu'on en eut extrait deux des plus coupables, par compagnie, pour être livrés à une commission militaire. La 24e de ligne fut également désarmée, mais traitée avec moins de rigueur ; et comme elle montra un vif repentir de sa faute, on lui rendit ses armes après qu'elle eut livré deux hommes par compagnie pour être traduits comme ceux de la 18e légère devant la commission militaire.

A la même époque, une scène à peu près semblable se passa à Grasse. La 21e de ligne, en pleine révolte, fut désarmée et dissoute. Six compagnies de la 28e subirent le même sort. D'un autre côté, le 2e bataillon et 2 compagnies de carabiniers de la 5e légère venaient de quitter leurs postes et s'acheminaient vers la France. Le 2e bataillon de la 14e avait formellement refusé à son gé-

néral d'aller occuper les débouchés de Savone. La plupart des soldats de la 74e, insurgés depuis plusieurs jours, s'étaient joints aux déserteurs de la 5e, et l'insurrection menaçait de gagner toute la ligne.

En présence de tant de faits si graves, Massena donna l'ordre au général Fressinet et à l'adjudant général Gautier de se porter dans la rivière de Gênes, à la tête des 3e et 8e légères, et de casser les deux compagnies de carabiniers de la 5e, d'arrêter et de faire juger leurs sous-officiers par une commission. C'était surtout dans les divisions Lemoine et Miollis que le mal avait fait le plus de ravages, parce que placés aux avant-postes et sur des rochers arides, leurs souffrances avaient été plus cruelles et plus longues.

Tout prouve que l'esprit d'insurrection prenait uniquement sa source dans la misère, car la 25e, qui avait désarmé la 18e et la 24e sans hésitation, fut tentée quelques jours après de s'insurger faute de distributions, et la 2e de bataille, venue d'Helvétie, se laissa entraîner par la même cause. Si les troupes appelées à servir de modèle à l'armée suivaient le torrent, tout était perdu : aussi la réprimande suivante fut-elle mise à l'ordre.

« Soldats de la 2e demi-brigade !

» Je vous ai choisis entre toutes les demi-brigades de » l'armée du Danube pour passer avec moi à l'armée » d'Italie. Vous n'avez pas justifié la distinction que » j'avais faite de vous parmi tant de corps dont les ti» tres étaient égaux aux vôtres.

» Vous avez méconnu les lois de la discipline, votre » conduite a été une violation continuelle de vos de» voirs; vous avez oublié que vous êtes les soldats de

» la République, et dégradé en vos personnes ce beau » caractère.

» Je vous rappelle au nom de l'honneur à ces devoirs » sacrés, et déclare que vous serez désormais responsa- » bles en masse envers moi de votre inconduite.

» Obéissance, subordination, respect pour vos chefs, » voilà ce que j'attends de vous... Si j'entends encore » parler de mouvements insurrectionnels, je casserai » votre demi-brigade, je licencierai le corps d'officiers, » et je traduirai les coupables devant des commissions » extraordinaires.

» Mais quand je vous rappelle aux vertus qui carac- » térisent le soldat républicain, vous ne méconnaîtrez » pas la voix de votre général qui vous parle au nom » des plus nobles sentiments, de l'honneur, de la gloire » et de la patrie. »

En même temps que Massena adressait cette sévère réprimande à la 2e demi-brigade, il crut devoir donner des éloges, des encouragements et des récompenses aux sous-officiers qui useraient de leur ascendant sur les soldats pour les maintenir dans le devoir. Un jeune sergent ayant retenu le 2e bataillon de la 5e légère à son poste malgré les tentatives des deux autres pour l'entraîner, le général en chef, sur la proposition du général Clausel, l'éleva au grade de sous-lieutenant et adressa aux chasseurs de ce bataillon un ordre du jour dans lequel on lisait :

« Ils ne sont donc pas éteints dans toutes les âmes, ces » sentiments d'honneur et de dévouement qui caracté- » risent les soldats français ! Il reste donc encore de ces » braves que l'ennemi trouva si souvent dans le che- » min de la victoire et toujours dans celui de l'honneur !

» De misérables fuyards vous avaient laissé le poste » du danger à défendre! Qu'avais-je à craindre quand » vous faisiez un rempart de vos corps à l'ennemi? » Votre action, braves chasseurs, est justement appré- » ciée de votre général; mais elle mérite d'être connue » de tous les soldats dignes de servir la République et » qui ont à cœur de la faire triompher. »

Tels étaient les événements qui se succédaient sur le passage du général en chef et retardaient son arrivée si nécessaire au quartier général. Aussi ne s'arrêta-t-il que 24 heures à Antibes pour embrasser sa femme et ses enfants. Il trouva la ville en deuil; Championnet y laissait de vifs regrets. On attribuait sa mort autant au chagrin qu'à la fièvre typhoïde qui régnait dans l'armée. Son humanité, sa justice, son désintéressement l'avaient rendu cher aux soldats, qui le regrettaient comme un père. Jamais général en fonctions ne mourut plus pauvre, car ses officiers furent obligés de se cotiser pour subvenir aux frais de ses funérailles. Son état-major venait de se disperser, et, comme il arrive toujours après de longs revers, tous les liens de la discipline et de la subordination étaient brisés; chacun déclinait la responsabilité.

Le général Suchet, à qui Championnet mourant avait remis les papiers de l'état-major pour les porter à Marbot, auquel le commandement intérimaire appartenait par ancienneté, ayant trouvé celui-ci malade et hors d'état de s'en charger, l'exerçait provisoirement; ce fut de lui que Massena reçut à Nice, où il avait établi son quartier général depuis le 17 janvier, les premiers renseignements positifs sur la force, la situation et l'emplacement des troupes.

Les contrôles de l'armée portaient 30 généraux de division, 45 de brigade et 36 adjudants généraux; cependant il y avait à peine 4 généraux de division à la tête des troupes, les autres étaient prisonniers, malades ou en mission. Championnet, en les classant en trois catégories, bons, médiocres et mauvais, les avait appréciés à leur juste valeur, ce qui éclaira Massena sur le mérite de chacun d'eux et le guida dans le choix des commandants.

L'infanterie consistait en 45 demi-brigades ou 133 bataillons. Si toutes eussent été au complet, la République n'aurait pas eu d'armée plus forte; mais la plupart ne présentaient que des cadres appauvris, et la moyenne de leur force ne dépassait pas 850 hommes.

L'infanterie provenant des débris des armées d'Italie, de Naples et des Alpes, outre quelques demi-brigades venant d'Helvétie, s'élevait à peine à 36,000 hommes; plusieurs ayant été renforcées dans le mois de septembre par les bataillons de garnison qui avaient concouru à la formation de l'armée des Alpes, il en résultait que les anciens et les jeunes soldats n'étaient pas également répartis dans les bataillons, et qu'on ne pouvait attendre la même fermeté des trois du même corps.

Le moral de cette arme se ressentait des malheurs qu'elle avait essuyés à Magnano, à la Trebia, à Novi, à Coni, de ses fatigues et de ses privations de toute nature. A la gaieté habituelle du soldat avait succédé une morne tristesse, qui, comme on l'a vu, le poussait souvent aux résolutions les plus désespérées.

De 28 régiments de cavalerie, 12 seulement étaient en ligne et ne présentaient pas plus de 2,400 chevaux; les 16 autres figuraient comme dépôts. Leur totalité

aurait permis cependant de mettre à cheval 8,000 hommes si le gouvernement avait tenu, sans perte de temps, à la disposition du général Beaurevoir les fonds que ce dernier avait demandés.

La fleur du personnel de l'artillerie, dispersé dans les places de l'Italie au commencement de la campagne de 1799, avait subi le sort de leurs garnisons, et moitié de ce qui restait se composait moins de bons artilleurs que de faibles canonniers. Le tout s'élevait à 1,500 hommes, tant à pied qu'à cheval, de 26 régiments différents.

2 escouades d'armuriers, 2 compagnies d'ouvriers, 2 de pontonniers, 4 de canonniers volontaires de différentes nations étaient attachées au parc. Chez toutes ces troupes, épuisées par la fatigue et la misère, l'esprit belliqueux semblait entièrement effacé.

Le matériel consistait en 42 bouches à feu de 6, de 4 et de 3, dont 12 à l'aile droite, 12 au centre et 8 à la gauche, toutes faiblement approvisionnées, non compris de petits dépôts à Savone, Alassio et Tournoux. Il existait, il est vrai, au parc général à Antibes, 140 bouches à feu de toute espèce et de tout calibre dont on eût pu former aisément deux beaux parcs; un équipage complet de pont et les agrès nécessaires pour deux autres; environ 200 caissons, presque tous à réparer; assez de plomb et même un peu de poudre. Mais toutes ces ressources ne pouvaient être mises en œuvre et utilisées faute de moyens de transport et d'argent. Le directeur du parc n'avait pas un cheval à sa disposition; 8,000 avaient péri dans la dernière campagne, et il ne restait que quelques brigades de mulets de bât pour transporter les cartouches dans les positions. On pou-

vait à peine se procurer le papier nécessaire à la confection des cartouches. Il fallait donc de l'argent sous peine de se voir exposé à abandonner le champ de bataille comme à Fossano par manque de gargousses, ou à évacuer une place, comme l'avait été Mondovi, faute de munitions.

L'arme du génie se composait d'une douzaine d'officiers, de 10 compagnies des 1er et 2e bataillons de sapeurs et d'une compagnie d'ouvriers, formant en tout moins de 800 hommes. Les officiers étaient pour la plupart pleins d'élan, mais à pied; ce qui ne permettait pas de tirer d'eux tous les services qu'ils auraient pu rendre. Ils étaient secondés par une douzaine d'élèves de l'école du génie cisalpin qui avaient suivi l'armée dans sa retraite. Ces jeunes gens, plus ou moins instruits, ne demandaient qu'à se rendre utiles. Les sapeurs semblaient avoir perdu moitié de leur énergie, ils regrettaient les fusils qu'on leur avait ôtés pour armer la ligne et dont ils s'étaient si bien servis dans les montagnes la campagne précédente.

Les troupes étrangères se composaient :

1° De 6 légions cisalpines donnant beaucoup d'officiers et moins d'un millier de soldats : elles manquaient de tout, et la désertion les affaiblissait de jour en jour davantage. On aurait néanmoins pu y trouver les éléments de deux bons bataillons en formant des compagnies d'officiers.

2° De deux légions polonaises, s'élevant ensemble à 1,200 baïonnettes, commandées par Dombrowski. Ces corps avaient d'excellents officiers, mais il ne paraissait plus possible de les conserver en ligne. Les pertes cruelles qu'ils avaient essuyées à Bosco avaient

affecté le moral des soldats, dont la nudité eût été du reste un motif suffisant pour les tenir sur les derrières. La première légion attendait d'ailleurs son échange dans la 8e division militaire. L'escadron de hulans attaché à chacune d'elles aurait rendu de bons services s'il eût été mieux monté.

3° Des 4 demi-brigades piémontaises dont il ne restait plus que quelques canonniers et un certain nombre d'officiers qui servaient bien. Les officiers d'artillerie et du génie montraient de l'instruction pratique et une grande activité.

4° D'un bataillon toscan dans lequel on avait incorporé un détachement de Lucquois.

5° 4 bataillons liguriens donnant ensemble moins de 500 hommes et un bataillon d'artillerie en garnison à Gênes dépendaient aussi de l'armée. Ces troupes n'avaient jamais vu le feu, et c'est à peine si l'on pouvait compter sur les canonniers pour le service des batteries de côte.

En définitive l'armée, sur un effectif de 150,000 hommes, ne comptait pas au delà de 28,000 combattants; déduction faite de 15,000 malades ou blessés dans les hôpitaux, de 22,000 détachés dans les places et les dépôts sur les derrières, et de 85,000 hommes dans les prisons de l'ennemi : 49,000 de ceux-ci avaient été faits prisonniers en rase campagne et 36,000 dans les places. Et ce n'était pas le moment de proposer un échange au baron Melas, car, s'il l'eût accepté, nous n'aurions eu que 18,000 Russes ou Autrichiens à rendre.

L'armement des troupes était en mauvais état, on remarquait dans celui de l'infanterie beaucoup de fusils étrangers trop longs et trop lourds et pas assez de baïon-

nettes. La cavalerie n'avait guère que les trois quarts des carabines et des sabres nécessaires.

L'habillement présentait le plus triste aspect, la moitié des hommes de toutes armes étaient couverts de haillons et pieds nus; les anciens soldats se traînaient à peine, et les conscrits, rongés de vermine ou de maladies cutanées, remplissaient les ambulances.

La majorité des vieux soldats de toutes armes aspiraient à quelques mois de repos pour se refaire et prendre plus sûrement leur revanche sur les Autrichiens. Ils entendaient être habillés, payés et nourris avant tout, et la misère avait éteint chez eux la soif de la gloire. Les conscrits n'aspiraient qu'à rentrer dans leurs foyers, devenus encore plus chers par les cruelles privations qu'ils enduraient. Enfin tous n'étaient retenus sous les drapeaux que par les liens de la discipline, qui s'affaiblissait de jour en jour. Ils n'espéraient pas plus du gouvernement consulaire que du Directoire, et leur désespoir accusait la patrie d'ingratitude et d'oubli.

Dans les rangs se trouvaient néanmoins encore quelques hommes fortement trempés et à profondes convictions, qui résistaient à l'abattement général; mais leurs sympathies n'étaient pas pour Bonaparte. Ils le regardaient comme un usurpateur et le dévouaient intérieurement à toutes les vengeances, s'indignant de ne pouvoir quitter leur poste pour aller le précipiter du fauteuil consulaire où il s'était audacieusement assis. Quel langage, quelle conduite tenir envers des hommes si précieux en face de l'ennemi, si dangereux à l'égard du gouvernement, sinon pour changer leurs convictions affermies par huit ans de combats, du moins pour calmer leur exaltation? La passion politique qui bouil-

lonnait dans ces âmes fières et indomptables, s'exaltait au souvenir du 18 brumaire, d'une manière unanime parmi les officiers de tout grade. Ce coup d'État contre la souveraineté du peuple les transportait d'indignation, et ils n'attendaient qu'une occasion de faire éclater leur civisme par un désaveu solennel de cet acte d'usurpation.

Les généraux Victor Perrin, Lemoine, Miollis se montraient les plus hostiles à Bonaparte ; le général Richepanse seul, dans ce concert de réprobation, donnait à l'expression de son mécontentement une certaine modération.

Telle était l'armée avec laquelle Massena devait descendre du haut de l'Apennin dans les plaines du Montferrat. Pour achever ce triste tableau, si on jette un coup d'œil sur la partie administrative, on verra qu'elle se présentait sous des couleurs non moins sombres. La solde, les abonnements et les indemnités étaient arriérés depuis six mois.

Jusqu'à l'arrivée de son successeur, Championnet avait alimenté les troupes stationnées à Gênes et dans les environs au moyen des grains saisis sur les navires génois en relâche dans les ports du Ponant, ou requis dans les arrondissements d'Antibes, de Cannes et de Fréjus. Mais si par ces mesures de rigueur il était parvenu à retarder la dissolution de l'armée, ce danger allait renaître, tant à cause de l'éloignement des caboteurs qui fuyaient les ports du Ponant comme des refuges de pirates, qu'à cause de l'épuisement du département du Var. L'ordonnateur n'estimait pas à moins de 1,200,000 francs la dépense mensuelle à faire pour assurer le service des subsistances. Celui des liquides, alimenté jus-

qu'alors au moyen de quelques parties d'eau-de-vie expédiées des magasins de la marine à Toulon, étant irrégulier et insuffisant, un marché avait été passé avec un certain Boissonneau pour cette fourniture, mais rien ne garantissait encore son exécution.

Les hôpitaux étaient placés sur deux lignes parallèles dans l'intérieur de la France : la première touchait par ses extrémités Carouge et Marseille ; la seconde s'étendait de Briançon à Nice. De cette dernière partaient deux autres lignes vers l'est, de Briançon à Suze, de Nice à Gênes. La première de celles-ci était pour les malades de la gauche et ceux de la 7e division militaire ; la seconde pour ceux de la droite et du centre. Le nombre des malades dans les hôpitaux de la gauche était de 6,000 ; il y en avait plus de 7,000 entassés dans ceux ouverts aux troupes du centre et de la droite.

Une régie pourvoyait à l'entretien des hôpitaux de la droite sous le contrôle du gouvernement ligurien. On aura une idée des horreurs que recélaient ces charniers, d'après le fragment d'un rapport adressé à Masséna, quelques jours après son arrivée, par l'inspecteur-général des hôpitaux Cochelet. « Celui (l'hôpital) de Cannes, » disait-il, est un cloaque où l'on enterre vivants les » malades qu'on y dépose. Je les ai trouvés couchés sur » un carreau humide et infect, sur lequel on avait ré» pandu des brins d'une paille pourrie et vermineuse ; » sans vin, sans tisane, sans médicaments, sans linge » et même sans eau tiède, faute de bois ! J'ai vu des » malades couchés sur la terre, la tête appuyée sur une » muraille glaciale dans une salle ouverte à tous les » vents, tremblants de froid, sans draps et dans le » même état que des porcs réunis dans une étable. J'ai

» réclamé en vain les secours de la municipalité : son » agent a été sourd à ma voix et insensible à ce spec- » tacle déchirant pour tout bon Français. »

La pénurie des fourrages était si grande qu'on pouvait à peine en fournir aux troupes de passage. Leur rareté et leur mauvaise qualité dans le département des Alpes maritimes ne permettant pas de compter sur les ressources locales, on les tirait des départements de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône. L'ordonnateur estimait à 180,000 francs par mois les dépenses de ce service.

Le transport des vivres, des manutentions aux lieux de consommation, se faisait au centre et à la gauche par un équipage de 25 caissons mal attelés et quelques brigades de mulets de bât appartenant à trois entreprises, et à la droite depuis Nice jusqu'à Gênes au moyen de bateaux requis.

L'équipage d'artillerie de la compagnie Bodin était réduit à moins de 1,200 chevaux, et il en fallait 4,000. L'entreprise Baillot qui l'avait remplacée promettait une remonte de 400 chevaux et de 400 mulets ; mais elle n'était pas plus assurée que celle des 2,000 affectés à l'artillerie de l'armée sur la réquisition des 40,000 imposée par les Consuls à la France.

Telle était la triste situation du personnel et des services de l'armée; voici maintenant les positions qu'elle occupait.

La ligne n'avait pas moins de 24 myriamètres de développement : s'étendant depuis Fozzi, au levant de Gênes, jusqu'au petit Saint-Bernard, elle suivait la crête de l'Apennin par Torriglia couronné de retranchements, Bussala que protégeaient des redoutes en

arrière, la Bocchetta, Voltaggio également retranchés, les cabanes de Marcarolo, Campofreddo, Stella, Montenotte, Cadibona, San Giacomo, la Redoute espagnole, Gorra, Melogno, Balestrino, San-Bernardo et le mont Galera; puis elle passait par Monte-Alto, la Pieve, Ponte di Nava, la vallée d'Oneglia, Porto Maurizio, Sospello, Saorgio, Tenda, San Martino, San Salvatore et Rimplas, quand les neiges n'obstruaient pas les passages.

La gauche occupait Barcelonnette, Tournoux, Embrun, Exiles, Briançon, Oulx, Saint-Ours, le mont Cenis et Modane. Les troupes étaient disséminées le long de cette ligne. Comme les opérations de l'ennemi les y avaient rejetées à la fin de la campagne précédente, nulle proportion n'existait entre la force des brigades et des divisions; et les postes n'étant pas garnis selon leur importance, les Impériaux pouvaient percer sur plusieurs endroits à la fois.

Les places fortes qui auraient pu nous servir de points d'appui n'étaient pas dans un état rassurant; à l'exception de Gavi, dont la petite garnison était approvisionnée pour six mois, aucune autre ne pouvait inspirer de confiance. Nos troupes occupaient bien les principaux forts de Gênes, mais ils n'étaient ni armés ni approvisionnés. Savone renfermait un bataillon de marine et une compagnie de canonniers, mais son artillerie incomplète n'avait que des affûts vermoulus; cette citadelle manquait d'ailleurs de vivres et de munitions. Le château de Finale se trouvait à peu près dans le même état. La côte de Recco à Vintimiglia n'avait pour sa défense que quelques batteries mal armées et sans approvisionnement. Entrevaux était muni de vivres pour six semaines; on ignorait la situation de Briançon, de

Mont-Dauphin, de Fenestrelle, et l'on craignait qu'ils ne fussent pas en état de résister.

Examinons maintenant la situation de l'armée autrichienne.

Depuis l'échec que les Impériaux avaient essuyé à la Boccheta, le comte Klenau s'était retiré derrière la Magra, aux environs de Sarzana, ne laissant à Sestri qu'un avant-poste, et le prince de Hohenzollern avait levé le blocus de Gavi et pris ses quartiers d'hiver entre Novi et Alexandrie. Sa division formait un cordon d'avant-postes entre la Scrivia et le Tanaro. La division Elsnitz cantonnait à Cherasco, Bene, Carru, Mondovi et la Trinita, et étendait sa ligne d'avant-postes de Ceva à l'Ellero. Le général Karaczay avait établi sa division à Coni et aux environs de Borgo-San-Dalmazzo; sa chaîne d'avant-postes courait de l'Ellero à la Magra. Les troupes commandées par les généraux Mitrowski, Vukassowich et Kaim, cantonnaient dans le bassin du Piémont.

La division Haddik était répartie dans le val d'Aoste, à Domo-d'Ossola, Arona et Novarre. Le parc de réserve se trouvait à Carmagnola, et celui de siége à Pavie.

Les Autrichiens n'épargnaient aucun soin pour mettre Coni en état de défense. Ils augmentaient le fort de la Brunette de trois bastions, élevaient celui de Saint-François à La Gravière, construisaient des blockhaus et des ouvrages de campagne sur tous les points qui maîtrisent les défilés du mont Cenis, du mont Genèvre, du col de l'Argentière, et approvisionnaient les châteaux de Bard et d'Arona. Maîtres de tous les passages conduisant de France en Italie, depuis le col de Tende jusqu'au val d'Aoste, et depuis le val d'Aoste jusqu'aux

communications qui débouchent du Valais au pied des deux monts Saint-Bernard, sur le lac Majeur, ils se croyaient naturellement à l'abri de toute surprise, puisque, indépendamment du corps de Vukassowich qui surveillait les routes tombant de la Suisse sur les lacs de Lugano et de Como, leur gauche était couverte par les places de Tortona, Serravalle et Coni, ainsi que par Cherasco, Fossano et Mondovi, susceptibles d'être mis promptement à l'abri d'un coup de main.

Ils avaient en outre organisé une flottille sur le lac Majeur pour concourir à la défense d'Arona, et fait reconnaître d'avance une position derrière la Toccia, pour y réunir la brigade Loudon, cantonnée aux environs, dans le cas où l'on aurait été tourné par le Simplon. Enfin le général Dedowich devait s'opposer avec 8,000 hommes dans la vallée du Tessin à ce qui déboucherait par le Saint-Gothard, et se replier en cas de force majeure sur Arona.

Comme la plupart des généraux autrichiens de renom à cette époque, le baron Melas qui commandait l'armée d'Italie était octogénaire. Il avait fait ses premières armes contre les Prussiens durant la guerre de Sept-Ans. Dans les campagnes de 1793 et 1794 il était général-major, et servit en cette qualité à l'armée du Rhin en 1795. Envoyé par le Conseil aulique en 1796 à l'armée d'Italie, il la commanda, par intérim, jusqu'à l'arrivée de Wurmser, et il y resta jusqu'en 1799, époque à laquelle il devint général en chef des troupes autrichiennes sous les ordres de Suvorof. Ce fut le plus beau moment de sa vie militaire, car la gloire du général russe jeta sur lui un reflet brillant. Il put cependant en revendiquer une large part à la victoire de Novi,

qu'il décida par un beau mouvement de flanc. Plus tard il sut prendre une position concentrée qui lui permit de faire face à l'armée d'Italie, commandée par Moreau, et à l'armée des Alpes, conduite par Championnet qu'il battit plus tard à Genola.

Comme tous les officiers autrichiens, strictement fidèle aux traditions, ses conceptions étaient subordonnées à certaines règles dont il ne se départait jamais. Excellent administrateur, d'un caractère conciliant, d'une portée d'intelligence assez étendue, il aurait pu, en modifiant ses principes d'art militaire, être un adversaire redoutable pour Massena. Il avait pour chef d'état-major le baron de Zach, frère du célèbre astronome. Ce général était le Guibert de l'Autriche, moins l'éloquence du nôtre. Vif, intelligent, versé dans les détails de tactique et d'administration, il corrigeait par son activité le peu d'ardeur et la lenteur systématique du général en chef. Malheureusement il avait la vue basse.

L'armée impériale sentait le besoin du repos. La conquête de 21 places, forts ou châteaux et de toute l'Italie, à l'exception de l'État de Gênes, l'avait réduite à moins de 100,000 combattants, et nombre de ses bataillons ne présentaient pas au delà de 250 baïonnettes. L'habillement, l'équipement et la chaussure demandaient de grandes réparations, ainsi que le matériel de l'artillerie et de l'administration. Le baron Melas ne se dissimulait pas que l'éloignement de ses dépôts et l'épuisement du pays d'où les Français, les Russes et les Autrichiens avaient tiré tour à tour leurs subsistances et leurs moyens de transport, retarderaient l'ouverture de la campagne. Toutefois, commandant une armée aguerrie, disciplinée

et dont le moral avait été surexcité par des succès, sa position était incomparablement meilleure que celle de son adversaire, comme il est facile d'en juger après notre exposé de la situation de celui-ci.

Rassuré par ces circonstances, le baron Melas ne se pressait pas de faire ses dispositions offensives. Son premier soin avait été d'assurer ses subsistances; et ayant reconnu l'impossibilité de les tirer de la Lombardie et du Piémont, il fit faire des achats de grains dans le Frioul, en chargea à Venise une flottille qui remonta le Pô, et forma à Milan, Alexandrie et Turin, des magasins qui alimentèrent l'armée à partir de la seconde quinzaine de janvier.

De son côté le comte Klenau fit équiper à Livourne une flottille qui se rendit dans le golfe de la Spezzia et servit très-utilement, parce que ses bâtiments tiraient peu d'eau et pouvaient s'approcher impunément de la côte, dont l'abord était interdit aux vaisseaux de guerre anglais, à cause de ses bas-fonds.

Des mesures avaient été prises pour faire rejoindre les détachements et les convalescents restés sur les derrières. Le baron Melas s'occupait aussi de l'organisation de 14 bataillons et d'un régiment de cavalerie piémontais, à l'habillement, à l'équipement et à la remonte desquels le pays devait pourvoir : levées qui allaient renforcer l'armée autrichienne de 15,000 hommes de bonnes troupes.

Le comte de Courten pressait enfin à Novarre l'organisation d'un régiment suisse pour le compte de l'Angleterre, lequel devait être employé avec les Impériaux dans le Valais à la reprise des hostilités. On voit donc, d'après ce qui précède, que les difficultés pré-

vues par Massena étaient encore moindres que la réalité. Quel dévouement et quelle prodigieuse activité ne fallait-il pas pour surmonter les obstacles innombrables qui l'assaillaient de tous côtés!

CHAPITRE II.

Réorganisation de l'armée. — Massena reçoit l'ordre de faire un mouvement offensif. — Son arrivée à Gênes. — État de cette République. — Débats de Massena au sujet de l'emprunt et des subsistances. — Comment il les termine. — Trahison du général Assaretto. — Embarras croissants. — Nouveaux démêlés avec le gouvernement génois. — Insurrection du district de Fontana-Buona. — Elle est étouffée. — Misère de Gênes et de l'armée. — Demandes instantes adressées inutilement au Premier Consul. — Attitude de Bonaparte vis-à-vis de l'étranger. — Ses lettres aux rois d'Angleterre et de Prusse. — Pacification de la Vendée; projets du Premier Consul. — Découverte des causes de la famine de Gênes. — Mesures prises pour y obvier. — Elles arrivent trop tard. — Plan de campagne de Bonaparte. — Rôle qu'il destine à Massena. — Préparatifs des Impériaux.

Massena sentit qu'il fallait d'abord réorganiser l'armée en commençant par la tête, et assurer ses subsistances; car, d'une part, la discipline n'est possible qu'autant qu'elle descend du haut en bas de l'échelle hiérarchique, et, de l'autre, il n'y a pas de dévouement qui tienne contre la faim. Soult, Suchet et Turreau furent désignés pour remplir les fonctions de lieutenants généraux; grade de récente institution, qui permettait au même général de commander plusieurs divisions à la fois. Tous les officiers généraux hors d'état de s'acquitter de leurs devoirs pour cause de maladie ou autrement, reçurent l'ordre de rentrer dans l'intérieur; et Massena aima mieux confier des divisions à des généraux de brigade pleins de santé et de vigueur que de les laisser entre les mains de titulaires malades ou sans

énergie. Il réserva la place de chef d'état-major au général Oudinot, dont il avait éprouvé le zèle, et maintint le commandement de l'artillerie au respectable général Lamartillère; il confia celui du génie au chef de brigade Marès, dont il avait eu l'occasion d'apprécier déjà la capacité à Zurich, et crut ne pouvoir mieux faire que de remettre l'administration entre les mains de l'ordonnateur Aubernon, à la capacité et à l'intégrité duquel chacun jusque-là rendait hommage.

Grâce à la licence accordée à Olivieri, les troupes stationnées devant Gênes et dans le Ponant reçurent bientôt plus que demi-ration de pain; le fournisseur de la viande s'exécuta et les premiers besoins du soldat furent à peu près satisfaits. Ce résultat obtenu, Massena fit distribuer des capotes, des habits et des effets de linge et chaussure aux hommes les plus nécessiteux, et de préférence à ceux qui étaient aux avant-postes. Il pourvut tous les corps de munitions et en forma des dépôts le long de la côte; enfin il délivra des lettres de marque à des armateurs qui protégèrent notre cabotage et favorisèrent l'approvisionnement de l'armée.

Les hôpitaux devinrent aussi l'objet d'une attention toute particulière. Une sorte de peste causée par l'agglomération des malades et leur entier abandon régnait à Nice. Cette épidémie présentait des symptômes divers; dans les commencements, la plupart de ceux qui en étaient atteints éprouvaient des accès d'une fièvre putride et nerveuse; un violent mal de tête amenait le délire; un abattement profond, des douleurs aiguës dans les membres, des nausées fréquentes, une constipation opiniâtre et un relâchement qui dégénérait quelquefois en dyssenterie emportaient les malades en peu de jours.

Le foyer principal de cette peste était dans l'étroite église de Saint-Dominique. Là plus de mille moribonds gisaient pêle-mêle avec les cadavres des malheureux décédés depuis trois ou quatre jours, sur les dalles nues, dans une affreuse malpropreté, en proie aux intempéries de la saison, sans aucun soulagement ni la moindre consolation. Aux émanations délétères de ce cloaque se joignaient les miasmes des immondices qui encombraient les rues étroites et boueuses de la ville. Nul assainissement n'était possible si l'administration municipale ne les faisait nettoyer. Massena l'y força; il fit construire hors de l'enceinte les aménagements les plus indispensables, y pratiqua des crèches en guise de bois de lit, les garnit de paillasses et de couvertures, et y fit transporter les malades, qui éprouvèrent aussitôt une amélioration notable. L'église fut évacuée, nettoyée et blanchie au lait de chaux. Enfin, la rigueur du froid vint aider à la désinfection de la ville.

Les mêmes moyens furent employés à Cannes et dans tous les autres hôpitaux de la ligne du sud-est : c'était tout ce que permettait l'exiguïté des ressources disponibles. Ce service avait toujours été la partie faible de l'armée d'Italie, mais les horreurs qu'on y voyait alors surpassaient de beaucoup celles des plus funestes périodes de 1793, 94 et 95. Aussi la terreur qu'inspiraient les hôpitaux était si grande dans l'armée que de malheureux soldats blessés, ou atteints par la contagion, refusaient jusqu'au dernier moment d'y entrer, et préféraient expirer sur les routes ou dans les bivouacs entourés de leurs camarades.

A mesure que l'état des troupes éprouvait quelque amélioration, le général en chef resserrait les liens de

la discipline; et quoiqu'il eût résolu d'attendre l'arrivée de quelques généraux de confiance pour réorganiser l'armée, il crut ne pouvoir différer d'en renvoyer sur les derrières plusieurs qui servaient avec dégoût et contre lesquels s'étaient élevés depuis son arrivée de graves sujets de plainte. Là ne se bornèrent pas ses soins. La gauche de son armée étant séparée du centre par les vallées de la Stura et de Barcelonnette, il sentit qu'il ne pourrait couvrir celles de la Tarentaise, de la Maurienne, de Neuvache et de Barcelonnette qu'en faisant fortement retrancher le petit Saint-Bernard, le mont Cenis, le mont Genèvre et le col de l'Argentière. En conséquence il fit construire des batteries couvertes, une manutention et des baraques aux postes du petit Saint-Bernard et un retranchement avec coupures et baraques au mont Cenis. Il fit aussi mettre en état de défense le fort de Fenestrelle et réparer la route de la vallée de Queyras; enfin il établit des batteries sur le plateau de Tournoux, ainsi que dans la plaine de Glaisolles et sur la montagne de Vars, de manière à mettre une poignée d'hommes en état d'arrêter un corps nombreux dans ces défilés.

Au moment où le général en chef se livrait à ces travaux, l'adjudant général Lacroix, dépêché de Paris par le ministre de la guerre, lui remit des instructions faites pour l'étonner. Elles invitaient Masséna à porter sa droite sur la partie de l'armée autrichienne qui occupait la rivière du Levant et la Spezzia. Les neiges, disaient-elles, rendant impraticables les autres débouchés de l'Apennin, le rassemblement des troupes sur la droite n'offrait aucun danger; à supposer même que les Impériaux tentassent une diversion, rien n'empêcherait

de culbuter la division ennemie de la Spezzia, de porter autour de Gênes la masse de ses forces et d'arriver sur les débouchés de Novi, de Montenotte et du Tanaro. Le Premier Consul estimait que le mouvement exécuté avec célérité et vigueur ne rencontrerait pas d'obstacle sérieux et exercerait sur l'ouverture de la campagne la plus heureuse influence. (Voy. *Pièces justificatives*, n° III.)

A ne voir les choses que sur la carte, certes l'opération semblait facile; mais, tout bien considéré, elle était impossible. Il n'y avait de pain assuré que pour cinq jours et la compagnie Antonini ne donnait pas encore signe de vie. Point de moyens de transport, ni pour l'artillerie, ni pour les vivres, ni pour les munitions; pas de fourrages, pas de cavalerie. L'armée manquait de souliers, et de tous les services, un seul marchait, celui de la viande. Aussi, loin de songer à un mouvement offensif, le général en chef s'estimerait trop heureux s'il conservait ses positions.

Des affaires fort importantes appelèrent Masséna à Gênes le 10 février. Cette place, que d'un moment à l'autre on pouvait être contraint d'abandonner à ses propres forces, était dans une situation peu rassurante et exigeait de grands travaux pour être mise en état de défense. Le général en chef en fit une reconnaissance attentive avec le chef de brigade Marès.

Par négligence ou défaut de moyens du gouvernement génois, ce boulevard, malgré sa double enceinte et sa ligne d'ouvrages extérieurs, n'était guère plus respectable qu'en 1747; il fallait non-seulement exécuter de grands travaux pour qu'il pût remplir le rôle auquel il était destiné dans la prochaine campagne, mais

encore pourvoir à la subsistance d'une population de 70,000 âmes qui n'avait pas les stimulants de l'armée pour supporter avec résignation les horreurs de la famine.

Gênes, ruiné par l'occupation étrangère et l'anéantissement de son commerce, contenait des ennemis d'autant plus dangereux que presque tous, riches et d'anciennes familles, ils exerçaient par l'ascendant de leur origine et par leur fortune une grande influence sur le bas peuple. La destinée de cette place, cependant, semblait liée à celle de la France. Depuis plusieurs siècles déjà les rapports des deux nations étaient fréquents et intimes; sa position est trop spéciale en cas d'invasion de notre part pour que nous ayons jamais négligé de nous l'assurer. L'État de Gênes, que les Romains appelaient Ligurie, n'a presque pas changé depuis eux, en étendue de territoire. Il forme une zone (voyez t. 1^er^, chap. 1^er^, p. 7) de 24 myriamètres de long sur 2 à 3 de largeur, comprise sur la côte de la Méditerranée depuis Vintimiglia jusqu'au petit duché de Massa, qui la sépare de la Toscane. Cet espace est ce qu'on appelle la rivière de Gênes, à cause de sa longueur, de son peu de largeur et des nombreuses sinuosités qu'il forme. La partie de la Ligurie située à l'ouest de Gênes s'appelle rivière du Ponant, et l'autre, rivière du Levant. Le grand nombre d'anses et de mouillages qui se trouvent dans l'une et dans l'autre y a fait construire une quantité de villes et de villages formant pour ainsi dire une chaîne non interrompue de Gênes aux frontières de France et de Toscane.

La Spezzia, située à l'extrémité orientale de la Ligurie, peut être regardée comme un immense bassin creusé

par la nature pour permettre, en quelque sorte, la formation d'un des plus beaux États maritimes de l'univers. Il était défendu à cette époque par le petit fort de Sainte-Marie que les Anglais n'avaient pas encore détruit. La population de l'État de Gênes s'élevait alors à environ 450,000 âmes, dont 200,000 dans la rivière et les vallées du Ponant, 180,000 dans celle du Levant et 70,000 pour la capitale.

Le sol est naturellement ingrat et aride, sauf les environs du golfe de la Spezzia et quelques endroits moins importants. Mais la patience et le labeur des habitants ont fait qu'à la longue la majeure partie de la côte et le pied des montagnes se sont successivement couverts d'oliviers, de vignes et d'arbres fruitiers. La partie cultivée de la Ligurie se réduit donc à cette lisière étroite de terrain et aux revers inférieurs des vallées vers leurs débouchés. Au-dessus, ce ne sont que des rochers arides et nus d'un aspect désolé, et où l'on ne trouve, en s'éloignant des routes du commerce, que quelques habitations misérables, et de maigres bois de châtaigniers.

Limité d'un côté par le comté de Nice, le Piémont, le Montferrat; de l'autre, par le duché de Massa, la Toscane, les fiefs impériaux, le Plaisantin et le Tortonnais, l'État de Gênes commandait par les forts de Seravalle et de Gavi les routes de la Lombardie et du Piémont. On voit tout de suite l'immense avantage de son occupation en offensive et en défensive pour arriver à Alexandrie, au centre de l'Italie. Aussi Gênes a-t-il été le point de mire de notre ambition à toutes les époques de nos guerres d'Italie. Au commencement des temps modernes, sous Charles VIII, Louis XII et François I^er^, de 1492 à 1545,

les armées françaises ont occupé dix fois cette république. Le peuple génois, depuis les croisades, se sentait porté d'inclination vers la France; et il ne fallut rien moins que les immenses avantages que Charles-Quint accorda à son commerce par le traité d'Aranjuez en 1545 pour le détacher un peu de nous.

Louis XIV fit plier devant lui l'orgueil de ces républicains, en forçant le doge de venir à Versailles, contrairement aux lois constitutives de l'État, apporter la soumission et les excuses de sa patrie : les Génois durent en conserver un amer ressentiment. Cependant, lors de la guerre de 1747, quand ils étaient sur le point de succomber sous les forces réunies de Marie-Thérèse et de Charles-Emmanuel III, ils sentirent renaître leurs vieilles sympathies et accueillirent avec enthousiasme la venue de Boufflers, qui, par son énergie et son habileté, sauva la ville et força à la retraite le général Schulembourg.

Au début de la révolution, quand l'Europe forma contre nous la menaçante coalition de 1792, Gênes, comme on l'a vu, s'abstint et garda vis-à-vis de la France une neutralité absolue.

En 1797, lorsque Bonaparte, vainqueur en Italie, organisa partout des semblants de républiques démocratiques, Gênes se laissa gagner par la contagion. L'esprit de propagande y avait fait des progrès, et ses idées y avaient de nombreux partisans. Le 9 mai, à l'occasion d'une partie de paume, un jeune homme, descendant d'une des familles les plus illustres de la République, Philippe Doria, se mit à la tête du mouvement populaire et tenta de renverser le gouvernement. Le Sénat résista et s'appuya sur les ouvriers du port, qui se rendirent

maîtres de la ville après une mêlée sanglante où périrent la plupart des insurgés, et à leur tête Philippe Doria.

Cependant les paysans des campagnes, et notamment ceux de la rivière du Ponant, qui voulaient l'établissement de la démocratie, l'emportèrent sur tous les points. Le Sénat dut alors céder la place à une municipalité qui ne tarda pas à constituer un gouvernement purement démocratique. Quelques corps de troupes françaises vinrent s'établir à Gênes, et Bonaparte et le ministre Faypoult, par leur convention du 6 juin 1797, achevèrent d'en faire une annexe de la république française. Une clause curieuse de cette convention, fut celle qui imposait aux membres du gouvernement provisoire institué par le peuple l'obligation d'en faire partie, sous peine d'une amende de 2,000 écus.

A l'arrivée de Massena, le gouvernement de la république se composait d'une commission provisoire de 14 membres investie de pouvoirs très-étendus, laquelle avait succédé après le 18 brumaire à cette sorte de Directoire qui s'était attiré la haine publique autant par son despotisme, que par sa soumission aux exigences des généraux français. Une émeute populaire, excitée par la noblesse dont les espérances s'étaient relevées plus vives que jamais après la victoire des Russes à Novi, ayant renversé ce faible gouvernement y avait substitué cette commission. Sous le rapport des lumières, elle ne laissait rien à désirer, mais ses inclinations étaient au fond peu favorables aux Français, sans pour cela l'être davantage à l'Autriche. Cette autorité, génoise avant tout, contrecarrait ouvertement, ou d'une manière détournée, tous les projets du général en chef; il fallait se la concilier. Massena l'ayant assemblée, lui

demanda la réalisation de l'emprunt dont son ministre à Paris avait pris en quelque sorte l'engagement. Elle objecta son embarras qui était réel, exposa en termes amers les souffrances du peuple, protesta de son dévouement à la France, et se tira d'embarras par des faux fuyants. Changeant même de rôle, elle réclama vivement à son tour le rapport d'un arrêté du général Championnet au sujet d'une affaire qui traînait depuis quatre ans et qui avait pris naissance dans les circonstances suivantes.

Le corsaire l'*Aventurier* ayant capturé deux navires génois, la *Paix* et l'*Europe*, chargés d'une riche cargaison destinée, disait-on, à l'armée autrichienne, le consul Lachaize les fit relâcher. Un procès s'ensuivit, et le tribunal d'appel d'Aix ayant déclaré les bâtiments de bonne prise, condamna les consignataires à payer à l'armateur de l'*Aventurier* 2,400,000 francs. Vives réclamations des négociants et du gouvernement génois au Directoire, et par suite négociation interminable. Cependant, au moment où l'armée française était acculée à la côte, Championnet, pressé par la misère et autorisé d'ailleurs par le gouvernement français, exigea le payement de cette somme pour l'appliquer aux besoins de ses troupes. Le général Marbot, en conséquence, arrêta les principaux négociants génois, et mit des garnisaires chez ceux qu'il ne put atteindre.

Cette réclamation, dont les circonstances ne permettaient guère d'examiner la justice, fut favorablement accueillie par Massena, qui avait hâte d'arriver à l'emprunt. La commission éleva alors une autre difficulté. Elle nourrissait l'aile droite de l'armée, disait-elle, et ne pouvait ajouter à cette charge déjà lourde un nou-

veau fardeau. Le général promit de faire cesser cet état de choses. La commission demanda alors que les traites de la trésorerie fussent acceptées par un banquier français, qui en enverrait la valeur en lettres de change à échéances échelonnées. Massena vit percer de la malveillance dans les obstacles suscités, et répondit que les intérêts des deux républiques étant les mêmes, venir au secours de l'armée française c'était faire acte de sagesse et de prévoyance; au contraire on assumait une grande responsabilité en refusant d'aider l'armée chargée de couvrir la Ligurie. Il engagea donc la commission à y réfléchir et leva brusquement la séance. Craignant alors d'avoir montré trop à nu ses secrètes dispositions, cette commission chercha à calmer le général, et lui remit dans la journée une note où elle s'efforça de l'apitoyer, en y déroulant les misères du peuple génois.

Il eût été difficile à Massena d'obvier à ces embarras si le hasard ne l'eût secouru. Peu d'heures après, le bruit se répandit à Gênes que le gouvernement français venait de mettre à Marseille l'embargo sur les navires chargés de blé pour la Ligurie et de défendre toute exportation. « Quoi! dit la commission dans une se-» conde note remise le même jour à Massena, c'est au » moment où l'ennemi paraît former des projets d'atta-» que contre Gênes qu'on suspend l'exportation des » blés pour la Ligurie, et comment nourrirons-nous no-» tre peuple? » A cette note était joint le tableau des approvisionnements de la ville et du prix courant des denrées, qui commençait déjà à être fort élevé. La farine valait 300 francs le cantaro (hectolitre) et les objets de première nécessité étaient à proportion. (Voy. *Pièces justificatives*, n° IV.)

Certes Massena était loin de s'attendre à voir annuler ses ordres par les Consuls. Il se plaignit à Bonaparte, lui représenta combien cette mesure inconsidérée ajoutait à son embarras, lui demanda si les pouvoirs dont il l'avait investi n'étaient que fictifs; et comme le temps pressait et ne permettait pas de traiter l'affaire par correspondance, il trancha la difficulté en mandant à Saint-Hilaire d'employer la force pour lever l'embargo mis sur les navires génois : ce qui eut lieu en dépit de la douane. Tous les bâtiments qu'elle avait retenus mirent à la voile; mais la fatalité, plus puissante que la volonté du général en chef, les empêcha de parvenir en temps utile à leur destination : les vents contraires les retinrent longtemps dans le golfe de Lyon.

Cependant Massena, qui avait fait preuve de bonne volonté, insista près de la commission ligurienne pour obtenir les 2 millions revenant aux armateurs du corsaire français. A bout de moyens dilatoires, elle répondit : Qu'elle-même forcée à de grands sacrifices pour la subsistance du peuple, elle ne pouvait offrir que 500,000 francs. Le général les accepta; mais quand il fallut verser, de nouvelles objections s'élevèrent. Résolu alors à en finir, il réunit la commission et la somma de résoudre sans désemparer par oui ou par non les questions suivantes :

1° Se sentait-elle en état d'approvisionner Gênes?

2° Consentait-elle à verser tout de suite 500,000 francs pour les besoins de l'armée en échange de traites du payeur sur la trésorerie française? Il la prévint que dans le cas où cela lui serait impossible, elle aurait à dresser séance tenante une liste de 50 négociants notables sur lesquels on répartirait un emprunt forcé

d'un million pour cet objet, et à s'adjoindre au préalable 5 membres, nommés par le général en chef, pour veiller aux achats et aux arrivages des grains.

Malgré leur finesse, les membres du gouvernement provisoire ne virent pas le piége caché dans cette demande d'adjonction de 5 membres pour un objet déterminé, il est vrai, mais le seul sur lequel au fond il y eût à délibérer. Ils y souscrivirent, et la majorité hostile à l'armée se trouva ainsi annulée. Peu importait après à Massena de voir rejeter ses autres demandes, puisque son but était atteint et que, l'esprit de la commission étant changé, il en pouvait désormais tout attendre dans la mesure de ses forces. C'est au ministre français Belleville que revient l'honneur de ce mezzo termine; son premier effet fut d'ouvrir les bourses des négociants et de procurer de l'argent pour l'achat des subsistances, en petite quantité, il est vrai, jusque sur les frontières de France. On put ainsi jeter quelques vivres dans Savone et dans Gavi.

Bientôt après, Massena fit mettre en activité toute la garde nationale génoise; et cette mesure entoura la commission régénérée d'une force qui la rendit respectable aux yeux du peuple et débarrassa l'armée d'un service trop fatigant pour sa faiblesse numérique, car la faction dépossédée du pouvoir à Gênes se vengeait, en agitant la population des campagnes qui n'avait que trop de dispositions à l'insurrection, ce qui nécessitait un grand déploiement de forces.

Jusqu'alors l'armée n'avait obtenu que des secours insuffisants pour la mettre en état de reprendre l'offensive. La plupart des troupes étaient encore sans souliers, car les neiges brûlaient au fur et à mesure ceux

qu'on leur délivrait. Les maladies continuaient leurs ravages; et si la désertion à l'intérieur n'avait plus lieu en masse, elle n'en continuait pas moins isolément dans une proportion effrayante. 22 bataillons auxiliaires annoncés avec apparat comme un renfort considérable et que le Premier Consul avait comptés pour 20,000 hommes, n'en fournirent pas le dixième. Le 1er bataillon du Var, dont la force avait été portée sur les états du ministre à 1,100 baïonnettes, arriva à Nice avec 49 hommes, officiers compris; celui du Puy-de-Dôme, porté à 1,200 hommes, en présenta 64. Tous les autres éprouvèrent le même déficit dans leur effectif.

D'un autre côté, l'appel fait par Massena aux volontaires et réquisitionnaires rentrés depuis deux ans dans leurs foyers avec ou sans congé ayant échoué, et ses invitations pressantes et réitérées aux autorités civiles de la circonscription de l'armée de poursuivre les déserteurs n'ayant obtenu aucun succès, il devint évident pour le général en chef que ce n'était pas avec 30,000 hommes dénués de tout qu'il ferait la conquête de l'Italie; et comme à cette époque rien ne l'autorisait encore à supposer que Bonaparte l'eût destiné à remplir un rôle secondaire, il se plaignit avec amertume de tous les dégoûts dont on l'abreuvait depuis son départ de Paris, et représenta au ministre que les 9 bataillons (5,500 hommes) qu'il l'avait autorisé à tirer des 7e, 8e et 19e divisions militaires dont ils faisaient la force principale, et les 1,100 hommes de la garnison capitulée d'Ancône non encore échangés, ne suffiraient pas pour le mettre en état de prendre l'offensive. Il demandait un renfort de 8 à 10 demi-brigades qu'on devrait diriger par les Alpes afin de les préserver du mauvais esprit qui

régnait dans les départements méridionaux. Cette demande resta d'abord sans réponse, mais bientôt après il reçut l'ordre de diriger sur Lyon quelques-unes de ses demi-brigades les plus faibles pour y être complétées par des conscrits. Il s'empressa d'envoyer les 21e, 30e, 35e et 39e qui furent en effet réorganisées, mais qu'il ne revit plus.

Cependant le moment d'entrer en campagne approchait. Le baron Melas terminait ses préparatifs, et les avis que Massena recevait de ses émissaires ne laissaient plus de doutes sur la concentration prochaine de ses forces.

L'armée française vivait au jour le jour, à force d'expédients; et si le général autrichien prenait l'initiative, Massena n'ayant qu'une poignée de malheureux à lui opposer, sans artillerie, se verrait dans la nécessité de lui abandonner la rivière du Ponant et la Provence pour se retirer sur l'Isère. Les représentations qu'il adressa tantôt au Premier Consul, tantôt à Berthier, n'obtenant jamais de réponse, il finit par déclarer à ce dernier qu'il y avait un terme à tout, et menaça de donner sa démission. Berthier répondit par des protestations de zèle et d'amitié. Bonaparte, disait-il, envoyait l'adjudant général Thiébault avec 500,000 francs pour le service des hôpitaux. Il annonçait 1,500,000 francs en traites sur Gênes et Marseille, et 500,000 en espèces, qu'un ordonnateur allait lui porter directement.

L'ordonnateur ne parut pas plus que les 500,000 francs.

Poussé à bout par tant de mécomptes et de pareils procédés, Massena fit un appel direct au Premier Consul. « Ce n'est pas le général en chef, dit-il, qui s'adresse

» au premier magistrat de la République, c'est votre ca-
» marade, c'est le compagnon de vos anciens travaux
» qui vous écrit, mon cher général. J'ai tout fait jusqu'à
» ce jour pour travailler avec efficacité à la réorganisa-
» tion de l'armée, mais je m'aperçois trop que je ne
» suis pas secondé. Cette armée est oubliée, et le dénû-
» ment absolu de subsistances, de fonds et d'hommes
» dans lequel on la laisse, me démontre qu'elle n'est
» point destinée à agir offensivement; on pousse l'aban-
» don trop loin, et, je dois vous le dire, cette armée
» ne pourra pas même soutenir la défensive. »

Le général rappelait ensuite à Bonaparte les promesses qu'il lui avait faites dans leurs entrevues à Paris, les conditions auxquelles il s'était chargé du commandement de l'armée d'Italie. « Qu'avait-on fait
» pour lui? Rien. L'armée se trouvait exactement dans
» l'état où il l'avait prise, et sa présence n'avait fait
» qu'ajourner l'époque de sa complète dissolution. » Ses services passés lui donnaient le droit de demander toute la vérité. Si l'armée était destinée à agir offensivement, il fallait qu'on lui envoyât des renforts, de l'argent, des subsistances, des vêtements; si au contraire elle devait rester sur la défensive, il suppliait qu'on lui donnât un successeur le plus tôt possible. « Vous répondrez, disait-il
» en terminant, je n'en doute pas, général, à ma de-
» mande franche et loyale. Au reste, recevez cette dé-
» claration que le soin de ma propre gloire et les cir-
» constances me forcent à vous faire : si d'ici à quinze
» jours la position de l'armée ne change, par les mesures
» que prendra le gouvernement, je renoncerai au com-
» mandement, et je le remettrai au lieutenant général
» le plus ancien en grade. »

L'adjudant général Lacroix porta cette dépêche au Premier Consul, qui la laissa sans réponse. Un mystère impénétrable couvrait dès lors ses desseins; car il avait besoin, pour les faire réussir, non-seulement de la discrétion, mais encore de les laisser ignorer absolument à ceux qui l'entouraient. Après s'être emparé du pouvoir au 18 brumaire, il voulait éloigner la crainte que la nation pouvait justement éprouver en voyant à sa tête un général ambitieux et dans toute la verdeur de la jeunesse. Le pays, épuisé par une longue guerre et un désordre intérieur complet, devait redouter que le chef du gouvernement l'entraînât dans des entreprises hasardeuses qui auraient achevé de compromettre l'existence de la France. Aussi Bonaparte commença-t-il par annoncer très-haut son désir d'obtenir la paix, et la ferme résolution de ne faire la guerre qu'autant qu'on l'y forcerait. Il ne lui suffisait pas que la nation connût ces intentions, il fallait en convaincre l'Europe entière et se ménager par là aux yeux de tous un rôle purement défensif. Au mépris de tous les usages diplomatiques reçus, et par une innovation grande et hardie, il écrivit directement au roi d'Angleterre, le 26 décembre, une lettre remarquable par l'élévation des sentiments et par l'ampleur des idées, dans laquelle il lui proposait la paix.

Le cabinet de Londres fit à notre ministre des affaires étrangères une réponse évasive et embarrassée, où il demandait comme gage de la sincérité des intentions du Premier Consul le rétablissement de la dynastie légitime sur le trône de France. C'était assez clairement refuser la paix offerte. Dans le même temps, par une attention courtoise, Duroc était envoyé à Berlin pour

annoncer au roi de Prusse les événements du 18 brumaire, lui demander la continuation de sa neutralité en cas d'une nouvelle attaque de la coalition, et même un peu son alliance. La neutralité fut promise et l'alliance éludée.

Il ne restait plus à Bonaparte qu'à s'assurer de la tranquillité et du calme à l'intérieur; pour cela il fallait arriver à la complète pacification de la Vendée et de la Bretagne. Les chefs de la chouannerie vinrent à Paris munis de sauf-conduits, et purent librement traiter des conditions de leur soumission. Tous déposèrent les armes, à l'exception de Georges Cadoudal et de quelques autres conspirateurs émérites. Bonaparte put alors se livrer tout entier au développement de son plan.

Le 15 janvier 1800, Lefebvre fut appelé au commandement de la 17e division militaire, dont Paris était le chef-lieu. Quelques jours après, le 1er février, la 14e et la 15e qui comprenaient les départements de l'Ouest furent réunies à celle de Paris et placées sous le même chef. Ces mesures nécessitaient quelques mouvements de troupes; aussi, quinze jours plus tard, 4 demi-brigades détachées de l'armée de l'Ouest recevaient l'ordre de se rendre à Paris, et en même temps on annonçait la formation d'une légion italique à Dijon. Le but de ces allées et venues de troupes était de cacher l'intention qu'avait le Premier Consul de former une armée dont lui seul connaissait la force et la destination. Cependant, pour mieux endormir encore l'opinion publique, que ces mouvement auraient pu éveiller, il fit décréter brusquement (le 8 mars) la formation d'une armée de réserve à Dijon et lança une proclamation au peuple français où il dénonçait énergiquement les tra-

mes machiavéliques de l'Angleterre en même temps qu'il proclamait le vœu du gouvernement de donner la paix au monde. Il appela à grand bruit les anciens soldats et les citoyens en état de porter les armes, les invitant à se réunir au quartier général de l'armée, à Dijon.

Les puissances coalisées se moquèrent beaucoup de cette armée de réserve, et le grave Conseil aulique lui-même se dérida à la vue des caricatures qu'on fit sur elle. Bonaparte, comme s'il voulait donner raison aux rieurs, ne rassembla à Dijon que quelques corps insignifiants, tels que les hussards à pied de Caen et d'Orléans, les escadrons de volontaires à cheval montés à leurs frais, quelques vieux soldats et les dépôts de l'armée d'Orient. L'état-major et l'administration de l'armée s'y rendirent au complet et en grand appareil, mais sans armée réelle; ce qui redoubla l'ironie des espions et la sécurité des cours ennemies.

Mais pendant ce temps-là le Premier Consul tirait de l'armée de l'Ouest 9 bonnes demi-brigades (voy. *Pièces justificatives, n°* V), qu'il faisait filer à petit bruit vers la Suisse par des routes peu fréquentées et où les troupes ne passaient pas d'habitude; il gardait à Aix la 17e légère et les 37 et 39e de ligne qu'il avait demandées à Massena pour les compléter avec des recrues, et faisait partir de Paris, ostensiblement pour Dijon, mais en réalité pour être jointes aux précédentes, 3 demi-brigades excellentes. Les dépôts de cavalerie cantonnés aux environs de Lyon formaient deux belles divisions toutes prêtes et toutes portées. Ces troupes réunies formaient 4 divisions d'infanterie, et, comme nous l'avons dit, 2 de cavalerie. Leur total montait à 32,367 hom-

mes, dont 27,455 d'infanterie, 4,043 de cavalerie et 869 d'artillerie.

L'opinion générale sur ce qu'on savait de la véritable armée de réserve était qu'elle se diviserait en deux parties, l'une destinée à renforcer Moreau, et l'autre à marcher au secours de Massena. Ce général, instruit par ses amis de Paris de ce qui se passait, ne partagea pas cette opinion, et son étude particulière du caractère de Bonaparte lui fit présumer quelque chose de plus grand et de plus décisif. Confiant dans les promesses du Premier Consul, il ne doutait pas du reste de son intention de lui envoyer un secours efficace. Il patienta donc; car Bonaparte le connaissait aussi, et savait combien Massena était homme à mettre à exécution ses menaces. Son principal motif pour attendre, c'est qu'il comptait sur une confidence entière de la part de celui-ci; sans songer qu'en matière aussi grave, la première condition du succès est une discrétion entière et absolue.

Vers la même époque Oudinot et Soult arrivèrent à Nice. Massena, comme on l'a déjà dit, avait choisi le premier pour son chef d'état-major; il désigna le second pour remplir les fonctions de lieutenant général à l'aile droite, et Suchet et Turreau commandaient, comme nous l'avons vu, en cette qualité, le centre et l'aile gauche. Le général en chef demanda, par pure formalité, les lettres de service de Soult et de Suchet, ne présumant pas que cela pût souffrir la moindre difficulté; mais quel fut son étonnement de ne recevoir que celles de Suchet, et d'apprendre de Berthier que le Premier Consul, avant de signer celles de Soult, demandait des renseignements sur ce général. Massena, charmé de trouver l'occasion de relever le mérite de Soult, répondit à Berthier

que non-seulement il avait fait toutes les campagnes de la révolution, mais prouvé en Helvétie de la capacité, effectué avec succès le hasardeux passage de la Linth, et battu le corps autrichien du général Hotze; qu'enfin il avait eu la meilleure part à la défaite des Russes. Massena attribua d'abord à une autre cause le scrupule du Premier Consul, et craignit que Soult n'eût émis une opinion peu favorable au 18 brumaire; mais il apprit bientôt que le retard de sa commission provenait seulement d'une intrigue de bureau.

A cette époque commencèrent à s'ourdir les menées et les conspirations qui soulevèrent les populations contre nous, et vinrent compliquer nos embarras déjà si nombreux. Le général Assaretto, Génois admis dans nos rangs, n'avait changé de cocarde que pour mieux servir la faction aristocratique à laquelle il était secrètement dévoué. Ce misérable employé à Gênes, où ses connaissances locales et ses relations particulières le mettaient à même de rendre quelques services, trompa la confiance qu'on lui témoignait et conçut le projet de livrer la ville aux Impériaux. Il se rendit à Turin sous un déguisement, avec son aide de camp Lapotterie, et proposa au baron Melas d'exciter un soulèvement populaire à Gênes et d'en expulser les Français, pourvu qu'il consentît à le soutenir par une attaque extérieure. Le vieux baron accueillit d'abord sa proposition avec méfiance et dégoût, mais il consentit à recevoir les avis que ce traître s'engagea à lui adresser. Peu de temps après, le frère d'Assaretto, qui résidait à Savone comme consul du Danemark, vint avec Lapotterie proposer de la part du général d'enlever par surprise Savone et Vado. Ce plan était si bien combiné que le baron Melas lui ac-

corda plus d'attention qu'au premier. Les ordres de franchir l'Apennin furent donnés au comte Hohenzollern, et déjà ses troupes étaient en marche lorsqu'une grande quantité de neige, tombée dans la nuit du 23 février, fit ajourner indéfiniment l'expédition par la crainte de voir tous les cols obstrués et d'exposer une partie des colonnes à la merci des Républicains.

Le coup de main projeté sur Savone par mer échoua. Le bâtiment chargé de s'en rendre maître fut pris et on y trouva des uniformes autrichiens; néanmoins on ne soupçonna pas d'abord l'auteur de cette trahison; il fut reconnu plus tard par un hasard singulier. La femme d'un employé français se rendait de Gênes à Milan pour affaires de famille avec un passe-port du ministre d'Espagne; elle rencontra et reconnut à Novi, sous l'uniforme autrichien, l'aide de camp d'Assaretto. Celui-ci, craignant les suites de cette fâcheuse rencontre, fit arrêter cette dame par le général comte de Bussy, émigré au service de l'Empereur; mais, profitant d'une nuit obscure et pluvieuse pour s'échapper par la fenêtre de sa prison, elle arriva à Gênes, où elle s'empressa de faire sa déclaration. Le général en chef donna ordre d'arrêter Assaretto et tous les individus qui lui étaient attachés. Lapotterie s'échappa; on relâcha le secrétaire, dont l'innocence fut reconnue. Assaretto seul ayant été envoyé au fort Carré d'Antibes, s'évada en chemin, fut à Alassio et gagna Alexandrie, où il continua ses menées contre nous. C'est lui qui sema et fit développer les germes de l'insurrection allumée aux portes de Gênes, dans les vallées du Bisagno et de la Polcevera. Le baron Melas, calculant l'utilité qu'il en pouvait tirer, se hâta de la régulariser en fournissant des officiers, des munitions

et du pain aux révoltés. Cette insurrection nous fit d'autant plus de mal qu'elle obligea de tenir sur pied une partie des troupes pendant la saison la plus rigoureuse de l'année, et qu'elle augmenta la disette de Gênes. En effet cette ville ne tira plus rien des plaines du Montferrat, d'où jusqu'alors des spéculateurs excités par de gros bénéfices s'étaient hasardés à faire venir des convois de grains, de farine, de légumes et d'autres denrées, à travers les cantonnements et les avant-postes ennemis.

Néanmoins le premier trimestre de l'année s'écoula sans combats remarquables, et il n'y eut sur toute la ligne que des affaires de postes. Massena rassembla le plus de troupes qu'il put entre Vado et Gênes, mais la rareté des vivres opposait de grands obstacles à leur concentration. Les mouvements qui s'opérèrent dans les premiers jours de mars ayant été suivis de quelques reconnaissances dans les vallées du Tanaro, de la Bormida et de l'Orba, sur Cairo et Ovada, le baron Melas conçut des inquiétudes pour ses magasins d'Acqui. Il renforça sa garnison de 5 bataillons, 200 chevaux et 4 pièces de montagne; tira de Tortone 2 bataillons pour les poster à Serravalle, et d'Asti un régiment pour le placer à Felissano et à Solerio; enfin il jeta de petites garnisons dans les forts de Dernice, près Cantalupo, et de Tessarolo, qui furent tous deux approvisionnés et mis en état de défense.

Les avant-postes des deux armées étant fort rapprochés, la petite guerre devait nécessairement se rallumer aux premiers jours du printemps, et le 5 mars elle recommença dans les vallées du Bisagno et de la Polcevera. Les paysans étaient dirigés les uns par un officier

autrichien, les autres par un certain Leveroni, de Barbagelata. Vainement le général en chef tenta de les ramener par la douceur en leur faisant le tableau des maux que leur résistance attirerait sur eux, les insurgés, aveuglés par les promesses d'Assaretto, ne virent dans ces démarches que des indices de faiblesse et l'obligèrent à déployer la force. Le général Miollis fut chargé d'infliger le châtiment; et comme on avait entrevu la possibilité d'enlever les petits magasins établis par les Impériaux sur la côte, des dispositions furent prises pour remplir ce double objet.

Miollis rassembla ses troupes à Nervi et les partagea en 3 colonnes : celle de droite, formée de la 106e, conduite par le général Darnaud, devait se porter à Rapallo et Chiavari en longeant la côte; la colonne du centre, aux ordres de l'adjudant général Legros, composée d'un bataillon de la 8e légère, d'un bataillon de la 72e et de la 74e, devait, de Nervi se porter par Recco et Rona sur Rapallo, pour se joindre à celle de droite et agir ensuite suivant les circonstances. Le général Petitot avec la 24e, eut l'ordre de descendre sur la gauche la vallée de la Lavagna et d'opérer sa jonction avec les deux premières sur les bords de la Sturla. Le général Darnaud replia sans peine le premier jour les avant-postes des Impériaux au delà de la Lavagna; l'adjudant général Legros fut fortement engagé à la droite de Recco, enleva de vive force le Monte Allegro aux insurgés, et après s'être mis en communication avec la colonne de droite, dissipa la multitude rassemblée à Carasco. De son côté, le général Petitot battit le rassemblement qui s'opposait à sa marche à Ponte Cicagna, mais ne put percer au delà.

Le 6, le général Darnaud poussa avec une partie de sa colonne les Autrichiens au delà de Chiavari sur Sestri et s'empara de quelques sacs de farine et de pain qu'il expédia par mer à Gênes; mais Legros, marchant à la rencontre de Petitot, fut enveloppé à San Colombano par 3 à 4,000 paysans furieux, rassemblés par le tocsin et les cornets à bouquin qui résonnaient dans les montagnes. Obligé de renoncer à son projet, il se fit jour et voulut s'appuyer à la partie de la colonne de droite laissée sur la Sturla; la bande qu'il avait dissipée la veille à Carasco lui barrant encore le chemin, il lui marcha sur le ventre sans pouvoir néanmoins rejoindre la colonne de Darnaud. De son côté, le général Petitot se vit contraint de battre en retraite après avoir brûlé toutes ses cartouches. Poursuivie par une masse de paysans qui s'accroissait d'heure en heure, sa colonne et celle de l'adjudant général Hector Legros auraient couru de grands risques si Soult n'avait envoyé sur plusieurs points des détachements qui protégèrent leur retraite. Le général Darnaud n'éprouva aucune difficulté, et le colonel d'Aspres se contenta de reprendre possession des postes qu'il lui abandonnait. Ainsi se termina la première expédition de la campagne. Le châtiment infligé aux insurgés fut terrible, quoique incomplet, et laissa des ressentiments qui éclatèrent peu de temps après.

Jusque-là, la mobilité des corps qui occupaient la campagne empêchait que la ville de Gênes pût être observée au delà d'un rayon de 15 à 20 kilomètres. Ces affaires d'avant-postes et ces insurrections n'étaient que le prélude de combats plus sérieux, car les Autrichiens ne tardèrent pas à former le blocus par terre. En même

temps le port fut bloqué aussi par une escadre anglaise sous le commandement de l'amiral Keith, et la disette, déjà si pénible, augmenta promptement. Les pauvres, de jour en jour plus nombreux, ne pouvant mettre le prix aux denrées de première nécessité, la commission ligurienne fit distribuer des soupes d'herbages, que nos malheureux soldats enviaient encore aux habitants. On commença à débarrasser la ville de plusieurs milliers de réfugiés italiens et on les achemina sur Dijon.

Comme on pouvait le prévoir, cette crise causa de nouvelles explosions dans l'armée, moins graves pourtant que les précédentes. Massena avait pris un grand ascendant sur les esprits; le soldat, le sachant jour et nuit occupé à s'enquérir de ses besoins et des moyens de les satisfaire, se montrait généralement plus docile. On sait combien nos troupes sont ingénieuses à organiser la maraude : elle était devenue improductive depuis longtemps déjà par la grande misère du pays; on voyait ces braves gens gratter la terre pour en retirer des racines souvent malsaines et rarement nourrissantes. Ils avaient convoité les soupes économiques de Gênes, ils voulurent en faire à leur tour, et il en résulta dans presque tous les camps des accidents plus ou moins graves. Une compagnie de la 24e de ligne fut empoisonnée tout entière par une soupe de ciguë. La famine était telle que des soldats avaient vendu leurs effets d'habillements pour manger, ne conservant pour tout vêtement que leur chemise malgré la rigueur de la saison. On arrêta des brocanteurs qui parcouraient les camps pour acheter les armes, et l'on vit même des soldats français profiter de la nuit pour demander l'aumône dans les rues de Gênes. Encore si l'on

eût entrevu un terme à ces maux! mais point d'espoir: de tous ces fournisseurs dont le ministre avait donné la liste à Massena, pas un n'avait fait de livraison.

Il y avait alors à Gênes une maison française honorablement connue sous la raison commerciale Laflèche et Guyot, qui voulut bien fournir à l'armée 9,000 quintaux métriques de blé et 1,500 de légumes en échange d'une licence d'importation de 30,000 charges de farine et 10,000 de légumes. C'était une bonne fortune, et tous les croiseurs génois furent mis en réquisition pour escorter le futur convoi; mais, l'achat ayant été opéré et les navires chargés à Marseille, la douane mit opposition à leur départ. Le général Saint-Hilaire fut obligé, comme la première fois, de passer militairement par-dessus les formalités. Autre obstacle imprévu : la croisière anglaise empêcha le convoi d'aborder à Gênes; toutefois, ces grains procurèrent un grand soulagement aux divisions du centre, lorsqu'elles se replièrent sur le Var, et leur permirent de tenir cette ligne.

Peu de jours auparavant, le chef d'escadron Drouin avait reçu mission du général en chef de se rendre en Corse, à l'effet de mettre en réquisition les grains de toute espèce qu'il pourrait rassembler, et si sa mission n'eut pas de succès, il est juste de dire que la présence de l'escadre anglaise dans le golfe de Gênes en fut la seule cause.

Sur ces entrefaites, Massena apprit que le nommé Flachat, sous-traitant d'Antonini, était à Marseille et que l'ordonnateur Gérard lui avait remis 400,000 francs de la part du ministre de la guerre pour être employés au service de l'armée. Il lui donna l'ordre de venir aussitôt à Gênes prendre son service, mais Flachat n'ar-

riva qu'au bout de quelques jours et s'en justifia comme il put. Massena contint sa colère, parce qu'il annonçait l'arrivée prochaine de grains. Huit jours s'étant écoulés dans une inutile attente, Flachat rejeta effrontément le retard de l'arrivage sur les vents contraires, et malgré sa défiance, Massena prit encore patience; mais, rien ne paraissant après une autre huitaine, il fit jeter Flachat en prison, satisfaction morale donnée à l'armée, mais qui ne valait pas un hectogramme de pain. L'abandon complet de la compagnie Antonini étant ainsi avéré, les troupes furent réduites aux ressources que Massena put tirer de France. Il dépêcha l'adjudant général Franceschi à Marseille pour s'occuper exclusivement des subsistances et arrêter tous les approvisionnements que Flachat prétendait y avoir emmagasinés.

Cette dernière partie de sa mission demanda peu de temps, puisque les magasins de ce sous-traitant étaient imaginaires; mais Franceschi apprit que des spéculateurs, profitant des licences accordées dans l'intérêt de l'armée, avaient chargé, d'après le relevé de la douane, depuis la fin de janvier, 12,000 quintaux métriques de blé, de farine ou de légumes secs, et qu'au lieu d'en faire le déchargement à Gênes, ils l'avaient opéré partie à Livourne, où une prime anglaise leur était assurée, partie à l'embouchure de la Taggia, d'où ces denrées avaient été transportées en Piémont et vendues avec de gros bénéfices aux Autrichiens.

Lorsque Massena reçut ces renseignements, il était trop tard pour aviser. Il demanda immédiatement au Premier Consul d'arrêter que les exportations pour la Ligurie ne dépasseraient pas 30,000 charges de blé, et qu'elles ne pourraient s'opérer dorénavant que sur l'or-

dre direct du général en chef de l'armée d'Italie et par l'intermédiaire de la douane de Marseille; mais la brusque attaque de l'ennemi annula les bons effets qu'on devait attendre de ces sages mesures.

Au milieu des inquiétudes que l'état de l'armée, la saison et les préparatifs de l'ennemi inspiraient à Massena, une lueur d'espérance lui fut donnée par une dépêche de Bonaparte en date du 5 mars. Elle annonçait l'envoi de 1,800,000 francs, la création d'une armée de réserve et un plan de campagne où le rôle de l'armée d'Italie serait dans la mesure des moyens mis à la disposition de son général.

Ce plan lui fut apporté en effet quelques jours après par un officier qu'avait dépêché le ministre, en voici les traits principaux. Si Massena craignait d'être prévenu par l'ennemi, Bonaparte ne voyait pas d'inconvénient à ce qu'il attirât dans la rivière de Gênes 2,000 hommes de l'aile gauche, car les neiges couvraient encore les montagnes et l'armée de réserve serait en mesure d'accourir sur les Alpes. Dans le cas où l'ennemi réunirait des forces entre la Spezzia et Gênes pour attaquer par Novi et Montenotte, on recommandait à Massena de ne laisser qu'un faible corps au col de Tende, et de réunir les quatre cinquièmes de ses forces dans les environs de Gênes, où les troupes seraient très-bien jusqu'à la mi-avril. En supposant l'armée de 50,000 hommes, il en laisserait 40,000 devant cette place, 4,500 sur les Alpes, 1,500 à Sospello et au col de Tende, 1,500 dans Antibes, au château de Nice, à Vintimiglia et Savone, autant à Ormea et dans la vallée du Tanaro. Mais à partir de la fin d'avril on pourrait faire mieux en prenant l'initiative. « A votre place, ajoutait le Premier Consul,

» je trouverais la position belle. Tirez-en parti. Ne vous » effrayez pas si l'ennemi tend à se mettre sur vos » derrières et abandonnez toutes les positions qu'il veut » attaquer pour vous trouver vous-même avec toutes vos » forces sur ses ailes. Si l'ennemi fait la gaucherie de » réunir 12,000 hommes dans la rivière entre la Spezzia » et Gênes, tombez sur lui avec toutes vos forces et » massacrez-le. »

Bonaparte recommandait en outre, quels que fussent les événements, de mettre une garnison suffisante, des approvisionnements et un bon commandant à Gavi. « Qu'il ne se décourage pas, ajoutait-il, nous le déga- » gerons, fût-ce même par Trente. Dans les positions » que nous occupons, on n'est jamais battu lorsqu'on » veut fortement vaincre. Souvenez-vous de nos belles » journées. Tombez sur l'ennemi avec toutes vos for- » ces dès qu'il fera un mouvement. Si vous avez bien » battu ce qui se présentera par la rivière du Levant, » ce qui viendra par Montenotte sur Savone le sera éga- » lement. L'ennemi, à la manière autrichienne, fera » trois attaques; par le Levant, par Novi et par Monte- » notte : refusez-lui deux de ces attaques et trouvez-vous » avec toutes vos forces sur la troisième. »

Le Premier Consul insistait de nouveau sur la concentration des troupes, dans une dépêche qui suivit de près celle-ci.

« N'ayez point de ligne ; maintenez toutes vos troupes » réunies et groupées autour de Gênes en tenant vos » dépôts dans Savone : voilà les vrais principes mili- » taires. En agissant ainsi, vous battrez 50,000 hommes » avec 30,000, et vous vous couvrirez d'une gloire im- » mortelle. »

Ces idées générales sur la tâche à remplir par l'armée d'Italie dans la rivière de Gênes ne pouvaient être considérées comme un plan de campagne complet ; car, bien qu'elles indiquassent la répartition et l'emploi des troupes, elles faisaient abstraction des dispositions administratives les plus difficiles à combiner dans la circonstance. La dépêche ne contenait pas un mot sur la force, la composition et le rôle de l'armée de réserve. Massena supposa d'abord que Bonaparte avait voulu lui en faire un mystère, mais un peu de réflexion l'amena à penser qu'il ignorait encore lui-même les deux premières données.

Certes, si Massena avait mis ses titres à la considération du gouvernement consulaire et les engagements pris avec lui au mois de décembre précédent en balance avec la part qui lui était faite dans la prochaine campagne, il n'eût pas hésité à résigner le commandement comme Championnet. Il eût été d'autant plus fondé à le faire, qu'on grossissait fictivement de deux cinquièmes ses forces, en lui refusant les moyens nécessaires pour les rendre disponibles ; mais il ne crut pas que la gloire acquise pût le dispenser de tirer l'épée quand la patrie le réclamait. Or, les circonstances étaient trop graves pour que le ressentiment d'une préférence non justifiée qu'on avait donnée à Moreau dût prévaloir dans son âme sur les grands intérêts du pays ; il écrivit donc au Premier Consul : « Quel que soit le rôle que vous vou» liez me faire jouer dans la campagne prochaine, je le » remplirai avec zèle, pourvu que vous ne me laissiez » pas dans l'inaction. » Avait-il le pressentiment de ce qui l'attendait ?

Aussitôt que Turreau eut mis en marche 2,000 hom-

mes sur le centre, 20,000 furent rassemblés entre Savone et Novi, et 7,000 se concentrèrent à Finale.

Tandis que ces mouvements s'opéraient de notre côté, les Impériaux n'étaient pas restés oisifs comme on l'a faussement répandu chez nous. A la vérité le baron Melas, général de la vieille école, avait d'abord manifesté l'intention de chasser les Républicains de la rivière de Gênes par la famine, en empêchant l'arrivage des grains par mer, mais lorsqu'il apprit, vers la fin de février, tous les efforts de Massena pour réorganiser l'armée et la formation de celle de réserve, il ouvrit l'oreille aux conseils que la cour de Vienne avait placés près de lui pour rendre moins lourd à sa vieillesse le poids du commandement et régler le détail des opérations.

Il pouvait à son choix agir par sa gauche pour chasser les Français de l'État de Gênes, ou par son centre en pénétrant en France par le col de l'Argentière et le mont Cenis, et chacun de ces partis avait ses avantages et ses inconvénients. Le premier menait droit, pour ainsi dire, les Autrichiens sur la frontière de France et leur assurait la coopération de l'escadre anglaise, par laquelle se ferait le transport des subsistances ; mais le plus grand résultat d'une invasion dans cette direction n'aurait procuré que la conquête de Toulon ou de Marseille. Or, le premier de ces ports convenait mieux aux Anglais qu'aux Autrichiens, encore n'était-il pas certain qu'on pût s'en emparer. Après avoir mis à contribution Marseille, l'armée victorieuse aurait donc couru risque de se morfondre dans la Provence, pays parfumé mais stérile, et de n'avoir d'autres moyens d'existence que les grains apportés par mer d'Italie.

L'invasion par le centre paraissait scabreuse : l'armée

autrichienne aurait été réduite à ses propres forces, car il ne fallait pas compter sur les 12 à 15,000 Piémontais récemment organisés, tout au plus bons à garder les défilés sur les derrières, tant qu'on conserverait en France l'ascendant de la victoire. Il faudrait d'ailleurs tirer toutes les subsistances des magasins établis en Piémont et en Lombardie, ce qui aurait exigé un train de 10,000 bêtes de somme difficiles à se procurer et à nourrir ; d'ailleurs les défilés à franchir étaient hérissés de forts et de retranchements. Ici Fenestrelle et Queyras; là Mont-Dauphin et Tournoux ; puis, lorsqu'après avoir forcé les défilés que ces postes maîtrisent ou interceptent, on serait arrivé devant Briançon et Grenoble, il faudrait faire la conquête de ces deux boulevards avant de pouvoir marcher avec sûreté sur Lyon.

Tout balancé, le baron Melas s'arrêta au premier parti. Dès lors la conquête de Gênes devenait le début obligé de la campagne, car tant que ce boulevard resterait au pouvoir des Français, il n'y aurait point de sûreté pour Alexandrie et Tortone, à moins de laisser un gros corps d'observation sur le faîte de l'Apennin. Dans cette vue on commença à former de grands magasins à Turin, Alexandrie et Livourne. On rassembla un train de 6,000 bêtes de somme, et le vice-amiral Keith fut invité à croiser constamment dans le golfe de Gênes pour intercepter tous les convois de subsistances expédiés de Marseille, de Toulon et de Nice, sur les points de la côte au pouvoir des Français.

Cependant les nouvelles de France devenant de jour en jour plus explicites sur la formation de l'armée de réserve et sur la concentration des troupes aux environs de Genève, le général en chef des Impériaux, quoiqu'il

y ajoutât peu de foi, s'arrangea pour n'être pas pris au dépourvu dans le cas d'initiative de la part de Massena. Après avoir laissé le baron Ott, qui depuis quelques mois avait remplacé le général Klenau, avec 19 bataillons, 16 compagnies de chasseurs et 4 escadrons concentrés à Sarzana, derrière la Sturla, depuis San Stephano jusqu'à Chiavari, pour faire face à tout ce qui déboucherait de Gênes dans la rivière du Levant, il divisa le gros de son armée en 2 corps : l'un de 34 bataillons et de 20 escadrons devait se rassembler à Bra sous le commandement du général Elsnitz; l'autre de 41 bataillons et de 46 escadrons, aux ordres du comte Hohenzollern, dut se réunir entre la Scrivia et la Bormida.

De ces deux positions Melas se flattait de tenir tête à son adversaire de quelque côté qu'il se présentât, et de tomber sur lui avec toutes ses forces. Le parc de réserve était porté entre Alexandrie et la Bormida, le grand parc à Mantoue; les gros bagages furent envoyés à Bra et à Valence. De grands magasins de subsistances furent établis à Ceva et à Alexandrie. Ce dernier devait être transféré plus tard à Aqui et à Coni, mais on pensait alimenter l'armée par le magasin de Livourne aussitôt qu'elle aurait pris pied sur la côte du Ponant.

Le général Kaim avec 29 bataillons fut chargé d'observer tous les débouchés qui mènent de France et de Suisse en Piémont et en Lombardie, depuis le col de Tende jusqu'au Saint-Gothard. En cas d'invasion, il avait ordre de replier ses troupes sur Turin, à l'exception de la division Vukassowich, à laquelle Arona fut indiqué comme point d'appui, avant de se retirer sur Milan.

Comme on le voit, rien ne semblait avoir été oublié

pour assurer le succès de la campagne, et l'on avait même rédigé pour les officiers une instruction sur la manière de faire la guerre en pays de montagnes. Il ne manquait plus qu'à fixer le jour où les troupes se mettraient en mouvement, et à régler leur mise en action. C'était la tâche du quartier-maître général.

Nous verrons dans le chapitre suivant comment il s'en acquitta.

CHAPITRE III.

Position de l'armée française. — Le manque de vivres s'oppose à sa concentration. — Plan d'attaque de Melas. — Il prend l'initiative et manœuvre pour séparer notre droite du centre. — Ses chances de succès. — Combats soutenus par l'aile droite. — Les Français sont rejetés dans Savone. — Nouveau projet de Massena. — Avantages qu'il remporte dans la rivière du Levant annulés par la prise de la Bocchetta. — Réorganisation de l'aile droite. — Miollis est chargé de la défense de Gênes. — La partie active, partagée en deux corps, se remet en mouvement. — Les succès de l'un compromettent l'autre. — Ils ne peuvent se rejoindre qu'après plusieurs combats glorieux pour Soult et funestes à Massena. — Premières opérations du centre. — Nouvel effort de Soult pour se réunir à lui. — Défaut de coopération de Suchet. — Melas concentre ses forces. — Échec de Massena à Varaggio. — Situation critique de Soult sur l'Ermetta. — Il se retire à Sassello. — Sommé de se rendre, il s'échappe sur Voltri, où il fait sa jonction avec la colonne de Massena. — Combat de Voltri. — Soult ramène les troupes de l'aile droite sous Gênes. — Embarras de Suchet. — Il prend Murialto; échoue devant San Giacomo. — Un conseil de guerre décide la retraite sur la Roya. — Opérations du comte Hohenzollern contre Gênes pendant l'absence de Massena. — Combats des 7, 9 et 13 mai. — Massena modifie le gouvernement génois. — Il refuse une capitulation honorable. — Insurrection militaire détournée. — Le général Ott resserre le blocus de Gênes.

Vers le milieu de mars enfin, à force de réclamations, de luttes et d'expédients, nos troupes étaient presque réorganisées; la plupart avaient des capotes ou des habits, et des effets de linge et chaussure. L'armement et l'équipement étaient à peu près réparés, et des dépôts de munitions avaient été formés sur plusieurs points de la côte. La discipline reprenait son empire, la confiance renaissait, et si le soldat était encore loin d'avoir recouvré à ses propres yeux cette supériorité morale qui ne

redoute aucun péril et triomphe de tous les obstacles, du moins se montrait-il disposé à suivre ses chefs avec docilité dans le chemin de l'honneur. Massena, récompensé de ses efforts, entrevoyait une ère nouvelle dans un avenir rapproché, si le Premier Consul tenait enfin quelques-unes de ses promesses.

L'aile droite, sous le commandement du lieutenant général Soult, formait trois divisions de force à peu près égale. La 1re, aux ordres de Miollis, occupait Sant' Alesio et Recco par 600 hommes de la 8e légère; 800 de la 24e de ligne couvraient Scofera et Torriglia. La 74e s'étendait sur le Monte Cornua; enfin la côte, depuis Albaro jusqu'à Nervi, était surveillée par la 106e. La 2e division, commandée par le général Gazan, forte de 4,920 combattants, s'étendait de Casella à Voltaggio par Busalla, et descendait par les Cabanes de Marcarolo sur Mazone. Une compagnie d'artillerie défendait la Bocchetta qui avait été retranchée par cinq redoutes armées chacune d'une pièce, et par quelques flèches. La 3e division, aux ordres de Gardanne pendant la maladie du général Marbot, occupait Stella et la Madonna di Montenotte, San Bernardo et la Madonna di Savona. La 97e couvrait Vado et Cadibona. Cette division présentait en ligne 4,200 hommes.

Une réserve d'environ 2,200 baïonnettes occupait San Pietro d'Arena, Sestri di Ponante et Conegliano.

Enfin l'aile droite fournissait des garnisons de 1,100 hommes à Gênes, de 500 à Gavi, et de 700 à Savone.

Le centre, sous les ordres du lieutenant général Suchet, avait un effectif de 11,726 hommes répartis en trois divisions. La 1re, sous le général de brigade Clausel, forte de 3,956 combattants, se liait par sa droite à

la division Gardanne, et occupait Finale, Feligno, Calice, ainsi que Borgo di Finale; elle avait un poste sur le Monte San Giacomo, et une petite garnison dans le fort de San Stefano, près Vado. La 2e, commandée par le général de brigade Puget, s'étendait depuis La Pietra jusqu'à La Pieve, d'où elle surveillait la vallée d'Oneglia en passant par Loano et Albenga. Sa force s'élevait à 3,634 combattants. Le général de brigade Lesuire commandait la 3e division, qui couvrait les crêtes des Alpes maritimes depuis Sospello jusqu'au col de Tende, puis bordait la Roya par Breglio et Fontan. On évaluait sa force à 2,136 baïonnettes. Le centre s'étendait donc entre Noli inclusivement et le Var.

L'aile gauche, commandée par le lieutenant général Turreau, comprenait deux divisions, dont la force totale ne dépassait pas 4,000 hommes, et occupait les débouchés des Alpes, des sources du Var au lac de Genève. (Voyez *Pièces justificatives, n°* VI.)

L'immense développement de la ligne avait fait sentir au général en chef, avant même d'avoir reçu l'instruction du Premier Consul, l'importance de réunir sur les principaux points des forces suffisantes pour arrêter l'ennemi, sans toutefois négliger d'éclairer les points secondaires, afin de lier les opérations des trois corps de l'armée d'Italie; mais le mouvement de concentration fut arrêté, comme nous l'avons déjà vu, avant qu'on eût pu rassembler 20,000 hommes autour de Gênes, par l'impossibilité de les alimenter dans un espace si resserré. Au moment de la reprise des hostilités, les 11,000 hommes actifs de l'aile droite observaient donc plutôt qu'ils ne gardaient les débouchés de la Toscane, du Plaisantin et du Montferrat. Cette aile montrait

partout du monde, des masses nulle part, et comme il ne pouvait échapper à Massena que Gênes était le point de mire des Impériaux, Soult avait ordre de replier ses troupes sur cette place dès qu'elle serait sérieusement menacée.

Quoique les mouvements de l'ennemi fissent pressentir une attaque prochaine, Massena ne pensait pas que la campagne s'ouvrirait avant quinze jours, et croyait, dans cet intervalle, pouvoir se procurer les vivres et les munitions dont il manquait encore. Il en avait donné l'espoir au général Soult, qui lui répondait le 4 : « Je remarque avec plaisir que les troupes sont » en position de se refaire et de pouvoir entrer en cam» pagne sous quinze jours. Je me sens renaître à cette » annonce. Sortons vite de ce puits, l'armée n'y trou» verait que son tombeau. Tous les jours elle perd plus » de monde que dans un combat; dans peu vous n'au» riez personne, tous vos cadres seraient dans les hô» pitaux. Mais pour partir il nous faut des moyens. » Souffrez que je vous parle de nos besoins : point de » chevaux, et par conséquent pas d'artillerie; les mu» nitions sont en trop petite quantité; nous manquons » d'armes. J'ai demandé le remplacement de 5,000 fu» sils, d'autant de gibernes et autres effets de grand » équipement. Les corps ne peuvent faire réparer leurs » armes faute de fonds. Nous n'avons pas les effets de » campement les plus indispensables; l'habillement » manque; les 6,000 paires de souliers que vous m'a» viez accordées sont insuffisantes; beaucoup de soldats » restent pieds nus. »

Ce fut néanmoins dans cet état de dénûment que s'ouvrit la campagne. Le baron Melas, ne pouvant plus

douter que l'armée de réserve ne se mît bientôt en mouvement pour opérer une diversion, céda aux instances de son quartier-maître général, résolut de nettoyer la rivière de Gênes, et de mettre par un coup vigoureux l'armée de secours hors d'état de prendre l'offensive à sa descente des Alpes dans les plaines du Piémont. La population virile des ci-devant fiefs impériaux et des environs de Gênes, comprimée à peine par l'expédition du 5 mars, fut appelée aux armes dans une proclamation, et accourut en foule sur les hauteurs qui dominent cette place, à l'apparition de l'escadre anglaise qui, dans son fol espoir, devait lui en faire ouvrir les portes.

Ce n'était, au reste, qu'une simple démonstration, et le vieux général autrichien avait des vues plus sérieuses. L'attaque réelle, fixée au 5 avril, devait s'exécuter sur quatre colonnes : la 1re, aux ordres du général Elsnitz, forte de 28 bataillons et de 4 escadrons, avec 8 pièces de montagne, se réunit à Ceva. La colonne principale, dont le général en chef s'était réservé la conduite, consistait en 20 bataillons et 4 escadrons, avec 8 pièces de montagne et 10 de 3, ou obusiers de 7; elle se rassembla à Aqui. Le comte Hohenzollern, désigné pour commander la 3e, de 8 bataillons et de 4 escadrons avec leur artillerie de campagne et 4 pièces de montagne, se concentra à Novi et à Fressonara. Enfin, le général Ott eut l'ordre de réunir 21 bataillons et 4 escadrons derrière la Sturla. Six compagnies de pionniers avaient été attachées à l'avant-garde de chacune des deux premières colonnes. Le total des forces mises en action s'élevait à 60,000 hommes, en sorte qu'il n'en restait plus que 30,000 au général Kaim pour garder la haute Italie.

Le baron Melas avait détaché la brigade Saint-Julien de la colonne principale, le 4 avril, à Mioglia, dans la vallée de l'Erro, où elle devait laisser un régiment à Guisvalla, sur le contre-fort qui sépare l'Erro de la Valla. Ce régiment était destiné à favoriser l'attaque de flanc projetée sur Montenotte, pendant que le comte Saint-Julien, avec l'autre régiment, irait le 6 avril, par Ponte Invrea et les deux Montenotte attaquer de front le pic de ce nom. En même temps, cette brigade devait occuper Sassello et se montrer comme l'avant-garde d'une forte colonne. Le Montenotte étant partout praticable, on ne mettait point en question que ces deux colonnes pussent s'en emparer.

Aussitôt après la réussite de cette attaque, Saint-Julien avait l'ordre de s'établir sur le sommet de la montagne et de poursuivre les Républicains sur le Monte Legino, aussi vivement que le temps et les moyens le lui permettraient.

La colonne du général Elsnitz avait pour instruction d'attaquer Altare en même temps que la colonne principale aborderait Mallere. Le général Lattermann devait être envoyé, le 5, avec 5 bataillons de grenadiers à Abazia di Ferrania; il lui était enjoint d'en détacher un le lendemain à Piano di Merlo pour se lier à la brigade Saint-Julien. Ce général devait, avec le reste de sa brigade, se porter à moitié chemin d'Altare et appuyer l'attaque de front.

La tâche de la colonne principale consistait à chasser, le 6, les Français de Cadibona, et à les poursuivre jusqu'au Monte Ajuto; 3 bataillons, destinés à couvrir son flanc droit du côté de San Giacomo, eurent l'ordre de passer la nuit aux Trinciere di Zuovo. Une instruction

prescrivait au général Elsnitz de laisser dans sa marche de Ceva à Carcare la brigade Ulm à San Giacomo di Murialto, Ronchi di Maglia et Millesimo, pour surveiller la vallée de la Bormida du côté de Calissano, et faire des démonstrations contre Settepani. Le lendemain sa colonne devait se mettre en mouvement de Mallere, à la même heure que la principale, et attaquer la montagne de San Giacomo de concert avec les trois bataillons détachés aux Trinciere di Frabosa et à la Bastia.

Il avait été prescrit aux généraux Ott et Hohenzollern de faire de fausses attaques le 6 et le 7 contre la Bocchetta et contre Gênes. On avait recommandé au dernier de déployer sa cavalerie entre l'Orba et la Scrivia, de jeter son infanterie dans Ovada, Novi, Capriata, Serravalle et Mornese, dans le cas où les Français déboucheraient en force par Fiumefreddo, de la concentrer à Ovada, et de couvrir la route d'Alexandrie. Il devait aussi, de la position de Terzo, couvrir non-seulement les communications d'Alexandrie et de Tortone, mais encore celles qu'on avait avec la division Ott. Aussitôt qu'il recevrait avis de la prise de Montenotte, il lui était enjoint d'attaquer vigoureusement Gênes de concert avec ce dernier et Assaretto; mais si l'attaque du Montenotte était indécise, ou déterminait Massena à affaiblir sa droite pour renforcer son centre, on lui prescrivait de redoubler ses fausses attaques contre la Bocchetta.

Torriglia devait être attaqué le 6 par le général Ott, et Recco par le général Gottesheim. Ces points enlevés, il leur était ordonné de s'y maintenir et d'utiliser les insurgés de Fontana Buona dans ces opérations. Il avait été recommandé à ces deux généraux de poursuivre les Français vigoureusement aussitôt qu'ils lâcheraient

pied. Le 7 était marqué pour l'exécution d'une attaque combinée de la Bocchetta, devant laquelle s'opérerait la jonction de leurs deux colonnes. Si cette attaque réussissait, le général Ulm, dont la brigade cantonnait dans la vallée de la Bormida, se porterait aussitôt sur Settepani pour en chasser, à l'aide des troupes les plus voisines du général Elsnitz, les Français qui pourraient encore s'y trouver.

D'après ce plan, où le quartier-maître général avait déployé toute sa science, on s'était flatté que l'armée impériale prendrait position presque sans coup férir sur les crêtes de l'Apennin autour de Gênes et de la Bocchetta, que ce déploiement de troupes absorberait l'attention de Massena, et l'empêcherait de faire face de tous les côtés. En effet, s'il accourait avec la majeure partie de ses forces pour repousser l'attaque du Montenotte, Hohenzollern, Ott et Assaretto se réunissaient pour enlever le col de la Bocchetta et menacer Gênes, où il n'y aurait plus qu'une faible garnison. Se tenait-il, au contraire, concentré derrière le col et sous Gênes, son adversaire s'emparait du Montenotte, séparait sa droite de son centre, et paralysait par là toutes les manœuvres qu'il serait tenté de combiner avec ces deux corps, tandis qu'il procurerait à Elsnitz la facilité de s'ouvrir les débouchés de Savona et de Vado. Enfin, si le général français se portait avec le gros de son armée vers le premier de ces points pour s'y réunir à Suchet et attaquer de concert avec lui les Impériaux à la descente de San Giacomo et de Settepani, le comte Hohenzollern, Ott et Assaretto entreraient à Gênes, qui leur ouvrait les bras. Les deux derniers garderaient la ville, et le premier se mettrait aux trousses de Massena. De

plus la brigade Saint-Julien, devenue disponible, irait renforcer la colonne principale.

Toute l'armée autrichienne, bien vêtue et abondamment pourvue de subsistances et de munitions, se mit en mouvement ainsi qu'il avait été résolu; mais ce jour-là même le beau plan du baron de Zach fut renversé par les Républicains, sans néanmoins affaiblir les espérances de Melas. Victorieuse sur plusieurs points, l'armée autrichienne fut repoussée sur d'autres, et ces attaques simultanées firent naître tant d'incidents qu'il serait difficile d'en rendre clairement compte si l'on s'astreignait à les rapporter à leur date sur toute la ligne. Pour mieux en donner la clef, nous croyons devoir exposer d'abord ce qui se passa dans la rivière du Levant, dont le dégagement précaire procura à Massena le moyen de lutter plusieurs jours contre une armée triple de la sienne; nous passerons ensuite aux opérations du centre et de la gauche, et suivrons le même ordre dans chaque série de combats, afin de faire concorder autant que possible les manœuvres exécutées sur les différents points du théâtre de la guerre dans leur ordre chronologique.

Le baron Ott déboucha donc le 5 avril sur quatre colonnes. La 1re, forte de 3 bataillons, commandée par le général Gottesheim, s'avança de Chiavari le long de la côte, et enleva Recco. Mais la prise de possession de ce bourg n'ayant pas été exempte de pillage et de désordre, le chef de brigade Brun, qui s'en aperçut des hauteurs en arrière où il s'était replié, surprit les Autrichiens avec la 8e légère, et les ramena battant sur les hauteurs opposées, après leur avoir tué une vingtaine d'hommes et fait une centaine de prisonniers. La 2e colonne, con-

duite par le baron Ott lui-même, remonta la vallée de la Trebbia, et alla prendre position sans obstacle sur le piton de Meco, entre les sources de la Trebbia et du Bisagno, sans rencontrer de postes français. La 3e colonne attaqua les avant-postes de Torriglia, Sant' Alberto et Scofera. Le général Petitot les défendait avec succès; mais le Monte Cornua étant tombé au pouvoir des Impériaux, il se retira en bon ordre. La 4e colonne replia les postes de la 24e de Borgo, de Fornari, de Busalla et de Savignano, délogea du Monte Cornua 2 bataillons de la 74e, et les força à se retirer l'un sur Nervi, et l'autre sur le Monte Faccio, poursuivit ce dernier, lui enleva, après un vif engagement, le sommet de ce mont, et le repoussa jusqu'au bas du versant opposé, malgré tous les efforts faits par la 106e pour le chasser de ce poste important.

La division Gazan essuyait de son côté des assauts non moins rudes. Le comte Hohenzollern, de Mornese où il avait campé le 5, repoussa nos postes de Pallodio, et vint s'établir sur le Monte Brisco. Le général Rousseau, de Tagliolo, inquiéta Rossiglione, et fit investir Gavi. Mais averti par ses éclaireurs, Gazan plaça les 2e et 3e de ligne à Busalla, entre la Scrivia et le Monte Giovi, rappela sur Molini le poste de Voltaggio, qui, depuis la perte de Pianone et de Castagno, courait risque d'être coupé, et attendit l'ennemi de pied ferme.

Cependant la 78e qui avait cédé dans un premier moment de surprise les cabanes de Marcarolo, Rossiglione et Monte Calvo pour se retirer à Acqua Santa, ayant repris ces postes, et se voyant près d'être soutenue par la 3e de ligne, qu'amenait de Voltri l'adjudant général Gauthier, et par une partie de la 5e légère que le

général Spital faisait filer par la Bocchetta sur Marcarolo, résista vigoureueement; les Impériaux, maîtres du Monte Calvo, ne purent se lier avec les troupes qui tenaient Sassello, ni couper par Cogoleto nos communications avec Savona et envelopper la division Marbot.

C'est sur cette division que le plus grand effort du baron Melas se dirigeait; elle comptait à peine 3,000 hommes présents, et il était difficile qu'elle pût résister au coup qu'on allait lui porter. En effet, la 3e légère, assaillie au point du jour par le comte Palfi en avant des redoutes de Torre d'Altare, se replia sur la 62e qui occupait le Montenotte, et là toutes deux firent bonne contenance pendant près de trois heures, quoique attaquées par plus de 6,000 hommes et menacées d'être tournées. Le général Gardanne, qui les commandait en l'absence de Marbot malade, n'opéra sa retraite sur Cadibona qu'à dix heures du matin. Les soldats étaient déjà écrasés de fatigue, et la difficulté du terrain allongea la colonne aux dépens de son épaisseur; à peine une centaine d'hommes se serraient autour des drapeaux. La poursuite de l'ennemi fut vive, Gardanne était blessé; on espérait arriver sous la protection des trois redoutes élevées en avant de la tour de Cadibona et qui formaient système avec elle. Cette tour carrée, avait un mur crénelé pouvant servir de réduit; la redoute qui commandait le vallon en avant de la tour était armée de 2 pièces de position et de 3 de montagne. Le général Buget, établi dans la position, et témoin de ce désordre, n'essaya pas de tenir tête à l'ennemi et se retira avec la 97e sur le Monte Ajuto, après avoir tiré quelques coups de canon mal assurés. La tour de Cadibona fut donc enlevée presque sans coup férir, et nous

y perdîmes 321 hommes et 5 pièces de canon, dont 3 en fer coulé.

Une grand'garde d'une soixantaine d'hommes de la 62e, postée à Nasco di Gatto, en avant de Monte Legino, s'y défendit bravement, quoique l'ennemi fût déjà maître des retranchements de Cadibona. Elle attendit la nuit et se retira sur la Stella par le vallon de Ciantavigna, échappant ainsi aux corps qui la cernaient.

Pendant que le comte Palfi prenait ses mesures pour attaquer le Monte Ajuto, la colonne du comte Saint-Julien qui s'était approchée du Montenotte dans l'intention de l'escalader, le voyant au pouvoir des siens, se mit en marche vers le Monte Legino.

La nature et l'art avaient rivalisé pour rendre la position du Monte Ajuto formidable. Le général Lattermann l'aborda par sa droite, tandis que le comte de Bussy attaqua de front les retranchements. Les généraux Gardanne et Buget accueillirent les assaillants par un feu de mousqueterie qui les tint à distance quelque temps; mais bientôt le régiment de Spleny, ayant pris la tête de l'attaque, escalada la montagne, chassa les défenseurs des ouvrages et les poursuivit sur Savona.

Tout semblait perdu lorsque le lieutenant général Soult arrive de Cornegliano au grand galop, s'élance au milieu des fuyards, saisit le drapeau de la 97e et marche à l'ennemi. Cet acte vigoureux ranime les soldats, qui font volte-face, se précipitent sur les pas du général et disputent aux Impériaux une victoire qu'ils croyaient certaine. D'assaillis devenus assaillants, les Républicains ramènent les Impériaux et les chassent de position en position, tellement que vers une heure après midi le Monte Moro retomba en leur pouvoir.

Le baron Melas, voyant qu'il n'avait atteint son but qu'à demi, ordonna au comte Saint-Julien de presser sa marche sur le Monte Legino dont la 62e occupait encore les retranchements. Soult aurait bien désiré la secourir, mais ses troupes étaient sur les dents; d'ailleurs un devoir impérieux lui commandait de ne pas perdre de vue Savona dépourvue de garnison et de vivres et où l'on ne pouvait en jeter qu'à la nuit. Il manœuvra donc de manière à y arriver; mais vers trois heures, soit que les Impériaux eussent deviné son intention ou fussent décidés à en finir, ils redoublèrent d'efforts contre le Monte Moro : deux colonnes tentèrent de le tourner, tandis qu'une troisième l'abordait de front; dès lors la retraite devint inévitable. Nos troupes furent poursuivies de si près, que plusieurs pelotons d'Autrichiens pénétrèrent dans les faubourgs de Savona pêle-mêle avec notre arrière-garde. On s'y battit avec acharnement, et la 97e les en chassa vers dix heures du soir. Les Autrichiens allèrent alors s'établir sur la hauteur voisine en avant du couvent des Capucins.

Soult profita de la nuit pour jeter dans la citadelle la 93e, sous les ordres du général Buget; mais il était plus difficile de l'approvisionner. Comme il n'y avait pas un seul sac de grain ni de farine dans la ville, la division se priva de la demi-ration de pain qui lui était destinée pour le lendemain. Cependant ce sacrifice n'aurait pas mené loin la nouvelle garnison, si Soult n'eût expédié des officiers au général en chef et à Suchet avec mission de les informer de l'état des choses et de réclamer l'envoi de subsistances à Savona. Suchet en expédia heureusement deux bateaux de Finale.

Immédiatement après la retraite de Soult sous Sa-

voma, le comte Saint-Julien attaqua les redoutes du Monte Legino. Les 2e et 3e bataillons de la 3e légère et le 2e de la 63e s'y défendirent en désespérés, et ne les évacuèrent qu'à cinq heures du soir, d'après l'ordre du lieutenant général, pour se retirer sur Voltri. Ces braves, prévenus à la Stella par une partie des troupes du comte Saint-Julien, se firent jour et rejoignirent la division à Varaggio. Le chef de brigade Cassagne trouva ce poste évacué, s'y établit et informa Soult que la route était libre. Comme il arrive en pareil cas, des reconnaissances à vol d'oiseau avaient exagéré la force de la colonne autrichienne qui s'était dirigée sur Albissola, et la division prit en conséquence position, le lendemain, sur les hauteurs en arrière de ce bourg.

Notre centre avait été tenu en éveil dans la journée du 6 par les rapports de ses patrouilles, qui l'informèrent des rassemblements de l'ennemi dans la vallée de la Bormida; mais, bien que Suchet ne pût douter de son intention de l'isoler pour le rejeter ensuite sur la Roya, au lieu de renforcer les postes de San Giacomo, de Settepani et de Melogno, et de s'apprêter à tenir tête, ne fût-ce que vingt-quatre heures, aux Autrichiens, il se hâta de les faire évacuer et de concentrer ses forces à Finale, pour se replier le lendemain sur Vado : les troupes des généraux Elsnitz et Ulm n'éprouvèrent ainsi aucun obstacle pour s'établir dans ces postes, et le premier poussa même une brigade à Vado. Le général Stiker qui la commandait, informé à son arrivée que la garnison du fort de San Stefano l'avait évacué après en avoir encloué l'artillerie, s'y établit. On voit que trois jours après la reprise des hostilités, les prévisions du baron de Zach se trouvaient en partie accomplies; la

communication entre la droite et le centre de l'armée française fut rompue, et le général Melas ne manœuvra plus que pour écraser l'une ou l'autre.

Maîtres de San Stefano et de Vado, les Impériaux se mirent en communication avec l'escadre anglaise en croisière dans le Ponant, où les navires ne peuvent pénétrer qu'en serrant la côte pour doubler les caps de Noli et de Vado. Cette circonstance aggrava la position de notre aile droite qui dès lors ne put tirer par mer qu'à travers mille obstacles, de Toulon et de Marseille, des subsistances et des munitions.

De son côté, l'amiral Keith vint mouiller avec une partie de son escadre devant Gênes; et une frégate envoya quelques bordées dans le quartier de Carignano, le plus populeux et le plus pauvre, dans l'intention d'y opérer un soulèvement et de faciliter le coup de main que les troupes du général Ott, déjà maîtresses du Monte Faccio, pouvaient diriger contre Gênes.

Ces dernières tentatives n'obtinrent pas le succès que les alliés en attendaient. Les Génois ne bougèrent pas, et suivirent avec anxiété, des parties hautes de la ville, les phases du combat, animés, selon leurs opinions politiques, de crainte ou d'espoir.

Toutefois le général en chef n'ignorait pas que de sourdes menées agitaient les esprits dans la ville, où le transfuge Assaretto avait des intelligences et excitait les mécontents à la révolte. Afin de faire échouer ses intrigues, Massena adressa une proclamation à la garde nationale génoise, lui montrant que la conquête de la ville par les Autrichiens augmenterait les charges dont les habitants se plaignaient, sans aucun dédommagement, et l'appelant à la défense de ses foyers : « Je vous

» compte aussi, disait-il, au nombre des défenseurs de » la cause commune; je dirigerai vos mouvements. Les » soldats français verront en vous des camarades, et ils » seront unis de sentiments avec vous, comme les deux » Républiques le sont d'intérêts. » (Voy. *Pièces justificatives*, *n°* VII.)

Cette proclamation produisit un bon effet; elle nationalisa la guerre, et la confiance que Massena témoigna à l'élite de la population génoise contribua à la lui concilier. Une seconde au peuple ligurien menaça de mort quiconque troublerait la tranquillité publique, soit par des discours, soit par des actions, et invita à la concorde tous les amis de la liberté et de l'indépendance du pays. (Voy. *Pièces justificatives*, *n°* VIII.)

Ces sages mesures prises à propos déconcertèrent tous les ennemis du dedans et du dehors; et le lendemain, le comte Hohenzollern, dont les avant-gardes étaient arrivées sur les hauteurs qui dominent Gênes au sud-ouest, eut beau faire des signaux et sonner le tocsin, il n'entraîna que des paysans aveuglés par une haine irréfléchie, et trouva partout des gens prêts à lui tenir tête.

L'attitude calme et résignée des habitants de Gênes n'endormit pas le général en chef, il comprit que l'échec de la veille les tenait flottants, et conçut l'idée de les subjuguer par une victoire éclatante. Rétablir sa communication avec son centre était la première condition d'un succès de durée, mais déjà le baron Ott était trop près de Gênes pour qu'on pût s'en éloigner sans danger. Il fallait donc porter les premiers coups contre lui, et Massena organisa deux colonnes pendant la nuit pour reprendre le lendemain le Monte Faccio. Il se tint près de celle de droite, commandée par le général

Darnaud, forte de 4 bataillons, qui déboucha par Quinto. Celle de gauche, conduite par Miollis, composée de 2 bataillons de la 25e légère et d'un de grenadiers, marcha sur Parisone ; d'un autre côté la brigade Petitot, renforcée de la 92e, eut l'ordre d'opérer une diversion dans la vallée du Bisagno. Mais ce jour-là même le général Gottesheim devait favoriser l'attaque de la Bocchetta prescrite au comte Hohenzollern. Déjà il avait réuni toutes ses troupes, lorsque vers huit heures du matin il vit les colonnes de Darnaud et de Miollis déboucher de la vallée du Bisagno et de Quinto, et fut obligé de mettre ses troupes en bataille. Le feu commença presque au même instant : le pied du Monte Faccio se trouvait couvert par trois lignes d'infanterie, et les retranchements qui en couronnent le sommet étaient occupés par un bataillon de Waradins et 5 à 600 insurgés.

La présence du général en chef électrise officiers et soldats. Il fait observer les troupes rangées au pied du Monte Faccio par Miollis, et ordonne à Darnaud d'enlever la montagne en la tournant. Nos tirailleurs font perdre du terrain à ceux de Gottesheim et facilitent l'escalade des flancs escarpés de la position à la colonne qui les suit de près malgré les difficultés de terrain qu'elle rencontre à chaque pas et qui la forcent souvent à se dédoubler, quelquefois même à défiler homme par homme. Après deux heures d'efforts soutenus elle n'avait pas encore escaladé les deux tiers du versant, lorsqu'elle fut accueillie par une grêle de plomb qui la renversa. Deux fois le général Darnaud reforma ses braves et les ramena vainement à la charge ; enfin le capitaine Lallemand de la 25e légère, suivi de quelques soldats intré-

pides, se précipite dans les retranchements et balaye en quelques minutes le sommet du Monte Faccio. Témoin de cet assaut, dont il n'a pu maîtriser l'audace, le général Gottesheim bat en retraite sur le Monte Cornua, où il croit pouvoir rallier sa brigade; mais le général Miollis se met à ses trousses, ne lui donne pas le temps de la reformer, charge avec ses grenadiers et le chasse du Monte Cornua, comme il l'a été du Monte Faccio.

Aussitôt que Massena vit le succès de son expédition assuré, il envoya à Gênes 2 bataillons de la 25e, et conduisit lui-même le 3e au général Petitot dans la vallée du Bisagno, où il tenait tête aux insurgés; en même temps il ordonna au général Darnaud de marcher sur Panesi, Sant'Alberto et Scofera, et à Miollis de s'avancer sur le Monte Becco, où l'ennemi s'était concentré et retranché. A l'arrivée du général en chef dans la vallée du Bisagno, Petitot avait déjà rempli sa tâche et enlevé Carpenadigo aux insurgés; d'un autre côté, les Impériaux cédèrent sans combat le Monte Becco à la colonne de Miollis. Ces mouvements combinés mirent le général Gottesheim dans la nécessité de se jeter dans le val de Fontana Buona, où il parvint à rallier les débris de sa colonne à Ponte Cicagna. Cet échec lui coûta 58 hommes tués, 178 blessés et 1,400 prisonniers parmi lesquels se trouvait le baron d'Aspres, et força le général Ott d'évacuer le Monte Creto, dont il s'était emparé le 7, et de se retirer à Barbagelata, vu l'impossibilité de tenter avec succès, pour le moment, une entreprise contre la Bocchetta.

Cependant aux acclamations qui avaient salué la rentrée triomphante des Français à Gênes succéda la stupeur, lorsque l'on vit le lendemain les insurgés braver

la garnison aux portes de l'enceinte extérieure. On ne pouvait s'expliquer cette audace que par une défaite plus grande que la récente victoire remportée sur eux; et en effet, victorieux sur la droite, nous avions été battus vers le centre. Le comte Hohenzollern, après avoir délogé dans la journée du 7 les postes du général Gazan jusqu'à Rossiglione et Molini, avait été forcé de les évacuer. Un retour offensif si prompt lui donna lieu de croire que d'un moment à l'autre il serait lui-même chassé des Cabanes; mais Gazan s'étant replié à Campo Freddo, le comte qui le croyait en présence marcha sur la Bocchetta dans la nuit, à la faveur d'un beau clair de lune, laissant par précaution un millier d'hommes et 2 pièces de canon aux Cabanes avec ordre de s'y défendre jusqu'à l'extrémité. Tout était tranquille à son arrivée aux environs du col, et nulle trace du corps de Ott qu'il s'attendait à y rencontrer. Hohenzollern envoya dans la direction de la Bocchetta des patrouilles rampantes dont les rapports lui apprirent que le Monte Attegone et les retranchements étaient occupés mais mal gardés par les Français. En effet le général Spital avait retiré la plus forte partie des troupes qui s'y trouvaient pour en renforcer la colonne avec laquelle il s'était porté sur les cabanes de Marcarolo, tandis que le général Gazan s'en approchait par Campo Freddo. Le général autrichien, profitant de l'occasion, ordonna à 3 bataillons de sauter dans les ouvrages sans tirer, en lança 2 autres sur Campo Marone, dans la vallée de la Polcevera, et, afin de favoriser son attaque par une diversion des colonels Frimont et Revay, il la différa jusqu'au jour.

Ces dispositions bien entendues eurent un plein suc-

cès. Le Monte Attegone fut emporté presque sans résistance. Les soldats de la 74e, réveillés en sursaut par la fusillade, coururent aux armes, mais avant qu'ils eussent le temps de se reconnaître, la première flèche fut enlevée, et en moins d'une demi-heure les sept ouvrages, dont cinq fermés, furent pris avec la compagnie d'artillerie et les 6 d'infanterie qui les occupaient.

Les 2 bataillons envoyés sur les flancs des Français à Campo Marone, les chassèrent de Rivarolo et revinrent à la Bocchetta. Cependant la fusillade ayant retenti aux oreilles du général Gazan, il se mit en marche en toute diligence avec les troupes qu'il avait sous la main, écrasa le détachement laissé aux Cabanes et s'achemina vers la Bocchetta; mais instruit que ce débouché était au pouvoir des Autrichiens, il retourna à Campo Freddo, ce qui permit au comte Hohenzollern et au baron Ott de rétablir leurs communications, et de pousser dans les vallées du Bisagno et de la Polcevera des patrouilles à la vue desquelles les habitants se levèrent de nouveau, au son du tocsin, pour assister sinon à la délivrance de Gênes, du moins pour prendre part à la vengeance et au pillage qu'ils méditaient depuis quelque temps.

Ainsi tous les avantages obtenus dans la journée du 7 avril avaient été annihilés le 8 par l'heureux coup de main de Hohenzollern. Il fallait une action plus décisive pour arrêter l'ennemi aux environs de Savone, et rouvrir la communication avec Suchet, et cette fois ce n'était plus dans la rivière du Levant que l'effort devait se porter, mais bien dans celle du Ponant, où le baron Melas manœuvrait avec la majeure partie de ses forces.

Dans cette pensée, Massena ne fut pas plutôt de retour à Gênes qu'il partagea l'aile droite en deux corps;

l'un destiné à garder la ville, l'autre à tenir la campagne. Le premier fut confié au général Miollis ayant sous ses ordres les généraux de brigade Darnaud et Spital; le second fut composé de deux divisions: celle de droite, confiée au général Gazan, comprit 4 demi-brigades et les carabiniers de la 2e légère; celle de gauche, dont Gardanne eut le commandement, fut pareillement composée de 4 demi-brigades et des grenadiers des corps de Miollis. Le lieutenant général Soult dut marcher avec la première, et Massena se réserva la haute direction de la seconde. Ces dispositions faites, le général en chef arrêta que : la division Gardanne s'avancerait en côtoyant la mer, et celle de Gazan en suivant le faîte de l'Apennin vers le Montenotte, où la première se porterait par un à-droite dès qu'elle serait parvenue à hauteur de Varaggio. Réunies sur ce point, les deux divisions auraient attaqué l'ennemi et coupé sa ligne d'opérations, puis elles se seraient dirigées sur Savona et Vado, au devant de Suchet, lequel reçut l'ordre d'agir pour se lier à l'aile droite sur les hauteurs de Montenotte. Au pis aller, Massena espérait approvisionner le fort de Savona aux dépens d'un convoi considérable arrivé de Livourne à Vado.

Mais il était nécessaire, avant tout, de mettre Gênes à l'abri des tentatives des Autrichiens qui s'avanceraient dans la rivière du Levant, ou déboucheraient par la Bocchetta. Cette précaution était d'autant plus importante que le grand développement de l'enceinte et de ses annexes semblait exiger un nombre de troupes beaucoup plus grand que celui qu'on pouvait lui affecter. Un coup d'œil sur ses fortifications permettra d'apprécier toute la difficulté de sa défense.

La chaîne principale des Apennins au nord et à 7,250 mètres de Gênes détache du nœud des Due Fratelli, vers le sud, un contre-fort qui se bifurque bientôt et dont les branches vont, en s'écartant inégalement, s'appuyer à la mer. A l'est et à l'ouest de ce contre-fort s'échappent deux cours d'eau, le Bisagno et la Polcevera, qui vont se jeter dans la mer en serrant le pied de chacune de ces branches. L'espace compris dans l'enfourchure et la mer forme un triangle sur la base duquel est assise la ville de Gênes.

Cette ville a deux enceintes continues et à l'est une ligne de forts détachés. La vieille enceinte, dont la construction remonte aux premiers temps du système bastionné, a près de 6 kilomètres du côté de terre et 3 au moins du côté de la mer, sans y comprendre l'enceinte du port qui achève de la fermer du côté du Ponant. Composée de 21 bastions irréguliers avec fossé, sans ouvrages extérieurs, elle a 6 portes de terre et 15 de mer. Elle fut construite avec soin et solidité, mais à l'époque dont nous parlons elle devait être comptée pour peu de chose. Son terre-plein était en partie encombré de jardins et de bâtiments, ses parapets n'existaient plus, et ses communications et son tracé la laissaient en prise au commandement des hauteurs qui l'avoisinent sur un cinquième de son pourtour; on ne pouvait ainsi la considérer que comme un retranchement pour la garnison, après la prise de la nouvelle enceinte. Celle de la ville du côté du port se compose d'une muraille avec chemin de ronde et parapet en maçonnerie. Depuis la porte Saint-Thomas jusqu'à la Lanterne, le port est bordé par les murs de clôture de plusieurs propriétés particulières, et par les revêtements d'un quai qui sert

de route, jusqu'à la porte de la Lanterne où aboutit la route de Savona. Entre l'embouchure du Bisagno et le saillant de Sainte-Bénigne se trouvent le port marchand et le port militaire, de forme demi-circulaire, et de 800 mètres de rayon, qui ne pouvait alors recevoir de vaisseaux de ligne parce que l'entrée principale en était obstruée. Deux môles, le vieux à l'est, le neuf à l'ouest, protégent le mouillage, qui est tourmenté par les vents du sud-est et du sud-ouest.

La seconde enceinte construite en 1632 est composée de 48 bastions ou demi-bastions irréguliers, flanqués autant que le terrain a pu le permettre. Elle a un fossé très-étroit et peu profond dans quelques parties non achevées, ce qui permettrait à l'ennemi de découvrir le pied des revêtements. Elle possède 3 contre-gardes, 5 demi-lunes, mais elle manque de chemins couverts sur une assez grande partie de son développement où le fossé en tient lieu, ce qui au reste n'a pas un grand inconvénient dans les parties où les ravins sont profonds et la pente des glacis très-roide.

Cette enceinte est percée de 11 portes de terre et commence à l'est, dans une petite plaine d'environ 900 mètres, sur la rive droite du Bisagno, en face du faubourg La Pila, où elle se rattache au bastion gauche d'une couronne de la vieille enceinte et forme 3 fronts bas. Elle remonte en ligne droite la vallée du Bisagno, jusqu'à la distance de 1,550 mètres dans la direction du nord, tourne ensuite au nord-nord-ouest, et va s'appuyer au point saillant nommé l'Éperon, en conservant une direction nord-ouest sur une longueur de 3,350 mètres. Dans toute cette étendue l'enceinte présente une vingtaine de fronts et borde la crête de la

berge droite du Bisagno, qui embrasse et couvre au nord-est la ville de Gênes.

Le bastion du nord, l'Éperon, au milieu duquel s'élève un cavalier, est la pièce la plus forte de la place. Il ne présente à l'ennemi qu'une arête. On ne peut le battre que très-difficilement, et le glacis en est si roide, qu'une colonne ne pourrait le gravir en ordre pour monter à l'assaut, en supposant que l'assiégeant à qui il ne reste pas assez de terrain pour établir sa batterie puisse éteindre le feu de l'assiégé.

Depuis l'Éperon jusqu'à la Lanterne, sur un développement de 5,300 mètres et qui présente à peu près 28 fronts, l'enceinte suit la crête de la berge gauche de la Polcevera, terminée par un rocher nu et informe sur lequel on a bâti un phare entouré de quelques défenses très-anciennes qui en font une espèce de fort détaché, connu sous le nom de fort de la Lanterne. Dans tout le développement de cette enceinte, il n'y a guère d'attaquables que 3 fronts, savoir : ceux de Zerbino, de Carignana et de San Bartholomeo.

Ce que nous venons de dire suffit pour démontrer que la nouvelle enceinte n'est qu'un vaste camp retranché susceptible d'une vigoureuse défense, tant que l'ennemi ne peut le battre avec de la grosse artillerie. Pour n'être pas serré de trop près dès les premiers jours de l'investissement, il fallut s'assurer la possession des principaux points dominants qui l'entourent. C'est dans cette vue qu'on établit en 1747 une ligne de 4 forts détachés, savoir : Santa Thecla, Richelieu, Quezzi et Diamant, placés sur les points les plus avantageux qui environnent au nord et au nord-est la seconde enceinte, et commandent les principales communications de Gênes avec l'extérieur.

Le fort Santa Thecla, établi sur l'arête que détache le Monte Manego au sud-ouest entre Richelieu et le village de Santa Thecla vers San Martino d'Albaro, consiste en une redoute carrée dont deux faces sont des fronts en tenailles, avec une demi-lune, fossé sec et couvert sur trois côtés seulement. Il a pour objet d'enlever à l'ennemi le seul chemin praticable à l'artillerie, de l'empêcher de s'établir à San Martino d'Albaro et de protéger le flanc droit de la Madonna del Monte. Sa défense nécessite 220 hommes et 8 pièces.

Le fort Richelieu, situé à 3,450 mètres de la nouvelle enceinte sur le Monte Momero, au nœud de plusieurs contre-forts qui s'attachent à la droite de la vallée de la Sturla, au sud-est du fort Quezzi, 'exige pour sa défense que 150 hommes et 6 pièces.

Le fort Quezzi, distant de 1,800 mètres de la nouvelle enceinte, présente un front d'ouvrage à corne avec sa demi-lune, et du côté de Gênes une tenaille. Sur les deux autres côtés sont des flancs qui défendent les branches de l'ouvrage à corne. L'objet de ce fort, assis sur un roc élevé et pelé, est d'empêcher l'ennemi de camper à Marassi, sur le versant de la montagne du côté de la Madonna del Monte, et de défendre la crête de celle qui s'étend du Monte dei Rati. Il est jeté sur le Monte Spuzzo, qui s'élève à l'extrémité du Monte dei Rati entre deux petits affluents de gauche du Bisagno. Sa défense n'a besoin que de 150 hommes et 6 bouches à feu.

Le fort Diamant, au nord-est de l'Éperon, a été bâti sur le mamelon du Diamante, qui n'est séparé de ceux des Due Fratelli que par un ravin formé par leurs pentes opposées. Le rocher conique qui en est la sommité

est plus élevé de 180 mètres que les Due Fratelli. Il est à 2,250 mètres de l'Éperon, et consiste en un fort étoilé qui contient une petite caserne casematée. Sa défense nécessite 230 hommes et 6 pièces. Son objet est d'empêcher l'ennemi d'occuper le village de Torraza et de lui enlever la plus belle et la plus courte communication de la vallée de la Polcevera à celle du Bisagno.

Ces forts tombaient en ruine avant même d'avoir été achevés, et presqu'aucun n'avait ni les logements ni les magasins nécessaires à sa petite garnison; toutefois, au moyen de quelques travaux, ils pouvaient à la rigueur remplir l'objet de leur érection. De plus, au moyen de ces quatre forts on pouvait étendre le rayon d'activité de Gênes à une distance bien plus grande, en occupant certains points intermédiaires. Ainsi en saisissant, au moyen de deux redoutes liées par un retranchement, les pitons des Due Fratelli situés entre le Diamant et l'Éperon au sud-ouest du premier et au nord-est du second, à la source de la Torbella, petit affluent de gauche de la Polcevera, on empêchait l'ennemi d'arriver sur l'Éperon.

D'après la connaissance qu'on a maintenant de Gênes, on peut juger qu'il fallait pour sa défense un homme habile à manier les esprits, fertile en expédients, ferme sans emportement, ne se brisant pas contre les difficultés, mais sachant les tourner; appréciant les avantages du terrain autant que ceux de la fortification, et ne se croyant pas perdu pour être bloqué par un ennemi sans parc de siége, et pour n'avoir pas 500 hommes par bastion à opposer à une surprise ou à une attaque de vive force.

Il y avait alors dans cette ville deux généraux d'ar-

tillerie qui jouissaient d'une bonne réputation dans leur arme et à qui ce commandement semblait dévolu; mais Massena se rappelant le triste rôle qu'avait joué Latour-Foissac à Mantoue dans la campagne précédente, crut agir avec prudence en ne chargeant pas de la garde de Gênes un officier d'une arme spéciale, dans la crainte qu'habitué à résoudre tous les problèmes d'après les règles de la théorie, il ne poussât pas sa défense jusqu'à la dernière extrémité. Massena jeta les yeux sur Miollis pour remplir cette tâche; c'était l'homme de la circonstance, un vieux compagnon d'armes, un général consommé, un républicain des temps antiques ne déguisant pas son ressentiment contre Bonaparte, mais faisant taire ses convictions pour mieux tenir tête à l'ennemi. Quoique depuis son arrivée à l'armée le général en chef l'eût admonesté plusieurs fois sur l'amertume de son langage à l'égard de l'auteur et des fauteurs du 18 brumaire, il n'hésita pas à lui remettre Gênes en dépôt, certain qu'il ne pourrait le confier à de meilleures mains.

Massena fit venir ensuite les commandants de l'artillerie et du génie, leur annonça son intention d'abandonner momentanément Gênes à ses propres forces; mais, ne voulant ou plutôt ne pouvant y laisser que 3,000 hommes de garnison, il désirait connaître leurs idées sur la manière de les employer pour repousser un coup de main. Là-dessus Lamartillière et Marès se récrièrent, prétendant qu'on ne pouvait s'éloigner de Gênes sans y laisser au moins 10,000 hommes de garnison. Après une discussion approfondie, où le général en chef démontra que l'enceinte extérieure était couverte par des postes dont la possession rendait l'approche de celle-ci impossible, ils finirent par dresser pour Miollis

une instruction qui se résumait dans les points suivants.

S'il jugeait impossible de conserver la ligne de la défense du Bisagno sur Teggia, il la porterait sur le contre-fort en arrière, et jetterait dans le fort Diamant une petite garnison bien commandée et pourvue de munitions et de vivres pour trois jours. S'il abandonnait momentanément les Due Fratelli, il couvrirait par un corps de troupes le fort de l'Éperon, dont les feux combinés avec ses manœuvres empêcheraient l'ennemi d'occuper ce premier poste.

Le fort Richelieu devait être garni d'artillerie de gros calibre et avoir une garnison munie de vivres pour plusieurs jours, afin de rendre très-difficile l'occupation que l'ennemi pourrait tenter du Monte Manego.

Le fort de Santa Thecla serait gardé avec soin, à cause de l'importance de sa position relativement aux revers de la Madonna del Monte et aux communications de la place avec le fort Richelieu. On porterait une attention particulière sur le fort Quezzi, à cause des communications de la droite et de la gauche par Molini. Le général Miollis devait encore occuper fortement la Serra dei Bavari, pour paralyser tous les mouvements que l'ennemi voudrait tenter sur les hauteurs dei Rati ou sur Gênes même.

Il devait jusqu'à nouvel ordre négliger le point de Seriggio, très-important pour empêcher l'ennemi de s'approcher de la ville, mais qui ne pouvait nous être utile à ce moment, à raison du déploiement de forces qu'il exige.

L'occupation des contre-forts de Chiapeto et d'Albaro, qui s'opposaient à la possession du village d'Albaro par l'ennemi, ne pouvait non plus nous servir, à cause

du grand nombre d'hommes qu'il aurait fallu distribuer dans les anciens retranchements de Chiapeto, sur la colline à l'embouchure de la Sturla et sur les plateaux de Gros-Pallo et de Saint-Julien.

Miollis devait également négliger, parce qu'il n'avait pas assez de troupes pour l'occuper, le Monte Creto, formant une espèce de demi-cercle et qui peut servir d'assiette à un camp offensif, pour ainsi dire inattaquable, en face des débouchés de la Torraza, de la Mulazanna, de l'Aggio et du Capenardigo, venant tous quatre du Montferrat.

Ainsi la défense de la place se réduisait à ces points généraux : ne laisser couper par l'ennemi aucun des corps chargés de défendre les positions avancées; s'opposer à l'isolement des corps détachés, et rétablir les communications entre eux et la place si elles étaient interceptées; surveiller en outre les débarquements, surtout ceux d'artillerie que les Anglais pourraient tenter à l'embouchure de la Sturla pour l'amener devant le fort Richelieu. De cette façon, avec de la vigilance et de l'activité, une petite garnison commandée par un homme de tête pouvait tenir huit à dix jours, durée présumée de la plus longue absence du général en chef, contre 15 ou 20,000 hommes sans artillerie de siége.

Ces points arrêtés et convenus avec Miollis et les chefs de l'artillerie et du génie, qui devaient rester à Gênes pour le seconder, Massena l'investit de pouvoirs extraordinaires, pressa l'organisation et l'armement de la garde nationale génoise, destinée à concourir au maintien de la tranquillité publique; assura la rentrée de l'emprunt forcé, en autorisant l'emploi de moyens de

coercition, et prit congé du gouvernement ligurien. Il quitta la ville le 9 avril à 10 heures du soir, et transporta son quartier général à Cogoleto. Le même jour, le général Soult devait, de Voltri, se rendre à Sassello.

De son côté le baron Melas, après avoir laissé la colonne du général Elsnitz entre San Giacomo et Vado, avait placé, le 8, les troupes de la colonne principale sur la ligne de faîte du Monte Legino et du Montenotte dans la direction d'Albissola; sa droite s'appuyait à l'embouchure du torrent du Rezio. Les deux partis allaient donc inévitablement se heurter près du Montenotte, et dans ce choc l'avantage devait rester à celui qui mettrait le plus de troupes en action.

Cependant le comte Hohenzollern, maître de la Bocchetta, après avoir poussé des patrouilles sur Ponte Decimo donna à la brigade Rousseau l'ordre de se porter des cabanes de Marcarolo à celles dell' Acqua, sur les derrières des Républicains. Mais vers deux heures du matin, Soult devinant par le tocsin ce qui se passait au moment où il marchait de Voltri sur Sassello, changea ses dispositions primitives et prescrivit au général Gazan de se porter avec la majeure partie de sa division sur la Madonna dell' Acqua, tandis que le général Poinsot irait se tenir en observation à Campo Freddo, et que deux petits détachements se dirigeraient de Sestri et de Marone sur Marcarolo.

Le général autrichien Rousseau, stupéfait de cette attaque, se défendit à peine et fut rejeté sur les hauteurs de ce dernier village, où près de 3,000 Français se trouvaient tout à coup réunis. Le combat s'engagea avec chaleur. La 25e légère, soutenue par les 3e et 78e de bataille, aborda les régiments de Devins et de Kray,

qui essayèrent de leur tenir tête; mais attaqués sur leur gauche par le chef de brigade Mouton avec un bataillon de la 25e serré en colonne par peloton, et menacés sur leur flanc droit par trois bataillons conduits par le chef d'état-major de Gazan, ils furent rejetés au delà de la Piotta avec perte de 600 prisonniers, de 2 pièces de canon de montagne et de plusieurs caisses de munitions. Soult se porta tout de suite à Campo Freddo, où le général Poinsot culbuta le régiment d'Alvinzi après un engagement fort vif, dans lequel il lui prit 120 hommes, de sorte que dans la soirée toute la division Gazan fut réunie sur ce point.

Mais cette opération, tout en dégageant ses derrières, compromettait le plan du général en chef, car elle lui avait fait perdre 24 heures; et c'était le lendemain, 10 avril, que l'attaque combinée devait avoir lieu. Cette circonstance décida Soult à presser son mouvement : à la pointe du jour il marcha sur Acqua Buona et San Pietro di Orba dans la direction de Sassello, où Massena le croyait rendu de la veille. Arrivé à Pallo, il apprit que le général Saint-Julien filait de Montenotte sur Veirera pour gagner Voltri et couper la retraite à la colonne de Massena. Profitant de sa position, qui lui permettait de tomber inopinément sur les flancs et les derrières du général autrichien, Soult fit poster Gazan sur le chemin de Veirera à Ponzone, et poussa Poinsot sur Sassello avec ordre de tomber sur l'arrière-garde impériale.

Ce mouvement, exécuté avec vigueur, réussit complétement. Poinsot enleva Sassello au pas de charge à la tête d'un bataillon de la 25e, mit en fuite les Autrichiens, et sans regarder s'il était suivi tomba tête baissée avec quelques chasseurs sur l'escorte de leur artillerie, à la-

quelle il prit 3 pièces. Cette affaire nous valut 600 prisonniers et 200,000 cartouches.

Sur ces entrefaites, Saint-Julien arrivé à Veirera avec la majeure partie de ses forces, se voyant coupé, n'avait plus de retraite que par deux débouchés : l'un conduisant, à travers la montagne appelée la Galera, sur Ponte Invrea, l'autre sur Montenotte par Santa Giustina; car Soult, après la prise de Sassello, s'était posté dans la soirée sur les hauteurs qui dominent Veirera. Saint-Julien, pour se tirer de ce mauvais pas, porta une colonne assez forte sur la Galera; mais son habile adversaire, qui épiait ses mouvements, le voyant s'affaiblir pressa l'attaque. Le chef de brigade Mouton, à la tête de 400 hommes de la 25e soutenus par le reste de cette demi-brigade et les grenadiers de la 2e, s'avança en silence sur l'ennemi. Au point du jour, les avant-postes des Impériaux sont surpris et culbutés; deux bataillons accourent à leur secours et sont pareillement renversés. Le combat devient général; et après deux heures d'une lutte opiniâtre Saint-Julien est forcé de se retirer sur Ponte Invrea, laissant en notre pouvoir plus de 2,000 prisonniers. Soult le poursuivit jusqu'au Gros Pasto, où il établit ses bivouacs. Ce piton offre une position qui commande au nord et au sud toute la chaîne et fait face à celle de l'Ermetta, que l'ennemi se hâta d'occuper afin de couvrir la route d'Aqui.

Nous allons maintenant laisser les troupes de Soult au mont Pasto et ramener l'attention sur les opérations de Massena. Il s'était mis en mouvement, le 10 de bon matin, sur deux colonnes : celle de droite, commandée par l'adjudant général Sacqueleu, d'environ 400 hommes, par Santa Giustina; celle de gauche, aux ordres

de Gardanne, forte de 1,500, déboucha de Varaggio vers 8 heures du matin dans la direction de la Stella par Castagna Buona. Massena marchait avec cette dernière.

Or ce jour-là le baron Melas, qui avait l'intention de transférer son quartier général à Varaggio et d'établir sa colonne principale, renforcée d'une brigade, sur le Monte Veirera, avait échelonné ses troupes sur trois colonnes : la brigade Saint-Julien à gauche, celles de Brentano et de Bellegarde au centre, et les brigades de Lattermann, Bussy et Sticker à droite. Les troupes de cette aile n'ayant pas la même distance à parcourir, les généraux de la droite et du centre avaient levé leurs camps le 9 au soir, pour être rendus sur les hauteurs de Veirera dans la nuit. Les brigades de l'aile gauche, au contraire, ne s'étaient mises en marche que le 10 à 6 heures du matin; celle de Sticker se trouvait près de Stella, celle de Lattermann à la hauteur de Brasi. La brigade de Bussy, non loin de Veirera, longeait la côte, lorsqu'informé de l'approche de Massena, le baron Melas ordonna aux grenadiers de Lattermann de descendre sur le chemin du littoral et de continuer leur marche jusqu'au delà de Varaggio; mais, à cette hauteur la position des Français se dessinant parfaitement, il prescrivit au comte Palfy de l'aborder par sa gauche avec une partie de sa colonne, tandis que lui-même la tournerait par Sanda, Brasi et Monte Croce.

Massena, à qui ce mouvement ne pouvait être dérobé, puisqu'il s'exécutait sur des crêtes parallèles à celle qu'il suivait pour ainsi dire à portée de canon, prévint les Impériaux sur le Monte Croce et se prépara à les y bien recevoir. Le feu s'engagea bientôt de part et d'autre; mais les grenadiers du général Lattermann

s'étant emparés de Varaggio, révélèrent au général en chef le péril de sa position. Menacé d'être enveloppé, il manœuvra aussitôt pour opérer sa jonction avec l'adjudant général Sacqueleu. L'ennemi, de son côté, fit des efforts tels pour l'empêcher, que Massena suspendit sa marche et prit position à Santa Croce. Il dépêcha vainement aide de camp sur aide de camp à Sacqueleu, avec injonction d'accélérer son allure; cet officier ne bougeait pas et semblait pétrifié à la vue de l'ennemi. Cependant le comte Palfy, ayant formé deux colonnes d'attaque, leur fit gravir les flancs escarpés de la montagne; mais elles avaient à peine escaladé les deux tiers du versant, qu'accueillies par un feu meurtrier et une grêle de pierres, elles furent culbutées jusqu'en bas. Une seconde tentative n'ayant pas obtenu plus de succès, les Impériaux revinrent à la charge pour la troisième fois, et le combat continua avec un grand acharnement. Le général Gardanne, l'adjudant général Campana, trois des aides de camp de Massena tombèrent criblés de blessures, et l'un d'eux fut fait prisonnier. Étonné d'une résistance aussi opiniâtre, le baron Melas forme alors le régiment de Spleny en colonne d'attaque, les grenadiers au centre, et leur ordonne d'enlever la montagne; en même temps il prescrit à la brigade Sticker, qui atteint en ce moment les hauteurs de Stella, de se jeter sur les derrières des Français afin de seconder cette dernière attaque. Les Républicains recommencèrent à faire tomber une pluie de pierres et de plomb sur les assaillants. Dès que Massena n'eut plus à douter du mouvement du général Sticker sur sa route de retraite, il se replia en bon ordre vers les hauteurs de Varaggio; et comme alors la poursuite devint générale et

plus vive, il chargea Fressinet de couvrir sa retraite et partit, suivi seulement de trois officiers, à la recherche de la colonne de droite qui se retirait également devant quelques patrouilles autrichiennes.

Dans cette recherche hasardeuse, le général en chef courut les plus grands dangers; et il serait tombé au milieu des Impériaux, si l'adjudant général Thiébaut ne l'avait heureusement averti de changer de route. Au bout d'une heure et demie de périls de toute espèce, il retrouva enfin cette colonne si mal dirigée par son chef; et, ne pouvant contenir son indignation, il lui reprocha sa lâcheté et le destitua en présence des troupes, qu'il ramena en arrière de Varaggio. De là il se rendit à dix heures du soir à Cogoleto, où le corps de gauche s'établit. Cette affaire nous coûta 400 hommes tués ou blessés.

L'avortement de son plan mit Massena dans la nécessité de se réunir à Soult; mais comme leur jonction ne pouvait avoir lieu par la côte, il résolut de forcer son adversaire à lui céder le terrain à droite, de manœuvrer ensuite sur Loano, d'y rallier Suchet et de revenir sur Gênes. Cette résolution fut aussitôt communiquée au chef d'état-major et à Miollis, qui reçurent l'ordre de redoubler de surveillance pendant la durée de l'opération.

Les corps, considérablement affaiblis par les pertes irréparables qu'ils venaient d'essuyer, et par l'absence momentanée du grand nombre d'hommes restés en arrière, harassés de fatigue, furent réorganisés et les deux bataillons de grenadiers fondus en un seul. Ces dispositions achevés, Massena fixa le départ à deux heures du matin. Vers une heure, il appelle auprès

de lui le général Fressinet ainsi que les chefs de corps, et leur expose ses vues. Un morne silence accueillit d'abord son ouverture; et comme Massena insistait sur la nécessité d'opérer promptement cette réunion, tous les chefs lui représentèrent comme chose impossible de reformer les demi-brigades, la plupart des soldats ayant pris la route de Gênes, et soutinrent que les hommes présents sous les drapeaux, exténués de fatigue et de faim, étaient incapables de faire un pas. Il essaya vainement de communiquer son ardeur à ceux qui l'entouraient; tout fut inutile. Aussi ne dissimula-t-il pas son mécontentement en rompant la conférence par ces mots : « Vous m'avez fait perdre un » temps irréparable, que du moins l'on soit prêt à partir » au jour! » Aussitôt l'ordre fut expédié au général Oudinot de se rendre auprès de Massena et de ramener à leurs corps les traîneurs qui s'étaient dirigés sur Gênes.

Vers cinq heures, le tambour battit inutilement le rappel. Quel spectacle! les soldats ne semblaient pas l'entendre. Les officiers fouillaient les buissons et les fossés pour en arracher les hommes engourdis de froid, d'inanition et de lassitude. Vers deux heures après midi seulement, les bataillons présentèrent des cadres incomplets. En ce moment, un émissaire annonça que Soult engagé avec l'ennemi, demandait du secours. Massena détacha aussitôt le général Fressinet avec la 3e légère, les 62e et 63e de ligne, et ne garda à Cogoleto que la 97e et le bataillon de grenadiers, pour faire face à la colonne ennemie qui voulait percer par la côte.

Cependant le mauvais état des chemins avait apporté de grands obstacles au mouvement de la principale co-

lonne des Impériaux. La brigade Bellegarde s'était arrêtée à Santa Giustina, celle du comte Saint-Julien s'égara dans la nuit; heureusement pour eux, un officier laissé à l'embranchement de plusieurs chemins indiqua à l'escorte des vivres et des bagages, ainsi qu'au régiment de Deutschmeister formant la queue de la colonne, le plus court pour arriver à Sassello. Après une petite halte, ce régiment se disposait à rejoindre vers trois heures la brigade Saint-Julien, lorsque le général Poinsot déboucha de San Pietro à la tête de la 25e légère et lui barra le passage, appuyé par le général Gazan qui s'établit avec la 3e et la 78e de ligne à Pallo, sur le chemin de Veirera à Ponzone. Les Autrichiens n'eurent que le temps de se former entre Veirera et Sassello. Leur chef chercha à inquiéter les Républicains en jetant un détachement sur leur flanc, comme s'il avait l'intention de couper leur retraite, mais Poinsot ne prit pas le change; enlevant la 25e du geste et de la voix, il enfonce les deux lignes qu'on lui oppose, emporte l'épée à la main le bourg de Sassello, prend trois pièces de montagne, fait 3 à 400 prisonniers, s'empare d'un convoi de 400 mille cartouches, et ramène battant les ennemis jusqu'à mi-côte du mont Veirera. En ce moment le combat change de face; le comte Saint-Julien, débouchant du village de Veirera à la tête d'un bataillon de grenadiers, exécute un passage de ligne, se jette sur les chasseurs de la 25e et les culbute dans le vallon. Poinsot les rallie néanmoins et se maintient à Sassello malgré tous les efforts des Impériaux, qui sont enfin obligés d'aller rejoindre la brigade Bellegarde, dans la nuit, sur le Monte Veirera.

Le général Soult, résolut d'attaquer le 11 Veirera,

où Saint-Julien n'avait laissé que 1,300 hommes afin de mieux garnir l'Ermetta. Le général Poinsot, de sa position de Sassello, s'approcha du pied du Monte Veirera à la faveur d'un épais brouillard; mais l'ennemi, après avoir fait filer ses bagages sur l'Ermetta, se retira en combattant dans cette position, où les brigades Bellegarde et Saint-Julien se trouvèrent réunies. L'arrière-garde opéra sa retraite par Tagliarino.

Soult étant arrivé avec la division Gazan sur le Gros Pasto, vis-à-vis de l'Ermetta, en ordonna l'attaque. C'est un des points culminants des Apennins liguriens qui s'étend entre Sassello et Varaggio. Le chef de brigade Mouton, à la tête des grenadiers de la 2e et de la 3e demi-brigades formés en colonne par pelotons, l'escalada à gauche, tandis que la 25e légère le gravit à droite, précédée d'une centaine de tirailleurs, et que les 3e et 92e de ligne se tenaient prêtes à les soutenir. La colonne de gauche avait déjà fait des progrès sensibles, lorsque celle de droite, inquiète d'une vive fusillade qui retentissait sur ses derrières, finit par rétrograder, après quelques moments d'hésitation, et entraîna les grenadiers dans sa retraite. Mouton et Godinot les ramenèrent une première fois, mais ces troupes épuisées par la fatigue, la faim et le froid, marchant dans la neige jusqu'à la ceinture, ayant d'ailleurs brûlé toutes leurs cartouches, n'étaient plus susceptibles d'élan. L'exemple de Godinot affrontant de nouveaux dangers malgré sa blessure, et leur criant que la victoire dépend d'un dernier effort, ne saurait les faire revenir à la charge. Tout à coup, soit qu'il devine la cause de la terreur générale, soit qu'il juge à propos d'employer la ruse pour ranimer ses troupes, il leur annonce que cette terrible

fusillade provient d'une colonne poussée par Massena sur les derrières de l'ennemi actuellement entre deux feux. C'était en effet l'avant-garde du général Fressinet qui, après cinq heures d'une marche pénible, débouchant d'un petit bois où il avait formé sa colonne, s'engageait avec les Autrichiens dont il prolongeait alors la droite. A la vue de ce renfort inespéré, une ardeur soudaine anime les soldats de Gazan et ils ne voient plus d'obstacles. D'un côté la 25e légère et les grenadiers de Mouton soutenus par la 3e et la 92e dirigées par Gazan, de l'autre la 3e légère appuyée par les 62e et 63e commandées par Fressinet, gravissent au pas de charge les flancs de l'Ermetta, renversent les deux lignes des Impériaux qui en occupent le sommet, leur font près de 2,000 prisonniers, et les obligent à battre en retraite, à la chute du jour, sur Santa Giustina.

Soult était trop prudent pour se hasarder à passer la nuit sur l'Ermetta, au milieu pour ainsi dire, de l'armée autrichienne, avec six demi-brigades réduites de plus des deux tiers et écrasées de fatigue et de faim; il n'y laissa que ses avant-postes, et après avoir dirigé sur Gênes ses prisonniers escortés par un bataillon de la 78e, il alla établir ses bivouacs sur le Gros Pasto.

Tandis qu'il remportait cet avantage sur les lieutenant du baron Melas, celui-ci était aux prises avec la poignée d'hommes restés à Cogoleto sous les ordres directs de Massena. Vers une heure après midi il avait attaqué la 97e postée sur la rive droite du torrent qui roule en avant de ce village, et ayant pour réserve le bataillon de grenadiers massé sur un mamelon de la rive gauche. Cette demi-brigade fit d'abord bonne conte-

nance; mais, se voyant obligée de passer le torrent, elle ne conserva plus d'ensemble dans ses manœuvres et se jeta sur la côte, où elle fut en butte à l'artillerie de six canonnières anglaises et harcelée par les hussards de Szekler. Massena voulant réprimer leur audace, les chargea à la tête de son escorte et d'une douzaine d'officiers de son état-major. Les hussards se dispersèrent, mais revinrent bientôt en plus grand nombre; ils enveloppèrent le général en chef et l'auraient pris, sans le dévouement de plusieurs officiers qui lui firent un rempart de leurs corps. L'un d'eux tomba sous ses yeux percé de coups.

Nonobstant ce fâcheux épisode de la journée, Massena atteignit son but; l'élite de ses troupes fut enfin réunie, le 11 avril, sur un point qui lui permettait de veiller sur Gênes et de manœuvrer avec avantage contre les colonnes éparses de son adversaire. Mais il aurait fallu qu'il eût connaissance de ses avantages, et que Suchet eût pu en être informé tout de suite; malheureusement, le général en chef avait été retenu à Gênes et était sans nouvelles de ses deux lieutenants. De cinq officiers expédiés à Soult, et de trois courriers envoyés la veille à Suchet, aucun n'était parvenu, tant la difficulté de communiquer était grande au milieu des colonnes ennemies et d'un pays insurgé.

Nous avons dit plus haut que Suchet avait eu l'ordre, le 9 avril, de se réunir à l'aile droite. Après avoir laissé le général Pouget dans les lignes de Borghetto, avec un nombre de troupes suffisant pour leur défense, ce général se mit en marche sur Toirano, Bardinetto et Calissano. Les Impériaux, qui tenaient ces deux derniers postes, les évacuèrent à son approche, et le gé-

néral Seras les occupa avec les 34e et 87e, pour surveiller l'ennemi, qui se montrait à San Bernardo et Spinarda. Le général Clauzel, avec la brigade Solignac, cerna le poste de Melogno à la faveur d'un épais brouillard.

L'adjudant général Compans, à la tête de la 7e légère et d'un bataillon de grenadiers, enleva au régiment de Hof les retranchements de Melogno, où il lui fit 220 prisonniers. Enhardi par ce premier succès, il dirigea le chef de brigade Boyer avec la 7e légère sur le Monte Settepani. Déjà cette petite troupe avait fait mettre bas les armes à une grand'garde placée à mi-côte, et escaladait avec ardeur le flanc de la montagne couvert de neige pour gagner les retranchements qui en couronnaient le sommet, lorsqu'un officier d'état-major malavisé, se disant envoyé par le général, arrêta son élan. Il prétendait éviter la perte de quelques braves en sommant le commandant autrichien de se rendre. Cette ridicule sommation fut reçue par une fusillade qui coucha sur la neige une centaine d'hommes et força les autres de rétrograder au pied du Settepani.

Instruit de cet échec, Suchet charge Compans de le réparer. Celui-ci prend la 7e légère avec un bataillon de grenadiers, et gravit, sous un feu meurtrier, le pic le plus élevé de l'Apennin ligurien dont une neige durcie par la gelée rendait la montée plus glissante et plus périlleuse. Parvenus avec l'adjudant-général Préval et une centaine de braves au pied des retranchements, ils s'y élancent sans attendre le reste de la colonne et font main basse sur tous ceux qui opposent résistance. Le combat dura peu; les Autrichiens prirent la fuite, laissant entre nos mains 900 hommes du régi-

ment de Hof. Nous n'eûmes à regretter que 20 morts et 80 blessés.

La perte de Melogno ayant coupé, dès le 10, la communication entre les généraux Elsnitz et Ulm, le premier avait réuni ses troupes à San Giacomo dans l'intention de soutenir le poste de Settepani qui tomba entre nos mains avant d'avoir été secouru. Aussitôt après la prise de ce poste, Suchet fit avancer la division Clausel sur ceux de la Madonna delle Neve et de San Giacomo, par le col dei Pini. Si l'adjudant général Compans, qui marcha sur le premier, ne rencontra pas d'obstacle, le général Solignac fut moins heureux. Il enleva, il est vrai, 300 grenadiers hongrois au col dei Pini, mais il fut rejeté par les défenseurs du San Giacomo avec une perte notable sur la Madonna delle Neve.

Cependant Massena, toujours sans nouvelles de ses lieutenants, résolut de sortir de Gênes avec une colonne de troupes fraîches pour faciliter les entreprises de Soult, ou tout au moins le recueillir en cas de malheur. Il laissa la 97e dans la place, en tira les 73e et 106e qui, avec le bataillon de grenadiers et un peloton de guides qu'il avait près de lui, forma à Sestri di Ponente une colonne d'environ 3,000 hommes. Le 12, elle se mit en marche sous la conduite de l'adjudant général Thiébault; et à midi son avant-garde rencontra à Voltri la colonne des prisonniers faits par Soult la veille, en pleine révolte contre leur escorte à l'instigation des habitants de ce bourg. La présence des troupes de Thiébault les ramena promptement à l'obéissance. Massena apprit de l'escorte la première nouvelle du beau succès de son lieutenant et arriva la nuit à Voltri, d'où il poussa la colonne de Thiébault sur Varaggio.

De leur côté les brigades Bellegarde et Brentano, après avoir chassé les avant-postes français de l'Ermetta, avaient occupé le Monte Fajolo; le général Sticker s'établit sur l'escarpement sauvage de Cavallo, et le comte Saint-Julien prit poste avec les débris de sa brigade à Santa Giustina. Quoique cette position fût formidable, Soult ne désespéra pas de l'enlever aux Impériaux. Il partagea ses forces en trois colonnes : la première à droite, commandée par le général Poinsot, fut composée de la 25e légère et des grenadiers de la 2e de ligne; la seconde à gauche, conduite par le général Fressinet, comprit toutes les troupes qu'il avait amenées avec lui à Cogoleto la veille; enfin la troisième au centre, formée des 92e et 78e, fut confiée au chef de brigade Cassagne. On désigna pour réserve la 3e de ligne. Les munitions étant peu abondantes, ordre fut donné de marcher à l'ennemi sans tirer, et de l'aborder à la baïonnette. Comme les flancs de la montagne étaient hérissés de rochers et semés d'anfractuosités en partie masquées par les neiges, les troupes furent formées en colonnes serrées par sections. Leur mouvement s'exécuta avec la précision qui distingue les manœuvres des vieux soldats. Fressinet et Cassagne marchant pour ainsi dire à la même hauteur pendant deux heures, sous le feu meurtrier des Autrichiens, les joignirent enfin sur le Monte Fajolo, et les culbutèrent partie sur Stella et partie sur les crêtes affreuses de Cavallo, où Sticker les recueillit.

Cette position emportée, Soult laissa reprendre haleine à ses braves, puis les lança à l'escalade de l'escarpement del Cavallo, dans le même ordre qu'à la première attaque. Gazan dirigeait les 62e et 63e, et Poinsot les

78e et 92e. Sticker, sans s'émouvoir, laissa arriver les colonnes républicaines jusqu'à mi-côte, et se porta alors brusquement à leur rencontre à la tête de sa première ligne. Le choc fut si rude, qu'en moins de dix minutes les Français furent précipités au fond du vallon. Gazan et Poinsot reformèrent les colonnes et les ramenèrent vainement deux fois à la charge; la nuit seule mit fin au combat. Nous essuyâmes dans cette journée une perte de 300 hommes.

Le bruit de la fusillade engagée aux environs de Cogoleto et du Monte Croce était parvenu à Suchet, grossi et prolongé par l'écho des montagnes; les troupes en avaient frémi d'impatience et d'espoir, mais ce général ne répondit point à leurs vœux. Au lieu de faire une fausse attaque contre la position de San Giacomo, et de défiler avec le centre sur Sassello, où il aurait rencontré la division Gazan que Soult y avait poussée, il s'autorisa du manque de subsistances et de la fatigue des troupes pour renoncer à une nouvelle attaque, perdit la matinée du lendemain en reconnaissances imparfaites de cette position, et n'engagea le combat qu'à midi. L'opération exécutée sans ensemble par Seras, Solignac et Compans, les colonnes furent repoussées avec de notables pertes par le général Elsnitz; et Suchet les fit replier pendant la nuit. Cette retraite, qu'il présenta ensuite comme un acte de haute prudence, a pu lui être reprochée comme une faute. Il a allégué que le point de jonction ne lui avait pas été indiqué avec précision, mais Massena ne pouvait le faire, puisque la contrée était au pouvoir de l'ennemi, et, à défaut d'indication certaine, la fusillade l'avertissait assez du point où il devait marcher.

Aussi attribua-t-on dans le temps, à tort ou à raison, le véritable motif de cette retraite prématurée à un sentiment de jalousie contre Soult, dont Suchet répugnait à prendre les ordres en l'absence du général en chef. (Voy. *Pièces justificatives*, n° IX.)

Les pertes essuyées par la colonne principale décidèrent le baron Melas à rappeler, le 13, les brigades Bussy et Lattermann sur les hauteurs d'Albissola et de Monte Legino, en vue de rétablir les affaires de sa gauche et de se lier avec le corps du comte Hohenzollern qui reçut, ainsi que le baron Ott, l'ordre de pousser sur Gênes.

De son côté, Massena dirigea de Voltri la colonne du général Thiébault sur Varaggio, en avant duquel elle bivouaqua, en face de l'avant-garde des grenadiers de Lattermann. Soult maître de l'Ermetta, s'y morfondait de froid et de faim avec les troupes de Gazan et de Fressinet, attendant de Massena ou de Gênes, que les Impériaux lui interceptaient, des nouvelles, du pain, de l'eau-de-vie et des cartouches.

Un épais brouillard déroba aux Républicains, dans la journée du 13, les mouvements des Impériaux; néanmoins, comme ils ne pouvaient se terminer que le lendemain, Soult crut devoir profiter d'une circonstance si favorable pour enlever la position de Santa Giustina. Mais cette opération, dont Godinot eut la conduite, échoua parce que ce poste était fortement retranché. Soult prescrivit donc à Gazan de se borner à le masquer et de marcher sur Sassello. Quant à lui, il resta avec Fressinet sur l'Ermetta, en sorte que le 14 au soir les brigades Sticker, Brentano, Bellegarde et Bussy purent se réunir sans obstacle sur le Monte Legino. Celle de

Saint-Julien prit poste à Moglie et menaça Sassello; les grenadiers de Lattermann, qui occupaient Savona, devaient se rendre le lendemain à Stella.

Sur le point d'être enveloppé, Soult eut avis d'une partie de ces dispositions et prévint Massena qu'il était forcé de tenter les chances d'un combat, sans vivres ni munitions, l'engageant à faire tout son possible pour opérer une diversion en sa faveur. Malheureusement ce message n'arriva pas en temps utile.

Le général en chef avait ordonné à la colonne de Thiébault de se porter de Varaggio à Albissola par le littoral; mais le feu continuel de l'escadre anglaise, mouillée dans le golfe de Savona, s'opposant à ce mouvement, Thiébault s'était vu forcé de prendre le chemin des montagnes.

Le 15, à trois heures du matin, le baron Melas mit en mouvement son armée sur trois colonnes : la brigade de Bussy se dirigeait à gauche sur le Monte Lodrino, par le faîte du Montenotte; au centre, la brigade Brentano devait gagner, par Stella, Ellera et la gorge du Rezio; les brigades Sticker et Bellegarde marchaient par Ellera et les hauteurs à gauche du Rezio; enfin les grenadiers de Lattermann suivaient la crête de l'Apennin.

Dans la position respective des deux partis, il était impossible que la journée se passât sans un double engagement; en effet, les grenadiers de Lattermann menaçaient d'écraser Massena devant lequel ils défilaient, et Soult qui allait avoir affaire aux cinq brigades rassemblées à Stella, courait le même danger. Le général en chef n'ayant que 2,000 hommes à sa disposition sur le littoral, n'était pas de force à lutter contre un corps qui avait l'avantage du nombre et du terrain. Toutefois,

il ordonna au chef de la 73e d'attaquer le flanc droit des Autrichiens par la hauteur des Capucins, située entre Albissola et Savona, tandis que l'adjudant général Gauthier en aborderait la gauche par les montagnes avec un faible bataillon. Le mouvement de cette dernière colonne fut dirigé par le général Oudinot, chef de l'état-major, et Massena conserva dans la plaine la 106e pour réserve.

Lattermann repoussa ces petites attaques et continua sa marche en échelons. Vainement Massena et son chef d'état-major se mirent à la tête des colonnes; leur exemple entraînait les troupes sans produire de résultats avantageux. Arrivé près du défilé d'Albissola, le dernier échelon des Autrichiens fut mis en désordre; mais aussitôt le bataillon de Schiaffenati chargeant la 73e, la rejeta au pied des hauteurs de Varaggio, et il fallut que Massena, à la tête d'un bataillon de la 106e, vînt lui-même rétablir le combat, qui dura trois heures sans retarder d'un moment la marche de la colonne ennemie.

L'engagement de Soult fut plus opiniâtre, sans être plus heureux : les Impériaux occupaient la sommité de Lodrino ou Loderino del Giogo, ainsi que la crête du contre-fort de Celasco jusqu'à Prato dei Grilli. Le lieutenant général ayant rassemblé ses forces, comme on l'a vu, sur l'Ermetta, et placé les avant-postes le long du ruisseau delle Moglie, avait donné dans la nuit du 14 au 15, ses instructions pour le lendemain. Le Monte Lodrino allait être attaqué sur trois points. Le général Fressinet avec la 78e, ayant la 92e pour réserve, devait aborder à droite le Moglie, et rejeter la brigade Saint-Julien sur Ponte Invrea où il avait l'ordre de se réunir au général Gazan. Celui-ci, qui s'était emparé la veille

de Sassello, devait marcher sur Ponte Invrea avec les grenadiers de la 2e et de la 3e tout entière en suivant la crête des montagnes. Enfin le général Poinsot, à la tête des 3e et 25e légères, allait forcer à gauche la Galera.

Quoiqu'à jeun depuis deux jours, sans eau-de-vie et presque sans cartouches, ces troupes dans l'espoir de rouvrir les communications avec Gênes ou avec Massena, montrèrent une grande ardeur en recevant le signal du combat. Les colonnes d'attaque s'ébranlèrent vers midi et rivalisèrent d'intrépidité; mais le général de Bussy repoussa l'attaque de Poinsot, et Saint-Julien celle de Fressinet. L'échec éprouvé par les colonnes latérales exerça une influence fâcheuse sur celle du centre, contre laquelle le baron Melas fit converger les feux des brigades Brentano et Sticker. Toutefois la conquête du contre-fort de Giovetto fut disputée avec acharnement. Nous tentâmes en vain de percer entre Lodrino-Giovo et Lodrino di Celasco; le feu de deux pièces de canon placées sur la Menja di Stella, maîtrisa tous nos mouvements dans la vallée et le long du contre-fort de Giovetto. Accablée par un feu croisé de mousqueterie, la 3e de ligne immobile comme un roc, malgré une perte de plus de 20 officiers et de 200 hommes, ne céda pas un centimètre du terrain qu'elle avait conquis, et ne rétrograda que sur l'ordre réitéré du général Gazan.

Les malheurs de cette journée et le manque de vivres et de munitions décidèrent Soult à se replier dans la nuit sur Sassello, où il s'établit de manière à pouvoir se porter sur Cairo ou sur Dego. Une arrière-garde fut laissée sur l'Ermetta; mais le 16, au jour, le baron Melas ayant ordonné aux brigades Saint-Julien et de Bussy, établies à Sassello, et à celles de Brentano, Bellegarde

et Sticker, postées à Stella, de franchir le torrent du Rezio et d'attaquer l'Ermetta de ce côté pour couper la retraite aux troupes qui s'y trouvaient, Soult se rabattit vivement sur le Gros Pasto. Il était temps, car déjà la tête de la colonne de Bellegarde engageait à la Galera une vive fusillade avec les Républicains. Ce général, croyant avoir cerné nos troupes parce que le Monte Fajolo avait été escaladé par quelques pelotons du régiment de Stuart, envoya un major sommer Soult de déposer les armes, en lui représentant qu'il le savait sans pain ni cartouches, mais celui-ci, loin de nier son dénûment, demanda avec fierté au parlementaire si Bellegarde comptait pour rien les baïonnettes qui lui restaient.

Cependant Ott était arrivé avec 4 bataillons à Campo Marone, le comte Hohenzollern avait détaché 4 bataillons à Fajolo pour se lier avec le gros de l'armée, et enfin 4 autres allaient, le lendemain 16, atteindre Dente sur un des versants du Fajolo. Ces dispositions aggravaient la position des Français, et mettaient leur chef dans la nécessité de battre en retraite ou d'accepter le combat sans aucune chance de succès. Sa présence d'esprit le sauva. Un brouillard épais couvrait la montagne et dérobait ses mouvements à la vue de son adversaire, qui avait négligé de faire garder le sentier en arrière de la Veirera; nos troupes purent donc y défiler en silence et s'échapper heureusement. Lorsque le soleil eut percé les nuages, le comte Bellegarde les aperçut en bataille vers six heures du soir, sur deux lignes, couvrant Voltri.

Les deux partis restèrent en présence jusqu'à dix heures. Dans ce moment, Soult commença sa retraite par Arenzano sur Voltri, et y effectua sa jonction avec

la colonne de Massena venant de Cogoleto. Le général en chef lui laissa le commandement des troupes et rentra dans Gênes, où la nécessité de pourvoir aux subsistances et de se procurer des fonds réclamait impérieusement sa présence.

Dès que Soult eut abandonné l'Ermetta, l'avant-garde de Bellegarde en prit possession; et 8 bataillons s'y établirent au jour, 2 autres suivirent les Français et ramassèrent nombre de blessés. Peu après, le baron Melas réunit dans cette position trois brigades à celle de Bellegarde, et fit occuper le Monte Fajolo par le comte de Bussy renforcé du régiment de Stuart.

Nos troupes restèrent le 18 en position à Voltri, pour donner le temps d'évacuer sur Gênes ce qui se trouvait en vivres et denrées dans les villages encore en notre pouvoir. De retour dans cette ville, Massena songeait, au moyen d'une petite expédition maritime et nocturne, dont le général Miollis aurait assuré le succès par une irruption dans la rivière du Levant avec un fort détachement de la garnison, à enlever un convoi de grains qui venait d'arriver à Porto Fino. De son côté Melas ayant eu par hasard l'idée de monter sur le Fajolo, pour reconnaître la position que les Français occupaient entre la Polcevera et la Cerusa et sur la rive droite de ce torrent jusqu'à la mer, découvrit bientôt qu'il serait facile d'atteindre par Mazone le pied du Monte Oresto, l'Acqua Santa et les cabanes de Voltri Il résolut aussitôt de percer par ce bourg et de couper la retraite au corps placé entre la Cerusa et la mer.

Le plan conçu dans ce dessein reçut son exécution le lendemain, et l'attaque principale déboucha de Marone sur trois colonnes. La première, commandée par le ba-

ron Ott, gagna les cabanes de Voltri; la deuxième, dirigée par le comte de Bussy, marcha par Dente, et la troisième s'achemina sur Sestri di Ponente. En même temps le comte Bellegarde descendait l'Ermetta par le Deserto sur Arenzano, avec sa brigade et celle de Brentano, pour attaquer à revers la gauche des Républicains sur les hauteurs en avant de la Cerusa, que le général Lattermann attaquait de front avec ses grenadiers.

La colonne de Ott, précédée de deux compagnies de chasseurs de Mariassy soutenus par un bataillon allemand, fut la première engagée, et gagna bientôt du terrain. Celle de gauche n'eut pas moins de succès, malgré la résistance opiniâtre de la 25e légère. Néanmoins tous les efforts de la deuxième colonne vers l'Acqua Santa se brisèrent contre l'inébranlable fermeté de la 3e de ligne, dont la valeur faillit devenir funeste à l'armée. Le général Ott put prévenir nos troupes à Voltri et couper ainsi la route de Gênes. Dès lors la 106e se vit obligée de se faire jour à la baïonnette, mais les Impériaux, dont le nombre augmentait à chaque instant, reprirent le premier point. Sur ces entrefaites, la brigade Gauthier chassée par les troupes de Bellegarde, de Brentano et de Lattermann, des hauteurs qui sont entre la Cerusa et la mer, se présenta devant Voltri. Il fallut de nouveau déblayer le passage. Enfin, lorsqu'après une sanglante mêlée toutes les troupes eurent dépassé Voltri, la colonne qui marchait sur Sestri di Ponente donnant de l'inquiétude à Soult pour sa route de retraite, il accéléra le mouvement de ses troupes sur le chemin du littoral, non sans être fortement incommodé par le feu des bombardes anglaises mouillées près de la côte, et les fit camper sur les hauteurs de San Andrea di Ses-

tri. Les Impériaux bivouaquèrent au pied des montagnes de Dente, de Fajolo et de San Nicolao di Voltri, et Soult se replia le lendemain sur Gênes par la vallée de la Polcevera, affaibli de 540 hommes tués, blessés et prisonniers.

Tandis que l'aile droite luttait contre le gros de l'armée autrichienne, le centre était tenu en échec par la colonne du général Elsnitz solidement établi à San Giacomo. Suchet prit dans la matinée du 12 une position d'attente entre le Tanaro et la mer au-dessus de Finale. Il la conserva trois jours, et fit cerner le 16 par le général Cacault le fort de Finale, où le général Ulm avait jeté 300 hommes.

Suchet en ce moment ne savait quel parti prendre; s'il se retirait dans les lignes de Borghetto, il assumait sur sa tête une grande responsabilité, car l'armée l'accuserait de n'avoir pas fait tous ses efforts pour opérer sa jonction avec Massena. D'un autre côté, le moment de l'effectuer sans danger était passé, et livré à ses propres forces, il courait risque d'être accablé par l'ennemi, qui avait rejeté l'aile droite dans Gênes. Déjà des bruits sinistres, avant-coureurs d'un désastre, circulaient dans les camps : on y disait Massena défait et ses troupes dispersées; plus de moyens de communiquer avec lui. D'autre part, il se trouvait trop éloigné du Premier Consul pour lui demander des ordres et en recevoir en temps utile. Tous les partis qui s'offraient à lui pour sortir de sa fausse position étaient également dangereux. L'arrivée du général Oudinot à Calissano le 17, à trois heures du matin, mit fin à sa perplexité.

Le chef de l'état-major avait été expédié vers lui par Massena, comme on l'a déjà dit, avec des ordres itératifs

et formels pour opérer sa jonction avec l'aile droite, et lui annoncer que la 104e, forte de plus de 1,000 hommes, était à Finale et allait être suivie de deux autres demi-brigades. Cette nouvelle et le bulletin des glorieux combats livrés et soutenus par Soult, dont les résultats furent grossis à dessein, produisirent le meilleur effet dans les bivouacs, où ils se répandirent avec rapidité. Suchet se prépara donc à attaquer San Giacomo; mais avant d'aborder cette position formidable, il fallait déloger les nombreux postes qui la couvraient. Le 18 avril, Seras eut ordre de s'emparer de Murialto, et l'adjudant général Cacault du camp de Feligno. Ces deux postes enlevés, le général Clausel fit emporter celui de Ronchi, ainsi que les pics les plus rapprochés du mont San Giacomo par les brigades Seras, Compans et Jablonowski. On prit dans cette affaire 300 hommes à l'ennemi, mais nous eûmes 150 hommes tués ou blessés.

On put alors donner l'assaut au mont San Giacomo, dont la possession devait faciliter la jonction du centre et de l'aile droite. Le 20 avril, à une heure du matin, les troupes se mirent en mouvement sur cinq colonnes, dont deux en réserve. Dès la veille, le chef de brigade Mazas s'était établi avec la 34e de ligne et la 7e légère au poste dit du Rocher, pour assaillir San Giacomo par la droite, et il devait être soutenu par la colonne de Compans. Celle du centre était conduite par Jablonowski; le général Seras marchait à la tête de la gauche et du centre; enfin la 99e, aux ordres de l'adjudant général Blondeau, formait une deuxième réserve entre la droite et le centre. Les colonnes de la gauche et du centre se dirigèrent sur Mallere, d'où elles devaient effectuer leur attaque. La brigade Seras formait la ré-

serve des deux précédentes, ayant pour intermédiaire l'adjudant général Blondeau avec la 99e. Enfin 100 grenadiers allèrent prendre position à Costa pour couper à l'ennemi la route de Savona, si on le délogeait du mont San Giacomo.

Il était difficile que les mouvements de ces colonnes marchant dans un pays âpre et montueux, par des sentiers inconnus et presque impraticables, où l'on était souvent obligé de défiler homme par homme, se fissent avec la précision nécessaire au succès. Aussi la colonne du centre qui avait le moins de chemin à parcourir, et qui aurait dû se mettre en marche longtemps après les autres, partit trop tôt, et étant arrivée au pied des retranchements du mont San Giacomo avant les colonnes latérales, fut obligée de les y attendre sous le feu de l'ennemi.

Cette halte malencontreuse donna le temps au général Elsnitz d'accourir de Mallere avec ses réserves, et de soutenir les défenseurs des retranchements de San Giacomo. Tout à coup il lança deux colonnes qui prirent en flanc celle de Jablonowski. La 39e et la 79e firent d'abord bonne contenance, mais ne purent résister longtemps à ce double choc. Les Polonais tentèrent en vain de ramener l'équilibre; après une heure d'un combat où les chances furent balancées, le bataillon des grenadiers réunis ayant été renversé par les Hongrois et leur commandant grièvement blessé, la colonne fut culbutée et poursuivie jusqu'auprès de Mallere, où la réserve de Seras les recueillit.

Après l'échec du centre, les colonnes de droite et de gauche s'avancèrent sous une fusillade meurtrière. Déjà quelques braves de cette dernière étaient parvenus au

pied des retranchements, et l'adjudant général Cravey avait planté deux fois le drapeau de la 78e sur leur parapet, lorsque les Impériaux renversèrent sous une grêle de pierres la colonne qui les suivait. Pour surcroît de malheur, Compans ayant été grièvement blessé, les troupes découragées battirent en retraite. Le général Elsnitz manœuvra pour les couper et y serait parvenu, si Jablonowski, qui avait eu le temps de rallier ses troupes en avant de Mallere, n'eût donné fort à propos pour les dégager.

Massena attendait toujours avec la plus vive impatience que Suchet se mît en communication avec lui, et, le 18, il avait dépêché un de ses aides de camp pour presser son mouvement. Le 21, un autre officier lui porta l'ordre précis de percer la ligne ennemie. Le général en chef dans son ordre ne cachait pas son mécontentement de la fausse direction donné aux opérations de son lieutenant; et Suchet sentant la force de ces reproches, entreprit sa justification. « Je suis désespéré, » lui écrivait-il, de ne pouvoir vous seconder plus effi- » cacement, n'en accusons que ceux qui ont retenu les » 6e et 60e et le bataillon de la 63e. Rappelez-vous que » je me bats depuis quinze jours avec moins de 5,000 » hommes; j'ai fait de grandes pertes, mais la peine la » plus cruelle que j'éprouve est de voir s'échapper l'oc- » casion de vous prouver et de prouver à l'armée que, » par dévouement, et par passion de la gloire, j'aurais » voulu commander 10,000 braves et vous joindre au » travers des corps ennemis.

» Mais, mon général, vous devez à votre gloire, » vous devez à la réputation d'un militaire que vous » avez honoré de votre confiance et à tous ceux qui

» servent sous lui, de publier que c'est de 4,000 com-
» battants que se trouvait composé le centre de l'armée
» à l'époque du 6 avril, et qu'il a été successivement
» augmenté de trois corps, en tout 1,653 hommes. Le
» nombre des blessés passe 1,200. Vous devez ajouter
» que cette malheureuse partie de l'armée, toujours
» abandonnée des administrations, n'a jamais reçu ses
» vivres et que pas une cartouche ne marchait à la suite
» des colonnes, faute de transports. »

Certes, ces excuses paraissaient fondées; mais ne pouvait-on pas leur opposer que Soult avec des troupes soumises au même dénûment et à la même pénurie de subsistances, n'avait pas hésité à lutter contre un nombre d'hommes très-disproportionné? Quoi qu'il en soit, pour obéir à l'injonction de Massena, Suchet donna le 23 avril à la brigade Seras, campée en avant de Calissano, l'ordre d'attaquer le poste de San Giovanni di Murialto, et cette opération bien conduite nous valut 150 prisonniers. Malheureusement, Suchet resta dans l'inaction les deux jours suivants entre Murialto et Calissano. Sur ces entrefaites, le chef d'escadron Franceschi, aide de camp de Soult, expédié au Premier Consul par Massena, eut avec le lieutenant-général, à son passage, un entretien dans lequel il lui laissa entrevoir que le général en chef, voyant l'impossibilité de tenir plus longtemps la campagne, allait s'enfermer dans Gênes et le défendre, pour donner à l'armée de réserve le temps de descendre en Italie. Cette conjecture d'un officier qu'il savait jouir de la confiance de Massena, fixa l'irrésolution de Suchet : toutefois craignant pour sa responsabilité et voulant la mettre à couvert, il convoqua aussitôt un conseil de guerre à la Pietra.

La grande majorité des généraux, partageant l'avis de leur chef, se déclarèrent contre l'offensive, et proposèrent de se replier d'abord dans les lignes de Borghetto, puis derrière la Roya pour se lier avec la division Lesuire qui gardait le col de Tende. En conséquence, Suchet marqua la retraite sur Borghetto, et transporta son quartier général à Albenga. Informé par le général Seras, que les Autrichiens remontaient la vallée du Tanaro pour menacer sa gauche, il ordonna au général Clausel de faire évacuer Melogno, Settepani, San Pantaleone et les hauteurs de Finale, et de se replier la droite à la mer, la gauche à Castelbianco. La division Pouget appuya sa droite à ce point, et prolongea sa ligne jusqu'à Ponte di Nava. Enfin, les 34e et 68e, aux ordres de l'adjudant général Blondeau, formant réserve, furent postées à la Ca, au delà du Tanaro. Le général Elsnitz se contenta de faire suivre de loin les Républicains et d'escarmoucher avec leur arrière-garde.

Pendant que la droite et le centre luttaient contre le gros des forces du baron Melas avec tant de désavantage, l'aile gauche, quoique protégée par les neiges, essuya d'abord un échec qui n'eut heureusement pas de suites graves. Le lieutenant général Turreau, informé par ses espions que le général Kaim se disposait à l'attaquer pour faire une diversion en faveur des Impériaux qui agissaient dans la rivière de Gênes, résolut de le prévenir. Il ordonna au général Valette de lui envoyer la 15e légère qui gardait le mont Cenis, l'autorisant d'ailleurs à en conserver les carabiniers et une centaine de chasseurs; ce détachement, joint à quelques troupes qu'il pouvait tirer de la Tarentaise par le col d'Encombres, lui parais-

sant suffisant pour défendre cette position. Mais Valette négligea de faire relever les postes de la 15e, et l'ennemi ne tarda pas à apprendre que le mont Cenis était dégarni. Aussitôt le général Kaim fit rassembler 1,200 hommes à Suze, dans la soirée du 6 avril, sous les ordres des majors Metzko et Neiperg, et après les avoir munis de pain et d'eau-de-vie pour trois jours il les mit en marche dans le plus grand silence par Jallion sur le petit mont Cenis. Ce détachement, parvenu à la chapelle Saint-Barthélemy, fut partagé en cinq colonnes : 300 hommes formant la 1re, eurent l'ordre de se diriger sur la Ramasse ; la 2e, d'une centaine d'hommes, dut enlever ce hameau ; la 3e, de pareille force, eut la tâche de s'emparer de l'hôpital, où logeait le commandant ; la 4e, de 500 hommes, devait se porter à l'auberge de la Grand' Croix et attaquer à revers les retranchements élevés sur ce point ; enfin, la 5e colonne, d'une centaine d'hommes d'infanterie, d'une vingtaine de canonniers et d'une centaine de paysans munis de pelles et de pioches, suivait la première à deux heures de distance sur la grande route.

Les colonnes, après dix heures de marche dans la neige et sur des rochers escarpés, arrivèrent haletantes à la Croix de Saint-Barthélemy, d'où, après avoir fait une halte de deux heures sur le petit mont Cenis, elles se remirent en marche par un beau clair de lune qui leur aurait été funeste si les Républicains avaient fait bonne garde. Elles atteignirent les points qui leur avaient été assignés, et surprirent les grand'gardes endormies autour de leurs feux ; en sorte qu'à l'aube du jour les ouvrages du mont Cenis, les 18 pièces de canon qui les armaient, le camp, l'hôpital et les magasins en arrière

tombèrent sans coup férir au pouvoir des Autrichiens. Un chef de bataillon, une compagnie de canonniers et environ 250 hommes d'infanterie furent faits prisonniers. On n'avait tiré que quelques coups de fusil d'un petit poste contre l'avant-garde de la 5e colonne, au moment où elle débouchait du vallon de la Ferrière sur la grande route.

Maître du mont Cenis, Metzko poussa son avant-garde en Savoie par Lans-le-Bourg et Termignon jusqu'à Bramans, semant partout l'épouvante. Turreau ne fut informé de cette surprise que par l'avis que lui en donna ce major en lui envoyant les demandes d'argent et de secours de nos officiers prisonniers. Ce coup de main eut beaucoup de retentissement en France. On craignit un instant l'irruption de l'ennemi en Savoie, et Bonaparte donna l'ordre au général Chabran, qui organisait quelques troupes aux environs de Dijon, de se porter en toute diligence avec 1,500 hommes d'infanterie et 100 chevaux vers le mont Cenis; mais bientôt on fut rassuré, et Chabran n'était pas encore arrivé à Chambéry que les Impériaux avaient évacué le mont Cenis.

Piqué au vif, Turreau essaya de rendre la pareille à l'ennemi dans la vallée d'Oulx. Après avoir dirigé 300 hommes sur la Pérouze, pour contenir le prince de Rohan posté à Gioveno et l'empêcher de secourir le baron Metzko, il chargea l'adjudant général Blamont d'attaquer avec 800 hommes de la 28e légère les postes autrichiens en avant d'Exilles, le suivit de Cesanne avec une réserve de 500 hommes, et poussa une centaine de chasseurs dans la vallée de Queyras, en avant d'Abriès. Blamont enleva les avant-postes autrichiens et

culbuta la première réserve jusqu'à Chaumont. Comme ses instructions lui commandaient de ne pas se compromettre et qu'il manquait de cartouches, il s'établit à Exilles, mettant la rivière entre lui et l'ennemi.

Les Impériaux, ayant reçu des renforts de Suze, revinrent à quatre heures du soir engager une vive fusillade d'une rive à l'autre; Blamont passa le pont, les repoussa et les poursuivit pendant une heure la baïonnette dans les reins. Cette petite affaire, où l'adjudant général fut blessé, coûta aux Autrichiens 50 morts ou blessés et 120 prisonniers. Nous n'eûmes à regretter que 14 hommes mis hors de combat.

Turreau se disposait à poursuivre son avantage le 9 avril, lorsqu'il apprit que le mont Cenis avait été évacué. Il le fit occuper de nouveau, reprit ses premières positions et porta une attention particulière sur Fenestrelle, point le plus important de sa ligne. Le 15 avril, l'ennemi tâta le petit Saint-Bernard; mais le général Brenier était sur ses gardes et lui ôta l'envie de pousser à fin son entreprise.

Les mouvements des Impériaux sur cette partie de la ligne ne laissaient point de doute à Turreau qu'ils ne se proposassent de bloquer Fenestrelle; aussi fit-il tous ses efforts pour mettre cette forteresse en état de défense. Il y laissa une garnison de 1,000 hommes, et l'approvisionna pour trois mois. Comme il l'avait prévu, le général Kaim en fit une reconnaissance, le 17 avril, avec un gros détachement; mais nos avant-postes, soutenus par le canon de la place, l'arrêtèrent et lui prirent même quelques hommes. Cette petite guerre, plus fatigante que meurtrière, dura jusqu'à ce que la descente de l'armée de réserve dans le bassin du Piémont

changea, comme nous le verrons bientôt, le rôle de l'aile gauche.

Après avoir rapporté les opérations de la droite et du centre, jusqu'au moment où le premier de ces corps fut refoulé sous Gênes et le second dans les lignes de Borghetto, nous allons, avant de poursuivre notre narration, exposer en peu de mots les tentatives que le général Ott fit exécuter par le comte Hohenzollern et Assareto contre Gênes, en l'absence de Massena.

On sait que la garde de ce boulevard avait été confiée au général Miollis, à qui l'on avait laissé moins de 4,000 hommes, et qu'il devait le couvrir en occupant quelques postes extérieurs dont la défense bien entendue le dispensait de garder sa double enceinte. Il ne s'écoula pas un jour de cette quinzaine sans escarmouches dans les vallées de la Polcevera et du Bisagno, mais la garnison n'eut à proprement parler que trois attaques sérieuses à repousser.

Le 9, les postes de l'adjudant général Hector Legros furent abordés sur les hauteurs de Torriglia par des paysans insurgés soutenus par un détachement d'impériaux; il les mit en fuite et leur fit 300 prisonniers. Le même jour, la 5e légère, quoique surprise à la Bocchetta, s'y maintint avec une perte de 122 hommes sur 420 combattants.

Le 13, Assareto fit attaquer les postes de San Martino d'Albaro et s'y établit un moment avec ses bandes soutenues d'Autrichiens qui, du Monte dei Rati, menaçaient le fort Richelieu. Le général Darnaud l'en ayant chassé vers huit heures du soir, Assareto revint à la charge à deux heures du matin. Nos troupes tinrent ferme jusqu'au lever du soleil, qu'elles furent rejetées

sur San Martino d'Albaro. Le tocsin sonnait dans la vallée de la Polcevera, et Assareto somma Gênes. Miollis répondit à son insolence par une énergique sortie qui nous remit en possession d'Apparizione. Au soir, le comte Hohenzollern fit à son tour une nouvelle sommation sans plus de succès; ce qui le décida à se retirer le lendemain, de sorte qu'il ne resta plus à châtier que les insurgés de la vallée du Bisagno. On fit dans cette journée une centaine de prisonniers.

Le 17 avril, une colonne ennemie s'étant présentée pour percer entre les forts Diamant et Richelieu, fut repoussée et poursuivie par l'adjudant général Ottavi, qui lui enleva le Monte Croce et lui prit une centaine d'hommes. Ainsi, comme on le voit, les prévisions de Massena étaient bien fondées, et il suffisait de défendre les ouvrages avancés pour se maintenir dans la ville; ce que Miollis fit aisément avec 3,000 hommes de garnison.

A peine les troupes de l'aile droite eurent-elles repassé la Polcevera, que Massena songea à faire un nouvel effort pour rejoindre Suchet et rentrer à Gênes de concert avec lui. Déjà l'élite de toutes les troupes de la garnison avait été désignée pour cette expédition; les ordres de départ étaient donnés, les mesures concernant les vivres, le transport des munitions et l'ambulance avaient été prises, lorsque la nouvelle de la retraite de Suchet renversa toutes ces dispositions.

Les troupes ramenées sous Gênes par Soult n'eurent que deux jours de repos. Le comte Hohenzollern les attaqua, le 23, aux Due Fratelli et dans la vallée de la Polcevera. A trois heures du matin, le colonel de Nadasty passe cette rivière entre San Pietro d'Arena et

Rivarolo, coupe notre ligne, traverse les jardins, et surprend le premier bataillon de la 3e et deux de la 25e, qu'il rejette sur les hauteurs et sur le fort de la Lanterne. Il prend ensuite à dos le bataillon de cette dernière demi-brigade posté au bord de la mer, et allait le faire prisonnier, quand le général Cassagne, nouvellement promu, rallia les bataillons débandés, et par un brusque retour offensif fit changer la face du combat.

Inquiet de ne pouvoir gagner le pont de Cornegliano, par lequel il devait opérer sa retraite, le colonel de Nadasty croit s'ouvrir un chemin à la tête de 150 hommes de son régiment à travers un jardin clos de hautes murailles, et trois officiers français ses prisonniers, qu'il consulte à ce sujet, le confirment dans cette pensée; mais à peine y est-il entré avec sa troupe que ceux-ci, excités par le capitaine Chodron de la 25e légère, en ferment la porte et l'obligent à se rendre. L'attaque dirigée contre les Due Fratelli se borna à une fusillade de deux heures sans résultat. Le colonel de Nadasty fut échangé le lendemain contre le chef de brigade Godinot, qui avait été pris au commencement de la journée.

Le retour des troupes sur Gênes engagea Massena à faire concentrer la division Miollis derrière la Sturla.

Cependant, les besoins toujours croissants de l'armée forçaient le général en chef à recourir chaque jour à de nouveaux expédients. Depuis le 14 avril le gouvernement génois était bien obligé d'effectuer des versements de grains, par suite de la licence d'exportation dont il jouissait à Marseille, mais ces versements étaient irréguliers, insuffisants, et souvent le soldat n'avait que demi-ration de pain. Pour remédier à cet état de choses, on mit en réquisition tous les grains, denrées

et comestibles qui se trouvaient dans les magasins particuliers du port franc, et l'on s'empara des caisses de la poste aux lettres, des édiles et du commerce. Cette saisie procura une centaine de mille francs, qui furent d'une grande ressource dans la pénurie du moment.

L'ennemi ayant coupé une partie des aqueducs qui alimentaient les moulins de Gênes, on voulut y suppléer en tirant des magasins une cinquantaine de moulins à bras construits lors du siége de 1746, par le marquis de Botta; mais comme ils ne pouvaient fournir suffisamment de farine pour les besoins, le chef de brigade Marès proposa d'en construire à quatre meules mues par des chevaux. On choisit pour emplacement un chantier couvert de l'Arsenal, bâtiment solide voûté à deux étages, mais dont le rez-de-chaussée fort élevé avait été divisé par un entre-sol dont on abattit le plancher, et dont on transforma l'escalier en rampe douce, de manière à le rendre praticable aux chevaux. C'est là que furent établis trois moulins, qui donnèrent par vingt-quatre heures 206 hectolitres de farine.

Les pertes essuyées par les corps dans les dernières expéditions les ayant affaiblis de plus d'un tiers, il devint nécessaire de refondre les divisions pour les rendre plus compactes. L'aile droite fut donc réduite à deux. L'une, commandée par le général Miollis, fut composée des 3e et 8e légères, des 21e, 62e, 63e, 74e et 78e de ligne, dont la force totale ne dépassait pas 4,500 combattants; l'autre, qui eut pour chef le général Gazan, comprit les 5e et 25e légères, les 41e, 55e, 92e, 97e et 106e de ligne, présentant une force de 3,500 baïonnettes. Outre ces deux divisions, une petite réserve, com-

posée des 2e et 3e de ligne, présentant 1,600 hommes, fut confiée au général Poinsot.

La division Miollis, campée derrière la Sturla, entre le fort de l'Éperon et l'embouchure du torrent, occupa le Monte Vento et le fort Richelieu; la division Gazan fut portée sur la rive gauche de la Polcevera, depuis San Pietro d'Arena jusqu'à Rivarolo. La réserve resta à Gênes.

Les rudes privations subies par les soldats avaient aigri dans les dernières expéditions leur caractère naturellement doux et humain. Ils s'irritèrent contre les habitants, qui s'efforçaient de cacher leurs faibles ressources; et quelques-uns s'étant rendus coupables envers eux de violences et de pillage, Masséna, dans un ordre sévère, rappela les troupes à leur devoir, et rendit les officiers responsables des désordres (voy. *Pièces justificatives*, n° X). Quelques jours après, pour prouver qu'il serait inexorable, il destitua, sur les plaintes motivées de Soult, un officier supérieur de la division Gazan qui s'était permis devant sa troupe des provocations à la sédition.

Comme il jugea qu'il aurait bientôt besoin de toutes ses forces pour tenir tête à l'ennemi, il voulut leur rendre la garde de Gênes moins pénible, et organisa dans ce but une légion des Cisalpins, des Romains et des Napolitains à qui cette ville avait ouvert un refuge, et la renforça de plusieurs centaines de volontaires polonais pris parmi les prisonniers des Impériaux. Non-seulement il employa la garde nationale génoise au maintien de la tranquillité publique, mais encore à la garde de l'enceinte extérieure, où des points de rassemblement lui furent désignés en cas d'alerte. Une nouvelle visite

des postes extérieurs fut faite par le général en chef accompagné des commandants de l'artillerie et du génie, et d'après leur avis toutes les mesures furent prises pour hâter la réparation des forts de Santa Thecla et Quezzi, et compléter l'armement et l'approvisionnement des autres dans le plus bref délai. Massena désigna, pour commander les forts de l'Éperon, Diamant et Richelieu, des officiers pleins d'énergie. Enfin des règlements de service et de police, d'autres concernant les hôpitaux, la boulangerie, les magasins de subsistances furent arrêtés, de concert avec le chef d'état-major, le commandant de la place et l'ordonnateur, de manière à prévoir tous les cas et à économiser toutes les ressources.

Depuis les modifications faites par le général en chef dans le gouvernement génois pour assurer la majorité au parti français, toutes les mesures qu'il désirait voir prendre avaient été discutées et décrétées non sans résistance. Tant que l'urgence ne commanda pas, Massena laissa l'opposition se donner la vaine satisfaction des combats de paroles; mais les circonstances ne permettaient plus de perdre un temps précieux en discours. Il fallait une autorité concentrée qui se tînt prête à agir suivant ses vues. Il fit donc sentir au gouvernement qu'il importait de donner pleins pouvoirs administratifs, politiques et militaires à la commission de cinq membres jusque-là uniquement occupée des subsistances. Cette commission devait être d'un certain poids dans l'administration de la ville de Gênes; au moment du blocus, prévoyant la rareté des denrées et la difficulté des arrivages, les magistrats pour ne pas laisser le peuple à la merci des spéculateurs, avaient formé des magasins de grains et

elle succombait dans un assaut. Qui pouvait prévoir à quels excès se livreraient les paysans insurgés, accusant les Français et leurs partisans de tous leurs maux? Ne serait-il pas digne d'un si grand capitaine de sacrifier l'honneur d'une défense, désormais sans objet, au salut de tant de victimes? N'avait-il pas assez fait dans l'intérêt de sa gloire pour se livrer une fois sans crainte aux mouvements de son cœur? « Je vous pro» pose, ajoutait-il en terminant, la capitulation la plus » honorable et telle que l'a méritée un militaire de votre » caractère. Recevez cette offre comme un témoignage » de ma parfaite estime, et de mon admiration pour » votre valeur. »

A cette proposition, Masséna répondit que M. Melas se trompait sur la véritable situation de Gênes et de l'armée; que le peuple génois était décidé à défendre ses remparts jusqu'à la dernière extrémité, et que tous les soldats français, comme leur général, feraient leur devoir jusqu'au bout; qu'au surplus c'était s'abuser singulièrement que de s'imaginer avoir battu l'armée française, après lui avoir laissé entre les mains dans les dernières affaires plus de 10,000 prisonniers.

Cette réponse démontrant au général autrichien que rien ne pourrait décider Masséna à capituler avant terme, et d'un autre côté ne pouvant se dispenser de suivre les instructions du Conseil aulique qui le pressaient de rejeter les Français sur leurs frontières, il prit le parti de faire bloquer Gênes par le général Ott auquel il laissa un corps de 24,000 hommes, et de poursuivre le général Suchet sur le Var avec le reste de ses forces; mais avant d'opérer ce mouvement, il voulut agir sur l'esprit des Génois dont la majorité, non-

obstant les assertions contraires de Massena, n'était pas disposée à partager les fatigues et les dangers de la défense. Assarreto, par ses intelligences dans la ville, fit répandre la lettre du baron Melas, avec des commentaires de sa façon assez adroits : « Vous voyez, Génois, disait-il, à quel ennemi généreux vous avez » affaire, et vous pouvez entrer en pourparlers. Ce » n'est pas un vainqueur qui vous présente le joug, » mais un libérateur qui vous apporte la paix et l'abon- » dance. Quel fruit retirerez-vous de la résistance? Vous » passerez des jours cruels et vous finirez par vous » rendre. Et que deviendrez-vous si votre ville est prise » d'assaut? Ne vous laissez pas tromper par un général » qui sacrifie votre bonheur à sa propre gloire. »

Ces conseils firent une impression si profonde sur l'esprit de la population, que la commission du gouvernement s'en émut. Elle mit en jeu tous les ressorts dont le pouvoir disposait pour remonter l'esprit public et accroître la haine séculaire du peuple génois contre les Allemands. Les familles patriciennes furent l'objet d'une surveillance spéciale, car leur hostilité contre la révolution se déguisait mal sous le masque de l'humanité et du patriotisme.

D'autre part, la proclamation du baron Melas et les commentaires d'Assarreto sur la lettre à Massena ayant circulé dans les camps, ajoutèrent au découragement déjà produit par les derniers échecs. Tant que les troupes de la droite avaient conservé l'espoir de se réunir avec celles du centre, elles avaient supporté les fatigues et les privations sans trop se plaindre, mais quand elles se virent acculées dans Gênes, l'horreur de leur position leur apparut tout entière, et Massena dut craindre un in-

stant une explosion. Il n'employa toutefois que la force morale dont les grands caractères disposent, pour ramener les esprits égarés. Affectant de croire que quelques lâches seulement cherchaient à détourner de leur devoir des troupes jusque-là si braves et si dévouées, il leur adressa un ordre du jour dans lequel il relevait ainsi leur courage : « Eh ! pourquoi désespéreriez-vous? » N'avez-vous pas battu l'ennemi partout où vous l'avez » rencontré? N'avez-vous pas ramené plus de prisonniers que vous n'aviez de soldats dans vos rangs? » Cette armée impériale, qui se vantait d'entrer triomphante dans Gênes après deux jours d'attaques, n'a-t-elle pas perdu 6,000 hommes et n'est-elle pas réduite » à se défendre? Encore une victoire, et l'abondance » succédera à la pénurie que vous avez si courageusement soufferte. »

Grâce à l'ascendant acquis par le général en chef sur les troupes, l'effervescence se calma, et cette fois encore le danger d'une insurrection militaire fut conjuré.

Le baron Ott voyant donc que les flatteries, les menaces et les intrigues n'ébranlaient pas Massena, résolut de prendre des mesures plus efficaces en bombardant Gênes et en fatiguant sa garnison par des attaques continuelles sur ses postes extérieurs. Dans cette pensée, il jugea indispensable de s'emparer de San Martino d'Albaro, point très-favorable à l'établissement des batteries de mortiers et débarcadère commode où l'escadre anglaise déposerait l'artillerie et les munitions nécessaires. A cet effet, le général Vogelsang reçut l'ordre d'insulter le 29 avril San Pietro d'Arena, de placer la brigade du comte Palfy entre la Madonna della Misericordia et Begado, et de faire occuper fortement Rivarolo, afin d'at-

tirer toute l'attention des Républicains sur la partie de l'enceinte comprise entre la tenaille et le fort de l'Éperon. Pendant cette démonstration, Assarreto à la tête de tous les insurgés de la vallée de la Polcevera, à la garde de laquelle le colonel Leczeny dut veiller avec 1800 Autrichiens, eut ordre d'attaquer le fort du Diamant et les ouvrages des Due Fratelli.

D'un autre côté, le comte Hohenzollern, à qui l'attaque de la ligne du Bisagno avait été confiée, distribua ainsi les tâches entre ses subordonnés : le général Gottesheim devait diriger sa brigade sur San Martino d'Albaro par le Monte Apparizione où il laisserait une bonne réserve. Le colonel Frimont devait emporter le Monte dei Rati, ainsi que le couvent des Camaldules, et sa colonne était munie d'échelles. Il avait été prescrit au général Rousseau de faire prendre poste à l'un de ses régiments à Terazza, et à l'autre à Cignano; il lui était recommandé de descendre dans la vallée du Bisagno aussitôt qu'il se verrait à hauteur de la colonne de Frimont, et de pousser en flanc et à revers les Français aussi loin que possible. Les troupes destinées à ces dernières attaques levèrent leurs camps le 29 avril à la nuit tombante, après avoir allumé les feux de leurs bivouacs, et marchèrent dans le plus grand silence.

L'amiral Keith fut prévenu de l'ensemble de ces dispositions et invité à les favoriser par une diversion puissante du côté du port. En effet elles furent exécutées avec précision; le 30 avril à deux heures du matin, le comte Palfy se présenta devant les Due Fratelli défendus par la 97e, et les insurgés que conduisait Assarreto commencèrent la fusillade contre le fort du Diamant, occupé par la 41e de ligne. Au même moment les batteries au-

trichiennes placées sur le Monte Coronato engagèrent une vive canonnade sur toute la partie de la ligne qu'il domine, et l'escadre, s'avançant près du môle, commença le bombardement. Peu d'instants après, le général de Bussy, ayant passé la Polcevera à gauche de San Pietro d'Arena, attaqua de vive force ce village défendu par la 25e légère. Presqu'au même moment, les postes de la 5e légère furent repoussés sur Rivarolo di Sopra, qui fut enlevé vers 9 heures ainsi que la position des Due Fratelli, par les efforts combinés du comte Palfy et d'Assaretto. Alors le comte Hohenzollern poussa vers le fort de l'Éperon des troupes qui s'engagèrent avec la 24e de ligne, postée sur le revers du piton qu'il couronne.

Sur ces entrefaites, le général Rousseau avait pénétré dans la vallée du Bisagno. Le colonel Frimont s'était rendu maître du Monte dei Rati, du fort de Quezzi, et après avoir masqué celui de Richelieu, marchait à grands pas vers la Madonna del Monte, où le chef de brigade Vouillemont lui tint tête avec une poignée d'hommes de la 79e. De son côté, le général Gottesheim descendait la gorge de la Sturla, repliait les postes français, et s'était déjà emparé des premières maisons de San Martino d'Albaro; sa marche, favorisée par une pluie battante, ne leur ayant pas permis de le signaler à temps, le général Darnaud ne put réunir sa brigade. Tout semblait également perdu sur les bords de la mer.

Aux premiers coups de canon, Massena s'était porté à la Lanterne, afin d'observer les mouvements de l'ennemi. Peu d'instants lui suffirent pour se convaincre, malgré les apparences contraires, qu'il n'y avait rien à craindre du côté de la Polcevera et que le véritable

danger se montrait dans la vallée du Bisagno. En voyant descendre la colonne du général Gottesheim de la Madonna del Monte sur San Martino d'Albaro, il ne douta point que l'intention du général Ott ne fût de s'emparer de l'emplacement nécessaire à l'établissement de batteries incendiaires; il devina le vice de toutes ces attaques péniblement combinées, et résolut d'en arrêter le résultat en frappant un coup décisif sur les mamelons des Due Fratelli, auxquels se rattachaient les zones défensives du Levant et du Ponant; mais il fallait d'abord se débarrasser de la colonne de Gottesheim devenue la plus dangereuse. A cet effet, Soult eut ordre d'attaquer les Due Fratelli avec les 73e et 106e et un bataillon de la 2e de ligne, lorsque le général Miollis, avec sa division renforcée de deux bataillons, aurait nettoyé la zone du Bisagno, sous les yeux du général en chef. Vers deux heures après-midi, Darnaud eut l'ordre de ne laisser qu'un rideau devant le général Gottesheim, de réunir ses forces sur son flanc gauche et de tomber sur les troupes qui avaient passé la Sturla près de la mer, et se trouvaient compromises dans le village de San Martino.

Le général autrichien ayant découvert ce mouvement, mit la Sturla entre lui et les Républicains; mais bientôt attaqué de front et de flanc avec vigueur, il fut obligé de se retirer sur le Monte Aparizione, d'où après avoir essayé de se maintenir sous la protection de sa réserve, il fut rejeté sur le Monte Faccio. Sa retraite isola la colonne de Frimont que le général Poinsot dut alors attaquer de front, avec deux bataillons de la 3e de ligne, devant le fort de Quezzi, pendant que l'adjudant général Hector Legros tournerait avec la 78e le Monte dei

Rati, en suivant la crête qui lie la Madonna del Monte au fort Richelieu. Mais ce mouvement, auquel le terrain opposait de grands obstacles, ne put s'effectuer assez tôt pour seconder utilement l'attaque de Poinsot. Les Autrichiens, profitant des constructions non achevées du fort de Quezzi, repoussèrent deux charges successives tentées par la 3e de ligne.

Massena, après avoir laissé reprendre haleine à cette demi-brigade, lui ordonna d'aborder le centre des Autrichiens, à la faveur de deux attaques de flanc exécutées en même temps à droite par Miollis à la tête du 1er bataillon de la 2e de ligne, et à gauche par l'adjudant général Thiébault avec 4 compagnies du 2e bataillon, ne gardant pour réserve que les 4 dernières compagnies du même bataillon.

Frimont fit partout tête à l'orage avec bravoure, mais la direction tenue par Thiébault était la plus inquiétante pour lui, puisqu'elle coupait sa retraite. C'est là aussi qu'il opposa la plus vive résistance : trois fois Thiébault chargea et trois fois il fut repoussé. Le combat se transforma en une mêlée où la baïonnette, la crosse et les pierres frappaient indistinctement. L'adjudant général Thiébault avait été blessé, ainsi qu'un grand nombre d'officiers, et sa petite colonne allait être enveloppée, lorsque le général en chef ordonna à l'adjudant général Andrieux de voler à son secours avec la petite réserve. Son action fut décisive et força les Autrichiens à se replier.

Miollis culbuta ce qui se trouvait sur son passage. De son côté, l'adjudant général Hector Legros qui avait toujours continué son mouvement, secondé par une sortie de la garnison du fort de Richelieu et une charge

du général Poinsot, enleva conjointement avec l'adjudant général Andrieux les deux dernières redoutes du Monte Rati où ils firent 450 hommes prisonniers. De là, les Français se mirent à la poursuite des Impériaux qui se retirèrent sur le Monte Creto, en disputant vivement le terrain.

Tel était l'état des affaires vers cinq heures du soir, lorsque Soult jugeant, au rapprochement de la fusillade, que les Impériaux étaient repoussés sur sa droite, crut l'instant propice pour frapper à Turazzo le coup décisif. Le comte Hohenzollern y avait rassemblé la plus grande partie de ses troupes, placé sur les mamelons des Due Fratelli 2 pièces de montagne, et fait à la hâte quelques travaux pour utiliser les retranchements qui s'y trouvaient déjà. Soult déboucha donc des lignes peu d'instants après qu'une dernière sommation venait d'être adressée au fort du Diamant. Il ordonna au général Spital d'attaquer de front cette position à la tête de la 97e, tandis que le chef de bataillon Coutard, avec les débris de la 73e, tournerait le long du mont Beghe. Le premier aborda franchement la ligne et commença une fusillade bien nourrie, pendant que la colonne tournante, favorisée par une sortie du fort du Diamant, opérait son mouvement. Les Impériaux voyant leur flanc droit menacé, se replièrent vers leurs anciennes positions, qu'ils regagnèrent dans la nuit, abandonnant leur artillerie à quelques grenadiers de la 73e. Leur perte totale, dans cette journée, s'éleva à 2,291 hommes, dont 208 tués, 734 blessés et 1,349 prisonniers. La nôtre au contraire n'atteignit pas un millier d'hommes mis hors de combat.

Massena aurait bien désiré profiter de ces avantages, mais ses troupes étaient épuisées de fatigue et d'ina-

nition : on ne put leur donner que double ration d'eau-de-vie, et il fallait leur accorder au moins vingt-quatre heures de repos.

Le lendemain, il fit afficher un bulletin de l'affaire, dans lequel nos succès étaient grossis pour raviver l'esprit public, et comme les Génois avaient recueilli nos blessés avec une sollicitude toute fraternelle, il les en remercia en ces termes : « C'est un tableau bien consolant pour moi et rassurant pour l'avenir, que de voir » le peuple génois uni d'intérêt et d'affection avec les » soldats français et ne formant qu'une seule famille. »

En même temps il adressa au peuple des campagnes un avertissement sévère. « Cessez, disait-il, d'être la » dupe des Autrichiens qui, pour vous jeter en avant, » vous présentent la prise de Gênes comme facile, et » que la soif du pillage de cette ville habitée par vos » concitoyens, par vos compatriotes, ne vous fasse pas » oublier que la mort est toujours le partage des traîtres » à leur patrie, et que demain peut-être vous et vos » habitations aurez péri par le fer et le feu. »

Massena conjecturant que le baron Melas n'avait ordonné les attaques de la veille qu'afin de pouvoir marcher avec toutes ses forces et sans inquiétude pour ses derrières, à la rencontre de l'armée de réserve, reprit son premier projet. Il y fut enhardi par l'espoir de surprendre les Impériaux dans leurs mouvements de concentration ou de retraite, le bruit ayant couru à Gênes que Bonaparte marchait à son secours.

Le 2 mai, le général Miollis fut chargé d'attirer l'attention de l'ennemi dans le levant, pendant que Soult attaquerait les troupes du général Vogelsang sur la Coronata. Miollis s'acquitta de sa tâche avec succès, et

paralysa dans cette journée les 3 brigades du comte Hohenzollern. Soult dirigea le général Gazan, avec les 5e et 25e légères et la 106e de ligne, sur la gauche de la Coronata, de manière à prendre cette position de revers et à annuler l'effet de son artillerie. En même temps, la 97e déboucha de la position des Due Fratelli sur la chartreuse de Rivarolo, et le chef de brigade Godinot tint en échec l'ennemi le long de la Polcevera jusqu'à la mer, avec la 3e de ligne, la 3e légère et 12 compagnies de grenadiers.

L'attaque de Gazan fut si vive, qu'il tomba sur les pièces que l'ennemi venait à peine de mettre en batterie : déjà même un bataillon de Nadasty avait mis bas les armes, lorsque l'arrivée d'une réserve autrichienne rétablit le combat et repoussa la 5e, qui ramena pourtant une centaine de prisonniers.

Bientôt la 25e légère et la 106e furent sérieusement engagées ; une batterie à cheval, soutenue par les chasseurs de Bussy placés près de Rivarolo, les criblait de mitraille, et elles allaient perdre du terrain, si Soult ne les eût fait soutenir par le général Poinsot, à la tête d'un bataillon de la 2e de ligne qu'il avait gardée en réserve. Aussitôt après, sur la fâcheuse nouvelle que le général Gazan venait d'être dangereusement blessé, il déboucha lui-même dans la vallée de la Polcevera, au milieu de Rivarolo, et se mit en bataille de manière à tenir en respect les chasseurs et le peloton de cavalerie légère qui cherchaient à couper la retraite à nos troupes par le lit du torrent.

Dans cet état de choses, et malgré l'infériorité du nombre, les difficultés du terrain hérissé d'obstacles naturels et artificiels, tels que murs de clôture crénelés,

haies, palissades et chevaux de frise accumulés sur tous les points où ils pouvaient faciliter la défense, le combat se prolongea pendant deux heures, au bout desquelles les deux partis exténués de fatigue convinrent tacitement d'une trêve pour enlever leurs morts et leurs blessés; mais elle fut rompue tout de suite, les Impériaux ayant plus à cœur d'embaucher nos soldats que de secourir les leurs, et les corps se replièrent dans leurs positions respectives. Cinq bâtiments mouillés vis-à-vis de Cornegliano inquiétèrent pendant tout ce temps les troupes de Godinot sur la droite.

La perte de cette journée s'éleva du côté des Autrichiens à 200 hommes, dont moitié tués ou blessés et le reste prisonniers; la nôtre à 250 hommes mis hors de combat et 163 prisonniers, dont 14 officiers.

Quoique la balance des pertes eût penché de notre côté, nous recueillîmes néanmoins tous les avantages de ces deux journées. Le général Ott, convaincu que les attaques de vive force seraient sans aucune chance de succès tant que la famine n'aurait pas abattu l'énergie des défenseurs de Gênes, résolut de s'en tenir à un étroit blocus, et fit élever des retranchements sur tous les points qui pouvaient favoriser la défense ou ouvrir des issues. Il prescrivit à ses subordonnés de se borner à surveiller avec la plus grande vigilance tous les débouchés de ce boulevard, et de se retirer aussitôt qu'ils seraient sérieusement attaqués, car on ne pourrait les poursuivre très-loin, tant qu'ils conserveraient la position de la Coronata dont la possession interdit à la garnison tout espoir de délivrance, et rendrait vaines ses sorties dans la vallée du Bisagno.

Maintenant il est utile, pour la clarté du récit, de suspendre la relation des événements qui se passaient devant Gênes, et de jeter un coup d'œil sur les opérations du baron Melas contre le lieutenant général Suchet.

CHAPITRE IV.

Opérations du baron Melas contre le centre aux ordres de Suchet. — Il attaque sa ligne et l'oblige à battre en retraite sur la Roya. — Évacuation de Nice. — Retraite derrière le Var. — L'ennemi ralentit sa poursuite. — Son avant-garde prend Ventimiglia et Nice. — Force et position des Impériaux sur la rive gauche du Var. — Indécision de leur général. — Attaque de la tête de pont de Saint-Laurent. — Elle échoue. — Position des Autrichiens en Piémont au moment où l'armée de réserve débouche d'Ivrea sur l'Orco, et l'aile gauche de l'armée d'Italie dans la vallée de Suze. — Prise de Suze par Turreau. — Il s'établit à Suzolino. — Dispositions du général Zach pour favoriser la concentration des forces autrichiennes et couvrir Turin. — Arrivée de l'adjudant général Reille à Gênes avec le plan de campagne de Bonaparte. — Préparatifs de défense de Massena. — Construction d'ouvrages, promotions dans les corps. — Échange de prisonniers, évacuation des malades sur Nice. — Plan d'attaque du corps de blocus. — Affaire brillante du 11 mai. — Le projet d'expédition sur Porto-Fino remplacé par un autre sur le Monte Creto. — Combat du 13 mai où Soult est blessé et pris. — Massena est réduit à une défense passive. — La misère dans Gênes est à son comble. — Nouvelles apportées par le chef d'escadron Franceschi. — Espoir d'une prochaine délivrance. — Massena pousse une reconnaissance dans la rivière du Levant. — Symptômes de guerre civile à Gênes. — Nouveau bombardement. — Capitulation honorable refus e pour la seconde fois. — Massena forme le projet de s'échapper en faisant une trouée. — Il est désapprouvé par tous les chefs. — Sa dernière tentative auprès des troupes. — Il se décide à entrer en pourparler avec les généraux alliés.

Déterminé à poursuivre les Français sur le Var, le baron Melas destina cinq brigades, outre les quatre du général Elsnitz, à agir contre Suchet. Une telle supériorité de forces semblait rendre sa tâche facile ; cependant, quoique Suchet ne fût pas en état de disputer le terrain pied à pied, cette opération prit assez de temps. Le 2 mai, le baron Melas fit attaquer sans succès la

ligne des Républicains, principalement à Rocca Barbena, Castelbianco et Capranna. Toutefois, Suchet n'attendit pas une nouvelle agression, il effectua dans la nuit sa retraite sur trois colonnes, et alla s'établir, la droite à la mer, sur le revers des hauteurs de Diano, la gauche à Triola, et le centre à Vellego. Recommandation fut faite au général Puget de garder Mezza-Luna et le col Ardente, par lesquels la division Lesuire se liait au corps de bataille. Le général Seras, avec la 2e légère, fut envoyé à Triola et dut observer les hauteurs de Baranco et du mont Gordale. Suchet, sans tenir aucun compte des avis que lui donnèrent des officiers bien informés, séjourna dans cette position, et poussa même le 4 une reconnaissance qui lui amena quelques prisonniers, sans cependant lui procurer des nouvelles certaines de l'emplacement de l'ennemi.

Pendant ce temps-là, le baron Melas avait pris ses dispositions, et le 6 mai il fit attaquer les hauteurs de Diano; mais après trois heures de combat, Solignac parvint à le repousser avec perte.

Le lendemain, les Autrichiens combinèrent une attaque sur la gauche et le centre à Mezza-Luna, Rezzo, San Bartolomeo et Monte di Toria. A Mezza-Luna, la 87e abandonnée à elle-même, fut faite prisonnière. La 39e, à Rezzo, n'échappa à cette destinée que par la vigueur de son chef Maucune qui se retira d'abord sur San Giacomo. Lattermann arrivé à Bordighera dans la matinée du 9 mai, sur les traces de la colonne Clausel, ayant chassé Maucune de San Giacomo, celui-ci se dirigea vers le pont de la Roya, mais le général autrichien avait fait remonter cette rivière par un détachement qui l'y prévint, et le força à passer le tor-

rent à gué sous son feu. Maucune alla se mettre sous la protection du fort de Ventimiglia, et regagna Nice après trois jours de marche et de dangers multipliés. La 34e et la 68e ne purent défendre longtemps leur poste de San Bartolomeo, et se replièrent en assez bon ordre sur Borgomaro; toutefois l'adjudant général Cravey s'opiniâtrant à défendre le Monte di Toria, fut enveloppé et contraint de se rendre.

Les échecs de la gauche et du centre mirent le général Clausel dans la nécessité de se retirer, par Porto Maurizio, sur le Monte Acquarone derrière Ventimiglia où il avait envoyé dès la veille la 10e de bataille. De son côté, le général Lesuire également pressé par le général Gorrup, après avoir évacué le col de Tende faute de troupes, s'était replié sur celui de Brois et de Sospello. Dès que Suchet en fut informé, il fit appuyer cette division dans la vallée de la Roya par la 20e légère, jeta une petite garnison dans le fort de Ventimiglia et commença sa retraite sur Nice par Mentone, après avoir coupé le pont de la Roya. La 7e légère, formant l'arrière-garde, quitta Ventimiglia le 9 à midi, et alla prendre, dans la nuit, position sur le Monte Grosso en avant de Monaco. Le même jour, la division Lesuire, serrée de plus près à chaque instant, évacua le col de Brois et Sospello, et se retira sur le col de Braus; mais à la suite d'une attaque de Barbets, elle l'abandonna dans la nuit même pour aller s'établir à Drap et à Saint-Pont.

Le 10 mai, Elsnitz marcha sur Dolce Acqua et se mit en communication avec Lattermann et Gorrup. Cependant Suchet dont les troupes étaient concentrées autour de Nice, décontenancé par l'ascendant des Impé-

riaux victorieux, évacua à minuit ces dernières positions pour mettre le Var entre eux et lui, laissant dans la ville, faute de moyens de transport, tous les malades et les blessés et quantité d'artillerie et de munitions. Une partie des troupes bivouaqua sur la rive gauche du fleuve pour protéger la réparation de la tête de pont, et le gros de ses forces s'établit provisoirement sur la rive droite, de chaque côté du débouché.

Dès ce moment, la tâche de Suchet devenait délicate; il ne s'agissait plus d'échapper à un ennemi supérieur en nombre, mais bien de l'arrêter devant le Var. Ce fleuve, large, il est vrai, de 650 mètres, mais guéable pendant huit mois de l'année, avait un pont en bois défendu par un chétif ouvrage capable de contenir au plus 6 pièces d'artillerie. Le lendemain, la division Clausel conserva ses positions; celle du général Rochambeau, récemment rallié au gouvernement consulaire, appuya sa droite à la mer et sa gauche au Puget : il fut réglé qu'elle alternerait tous les cinq jours avec la division Clausel cantonnée en arrière. Celle de Ménard s'établit, la droite au Puget, la gauche à Broc, occupant l'Alliance et Carros en intermédiaire. Enfin la division Garnier prit position entre Broc et Mallaussena en avant de l'Esteron, et correspondit avec Entrevaux. Quesnel, avec la cavalerie et l'artillerie, se tint en arrière de Saint-Laurent.

Toutes les troupes furent averties de se tenir prêtes à exécuter un mouvement de concentration, et durent faire sur les bords du fleuve de fréquentes patrouilles. Le quartier général fut porté à Cannes, dont on confia la garde à un bataillon composé de détachements de l'aile droite.

En même temps Suchet, soit pour relever le moral des troupes que les derniers événements avaient affecté d'une manière fâcheuse, soit pour rassurer la population du département du Var, adressa aux soldats une proclamation dans laquelle il les entretint des succès de l'armée du Rhin à Stockach, exalta le courage et la constance qu'ils avaient montrés sur les rochers de l'Apennin, et leur promit de les ramener à l'ennemi lorsque les secours qu'il attendait de l'intérieur l'auraient mis en état de prendre sa revanche. Ces secours étant encore éloignés, il crut prudent de demander à la garde nationale des départements des Bouches-du-Rhône et du Var des colonnes mobiles, pour surveiller les malintentionnés et arrêter les déserteurs. Il stimula en outre le patriotisme des administrations de ces départements, qui réunirent bientôt des moyens suffisants pour alimenter son corps de troupes dans la position défensive qu'il occupait. Quoiqu'il fût presque impossible d'échapper à la croisière anglaise, Suchet, pour obéir au Premier Consul, chargea une personne de confiance d'aller engager Massena à pousser la défense de Gênes jusqu'au mois de juin. Mais cet envoyé ne parvint pas à sa destination.

Cependant le baron Melas, qui avait transféré son quartier général à Bordighera, voyant ses troupes suivre l'avant-garde avec difficulté à cause des mauvais chemins, leur accorda quelques jours de repos et prescrivit aux généraux Gorrup et Knesewich de se borner à pousser des patrouilles sur Nice et sur le Var. Oubliant qu'il avait acquis sur son adversaire l'ascendant de la victoire, il songea à se procurer une bonne ligne de défense en faisant retrancher avec le plus grand soin la rive gauche de la Roya, dans la prévision que le gé-

néral Elsnitz pourrait être obligé de s'y défendre contre des forces très-supérieures.

Le 11, le général Lattermann se mit en mouvement sur Ventimiglia pour enlever son château. Après avoir réparé le pont de la Roya, il forma l'investissement de ce poste, rassembla toutes les échelles qu'il put trouver dans la ville et somma la garnison. Celle-ci composée d'une centaine d'hommes, intimidée et dépourvue d'approvisionnements, n'attendit pas l'escalade, ouvrit les portes du fort et se rendit prisonnière.

Suchet ayant ordonné à Rochambeau de faire une reconnaissance sur Nice avec les troupes de Clausel et la cavalerie, ce général se mit en mouvement. Quelques postes de Barbets engagèrent la fusillade avec son avant-garde, qui les replia jusqu'auprès de Nice où l'on trouva en armes un assez fort parti de citoyens de cette ville avec lesquels on prit langue. Ils nous apprirent que les Autrichiens n'avaient pas encore paru, et qu'eux-mêmes ne s'étaient armés que pour défendre leurs propriétés menacées par des paysans insurgés. Rochambeau regagna donc la tête de pont.

De son côté, Gorrup envoya aux environs de Mentone et de Monaco des patrouilles qui n'aperçurent que des traîneurs. Le général autrichien ne soupçonnant pas son adversaire parvenu déjà au delà du Var, crut accélérer sa retraite en montrant des têtes de colonnes, et chargea le major Volkmann de se porter avec 2,000 hommes sur Nice. Celui-ci en forma trois colonnes qui débouchèrent à la fois de Monaco, le long de la côte sur la grand'route, et de la Rochetta en descendant la rive gauche du Var. Les Français n'occupaient plus que Montalban et Villefranche. Le major autrichien en-

tra donc dans Nice sans coup férir à neuf heures du soir, et jeta dans le château le régiment piémontais de Suze.

Les Impériaux furent reçus en libérateurs par une partie des habitants. Ils recueillirent dans la ville 115 pièces de canon, dont 91 en fonte, et 450 barils de poudre; environ 6,000 paysans accoururent le lendemain demander des armes pour servir contre nous.

Le 13, le baron Melas établit son quartier général à Nice. Elsnitz atteignit le Monte Grosso sur la rive gauche du Paglione, et fit investir les forts de Montalban et de Villefranche. En attendant son arrivée, le baron Melas ordonna à Gorrup d'occuper la Rocchetta, les hauteurs d'Apremont, et d'observer le pont de Bonzone ainsi que la tête de pont de Saint-Laurent.

De leur côté, les Français travaillaient sans relâche aux réparations de cette dernière, établissaient des télégraphes à Montalban et sur les hauteurs de Giletta, pour signaler les mouvements de l'armée autrichienne, et Suchet prenait toutes les mesures nécessaires pour assurer les subsistances, installer un hôpital à Fréjus et ouvrir au Luc un dépôt de convalescents. Enfin on mit tant d'activité à l'armement des gardes nationales des départements du Var et des Bouches-du-Rhône, que le général Saint-Hilaire put en mobiliser cinq à six bataillons qui rendirent sur les derrières d'excellents services, pour le maintien de la police, l'escorte des convois et les garnisons des postes de la deuxième et de la troisième ligne.

Trompé par la reconnaissance de Rochambeau, encouragé par les bruits qui couraient sur l'arrivée de l'armée de réserve en Italie, et aussi par la nouvelle du départ du baron Melas et du retour d'Elsnitz en Pié-

mont, Suchet crut qu'il n'était resté qu'un rideau de troupes devant lui, et ordonna pour le lendemain un mouvement général sur Nice.

Mais tous ces rapports étaient sans fondement, car le 14 Elsnitz entra en ligne sur le haut Var, et Melas, instruit de la marche de l'armée de réserve dans le Valais, s'était contenté d'envoyer les brigades Knesewich et Auersperg par le col de Tende à Coni. Non-seulement il comptait laisser le général Elsnitz avec quatre brigades sur le Var, mais encore le renforcer avec celle de Saint-Julien qui formait alors le blocus de Savona, aussitôt après la chute de cette forteresse, par deux régiments embarqués à Livourne pour prendre terre à Nice.

Le 16 à la pointe du jour, le général Solignac avec 400 hommes de la 34e, se porta sur la gauche en remontant le Var, dans le vallon de Saint-Isidor, où la grand'garde d'un bataillon piémontais se replia à son approche en lui laissant quelques prisonniers; Brunet avec 300 hommes de la 99e, se dirigea vers le centre, dans le vallon de Magne, et il y fut arrêté par 2 bataillons de grenadiers hongrois que couvraient des abatis. Rochambeau, à la tête de la colonne de droite forte de 200 hommes de la 20e légère, de 150 chasseurs du 13e régiment et de 2 pièces d'artillerie, s'avança par la grande route de Nice jusqu'à Sainte-Hélène, où 2 bataillons de grenadiers et les dragons de Kaim paraissaient résolus à se défendre. Après avoir tiraillé 2 heures avec eux, Rochambeau ramena ses troupes dans leurs positions. Convaincu alors que le Var n'était pas gardé seulement par un simple cordon, Suchet pour se garantir contre une surprise fit occuper la tête de pont par une division entière, avec l'ordre de placer ses avant-postes au

delà des abatis qui la garantissaient. Il expédia l'adjudant général Ortogni à Gênes pour informer Massena de l'état des affaires, et le prévenir qu'après s'être emparé de Nice et avoir poussé le général Garnier dans le département des Alpes maritimes, il marcherait sur Gênes. Cet officier y aborda heureusement.

A cette époque, le fort de Savona n'ayant pu être approvisionné, et cédant à la famine causée par un blocus étroit qui ne dura pas cependant 10 jours, capitula; le général Buget, avec sa garnison forte de 1,000 hommes dont 48 officiers, fut fait prisonnier et conduit à Alexandrie. Les Impériaux trouvèrent dans la place 146 pièces de gros calibre, 100 quintaux métriques de poudre, 100,000 cartouches et quantité d'attirail de guerre. Le comte Saint-Julien, après avoir laissé dans cette citadelle le régiment de Deutschmeister, s'achemina avec deux autres sur Nice.

En attendant son arrivée, le général Elsnitz modifia sa position. Il porta sa droite de la Rochetta le long de la Vesubia, au col de Raus, en occupant Roccabigliera et plaçant des postes d'observation derrière la Tinea. La force de la droite, aux ordres du général Gorrup, s'élevait, y compris 4 bataillons piémontais, à 4,282 hommes. Les brigades Bellegarde, Ulm et Weidenfeld, en comptant 6 bataillons de grenadiers et 3 escadrons, présentaient 7,870 hommes et 428 chevaux; enfin la gauche, commandée par le général Lattermann, se composait de 3,176 hommes et de 100 chevaux. C'était donc au total un corps de 15,000 hommes opposé aux 8,000 de Suchet.

A peine l'armée autrichienne fut-elle en ligne sur le Var, que la nouvelle de l'apparition des Français au delà

des Alpes vint troubler la sécurité du baron Melas. Toutefois, croyant encore avoir le temps de mettre Suchet hors lice, il se borna à donner l'ordre au baron Kaim de rassembler ses forces à Rivoli, derrière le Tessin, pour y livrer bataille ; puis il résolut de marcher lui-même à la rencontre de Berthier, non-seulement avec une partie des troupes d'Elsnitz, mais encore avec celles du blocus de Gênes. Néanmoins jusqu'à l'exécution de ce projet, il se flatta que le général Kaim écarterait tout danger, surtout après avoir été renforcé à Turin par les 10 bataillons que lui amenaient des bords du Var Auersperg et Knesewich, et par les 2 régiments primitivement destinés à Elsnitz qui furent débarqués à Sestri di Levante, et durent le rejoindre, ainsi que l'artillerie laissée sur les derrières.

Jusqu'alors le baron Melas n'avait été informé des affaires survenues dans la haute Italie que d'une manière vague et indirecte, lorsque le 18 il reçut à son quartier général à Nice le premier rapport officiel du général Kaim. Les événements dont il lui rendait compte étaient si graves qu'il ne put différer son départ pour Turin, et s'y fit précéder par son chef d'état-major. Mais ce vieux général, gâté par ses récents succès ne croyait pas encore à l'arrivée de l'armée de réserve, et toujours confiant en sa fortune, aima mieux abandonner la Lombardie et rassembler ses troupes sur la rive droite du Pô que de chercher à couvrir Milan. Par cette disposition, il se flattait de réduire Gênes et de maintenir un corps considérable sur la frontière de France dans une attitude menaçante, sans être trop affaibli pour manœuvrer avec efficacité sur les derrières de l'armée de réserve. Avant de quitter Nice, il prescrivit au général Elsnitz

de s'établir derrière la Roya s'il venait à être contraint par Suchet d'abandonner la ligne du Var. Dans cette position formidable, il supposait que son lieutenant tiendrait en échec l'armée républicaine, car Breglio avait été fortement retranché, et de ce point jusqu'à Ghiandola une poignée d'hommes suffit pour défendre la gorge du torrent.

Les instructions du baron Melas allaient cependant plus loin : elles enjoignaient à son lieutenant, dans le cas où il serait forcé d'abandonner la Roya avant la reddition de Gênes, d'occuper Tende par un millier d'hommes, et d'établir le reste de ses troupes sur le Monte Ajuto, près Savona qu'il devait défendre jusqu'à l'extrémité, attendu que de là il pourrait communiquer librement avec le corps de blocus de Gênes. De cette manière le baron Ott serait en mesure de le secourir aussitôt après la conquête de cette place, et de le mettre en état de reprendre l'offensive. Dans le cas contraire, il était enjoint à Elsnitz de défendre pied à pied la route du col de Tende, et de ne faire filer sur le littoral qu'un détachement suffisant pour renforcer la garnison de Savona.

Cependant Suchet devinant le motif de l'inaction des Autrichiens durant les trois jours précédents, poussa une seconde reconnaissance sur leurs positions. Brunet, à la gauche, se mit en mouvement à une heure du matin; au centre, Jablonowski n'eut d'autre objet que d'attirer l'attention de l'ennemi; Solignac, à la droite, traça la direction au premier, et chassa les avant-postes autrichiens; mais le général Lattermann l'arrêta par une vive fusillade et le feu de deux pièces de canon qu'il démasqua. De son côté, Brunet tomba au

milieu des bivouacs du régiment d'Orange et des grenadiers de Weissenwolff. Le général Weidenfeld accourut à leur secours avec 5 bataillons de grenadiers, menaça le flanc de Brunet et le forçait déjà à se retirer, quand Jablonowski le dégagea à la faveur d'une charge de cavalerie de Quesnel, qui tint en respect tout ce qui arrivait par la route de Nice. Les batteries de la tête de pont et celles de la rive droite, par un feu bien dirigé, permirent à nos troupes de rentrer vers huit heures du matin, ramenant avec elles 73 prisonniers.

L'artillerie des Impériaux étant enfin arrivée par mer à Nice le 20 avril, 35 pièces de toute espèce et de tout calibre furent conduites le lendemain matin dans les batteries qui avaient été construites les jours précédents.

Suchet à la vue de tous ces travaux, ne pouvant douter que bientôt la tête de pont serait attaquée, avait recommandé à Rochambeau de faire de petites et fréquentes sorties pour tâcher de détruire les ouvrages commencés par les Autrichiens. Une de ces sorties dirigée par le chef de brigade Sémélé, avec 100 hommes à la droite suivis de 150 sapeurs munis de pelles et de pioches, s'avança contre la batterie établie sur la hauteur du Magne, et un troisième détachement éclaira la gauche des deux premiers. Mais cette tentative échoua. Accueillies par une vive fusillade, les troupes de la tête se replièrent, entraînant les sapeurs et le détachement de la gauche.

Dans ce moment Suchet reçut avis que l'ennemi se proposait d'attaquer le lendemain. Il mit la division Clausel dans la tête de pont, plaça la brigade Jablonowski derrière le Var, et prolongea sa droite jusqu'à la batterie du signal à laquelle on ajouta une pièce

de 16. On avertit ce général d'avoir l'œil sur ce point, dans le cas où les bâtiments anglais tenteraient un débarquement, et les batteries de la rive droite furent aussi renforcées de deux pièces d'artillerie. La division Garnier eut l'ordre de passer le Var au pont de Mallaussena et de se porter sur la Torre, jusqu'à Utelle même s'il était possible, après avoir enlevé les positions de la Tinea.

Suchet n'avait pas été trompé. Le 22, à quatre heures du matin, Elsnitz fit jouer toutes ses batteries dont le feu fut appuyé par la flottille anglo-napolitaine mouillée à l'embouchure du Var, et par 8 frégates qui canonnèrent vivement jusqu'au soir. Une grêle de projectiles creux et pleins tomba sur nos ouvrages; peu après les Autrichiens firent mine de s'avancer pour livrer l'assaut à la tête de pont, mais les 20e légère, 39e et 99e firent bonne contenance et les forcèrent de se retirer avec perte. Néanmoins le feu des batteries continua contre la tête de pont; heureusement elle était construite sur un sol marécageux où s'enterraient les boulets et les obus. Le plus grand dommage qui en résulta fut l'explosion d'un magasin à poudre.

De son côté Garnier passa le Var sans obstacle, quoique ce fleuve eût considérablement grossi. Le lendemain à l'aube du jour, la tête de pont fut encore le point de mire des batteries autrichiennes; mais il était facile de juger que cette seconde canonnade n'aurait rien de sérieux, car les nôtres ayant vigoureusement riposté, le feu cessa bientôt.

Sur ces entrefaites le comte Saint-Julien rejoignit avec sa brigade, ce qui porta les forces du baron Elsnitz à 17,400 hommes. Ce général plaça aussitôt la brigade

du comte Bellegarde à Duranus, celle du général Gorrup à Apremont, les troupes du général Weidenfeld en face de la tête de pont, et les grenadiers de Lattermann à l'extrême gauche, près de la mer. Cette journée et la nuit qui la suivit furent employées à l'érection, à l'armement et à l'approvisionnement de quatre autres batteries.

Suchet prévenu par Franceschi, aide de camp du général Soult, que l'armée de réserve venait de franchir le Saint-Bernard, comprit l'importance de se maintenir dans sa position afin de faciliter les opérations de Berthier et de Massena, et se garda bien de contrarier les travaux des Autrichiens.

Le 26 mai, les nouvelles batteries établies plus près de la tête de pont que les premières, et armées en partie à leurs dépens, recommencèrent le feu à cinq heures du soir et furent vigoureusement secondées par les frégates et les bâtiments de la flottille. Notre artillerie répondit faiblement à cette terrible canonnade, qui causa beaucoup de ravages dans la tête de pont. Elsnitz en conclut que ses défenseurs étaient abattus ou manquaient de munitions, et résolut de tenter de s'en emparer dans la nuit même par un coup de main.

Ce petit ouvrage angulaire, dont les branches latérales n'étaient flanquées que par 9 batteries de 3 et 4 pièces de gros calibre établies au-dessus et au-dessous du village de Saint-Laurent, lui sembla d'autant plus facile à emporter qu'il n'en soupçonnait pas les fossés pleins d'eau. Le pont qui de la rive droite aboutissait à l'ouvrage était en bois et sur pilotis. On crut pouvoir le brûler et couper la retraite à ses défenseurs laissés sur la rive gauche du fleuve, auxquels il ne serait resté

pour le franchir que deux ou trois radeaux. A cet effet, les bataillons de grenadiers de Nemy et de Paar munis de torches et de fascines goudronnées, et précédés d'un détachement de pionniers, durent se porter à dix heures, au pas de course, de leur camp au bord du fossé de la tête de pont, le combler avec leurs fascines et livrer l'assaut.

Au signal d'une salve générale, les 2 bataillons coururent, en poussant de grands cris, sur les branches de l'ouvrage. Le silence le plus profond y régnait; notre feu avait cessé, et ne devait recommencer qu'à coup sûr; les grenadiers autrichiens trompés par ces indices, et supposant ses défenseurs dépourvus de munitions ou à demi vaincus, redoublèrent d'ardeur et firent ainsi échouer le plan d'attaque. L'avant-garde du bataillon de Nemy, ne pouvant être soutenue à temps, fut renversée par nos premières décharges. Le bataillon de Paar, arrivant ensuite au bord du fossé, reçut le même accueil, ce qui jeta la confusion dans ses rangs et le força à rétrograder dans le plus grand désordre. Une demi-heure après sa retraite, celui de Nemy, ayant rallié son avant-garde, vint à son tour tenter l'assaut. Les hommes de bonne volonté qui le précédaient parvinrent jusqu'au bord du fossé, mais ils le trouvèrent plein d'eau et protégé par un épais abatis. Les Français lancèrent alors des balles à feu et éclairèrent les opérations de la colonne ennemie qui ne pouvait réussir qu'à la faveur de l'obscurité ; elle fut donc obligée de se retirer comme la première, après avoir essuyé une notable perte.

Cette tentative malheureuse fut la dernière opération offensive des Autrichiens, et nous ne tarderons pas à

voir Suchet changer de rôle. Mais n'anticipons pas sur les événements, et disons d'abord ce qui s'était passé à l'aile gauche depuis le commencement de mai.

Voici quelle était, dans les premiers jours de mars, la position des Impériaux sur la droite du bassin du Piémont. Le général Lamarseille gardait la vallée de Suze avec environ 4,000 hommes d'infanterie, y compris le régiment piémontais d'Ivrea ; ses avant-postes s'étendaient d'un côté vers le mont Cenis, et de l'autre jusqu'à Chaumont, près d'Exilles. Dans la vallée de Pignerol se trouvait la brigade Nimptsch composée de 2 bataillons et 6 escadrons autrichiens, et des régiments piémontais de Turin et de Pignerol, le tout formant plus de 3,600 hommes. Ces deux derniers campaient près de Fenestrelles. Trois régiments de cavalerie comptant 3,600 sabres, soutenaient ces deux brigades, et un quatrième de plus de 1,300 chevaux liait à Borgo San Dalmazzo la brigade Nimptsch au corps d'Elsnitz ; enfin, un millier de Piémontais observait les quatre vallées comprises entre celle du Gesso et du Pô, jusqu'à Saluces. On voit par là que l'armée autrichienne était distribuée sur un cordon trop étendu pour agir efficacement en cas d'attaque, car trop forte pour observer, elle ne l'était pas assez pour se défendre.

Turreau, maître d'Exilles et de Fenestrelles, n'ayant pas plus de 3,600 hommes disponibles, n'aurait pu faire de diversion puissante en faveur de Suchet, s'il n'avait dû agir que d'après les instructions de Massena ; mais dès le 13 avril, le Premier Consul avait informé ce dernier que son intention était de confier à Berthier la direction des opérations dans la partie des Alpes qui avoisine le mont Blanc, parce que les troupes qui y

viendraient étaient trop éloignées de l'armée d'Italie pour recevoir en temps utile des ordres de son chef.

Depuis la prise d'Exilles, Turreau se bornait donc à éclairer les mouvements des Impériaux du haut du mont Genèvre et du mont Cenis, lorsque Berthier lui prescrivit de déboucher dans la vallée de Suze, afin de se réunir soit avec le centre, soit avec l'aile droite de l'armée d'Italie, sur les bords du Tanaro. Il faisait ses dispositions pour atteindre ce but, quand le Premier Consul lui ordonna de descendre sans hésiter dans la plaine.

L'armée de réserve portée par des renforts successifs à 52,965 hommes, toutes armes comprises, s'était mise en marche le 14 mai et avait commencé ce jour-là l'ascension du Grand-Saint-Bernard, pendant que Moncey avec 15,000 hommes détachés de l'armée du Rhin passait le Saint-Gothard, que Chabran à la tête de 4,500 hommes descendait le Petit-Saint-Bernard, et Bethencourt, le Simplon avec 2,500. Huit jours avaient suffi aux différents corps pour effectuer le passage des Alpes. L'avant-garde prenait Ivrea le 22; le 26, Lannes après un combat sanglant où fut tué le comte Palfy, s'emparait du camp de la Chiusella défendu par Haddik, et deux jours après, le 28, s'établissait à Chivasso, à 3 myriamètres seulement de Turin.

Pendant ce temps, Turreau, conformément à l'ordre du Premier Consul, se préparait à descendre dans la plaine. Il prescrivit à l'adjudant général Blamont de se porter le 18 mai, avec 600 hommes, du mont Genèvre sur Chaumont, pour inquiéter les avant-postes autrichiens, mais le major Metzko repoussa sur Cezanne cette petite colonne. Le lendemain, le général Valette ras-

sembla environ 2,000 hommes sur le mont Cenis, et se porta avec eux sur la Novalaise. Le général Turreau lui-même, à la tête de 1,200 hommes, déboucha dans la haute vallée de Suze, où il rallia la majeure partie des garnisons d'Exilles et de Fenestrelle, après avoir forcé le major Metzko à se retirer à Suze, que le général Lamarseille paraissait déterminé à défendre avec la brigade qu'il y avait concentrée. Le 22, Turreau divisa ses forces en deux colonnes, et attaqua les Autrichiens à la tête de la première, tandis que l'autre cherchait à les tourner par leur gauche. Un feu d'artillerie et de mousqueterie fort vif durait depuis trois heures, lorsqu'une charge du général Lamarseille ébranla les Républicains et les força de se replier sur Chaumont; mais la seconde colonne, amenée du mont Cenis par le général Valette devant le fort, changea la face du combat. Il fit jeter quantité d'obus dans la forteresse, se dirigea à grands pas vers le pont de la Cinizella, traversé par la route de France à Turin, et cette démonstration suffit pour décider les Impériaux à rentrer à Suze.

Lamarseille, ne se tenant pas pour battu, laissa la garde de la ville à quelques centaines de chasseurs, et poussa 4 bataillons à la rencontre de la colonne de Valette. Protégés par l'artillerie du fort et par une nuée de tirailleurs, ils replièrent les Français sur la Novalaise, sans détourner le danger qui menaçait la ville, car quoique les Autrichiens fussent, au moyen d'une canonnade, parvenus à tenir quelque temps en respect la colonne de Turreau, elle avait fini néanmoins par faire des progrès sensibles et menaçait d'enlever Suze de vive force. Dominé par cette inquiétude, Lamarseille profita de la nuit pour évacuer le fort et la ville, et,

couvert par son artillerie et sa cavalerie, se retira sur Avigliano. Il laissa son arrière-garde à Sant'Antonio, et détacha sur la rive gauche de la Doria un bataillon à Condove. La perte des Autrichiens dans cette affaire s'éleva à 175 hommes tués ou blessés, et la nôtre à 138 mis hors de combat.

Turreau, après avoir opéré sa jonction avec Valette, prit position le 23 à Suzolino, et poussa son avant-garde à San Giorgio, sur la rive gauche de la Doria. Le lendemain il chassa les avant-postes autrichiens jusqu'à Verses, et s'établit sur la hauteur de San Giorgio prêt à faire une démonstration contre Turin. Il poussa à Chiano un gros détachement qui envoya une reconnaissance du côté des montagnes par Frassinore, pour communiquer avec le parti que l'armée de réserve pouvait y avoir détaché d'Ivrea. Cette colonne menaça Colegno et le pont d'Alpignano. Lamarseille, renforcé par un régiment d'infanterie que lui amena le général Knesewich de Coni, fit occuper fortement ce pont.

Le 25, à deux heures après midi, une colonne française débouchant de Condove repoussa les avant-postes autrichiens à Cazaletta, et après avoir tiraillé jusqu'à la nuit, s'établit sur le col de Villar-Almesse.

Le général Kaim étant arrivé le 26 à Avigliano, Turreau, qui avait séjourné à San Giorgio, fit attaquer son avant-garde à Chiusa, dans l'intention de s'emparer de sa position, pour marcher ensuite avec sa colonne de gauche sur Villar-Almesse. Déjà les avant-postes autrichiens avaient été refoulés de Sant' Ambrosio, quand le major Metzko renversa avec trois escadrons l'infanterie française, lui fit 200 prisonniers, et la mena battant jusqu'à Sant' Antonio. Turreau, témoin de cet échec,

replia sa colonne de gauche de Villar-Almesse jusqu'à Chiano, et plaça le reste de ses troupes à Bussolino.

A son arrivée à Turin, le quartier-maître de l'armée autrichienne informé du mouvement rétrograde de Turreau avec la gauche de l'armée d'Italie, s'épuisa en conjectures plus ou moins mal fondées sur son véritable objet, et en l'absence du général en chef prit à la hâte les mesures qui lui parurent les plus efficaces pour détourner le torrent près de fondre sur la capitale du Piémont. Il donna l'ordre au général Nimptsch d'évacuer Pignerol, de rappeler toutes les troupes qui se trouvaient encore dans les vallées de Perosa et de Luceram, de s'établir sur la Pelice entre Cavor et Pancarlier, de se mettre en communication sur la rive droite du Pô avec le gros de l'armée impériale, et de prendre successivement les positions qu'on rencontre entre Cavor et Pancarlier, et entre Savigliano et Raconigi; enfin de se jeter dans Fossano et de se lier à Coni et Carmagnole.

Si les Français manœuvraient pour gagner les derrières des positions de l'Orco et de la Doria Suzina, Kaim devait se borner à les observer du côté de Suze et à envoyer de forts partis dans les vallées de Viu et de Lans, afin de conserver sa liaison avec le général Haddik, et de tenir l'armée impériale aussi concentrée que possible près de Turin.

De son côté le vieux général en chef loin de croire à l'imminence du péril, voyageait à petites journées s'imaginant avoir tout le temps de déjouer les attaques que les Républicains dirigeaient par les défilés des grandes Alpes dans le bassin du Piémont. N'en voyant ni l'ensemble ni la portée, il s'endormait dans une parfaite sécurité; Gênes sur le point d'être pris, Suchet

repoussé, la Provence menacée d'invasion, telle était la riante perspective qui se présentait à son imagination, quand tout à coup de nouveaux rapports l'arrachèrent brusquement à ses illusions. Ces rapports mentionnaient l'invasion des Français, à la fois par le grand Saint-Bernard, le Simplon, le petit Saint-Bernard, le Saint-Gothard et le mont Cenis. Néanmoins, comptant avoir aussi bon marché de ces têtes de colonnes que de celles de Championnet dans la dernière campagne, il dirigea sans crainte la brigade Saint-Julien sur le corps d'Elsnitz, pour mettre plus sûrement hors de cause Suchet qui ne lui semblait pas en état de résister aux efforts de 17,000 hommes.

Melas arriva le 25 mai à Turin où il apprit, à n'en plus douter, l'approche de l'armée de réserve et la descente de Bonaparte en Italie. Cette foudroyante nouvelle lui fit comprendre enfin le danger de sa position, et renversa de fond en comble ses plans et ses espérances. Il crut un instant que l'intention des Français était d'attaquer Turin. La position de Lannes à Chivasso et la présence de Turreau à Chiano le confirmaient dans cette idée, et il faisait déjà ses préparatifs de défense, quand tout à coup il apprit que le premier avait quitté Chivasso sans qu'on sût quelle route il suivait. On ne tarda pas cependant à la connaître; il s'était porté rapidement sur Pavie où il entra le 2 juin.

Ce dernier coup prouva au général autrichien qu'il ne pouvait déjà plus garantir Milan sur lequel marchait alors Murat, et qu'ainsi ses magasins et ses communications étaient compromis. Dès lors une grande bataille pouvait seule rétablir ses affaires. Il ne désespéra pas de la gagner en concentrant au plus vite les

troupes d'Elsnitz, de Ott, de Kaim et de Haddik disséminées et sans réserve dans un arc de cercle trop étendu. Il envoya aussitôt à ces généraux l'ordre de se rendre aux environs d'Alexandrie. Elsnitz devait cesser de poursuivre Suchet, évacuer le comté de Nice, repasser le col de Tende et gagner Alexandrie par Coni. Les régiments qu'on avait embarqués à Livourne pour Nice changèrent précipitamment leur itinéraire et prirent terre à Sestri. Ott eut ordre de lever immédiatement le blocus de Gênes, de manière à opérer sa jonction avec le reste de l'armée sous Alexandrie.

Jetons maintenant un regard sur ce qui se passait à Gênes.

L'adjudant général Reille avait été assez heureux pour traverser la croisière anglaise et apporter le plan de campagne arrêté le 9 avril par le Premier Consul. Massena avait jusqu'alors été induit en erreur au sujet de l'armée de réserve, qui ne s'était pas encore mise en mouvement. Voici les traits principaux du plan : les opérations de l'armée du Rhin et celles de l'armée de réserve qui se formait à Dijon devaient s'exécuter concurremment et avec ensemble; la première devait entrer en campagne du 10 au 20 avril, et serait partagée en deux corps d'une force totale de 100,000 hommes, sous les ordres immédiats de Moreau qui passerait le Rhin, entrerait en Souabe, et s'avancerait du côté de la Bavière jusqu'à ce qu'il pût intercepter la communication entre l'Allemagne et l'Italie, par Feldkirch, Coire et les Bailliages italiens.

L'autre corps formant l'aile droite, fort d'environ 25,000 hommes, commandé par Lecourbe, occuperait d'abord la Suisse, afin d'assurer le flanc droit de Mo-

reau et d'empêcher l'ennemi de pénétrer par Rheineck, Feldkirch, le mont Saint-Gothard et le Simplon. Ce premier objet rempli, et Moreau ayant gagné quinze marches au delà du Rhin, Lecourbe se réunirait à l'armée de réserve dont il ferait alors partie intégrante, passerait le mont Saint-Gothard et descendrait en Italie en même temps qu'une partie de l'armée de réserve déboucherait du Valais, pour y entrer également, soit par le Simplon, soit par le Saint-Gothard, et que le reste de cette même armée prendrait en Suisse la place du corps de Lecourbe.

C'était au moment où les troupes commandées par Berthier entreraient en Italie que Massena devait combiner ses mouvements avec lui, afin d'attirer l'attention de l'ennemi et le forcer à se diviser; conséquemment, son attitude devait d'abord être toute défensive. Couvert par les montagnes et n'ayant rien à redouter de la cavalerie ni de l'artillerie autrichiennes réduites à l'inaction par la nature du terrain, dans ce système il aurait certainement la supériorité sur l'armée impériale et conserverait ses positions, véritable et seul objet qui lui était recommandé.

Le Premier Consul, craignant que ce rôle à peu près passif ne déplût à Massena qui s'était si fortement prononcé pour une guerre offensive, insistait sur les graves inconvénients qui résulteraient d'une conduite opposée de la part de l'armée d'Italie à l'ouverture de la campagne. En effet, portait l'instruction (voy. *Pièces justificatives, n°* XIII), en se jetant dans la plaine, Massena se trouvait en face des forces ennemies qui sont neutralisées dans les montagnes, et il était impossible de lui envoyer directement de France des secours suffisants

pour lui donner une supériorité décidée. Ces secours lui arriveraient par la Suisse sur les derrières de l'ennemi. La jonction de Lecourbe et de Berthier opérée, Massena prendrait l'offensive : les places du Piémont et de la Lombardie seraient bloquées et enlevées, et l'armée d'Italie sortirait enfin de l'affreuse position dont sans cela la France ne pouvait la tirer.

Le corps de Lecourbe et l'armée de réserve formeraient à peu près 65,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie et 2,000 d'artillerie.

En débouchant en Italie, Massena appellerait toutes les forces qu'il aurait sur ses derrières jusqu'au Var, attirerait de son aile gauche le plus de monde possible, et le reste serait emmené en passant, par Berthier ; s'il pouvait nourrir sa cavalerie cantonnée sur les bords du Rhône, il l'appellerait aussi : dans le cas contraire, il en informerait les Consuls qui la réuniraient à Lyon et la feraient déboucher par la frontière voisine des sources du fleuve.

L'instruction se terminait en prévenant Massena qu'il recevrait des ordres ultérieurs, lui recommandait d'exagérer ses forces et d'annoncer que de grands renforts étaient en marche pour le rejoindre, de masquer par tous les moyens le mont Saint-Gothard véritable point d'attaque, et enfin de se porter le plus près possible sur la gauche même, en deçà de Turin, pour laisser un plus large champ à la descente de l'armée de réserve.

Cette instruction, comme on le voit, gardait le silence sur un point important, savoir : si les deux armées devaient agir chacune de son côté après leur réunion. Au reste, il serait inutile de nous appesantir sur les sentiments que la lecture de cette pièce inspira à Massena,

puisque les événements avaient changé, au moins en ce qui concerne l'armée d'Italie, toute l'économie de la combinaison de Bonaparte. Il est vrai que le but qu'il s'en proposait n'était pas moins atteint, puisque Massena dans Gênes, et Suchet sur les sommités des Alpes maritimes absorbaient toute l'attention du général en chef de l'armée autrichienne.

Huit jours se passèrent sans événements importants; la petite guerre continuait aux avant-postes autour de Gênes. Les Impériaux renforçaient le camp de la Coronata dont l'attaque du 2 mai leur avait démontré l'importance, et y établissaient une nombreuse artillerie.

Massena, de son côté, pressait les travaux commencés aux forts de l'Éperon et du Diamant, retranchait la position des Due Fratelli et mettait la dernière main au fort de Quezzi, dont la perte avait un instant compromis le salut de la place. Ce travail auquel on employa plus de 500 hommes, fut bientôt terminé; mais les choses allèrent moins vite ailleurs, notamment aux cabanes de Marcarolo et à la Madonna del Monte où les ouvriers se mutinèrent et exigèrent le payement de leur salaire. Un événement inattendu marqua cette courte période d'inaction. Une embarcation chargée de blé à Marseille par les soins de l'adjudant général Franceschi, échappa grâce à une furieuse tempête, à la surveillance des croisières anglaises, et apporta à Gênes pour cinq jours de subsistances. Mais ce coup de fortune fut contre-balancé par un grave accident; l'aqueduc qui amenait les eaux nécessaires au service des derniers moulins de la ville fut rompu par les Impériaux. On apprécia alors la prévoyance de Massena, qui avait songé

à suppléer aux moulins à eau par d'autres à cheval.

Les dernières affaires avaient occasionné de grands vides dans tous les corps. Tant pour obvier à l'insuffisance des chefs que dans la vue d'encourager les braves qui s'étaient distingués, Massena fit de nombreuses promotions. Précédemment, il avait été contraint de prendre une mesure sévère à l'égard du chef de brigade de la 5e de ligne, dont la conduite et les propos donnaient le plus mauvais exemple. Cette juste punition produisit d'autant plus d'effet, qu'elle fut infligée à un officier d'un grade élevé.

Le nombre des prisonniers faits depuis la reprise des hostilités causait un grand embarras dans une ville aussi dépourvue de subsistances que Gênes. L'humanité commandait de les assimiler pour les rations aux soldats français, mais ce surcroît de bouches à nourrir faisait une trop large brèche aux ressources dont il fallait être avare. Massena avait proposé un échange au baron Melas dans les derniers jours d'avril, et en attendant que les bases en fussent posées et consenties, il fit conduire aux avant-postes autrichiens plus de 3,000 hommes. Melas promit qu'ils ne serviraient contre nous qu'après échange; mais quand il s'agit de renvoyer les prisonniers français, il s'y refusa net, alléguant que nous avions usé du même procédé en 1796, à l'égard de ceux faits à la garnison de Mantoue qui auraient dû être rendus à Wurmser. Il s'engagea néanmoins à faire conduire à Alexandrie les Français considérés comme échangés, et à les bien traiter.

Il accueillit mieux une autre proposition de Massena. Un grand nombre de malades encombraient l'hôpital de Gênes, où ils gisaient sans secours : il consentit à ce

qu'ils fussent évacués sur Nice, et invita même l'amiral Keith à mettre à la disposition de Massena une ou deux embarcations pour les y transporter; mais par un sentiment de méfiance peut-être mal fondé, le général en chef craignit de laisser entrer un bâtiment anglais dans le port, et le retard que mit l'amiral à répondre à la demande du baron Melas le détermina à faire transporter ses malades à Voltri, où le général Ott les reçut avec humanité et veilla à leur embarquement.

Massena aurait bien désiré débarrasser la ville des non-combattants qui consommaient beaucoup, mais le général autrichien fut inflexible : toutefois l'amiral Keith se chargea de débarquer sur la côte un certain nombre d'individus étrangers à Gênes, et que les événements de la guerre y avaient surpris. La misère y était telle, que tous ceux qui pouvaient tromper la surveillance des avant-postes français couraient implorer la pitié de l'ennemi. Les Autrichiens ayant dans le principe fermé les yeux sur cette émigration, le bruit s'en répandit dans tous les quartiers de Gênes, et une foule de femmes et d'enfants traversèrent notre ligne d'avant-postes avec autorisation tacite, pour aller chercher un refuge au delà de celle des Impériaux. Le général Ott prévenu de ce manége, donna les ordres les plus sévères pour se garantir de nouvelles irruptions, et prévint Massena qu'il ferait dorénavant tirer sur tout ce qui se présenterait sur sa ligne.

Il n'y eut dans les premiers jours du blocus étroit que des affaires d'avant-postes. Le 7 mai, une galiote et des bombardes napolitaines rallièrent l'escadre anglaise et bombardèrent le lendemain San Pietro d'Arena. Deux corsaires français commandés par le capitaine

Sibille, chef de la marine de l'armée, leur donnèrent la chasse, et après un échange de quelques bordées, les contraignirent à s'éloigner. Le 9, elles dirigèrent leur feu contre la ville sans grand dommage; on remarqua que la population habituée de longue main au bruit du canon s'en inquiétait peu.

Massena n'était pas d'humeur à rester blotti derrière les forts extérieurs. Il méditait depuis plusieurs jours une sortie générale, lorsqu'une lettre du baron Ott l'informa, le 10 mai, que le canon allait tirer sur toute la ligne en réjouissance d'une victoire remportée par les Impériaux sur Suchet. Cette bravade le décida à ne plus différer l'exécution de son projet.

Déjà Miollis avait poussé, le 9, une reconnaissance dans la rivière du Levant. Les Impériaux s'étaient renforcés entre le Monte Faccio et le Monte Moro, du fort Richelieu à la mer, et ce général en avait conclu qu'on ne gagnerait rien à les y attaquer. On ne pouvait les battre, dans son opinion, qu'au moyen d'un mouvement qui embrassât le Monte Faccio, ou en les laissant manœuvrer pour profiter de leurs fautes. Dans ce dernier cas on donnerait à l'ennemi le temps de se développer, de prendre même quelques-uns de nos postes, puis on le fatiguerait et on le battrait par un brusque retour offensif soutenu avec les réserves.

Ce plan ne convint pas à Massena dont l'ardeur se pliait difficilement à un système mixte. D'ailleurs Miollis avait oublié une chose essentielle; nos soldats affaiblis par de si longues privations, étaient hors d'état de soutenir la fatigue comme les Impériaux bien nourris et pourvus de tout. Pouvait-on croire qu'après trois ou quatre heures de combat, il leur resterait assez d'énergie pour

prendre l'offensive avec succès? Miollis était dominé par le souvenir de l'affaire du 30 avril, mais la prochaine aurait-elle la même issue? Une offensive décidée présentait bien plus de chances favorables. D'abord, en prenant l'initiative on choisissait le point d'attaque, on forçait l'ennemi à subordonner ses mouvements aux nôtres, et l'on pouvait profiter du premier élan du soldat; ensuite l'action se passerait loin de Gênes, et les habitants dont il importait de ménager le moral, prendraient confiance en voyant leurs défenseurs porter les premiers coups au lieu de les attendre. Toutes ces considérations, dont Miollis au reste ne contesta pas la justesse, déterminèrent Massena à arrêter le plan d'attaque de la manière suivante :

La première division, à laquelle se joindraient la réserve, 2 bataillons de la 25e légère et la 106e, fut chargée d'attaquer le Monte Faccio, au camp dei Bavari et dans la vallée du Bisagno.

L'adjudant général Reille, avec la 62e, était destiné à tourner l'ennemi par sa gauche; la 74e devait se porter sur le Monte Faccio par le mont Apparizione, enlever cette position et poursuivre l'ennemi le plus loin possible avec ses coureurs. Miollis, avec la majeure partie de ses forces, resterait sur le Monte Faccio, où il rallierait la 78e qui serait chargée d'ouvrir la communication avec la colonne de Soult venue du Bisagno.

Dans le même temps, le chef de brigade Vouillemont ferait une fausse attaque par le littoral sur la route de Nervi, pousserait l'ennemi le plus loin possible en s'éclairant sur sa gauche, et couperait en s'emparant du pont en arrière de Bogliasco tout ce qui descendrait du Monte Faccio. La 106e laissée sur la Sturla, devait y rester

jusqu'à ce qu'on eût emporté le Monte Faccio; alors seulement Miollis la rallierait par les hauteurs sans compromettre la 8e légère.

L'adjudant général Gauthier eut ordre de réunir la 78e à quatre heures du matin sur le Monte dei Rati, d'attaquer le camp dei Bavari, et de poursuivre l'ennemi sur le Monte Faccio où l'on présumait qu'il se retirerait.

La deuxième division, destinée à agir par la vallée du Bisagno, fut composée des 2e, 3e et 24e de ligne et de 2 bataillons de la 25e; elle devait déboucher entre le Monte Faccio et le Monte Cornua, couper la retraite aux troupes qui chercheraient à se retirer sur Sant'Alberto ou vers les sources du Bisagno, et rejoindre ensuite les troupes du général Miollis en cas de nécessité, autrement Soult était autorisé à agir selon les circonstance et les dispositions de l'ennemi. Comme il était à craindre que le général Ott prît à revers la colonne de Soult en faisant descendre des troupes du Monte Creto, le général Spital reçut l'instruction de faire de fausses attaques avec les 97e et 92e sur Agio, Sant' Orci et Teruzzo.

Ordre fut donné à toutes les troupes de se mettre en mouvement le 11 mai à 4 heures du matin. Un épais brouillard qui s'éleva dans ce moment favorisa la marche des trois colonnes de Miollis. L'adjudant général Gauthier enleva le camp dei Bavari, mais il perdit un temps précieux et détruisit l'ensemble de la combinaison. Le général Gottesheim eut le loisir de rallier la majeure partie de ses postes sur le mont Apparizione, tandis que l'adjudant général Reille courait dans le vide, puis il lança contre la colonne de Miollis un bataillon de Jellachich qui la ramena dans le plus grand désordre sur la Sturla. Masséna voulut la rallier sous la

protection de la 106e, mais il ne put y parvenir. Reille s'aperçut à temps du danger de suivre sa direction primitive et rebroussa chemin en toute hâte sans essuyer de perte. Massena comprenant qu'un nouvel effort n'aboutirait à rien tant que le mouvement de Soult ne serait pas prononcé, engagea Miollis à prendre position en avant du fort du Diamant jusqu'à nouvel ordre, et se rendit auprès de son lieutenant pour presser la marche de sa colonne retardée par les chétives distributions de subsistances qu'on lui avait fait attendre plus d'une heure. Aucun obstacle jusqu'alors ne s'était opposé au mouvement de Soult : son avant-garde commandée par le général Darnaud, avait en côtoyant la rive gauche du Bisagno, chassé successivement les postes autrichiens de Bizantino, Prato et Oliveto jusqu'à Cassolo; puis après s'être emparée du pont de ce village elle avait filé par le revers du Monte Cornua et culbuté l'ennemi jusqu'à l'embranchement des chemins de Torriglia et de Capenardigo où elle s'était arrêtée un instant, pour laisser au corps de bataille conduit par le général Poinsot le temps d'arriver à sa hauteur.

Balayant tout ce qu'il rencontrait, Soult atteignit bientôt le pied du mont Salviaggia, d'où descendit une forte colonne d'Impériaux qui lui épargna la moitié du chemin. La 3e de ligne la reçut rudement, et Darnaud attiré par le bruit de la fusillade poursuivit sa marche, chassant devant lui le régiment de Jordis et les chasseurs de Brentano auxquels il fit 300 prisonniers; déjà il avait atteint la crête du Besso et coupé les chemins de Sori lorsque les troupes de Gottesheim y arrivèrent de leur côté. Le corps de bataille était encore éloigné; Darnaud, nonobstant l'infériorité du nombre, ne déses-

péra de rien : plaçant sa petite troupe le plus avantageusement possible, il attendit le choc avec confiance. Un combat furieux s'engagea : les deux partis déployèrent une égale valeur, et la fortune restait indécise lorsqu'une fusillade bien dirigée sur les derrières de l'ennemi la fit pencher du côté des Français. C'était le général Poinsot qui, avec un bataillon de la 2e et ses grenadiers, gravissait les pentes du Monte Faccio. De son côté Soult le suivant de près, arrivait avec le reste du corps de bataille. Il le forme aussitôt en trois colonnes serrées par pelotons : la 25e sur la gauche, le bataillon de la 2e et les grenadiers au centre, et la 24e à droite. La charge bat, les soldats escaladent les flancs de la montagne hérissés de retranchements; les Impériaux, chassés de redoute en redoute, gagnent les dernières sommités et s'y défendent en désespérés; mais enfin, culbutés sur le flanc des montagnes en regard de la mer, ils laissent le champ de bataille jonché de morts et de blessés. Darnaud poursuivit les fuyards jusqu'à moitié chemin de Nervi où il prit position, et somma le général Gottesheim. Celui-ci qui était parvenu à rassembler 14 compagnies de chasseurs, essaya de se faire jour du côté de Sori, mais Soult ayant chassé le petit nombre d'Autrichiens postés sur le Monte Faccio, se jeta avec toutes ses forces sur ce général qui fut trop heureux de s'échapper avec quelques hommes, en laissant entre nos mains plus de 1,000 prisonniers.

Maître du Monte Faccio, Soult poussa Darnaud sur Nervi, où celui-ci trouva 2 pièces de canon, et ce qui était bien plus précieux, des vivres pour sa troupe affamée.

Nous avons dit que Massena avait laissé Miollis en

avant du fort Richelieu. Vers 3 heures du soir, ignorant encore le résultat des derniers efforts de Soult, il hésitait à lancer sa troupe, lorsqu'un aide de camp de ce général l'informa qu'on entendait le bruit de la mousqueterie sur le revers du Monte Faccio. Massena accourut à la tête des 8e et 106e par Apparizione au secours de son lieutenant; d'un autre côté, Miollis se joignit à la colonne de Gauthier qui s'engagea sur le Bavari, ne gardant en réserve que la 62e affaiblie par des pertes considérables. La marche se fit avec précision et rapidité; à 4 heures la communication fut rétablie avec les troupes que Soult avait laissées dans la vallée du Bisagno. En même temps Reille, avec la 62e, prit position sur le Monte dei Rati, et la 8e légère entrait à Nervi par une extrémité, quand Darnaud y pénétrait par l'autre. Ces deux demi-brigades se replièrent sur Castagno à la chute du jour.

Entre mille traits dignes d'être conservés, nous citerons le suivant. On se rappelle que dans les premiers jours de l'arrivée de Massena à Nice, la 24e de ligne entraînée par l'excès de sa misère, rentrait en France, après avoir abandonné son poste. Massena forcé, dans l'intérêt de la discipline, de faire un exemple, avait ordonné à la 25e de la désarmer; mais sur l'expression de son repentir, il lui avait plus tard rendu ses armes. Cependant les soldats de la 24e gardaient rancune à ceux qui avaient été chargés de leur infliger la punition de leur faute. De fréquents duels trahissaient journellement cette animosité et décimaient les deux corps, malgré les soins que prenaient les généraux de les tenir éloignés. Dans cette journée, les phases du combat ayant amené leur rencontre, la vue de l'ennemi réveilla en

eux une noble émulation ; ils rivalisèrent d'élan au point qu'entraînés dans un effort commun, leurs rangs se confondirent, et qu'à la fin de la journée les deux demi-brigades semblaient n'en plus faire qu'une.

Le peuple génois répandu sur les points les plus élevés de la ville et sur les plates-formes des maisons, avait suivi avec un vif intérêt toutes les chances de la bataille ; mais lorsqu'il vit rentrer dans ses murs la 2e de ligne escortant une colonne d'environ 1,400 prisonniers, il fit éclater sa joie par des acclamations générales et par une illumination spontanée.

Le lendemain fut consacré au repos. Les troupes étaient harassées, mais l'infatigable général en chef voulut profiter de l'étonnement de l'ennemi pour ravitailler Gênes à ses dépens. Instruit qu'un chargement considérable de grains avait été récemment débarqué à Porto Fino, il forma le projet de surprendre par une marche rapide les Autrichiens dégarnis dans cette partie, en les tournant par Rapallo et Margarita. L'expédition était sûre, si le mouvement de nos colonnes s'exécutait avec ensemble et précision. Le général Soult, à la tête de 3 demi-brigades se dirigerait du Monte Faccio à travers les montagnes sur Rapallo, d'où suivant les bords de la mer, il tomberait sur Porto Fino, pendant que Darnaud à la tête de la 3e légère, s'y porterait directement d'Albano par le chemin de Sori et de Recco, et que le capitaine Sibille serrerait la côte avec quelques chaloupes canonnières montées par un bataillon de 800 portefaix organisé par la commission de vigilance, pour l'évacuation des magasins de l'ennemi. Gazan devait rester sur le Monte Faccio et protéger la retraite des colonnes de l'expédition.

Massena communiqua son projet à Soult, qui se mit aussitôt en mesure d'exécuter sa tâche; mais informé vers cinq heures que l'ennemi venait d'occuper le village de Begato, ce général lui supposa l'intention d'attaquer le Monte Faccio et prévint Gazan de se tenir sur ses gardes. Dans ces entrefaites, Darnaud qui s'était mis en marche à midi, lui ayant dépêché un officier pour lui donner avis qu'il avait enlevé aux Impériaux Sori, après un combat de deux heures, Soult, augurant mal de l'entreprise, inféra de cette circonstance que l'attention de l'ennemi serait attirée sur ce point et qu'il ne tarderait pas à pénétrer notre dessein; il manda donc à Massena qu'il n'était pas certain malgré tous ses efforts de pouvoir dépasser Rapallo.

Une nouvelle missive parvenue quelques heures plus tard articulait nettement ce que la première laissait entendre. Les mouvements de l'ennemi étaient de nature non-seulement à arrêter notre marche sur Rapallo, mais encore à nous forcer de revenir sur nos pas. Cette dépêche (voy. *Pièces justificatives*, n° XIV) contenait un contre-projet qui consistait à laisser 800 hommes sur le littoral vers Nervi, autant sur le Monte Faccio, afin de garder ce poste et les revers du Bisagno, pour attaquer le Monte Creto avec le reste des troupes qui formait une masse respectable. Soult paraissait certain du succès de ce plan. On rejetterait les Impériaux sur Busalla et Campo Marone, où ils seraient culbutés le lendemain. Cette manœuvre aurait le double avantage d'assurer le déblocus de Gênes et de procurer à nos troupes les subsistances amassées par les Impériaux dans leurs quartiers; on reviendrait ensuite à l'expédition du Levant, qui ne présenterait plus ni difficulté ni

danger. Il finissait en demandant de nouveaux ordres ou une entrevue.

Le général en chef avait trop de confiance dans son lieutenant pour rejeter tout d'abord ses observations. Il convoqua un conseil où assistèrent Miollis et Gazan. Il y fit l'exposé détaillé de son plan et de ses moyens, convint que l'exécution présentait des difficultés, mais ajouta que l'habileté du général Soult et la valeur des troupes en avaient surmonté de bien plus grandes, et que surtout dans cette circonstance l'audace même de l'entreprise en garantissait la réussite, car la rapidité des mouvements déconcerterait la lenteur méthodique des Autrichiens. Le plus grand obstacle était le retour, mais n'avait-on pas vu récemment qu'avec des baïonnettes on peut toujours s'ouvrir un chemin!

Soult insista sur les raisons déjà produites, et rehaussa l'importance de la possession du Monte Cornua, par le revers duquel les Impériaux commandaient en quelque sorte Porto Fino; il fit voir pour se concilier les esprits, que son plan n'excluait pas celui du général en chef, que tous les deux étaient bons, et qu'il ne s'agissait pour le moment que d'une question de priorité.

Tous les membres du conseil partagèrent l'avis de Soult. Massena, après avoir vainement essayé de les ramener au sien, convaincu qu'on ne fait jamais bien ce qu'on exécute avec répugnance et comptant sur la fortune qui lui permettrait, après l'exécution du projet de son lieutenant, de faire triompher le sien, se rangea à l'opinion du conseil, bien qu'il pressentît un fâcheux résultat. Il eût beaucoup mieux fait et pour lui et pour Soult de suivre sa première impulsion.

L'attaque du Monte Creto étant résolue, ce général

arrêta ses dispositions sans différer. Ce piton, centre des positions de l'ennemi, était en quelque sorte la clef de la ligne d'investissement; s'il en avait été chassé, il se serait vu contraint de se replier d'un côté sur la Bocchetta, et de l'autre en arrière de Voltri, dans la rivière du Ponant. Telle était du moins l'opinion de Soult. Rien ne fut donc négligé pour assurer le succès de cette opération. On ne laissa dans Gênes que la garnison strictement nécessaire pour contenir la population, et l'on délivra aux troupes 4,000 paires de souliers; mais soit que le baron Ott, instruit par la leçon de l'avant-veille, eût conçu des craintes sur une position dont le général Darnaud avait pu côtoyer impunément les flancs pour se diriger, par les sources du Bisagno, sur le revers du Monte Faccio, soit qu'il eût eu avis par des émissaires de l'attaque dont il était menacé, il avait prescrit au comte Hohenzollern qui gardait l'espace compris entre le Bisagno et la Secca, de poster la brigade Rousseau sur le Monte Creto, et de tenir à distance une réserve de 4 bataillons de grenadiers : cette position devait être défendue jusqu'à l'extrémité, et si l'attaque partait du littoral le général Rousseau devait la repousser sur San Martino, afin d'arrêter la poursuite que les Français dirigeraient contre les troupes du général Gottesheim. Soult partagea ses forces en deux colonnes, prit le commandement de celle de droite, forte de cinq demi-brigades, et remonta avec elle la vallée du Bisagno; Gazan, dont la blessure était à peine cicatrisée, se mit à la tête de celle de gauche composée de trois demi-brigades, sortit du fort de l'Éperon, passa entre les Due Fratelli, et se dirigea par le piton des Quatre-As, sur les retranchements de Turazzo, tandis que Miollis fit

avec sa division de fausses attaques sur Sori et Recco, pour favoriser l'opération du lieutenant général.

Vers onze heures, l'avant-garde de Soult conduite par l'adjudant général Gauthier enleva quelques retranchements, et après deux heures de fusillade atteignit le sommet du Monte Creto, chassant les Autrichiens d'un des ouvrages qui le couronnaient. De son côté le chef de la 24e de ligne, après une rude affaire, prit les retranchements qui couvraient le pic d'Aspino, et de cette position dominante protégea le flanc des troupes engagées sur le Monte Creto.

Gazan n'avait pas remporté moins d'avantages : les retranchements de San Lorenzo et de la vallée de Trenasco étaient tombés en son pouvoir. La fortune semblait sourire aux premiers efforts des Républicains, quand tout à coup un épouvantable orage s'amassa sur la tête des combattants. Des nuées épaisses s'abaissent sur le sommet et les flancs de la montagne, et enveloppent le champ de bataille de ténèbres profondes; on ne se voit plus à trois pas, la pluie tombe à torrents, et la lutte des éléments suspend un instant celle des hommes. Les deux partis restent forcément immobiles dans la position où se trouve chacun d'eux. A la première éclaircie cependant, Gauthier ordonne l'attaque des retranchements qu'il a devant lui. Nos soldats s'ébranlent sur un terrain glaiseux que la pluie a rendu encore plus glissant et sur trois pas qu'ils font ils reculent de deux. Néanmoins, une terrible mêlée s'engage bientôt autour de cet ouvrage; le comte Hohenzollern accourt avec sa réserve, et la lutte reste indécise.

Sur la gauche, le général Gazan après avoir laissé au pied du Diamant l'adjudant général Reille avec un

bataillon pour se porter en avant si l'attaque du Monte Creto réussissait, prescrivit au général Spital d'attaquer l'ennemi sur la montagne de Turazzo avec les 92e et 97e; ces 2 demi-brigades abordent l'ennemi avec vigueur, mais elles sont bientôt renversées. Spital qui veut les rallier, est démonté et blessé. Gazan charge l'adjudant général de le remplacer, et tous les efforts de celui-ci sont également inutiles; les troupes mouillées jusqu'aux os et ne pouvant faire feu, restent sourdes à ses exhortations.

A ce moment la brigade Frimont, avertie du danger où se trouvait celle de Rousseau, pressait sa marche dans les vallées, et un bataillon du régiment de Kray, formant tête de colonne, déboucha peu après sur nos derrières. Son apparition soudaine ranime les Autrichiens : nos troupes n'en font pas moins volte-face et le combat continue avec plus de fureur sur la droite. Les retranchements sont perdus et repris plusieurs fois, car les Français ne veulent pas céder un terrain acheté par tant de sacrifies. Enveloppés par les Impériaux, dont le nombre augmente de moment en moment, les braves de la 5e légère et de la 62e de ligne, après avoir vu tomber l'adjudant général Gauthier frappé d'un coup de feu commençaient cependant à chanceler, lorsque Soult, qui avait pris position avec la 3e sur le piton dont son avant-garde s'était d'abord emparé, ordonna à Poinsot de les soutenir avec les 2e et 24e.

Ce général reprend alors l'avantage, et une charge vigoureuse fait tomber en son pouvoir la cime du Monte Creto où les baraques du camp autrichien sont incendiées. Mais un des régiments de Rousseau, sous la protection de la dernière redoute, oppose un mur d'airain

devant lequel se brisent nos efforts. Poinsot et Soult lui-même accouru avec la dernière réserve, tentent de rétablir le combat; ce dernier tombe blessé à son tour et sa chute achève de décourager nos soldats, qui lâchent pied de tous côtés. Vainement Poinsot et l'adjudant général Gauthrin les excitent à venger leur général; tous fuient dans le plus grand désordre.

Il ne restait plus à Massena, témoin de cet échec, qu'à en atténuer les conséquences : il ordonne à l'adjudant général Hector Legros de se porter dans la vallée du Bisagno avec la 106e, pour imposer aux Impériaux victorieux. Il était temps, car le comte Hohenzollern avait également prescrit au colonel Frimont de gagner au plus vite cette vallée pour couper la retraite aux fuyards tandis que lui-même, à la tête de la brigade Rousseau, les poussait sur Verse.

Mais cette journée devait être signalée par une perte irréparable. Soult, après avoir été frappé à la cuisse droite d'un coup de feu qui l'aurait fait rouler dans un ravin si un gradin de rocher ne l'eût brusquement arrêté, gisait là, abandonné de tous, à l'exception de son frère, d'un officier et d'un grenadier de la 25e, lorsqu'un capitaine d'état-major autrichien, poussé par hasard de ce côté, l'aperçut et fut rendre compte de sa découverte.

A cette nouvelle le comte Hohenzollern vint complimenter Soult, et le fit transporter à son quartier général où il fut reçu avec tous les égards dus à son grade et à son mérite. On appliqua à sa blessure le premier appareil sous les yeux du comte. Une preuve de l'importance que les Autrichiens attachaient à cette capture, c'est que l'officier à qui le hasard avait fait ren-

contrer le général blessé et qui n'avait point eu à tirer l'épée pour le faire prisonnier, fut doublement récompensé en recevant le titre de baron de Monte Creto et la croix de Marie-Thérèse.

Cette affaire, où nous eûmes un millier d'hommes tués et blessés, fut notre dernière opération offensive, et désormais Massena se tint sur une défensive absolue. Plusieurs considérations l'obligèrent à prendre ce parti : les hôpitaux se trouvaient de nouveau encombrés de 3,000 malades ou blessés civils et militaires, et le total des hommes valides ne dépassait pas 9,000, si toutefois des soldats exténués et pliant sous le faix de leurs armes peuvent compter pour tels. La captivité de Soult ajoutait à tant de malheurs. Massena avait perdu en lui son bras droit, le lieutenant sur l'énergie et l'habileté duquel il comptait en toute circonstance. D'un autre côté, les agitateurs s'enhardissaient par notre faiblesse impossible maintenant à dissimuler. On avait été obligé, depuis quelques jours, d'autoriser les sentinelles à faire leur faction assises, et elles n'imposaient plus ni crainte ni respect. Déjà des symptômes d'agitation s'étaient manifestés pendant les derniers combats; des attroupements de femmes avaient parcouru les rues demandant du pain, et le commandant de place n'était parvenu à les dissiper qu'en leur distribuant quelque argent.

A cette époque le capitaine du génie Couchaud arriva heureusement à Gênes avec des dépêches du Premier Consul, qui apprirent à Massena la victoire remportée par Moreau à Stockach et la marche de l'armée de réserve. Mais ces nouvelles, qu'il s'empressa de répandre, inspirèrent aussi peu de confiance aux troupes qu'aux Génois. Massena s'en étant aperçu, tenta de re-

lever plus efficacement leur moral. « Braves soldats, » dit-il aux premières dans une proclamation, vous ob- » tiendrez bientôt le prix de votre courage et de vos » généreux efforts. Il n'y a que le dévouement à la pa- » trie qui puisse enfanter les prodiges qui ont illustré le » commencement de cette campagne. Que ce sentiment » élève vos âmes, double votre énergie et vous rende, » s'il est possible, supérieurs à vous-mêmes! Braves » soldats, comptez-vous, et vous verrez que vous for- » mez encore une armée... Soyez donc tranquilles; lais- » sez à votre général les soins et les inquiétudes... L'is- » sue des événements ne peut que vous être favorable. » Encore quelques jours, et nous serons réunis aux » autres armées françaises. »

« Citoyens de Gênes, dit-il aux seconds, l'heure de » votre délivrance approche. Votre conservation, la » tranquillité de votre ville, vos intérêts les plus chers, » enfin ce que les hommes ont de plus sacré sur la terre, » vous commandent de persévérer encore quelques » jours, et je compte que vous les écouterez. »

Le sort de la place et de l'armée dépendait plus que jamais de l'arrivage des grains. Le général Franceschi, sous-chef d'état-major dépêché à Marseille pour en presser l'expédition, avait découvert que des spéculateurs éhontés, et non les croisières anglaises, détournaient presque tous les chargements faits pour Gênes. Après avoir exhalé sa colère dans une lettre au général en chef, il annonçait qu'à force de démarches et de négociations il venait d'expédier d'Antibes et du golfe Juan 15,000 quintaux de blé. Massena croyant enfin que cette dernière expédition ne tarderait pas à arriver à bon port, se hâta de l'annoncer aux Génois. Mais il

en fut de celle-ci comme des précédentes : elle fit fausse route.

Les meneurs se fondèrent sur cette nouvelle déception pour propager la désaffection et le découragement jusque dans les rangs de la garde nationale, et on ne tarda pas à en avoir la preuve. Dans la nuit du 16 au 17 mai, à deux heures du matin, la flottille napolitaine bombarda le quartier de la marine. Massena eut beau faire battre la générale, la garde nationale fut sourde; la garnison seule prit les armes; aussi y eut-il des attroupements considérables sur les places publiques. Un soulèvement était imminent : on se mit en mesure de le réprimer. Miollis après avoir évacué les Monte Faccio et Apparizione, réunit ses troupes derrière la Sturla, ce qui permit de renforcer la garnison de Gênes et de tenir de forts piquets sur les places de Fontana Amorosa et de San Domenico.

La physionomie du peuple devenait cependant de plus en plus sombre; les misérables soupes distribuées journellement à cette multitude affamée trompaient sa faim sans l'apaiser. Les pauvres disaient qu'ils étaient seuls en butte à toutes les souffrances, que la longue durée d'un blocus rigoureux leur ôtait tout moyen de travail, et par conséquent toute ressource au moment où les choses les plus nécessaires à la vie renchérissaient de jour en jour; qu'à la rigueur cet état de choses était tolérable pour les riches, et ne leur imposait d'autre sacrifice que celui de retrancher le luxe de leur table ou d'y consacrer une plus forte partie de leur revenu, mais que pour eux il était mortel, si l'on ne venait à leur secours : que dans une telle situation la naissance et le rang ne devaient avoir aucune préfé-

rence, car la vie d'un pauvre père de famille doit être aussi précieuse à l'État que celle du chef d'une noble maison, et que la justice voulait que les approvisionnements fussent également distribués, sauf les comestibles de la meilleure qualité réservés pour les malades et les blessés dans les hôpitaux.

Ces discours et d'autres de même nature alarmèrent Massena. Les cœurs aigris semblaient couver tous les germes d'une prochaine révolte; il fallait la prévenir pour éviter l'effusion du sang. Il proposa donc à la commission de vigilance d'imposer une contribution sur les riches au profit des pauvres, et la commission décréta un impôt progressif au moyen duquel on distribua jusqu'à la fin du blocus vingt sous par tête et la soupe aux familles indigentes. Mais en leur accordant cette satisfaction, le général en chef crut devoir en même temps frapper de terreur les malveillants. Une commission militaire fut créée pour juger sans désemparer, sans appel ni révision et sur simples preuves orales, tout délit contre le service militaire ou la sûreté publique, sauf son approbation et celle de la commission de vigilance.

La ration des troupes était réduite depuis quelque temps à 153 grammes, lorsqu'un jour Massena passant dans un quartier de la division Miollis, entendit de grandes clameurs; il s'informa de leur cause : « C'est horrible, général, on nous donne du pain de chien! » lui répondirent à la fois plusieurs soldats. Il se fait présenter un pain, prend des informations et découvre que l'on vendait aux habitants le pain confectionné pour la troupe, et qu'on le remplaçait par des farines de toute espèce de graines. Les agents coupables de

cette abominable fraude redoutant les résultats de l'enquête, échappèrent au châtiment qu'ils méritaient en désertant à l'ennemi; mais le commissaire des guerres et l'adjudant général de la division convaincus de négligence furent suspendus de leurs fonctions, et dès lors un adjudant général fut chargé, dans chaque division, d'assister aux distributions et d'en faire l'objet d'un rapport particulier.

Au milieu de tous ces embarras, on atteignit le 20 mai. Ce jour-là un petit bâtiment débarqua à Gênes l'adjudant général Ortigoni qui confirma en partie les nouvelles déjà connues, et remit en espèces neuf cent mille francs, sur le million qu'un officier envoyé de Paris par le ministre de la guerre avait déposé dans la caisse du payeur à Nice.

Cette somme arrivait à propos. Massena fit payer quinze jours de solde, et pour soulager la troupe accorda un supplément journalier de vingt centimes par homme à titre d'indemnité à cause de la diminution des rations. Ce secours fit cesser quelque temps les murmures et réagit favorablement sur la population. En effet, dans la nuit l'amiral Keith canonna vainement la place, l'ordre et la tranquillité ne cessèrent d'y régner; il recommença à onze heures du soir un feu lent et régulier sans plus de succès; mais à deux heures du matin quelques chaloupes canonnières anglaises enlevèrent la galère qui fermait l'entrée du port. C'était un beau bâtiment, le dernier qui restât aux Liguriens de leur ancienne marine. Il paraît que l'équipage en avait été gagné, car il se laissa prendre à l'abordage sans résistance. Son capitaine, qui nous était dévoué, n'eut que le temps de sauter à la mer et de gagner le rivage. Les Anglais ne

s'attendaient guère à trouver leur prise montée par 120 forçats, et lord Keith proposa à Massena de les lui rendre sans échange, menaçant en cas de refus, de les débarquer sur la côte. Le général lui répondit que la galère n'allant pas sans les galériens, il pouvait en faire ce qu'il jugerait à propos.

Le 21 au soir, les chaloupes napolitaines s'approchèrent de San Pietro d'Arena et canonnèrent ce village pendant cinq heures. Pour remplir la lacune que la prise de la galère génoise ouvrait dans sa ligne, Massena fit construire une portière avec deux chaloupes sur laquelle il établit au moyen de gabions une batterie de deux pièces.

Malgré les réductions successives des rations, il ne restait plus dans les magasins que pour deux jours de vivres. De nouvelles visites domiciliaires procurèrent une petite quantité de graines de lin, de son, d'avoine et de cacao qui fut saisie et mise en réserve. Cette mesure de rigueur n'ayant point excité de murmures Massena en fut surpris : il fallait ou que la misère eût réduit ce peuple au dernier degré de l'apathie, ou qu'il méditât un complot, et comme rien n'est plus dangereux que le silence des opprimés, il ordonna de redoubler de surveillance, et ne tarda pas à découvrir qu'un mouvement insurrectionnel se préparait pour la nuit du 25 mai. Il ne voulut pas l'attendre, car le devoir d'un général dans ces circonstances est d'épargner le sang quand il peut obtenir la sécurité par d'autres moyens. Massena fit battre la générale à 2 heures du matin ; à ce signal, les factieux déconcertés jugèrent qu'ils étaient découverts : les plus compromis furent arrêtés et punis ; la clémence du général s'étendit sur les autres.

Comme la misère était l'unique moteur de toutes ces machinations, il réunit dans la matinée les curés de Gênes, leur dit ce qu'il savait du complot tramé contre l'armée et le nom des coupables, ajoutant toutefois que des malheureux entraînés par la faim avaient droit à sa pitié. Il leur recommanda de prêcher la patience et la résignation, leur promit que Gênes serait débloqué le 30, et appuyant ses conseils par un argument solide, leur remit des sommes assez considérables pour distribuer des secours aux familles les plus nécessiteuses.

Dans ce moment, une lueur d'espérance vint ranimer les Génois et l'armée. Le 27, le chef d'escadron Franceschi, aide de camp de Soult, que Massena avait expédié précédemment auprès du Premier Consul, arriva sain et sauf à travers mille périls. Cet officier, parti de Nice sur un frêle bateau conduit par 3 rameurs, avait d'abord traversé heureusement, à la faveur de l'obscurité, la croisière anglaise en rasant le vaisseau amiral, mais surpris par le jour dans la rade, à 5 kilomètres du port, il fut bientôt signalé et poursuivi par les bateaux croiseurs. Un de ses rameurs fut tué, on donnait à son esquif la chasse de tous côtés, et il semblait perdu, lorsque Franceschi toujours calme, fixe ses dépêches sur sa tête, engage ses rameurs à s'échapper et se jette lui-même à la nage; s'apercevant qu'il a oublié ses armes, il regagne le bateau, prend son sabre entre les dents et arrive enfin presqu'épuisé au pied du môle, d'où on le porte chez le général en chef.

En toute autre circonstance, les dépêches dont il était chargé eussent causé la joie la plus vive. Il avait laissé Bonaparte avec le ministre de la guerre à Lausanne; l'armée de réserve descendait le mont Saint-Bernard et

avait dû atteindre Ivrea du 18 au 20 mai, de là marcher sur Gênes; par conséquent on allait la voir déboucher d'un moment à l'autre. De son côté, Lecourbe se dirigeait sur Milan par la Valteline; enfin l'armée du Rhin avait remporté une victoire signalée à Biberach et menaçait Ulm.

« Je suis à Lausanne depuis 2 jours, citoyen général, » écrivait Bonaparte à Massena; l'armée est en grand » mouvement; l'aide de camp que vous m'avez envoyé » vous fera connaître verbalement la situation des choses » ici. Vous êtes dans une position difficile, mais ce qui » me rassure, c'est que vous êtes dans Gênes. C'est dans » des cas comme celui où vous vous trouvez qu'un » homme comme vous en vaut vingt mille. »

Une proclamation apprit aux Génois toutes ces nouvelles; mais pour en tirer le meilleur parti, le général en chef crut devoir remplacer par une phrase qui s'adressât directement aux Génois ce que la dépêche de Bonaparte avait de flatteur pour lui. « Cette ville (Gênes) » animée d'un excellent esprit et éclairée sur ses véri- » tables intérêts, trouvera bientôt dans sa délivrance » le prix des sacrifices qu'elle a faits. »

Massena ne doutant pas alors que le baron Melas ne voulût faire lever le blocus de Gênes pour marcher avec toutes ses forces réunies à la rencontre de Bonaparte dans la plaine du Piémont, ordonna pour le lendemain une grande reconnaissance dans la rivière du Levant. En conséquence, Miollis se dirigea, le 28 avant le jour, avec la 3e légère et la 78e de ligne en remontant la Sturla, sur le camp dei Bavari, pendant que le général Darnaud filait avec les 62e et 74e par Apparizione. Ces deux généraux devaient opérer leur jonction sur le

Monte Faccio. Le premier, après avoir tourné à moitié chemin de San Bartolomeo vers Desiderio, délogea les chasseurs autrichiens qu'il rencontra à Bavari et se porta sur le Monte Rati. Au premier avis de ce mouvement, le comte Hohenzollern se rendit d'Orcese sur le Monte Creto, ordonna au général Rousseau de marcher, de Turazzo par la vallée du Bisagno sur le Monte Rati avec les premières troupes de la division Vogelsang qu'il trouverait sous sa main; mais bientôt ayant découvert la colonne de Darnaud, qui du mont Apparizione marchait sur le Monte Facio où le poste autrichien venait de se retirer, il ordonna au colonel Frimont de voler avec 3 bataillons au secours du général Gottesheim dont la position se trouvait menacée.

Darnaud culbuta le détachement posté sur le Monte Faccio et le poursuivit jusqu'à 2 kilomètres en arrière, au pied de la position retranchée de Becco, où le général Gottesheim l'attendait de pied ferme avec la majeure partie de ses troupes. Miollis parvenu avec toutes ses forces en face de l'ennemi, le fit attaquer de front par Darnaud, tandis que le chef de bataillon Lacroix le tournait avec les grenadiers et 100 hommes de la 78e. Les Impériaux ne résistèrent que le temps nécessaire pour gagner en ordre leurs retranchements. Alors Darnaud les poursuivit, et dans la vive fusillade qui s'engagea, un coup de feu le blessa mortellement. Ce malheur ébranle la troupe, qui lâche pied; Miollis la rallie sous la protection de la 78e et la ramène à l'assaut des ouvrages. Une fusillade à bout portant renverse les premiers rangs. L'adjudant général Hector Legros est blessé, et Lacroix échoue dans sa manœuvre tournante. Cependant Miollis voyant la ferme attitude des Autri-

chiens, jugea inutile de pousser les choses plus loin. L'objet de la reconnaissance était rempli : on s'était mépris sur l'intention de l'ennemi, qui certes n'aurait pas si bien défendu ses positions s'il eût songé à lever le blocus. Miollis fit donc évacuer en toute hâte ses blessés sur Gênes, et exécuta sa retraite en bon ordre sur le Monte Faccio, où il trouva l'adjudant général Huard et la 3e légère qu'il y avait laissée aux prises avec un parti autrichien de la brigade Frimont qui avait filé par le camp des Bavari sur nos derrières. L'arrivée de nos troupes doubla l'énergie de la 3e ; elle culbuta bientôt les Autrichiens qui prétendaient lui enlever cette position. Mais sur les entrefaites, le colonel Frimont ayant renforcé le général Gottesheim de 2 bataillons, celui-ci pressa sa marche vers le Monte Faccio, dont il escalada le revers opposé à celui sur lequel un de ses détachements venait d'être précipité. Alors s'engagea un combat sanglant : d'un côté contre l'avant-garde de Frimont qui revint à la charge excitée par la fusillade des siens, et de l'autre contre la colonne de Gottesheim. L'adjudant général Huard y fut blessé, ainsi qu'un grand nombre d'officiers. Presque enveloppé, Miollis se retira par le mont Apparizione et repassa la Sturla.

Pendant qu'on se battait ainsi dans la vallée du Bisagno, le chef de brigade Brun, après avoir suivi le mouvement des colonnes jusqu'à hauteur de Bagnasco, était descendu sur le bord de la mer, où il tiraillа toute la journée sans grand résultat contre 3 bataillons que le général Rousseau y avait envoyés. Nous eûmes dans cette affaire 187 tués, blessés et prisonniers.

Cette perte, pour une simple reconnaissance, était déjà grande, mais la mort du général Darnaud qui eut

lieu quelques jours après la rendit bien plus amère. Ce général, que les soldats regardaient comme leur père, sentant sa dernière heure approcher, voulut que le prix de la vente de ses chevaux et de son équipement fût distribué aux plus malheureux de ses frères d'armes blessés dans la même affaire que lui. Fidèle à son origine, il montrait par ce trait de vertu antique combien les hommes de guerre de ce temps pratiquaient la véritable fraternité.

Cependant la misère était de jour en jour plus affreuse dans Gênes. L'excès des maux avait irrité la population déjà divisée avant le blocus en deux factions irréconciliables. Il avait fallu toute la sévérité de l'état de siége pour les contenir, mais le 29 au soir, elles en vinrent aux mains, et l'on fut obligé d'employer la force pour les séparer.

On venait à peine de rétablir l'ordre quand l'amiral anglais recommença à bombarder la ville durant environ 2 heures; cette tentative n'eut d'ailleurs d'autre effet que d'ameuter quelques centaines de femmes dans les rues et sur les promenades publiques. A la pointe du jour, ces attroupements se dissipèrent d'eux-mêmes sans intervention de la police militaire. Vers dix heures du matin, un bateau chargé de 60 sacs de grain expédié de Corse, aborda heureusement et annonça qu'il était suivi de 14 autres; mais les croiseurs anglais s'en emparèrent sans doute, car on n'en eut plus de nouvelles.

Quoique l'affaire du 28 eût bien prouvé que l'ennemi ne se disposait nullement à lever le blocus, les Français saisissaient avec ardeur la moindre lueur d'espoir. Le 30 mai, jour fixé par Bonaparte pour l'arrivée de l'armée de réserve devant Gênes, tout fut en mouvement

dans la ville. Les uns interrogeaient l'horizon, les autres prêtaient une oreille attentive aux bruits lointains. Vers 11 heures, l'aide de camp du général Gazan entre précipitamment chez Massena, lui annonce qu'on entend le canon du côté de la Bochetta. Les officiers courent à leurs chevaux, on se félicite, on se presse, on s'embrasse, on pleure de joie, mais les Génois dans une morne tristesse, regardent toute cette pétulance avec le doute qu'autorisait tant d'espérances trompées. Cette fois pourtant l'illusion est presque générale, partout hors de la ville on croit entendre le bruit d'une canonnade lointaine. Massena lui-même, partageant l'erreur commune, monte à cheval, et suivi de son état-major, se rend au fort de la Tenaille pour mieux discerner les mouvements de l'ennemi et prendre les dispositions propres à faciliter les opérations du corps qui vient délivrer Gênes. Vain espoir! Les échos se taisent, la plus grande tranquillité règne dans les camps ennemis, et tout rentre à Gênes dans le plus profond abattement.

Le général Ott et l'amiral Keith, informés de l'état où se trouvait l'armée française, et ne supposant pas qu'elle pût résister au delà de 48 heures, crurent devoir offrir de nouveau à Massena une capitulation honorable. Ils envoyèrent donc dans la soirée du 30 le comte Saint-Julien comme parlementaire aux avant-postes de San Pietro d'Arena. Massena chargea l'adjudant général Andrieux, sous-chef d'état-major, d'aller s'informer de l'objet de sa mission. Saint-Julien après avoir donné de grands éloges à la défense de Massena, entreprit de démontrer qu'elle ne pouvait se prolonger sans causer les plus grands malheurs. Mais Andrieux l'interrompit vivement : « Je ne suis pas venu ici pour

entendre blâmer mon général. Dites-moi, je vous prie, sans ambage, à quoi notre entrevue doit aboutir. » Alors le général autrichien lui présenta une lettre du baron Melas qui offrait, assurait-il, les mêmes conditions de capitulation qu'au commencement du blocus. Andrieux s'excusa en disant qu'il n'était pas autorisé à recevoir de semblables propositions; la conférence se rompit, et la lettre fut remise le soir aux avant-postes.

Toutefois, le général en chef ne se dissimulait pas qu'une plus longue résistance était impossible. Depuis dix jours la ration avait été réduite, comme nous l'avons dit, de 367 grammes à 150 d'un pain confectionné avec des grenailles de toute espèce, à 244 grammes de viande de cheval et à un litre de vin. Mais tout allait manquer à la fois et la détresse était arrivée à son comble. L'affreuse misère qui régnait depuis le commencement du blocus n'était rien, comparée à celle où Gênes était alors plongé. Il présentait un aspect terrifiant. On ne rencontrait dans les rues que des visages pâles, aux yeux livides et hagards, des troupes de femmes affamées, implorant de la pitié de nos soldats d'infects lambeaux de nourriture. Les tortures atroces de la faim étaient arrivées à leur suprême horreur : la mort trouvait une proie large et facile dans cette population épuisée par tant de souffrances. On ne comptait plus les victimes : il mourait plus de cent personnes par jour; certains carrefours étaient encombrés de cadavres que de grands tombereaux enlevaient tous les matins. On voyait souvent des hommes tomber subitement dans les rues, sur les places, et se rouler dans les dernières convulsions d'une horrible agonie.

Si encore on avait pu indiquer un terme, quelque

éloigné qu'il fût, à cette incroyable situation! Mais non, personne ne pouvait former une conjecture probable sur la fin du blocus. Les dernières ressources étaient entièrement épuisées. Massena avait fait fouiller les maisons avec un soin particulier; on avait ramassé tous les grains et toutes les substances de la nature la plus diverse susceptibles, non pas de nourrir, mais d'être *avalées*, telles que graine de lin, amandes, son de blé et de maïs, amidon, avoine, orge, cacao, gomme arabique, etc. On en avait fabriqué un pain, ou plutôt un exécrable mélange que les chiens même ne pouvaient digérer et rejetaient avec dégoût. Cette sorte de mastic, couleur de chocolat, était pesant, malpropre, puant et d'une amertume insupportable. L'huile de lin et de cacao qui l'imbibait empêchait qu'il eût la moindre consistance et qu'il pût supporter la plus légère cuisson; il causait des indigestions instantanées et extrêmement douloureuses, auxquelles ne tardait pas à se joindre une fièvre mortelle.

La ressource des soupes d'herbes qui, sans le nourrir, trompaient au moins l'estomac et l'empêchaient de défaillir tout à fait, n'existait plus. On avait consommé jusqu'aux plantes médicinales des pharmaciens, et leur emploi aveugle et précipité avait causé une série d'accidents plus graves les uns que les autres. Tous les animaux que renferment les grandes villes, tels que les chiens, les chats, les mulots, les rats, étaient jusqu'au dernier dévorés depuis longtemps. Les chevaux avaient été abattus régulièrement, comme ailleurs les bœufs. Jusqu'à ces derniers temps, les riches avaient pu ne pas mourir tout à fait de faim, trouvant à force d'or une nourriture à peu près digestive; la farine, du 30

mai au 4 juin, s'était payée 25 francs, et le pain de 30 à 36 francs les 250 grammes; le biscuit n'avait pas eu de prix, il était introuvable; le riz avait coûté de 8 à 10 francs les 250 grammes, les légumes 68 francs, le maïs 9, le cacao quand les légumes manquèrent, 5 francs, la viande de cheval 6 francs.

Le vin avait seul soutenu un peu les forces de nos troupes; mais maintenant, il ne restait plus rien de tout cela, rien, absolument rien! On avait pour trois jours seulement d'une ration ainsi composée: 95 gram. de pain fait de 20 parties de cacao, 10 de son, 4 d'amidon, 4 de haricots; 385 grammes de viande de cheval, et un litre de vin. La garnison recevait cette ration, mais depuis plusieurs jours les habitants n'avaient plus rien, car nous avions pris à la municipalité ce qui lui servait à les nourrir, et les magasins particuliers des riches négociants étaient épuisés. Ces privations continuelles avaient tellement affaibli nos soldats, que beaucoup d'entre eux n'avaient même plus la force de porter leurs armes.

La gloire était sauve, Bonaparte n'avait pas tenu parole, Massena se demanda s'il n'était pas temps enfin de songer à sauver les débris d'une armée si utile à la France. Il répondit au général Ott : « Que, quoique son » ouverture fût prématurée, il se proposait d'y donner » suite lorsqu'il y aurait réfléchi. » Cette réponse annonçant que la garnison était à l'agonie, les généraux alliés résolurent de bombarder la place dans la nuit, dans l'espoir de pousser Massena à prendre un parti. Mais le général en chef peu inquiet de cette dernière tentative, se porta sur tous les points, prêtant l'oreille dans la direction de Gavi, moins affecté du bombar-

dement que du silence qui régnait derrière la ligne du blocus et qui n'annonçait rien d'heureux.

La journée du 31 mai fut signalée par de nombreuses désertions. Des soldats, jusque-là modèles de patience et de fermeté, donnèrent ce funeste exemple, poussés par la faim, car ce besoin impérieux dénature les sentiments des hommes les mieux trempés; d'autres s'échappaient en imprécations : la troupe et la population semblaient prêtes à s'unir pour forcer le général à rendre une place transformée en un vaste cimetière.

Instruit de ces symptômes, Massena se refusa d'abord à croire à leur gravité. Les rapports des généraux étaient pourtant au-dessous de la vérité, et lorsqu'il réunit chez lui, à midi, les chefs de corps pour s'entendre sur les derniers moyens de la défense, il apprit des faits de la nature la plus alarmante et qui ne lui permirent plus de douter du danger de sa position. Convaincu alors qu'il ne resterait pas trois jours de plus à Gênes sans s'exposer à voir périr la population et l'armée, ou à faire éclater une insurrection générale, il résolut de laisser Miollis dans la place avec les malades et les blessés pour capituler sur les bases offertes par les généraux alliés, et de tenter avec les hommes valides une trouée vers la Toscane pour rejoindre l'armée de réserve, qui ne pouvait être éloignée du Pô.

Ce projet audacieux n'eut pas l'assentiment de ses généraux. Ils firent observer que la faiblesse physique des hommes lui défendait d'engager un combat opiniâtre, qu'ils supporteraient à peine les fatigues d'une marche, et qu'enfin si les officiers étaient prêts à suivre le général, il ne réunirait pas dix soldats par demi-brigade disposés à obéir à un ordre de départ.

Massena ne renonça pourtant pas à cette idée qui souriait à son intrépidité. Il se flattait que sa voix jusqu'alors écoutée avec respect, serait encore assez puissante pour réveiller l'ardeur assoupie par la faim. Bien que le premier consul ne l'eût autorisé qu'à nommer aux grades inférieurs, il crut pouvoir étendre cette faculté au remplacement de quelques officiers supérieurs et généraux, certain que Bonaparte n'hésiterait pas à ratifier ces nominations extra-légales, d'ailleurs justifiées de reste par les circonstances et le mérite des nouveaux promus. Toutes les vacances, jusqu'au grade de chef de bataillon, furent remplies : les braves chefs de brigade Brun et Vouillemont furent élevés au rang de général; les chefs de bataillon Mangin, Lacroix, Robillard, Coutard, Bertrand ainsi que le chef d'escadron Balabio, à celui de chef de brigade, et l'ordre du jour suivant fut ensuite lu à la tête des troupes.

« Soldats !

» Des rapports m'annoncent que votre patience et » votre courage s'éteignent; des plaintes et des mur- » mures s'élèvent dans vos rangs; quelques-uns d'entre » vous désertent à l'ennemi, et il se forme des com- » plots pour exécuter en troupe d'aussi lâches desseins.

» Je dois vous rappeler à l'accomplissement de vos » devoirs... Que la conduite de vos généraux et de vos » chefs vous serve d'exemple; voyez-les partager vos » privations, manger le même pain que vous; songez » enfin que, pour assurer votre subsistance, il faut » veiller le jour et la nuit. Vous souffrez ? Ils souffrent » comme vous, et ont de plus les inquiétudes de votre » position... N'auriez-vous fait jusqu'à ce jour tant de

» sacrifices que pour vous abandonner à des sentiments » de faiblesse ou de lâcheté? Cette idée doit révolter » des soldats français.

» Camarades! une armée commandée par Bonaparte » marche à nous; il ne faut qu'un instant pour nous » délivrer, et cet instant perdu, nous perdrions avec » lui le prix de nos travaux, et un avenir de captivité » et de privations bien plus amères s'ouvrirait devant » vous.

» Soldats! je charge vos chefs de vous lire cette pro- » clamation; j'espère que vous ne donnerez pas à ces » braves si respectables par leurs vertus, et dont le » sang a coulé si souvent en combattant à votre tête, à » ces braves qui ont toute mon estime et qui méritent » toute votre confiance, la douleur de porter contre » vous de nouvelles plaintes et à moi celle de vous » punir. »

Cet ordre du jour ne produisit pas l'effet espéré par Massena. La 97e seulement l'entendit sans murmures; il fut accueilli par tous les autres corps avec un bourdonnement qui couvrit la voix de l'officier qui en fit la lecture.

Dès lors Massena comprit qu'il fallait capituler. Mais avant de rapporter les négociations qui s'entamèrent à ce sujet, retournons sur les bords du Var où nous avons laissé Suchet avec l'aile droite, repoussant les derniers efforts du baron Elsnitz.

CHAPITRE V.

Reconnaissances de Suchet en avant de sa ligne. — Les Impériaux s'établissent à Brois. — Ils en sont chassés. — Elsnitz se retire derrière la Roya. — Prise du col de Tende. — Combats de Monte di Nava et de Melogno funestes aux Autrichiens. — Pourparlers relatifs à la convention de Gênes. — Ott reçoit l'ordre d'en lever le blocus. — Première conférence. — Prétentions du général autrichien. — Deuxième conférence. — Anxiété du gouvernement génois. — Troisième conférence. — Les bases de la convention sont arrêtées. — Entrevue des généraux en chef. — Nouveaux débats. — Signature et échange de la convention. — Rapport de Massena au Premier Consul. — Miollis reste à Gênes pour veiller à l'exécution de la convention. — Entrée des Impériaux à Gênes. — Retard fâcheux dans la distribution des vivres promis aux invalides et aux non combattants. — Jonction de la droite et du centre de l'armée française. — Sa nouvelle organisation. — Retraite d'Elsnitz sur Ceva. — Marche en avant de Suchet. — Il fait bloquer Savona. — Nouvelles de l'armée de réserve. — Suchet propose à Massena un plan d'offensive qui n'est pas accepté. — Difficultés suscitées à Miollis. — Comment il s'en venge. — Départ pour Antibes du dernier convoi d'invalides et d'émigrants génois. — Coup d'œil sur les opérations de l'armée de réserve. — Massena reçoit avis de la convention d'Alexandrie. — Il donne ordre à Suchet de marcher sur Gênes et d'en presser la reddition. — Conduite des généraux alliés. — Le comte Hohenzollern consent à rendre la ville et les forts. — Prise de possession. — Jonction de l'armée d'Italie et de l'armée de réserve.

Suchet avait jugé l'attaque de vive force qu'il repoussa si heureusement le 27 mai, comme la tentative désespérée d'un général menacé de deux côtés et forcé de parer le coup le plus dangereux. Il résolut donc de reprendre l'offensive. Les renforts arrivés depuis quelque temps, l'assurance d'avoir à sa disposition des subsistances et des moyens de transports pendant ses premiers mouvements, enfin la certitude que l'armée de réserve

avait passé le Saint-Bernard et que Massena tenait encore à Gênes, l'encouragèrent dans cette résolution. Toutefois craignant de s'aventurer, il ordonna pour le 28, une forte reconnaissance. Rochambeau partageant la 34e en trois colonnes précédées chacune de 20 sapeurs, la dirigea par la gauche de la tête de pont sur les hauteurs retranchées occupées par les Autrichiens, tandis que la 11e de ligne s'avançait par la vieille et la nouvelle route de Nice. Un bataillon de la 20e fut placé en réserve en avant de la tête de pont.

Les deux brigades de grenadiers autrichiens restées dans les lignes firent la plus vive résistance. Le chef de brigade Mazas qui s'était porté dans le vallon d'Isidore voyant son flanc droit menacé, fut obligé de se replier dans la tête de pont. A la droite, la colonne agissant sur la route de Nice, emportée par trop d'ardeur fut chargée par les dragons de Kaim qui l'auraient entièrement sabrée, si le bataillon resté sur la hauteur n'eût favorisé sa retraite.

Cette reconnaissance nous coûta environ 150 hommes tués ou blessés, mais fixa toutes les incertitudes. Le matériel d'artillerie avait été enlevé dans tous les ouvrages, excepté 4 pièces en fonte que l'on trouva dans une redoute. Pendant qu'on éclairait ainsi les approches du pont du Var, la division Mengaud descendait sur Broc pour passer le fleuve à Saint-Martin et attaquer Apremont, afin de se lier avec la division Garnier; mais n'ayant pu rétablir le pont, elle fut obligée d'aller le franchir le lendemain à Saint-Laurent.

De son côté Garnier ayant passé la Vesubia près de Veletta, poussa sur Luceram et obligea le comte Bellegarde à évacuer San Martino et la Rochetta, et à

gagner Gravine. Le général Elsnitz informé de ce mouvement, crut à tort que les reconnaissances faites sur son centre et sur sa gauche étaient de véritables attaques, et dans l'ignorance où il était si la brigade Gorrup avait atteint le col de Braus trembla que Bellegarde n'eût été prévenu à ce col par les Républicains. Aussi après avoir dirigé sa grosse artillerie sur Coni, par le col de Tende, il commença sa retraite dans la nuit, ne gardant avec lui que 8 pièces de 3. A 11 heures du soir, les brigades Ulm et Saint-Julien se retirèrent sur le col de Braus, celle de Weidenfeld suivit la grande route, et le général Lattermann formant l'arrière-garde se retira sur la Turbia, après avoir laissé un fort détachement à Monte Grosso. Le comte Bellegarde, de son côté, se dirigea également sur Braus, et le général Gorrup sur le col de Raus. L'intention du lieutenant de Melas était de prendre la ligne de la Turbia par Raus sur Braus, de donner le change à son adversaire, et de se ménager des retours offensifs.

Ayant appris par ses espions que le général autrichien avait porté une partie de sa cavalerie sur le col de Tende et les débouchés de la droite, et qu'il tenait ceux du centre et de Ventimiglia avec la majeure partie de ses troupes pour couvrir son artillerie et ses bagages, Suchet trompé par ces faux rapports, résolut de faire une démonstration sur Ventimiglia pour induire Elsnitz à penser qu'il voulait le couper du col de Tende en perçant par la route de Nice. Il laissa donc 500 hommes dans la tête de pont et autant à Puget, pour s'assurer deux passages sur le Var, et le 28, à 2 heures du matin, il fit avancer le général Clausel par les deux routes de Nice sur Simies et Monte Grosso, afin de ré-

tablir les communications avec les forts de Montalban et de Villefranche et se lier avec la cavalerie de Rochambeau.

Au centre, la brigade Solignac prit position sur le Paglione, et Rochambeau s'établit entre l'Alouette et Drap.

La division Mengaud se porta sur Apremont, et celle de Garnier à travers les montagnes sur le col de Raus, mais comme les Autrichiens avaient trois ou quatre heures d'avance sur les colonnes républicaines, on ne rencontra partout que des traîneurs.

Suchet qui marchait avec la colonne de droite, entra dans Nice avant la nuit, y rétablit les autorités françaises et prescrivit pour le lendemain les dispositions suivantes :

La brigade Seras de la division Clausel eut l'ordre de se porter à Turbia, à la chapelle de Paglione, et de pousser des reconnaissances sur Mentone; la division Rochambeau ayant pour avant-garde la brigade Brunet, devait marcher par Lescarena sur le col de Braus, et la soutenir avec 200 chevaux et une pièce de canon dans le cas où elle éprouverait de la résistance. Le reste de la cavalerie, avec le gros de la colonne, attendrait la division Mengaud. Celle-ci arrivée à Lescarena, devait pousser sur Coaraza, occuper fortement le col Negro, communiquer avec la division Garnier qui aurait atteint Utelle, et s'avancer par Belvedere et Roccabigliera. Enfin, une petite réserve d'infanterie et de cavalerie devait pousser à quelques kilomètres de Nice.

Le 30 mai, Rochambeau ayant pris position en avant des hauteurs de Lescarena, envoya Brunet vers le col

de Braus, avec ordre d'occuper les montagnes qui le dominent pendant qu'il éclairerait les troupes de Solignac et de Jablonowski, en même temps que les routes de Mentone et de Luceram. Mengaud étant arrivé dans la soirée à Lescarena, continua son mouvement sur Coaraza pour tourner le col de Braus par la gauche.

Le général Lattermann dont la marche le long de la côte avait été très-inquiétée par l'artillerie du fort de Montalban, facilita le rassemblement du corps de bataille des Impériaux sur le col de Raus où la brigade Bellegarde resta toute la nuit, pendant que les troupes d'Ulm se retiraient sur le col de Brois. Le lendemain, l'avant-garde fila sur ce col pour atteindre Sospello et s'établir en avant de cette ville. La cavalerie, avec les brigades Jablonowski et Solignac, marchait sur ses traces.

Mais Bellegarde se voyant tourné par Mengaud qui occupait le col Negro, se hâta d'évacuer celui de Raus et de se replier sur le col de Brois. Son mouvement rétrograde était commencé quand Brunet parut. Ce général poursuivit vivement les Autrichiens sur Sospello, et s'empara des hauteurs qui le dominent.

Elsnitz, de son côté, retira les brigades Lattermann, Weidenfeld et Saint-Julien, derrière la basse Roya, entre Ventimiglia et le col d'Arpita. Le général Gorrup déjà séparé du corps de bataille, s'établissait à tout hasard dans les ouvrages construits sur la montagne de Thion, entre les cols de Raus et de Brois.

Le 1^er^ juin, Suchet ordonna d'enlever ce dernier, où le général Gorrup n'avait laissé que 200 hommes; en même temps Menard devait manœuvrer pour atteindre le col de Tende et s'emparer de celui de Raus. Ces deux opérations eurent lieu simultanément avec un

égal succès. En effet, Brunet ayant poussé dès le matin une reconnaissance sur Olivetta sans rien découvrir, Solignac se porta vers 6 heures du soir sur la gauche du col de Boletto avec la 10e, tandis que le chef de brigade Maucune dirigeait la 39e sur La Penna. Ces deux points occupés par nos troupes, Brunet renforcé de la 99e, et ayant pour réserve la brigade Jablonowski, attaqua de front le col de Brois. Quoique la distance à parcourir par Brunet fût assez longue, il parvint à la faveur de l'obscurité au pied du col sans avoir été signalé; après avoir gravi en silence le chemin tortueux qui y mène, il fond sur le régiment autrichien endormi derrière les retranchements qui couronnaient la montagne de Lantion, fait main basse sur tout ce qui oppose résistance, et pousse les fuyards sur les Mille-Fourches. Il y arrive presque en même temps qu'eux, surprend et disperse un autre régiment qui n'essaie même point de défendre les nombreux ouvrages qui auraient pu lui servir de refuge. Le général Gorrup éprouve mille peines à rallier une partie des fuyards et à les ramener sur le col de Raus; le plus grand nombre court à perte d'haleine se précipiter dans la Roya, mais Brunet se montre tout à coup sur la crête de la berge droite de la vallée de ce torrent, et cette apparition déconcerte tous les efforts tentés par plusieurs officiers pour rallier leurs soldats débandés. Les Français entrent pêle-mêle avec eux à Breglio, où ils prennent 7 pièces de canon que les Impériaux leur ont abandonnées dans leur fuite.

Notre gauche n'avait pas été moins heureuse. Aussitôt que le général Mengaud eut avis de la prise du col de Brois, il marcha sur le camp de la Forca, au moment

même où le général Garnier s'avançait de Belvedere et de Roccabigliera sur le col de Raus, pour l'attaquer au signal qui devait lui en être donné par le canon de Mengaud. A trois heures du matin, le général Lesuire à la tête des 7e légère et 109e de ligne, avec la brigade Delaunay pour réserve, enleva de vive force les redoutes du camp de la Forca et mit les Autrichiens en pleine déroute en leur faisant 600 prisonniers. Toutefois un contretemps faillit déranger le calcul du général Menard; les 2 colonnes dirigées sur Raus par Garnier n'ayant pu y parvenir, Gorrup qui venait de s'établir sur cet important débouché, entendant la fusillade du camp de la Forca, y envoya quelques centaines d'hommes de renfort, mais ce secours arriva trop tard. Mengaud ayant ordonné à la 105e de marcher à sa rencontre, celle-ci n'était pas encore à portée de fusil qu'elle fut accueillie par un feu désordonné qui trahissait le trouble des Autrichiens. La 105e courut sur eux au pas de charge et les mena battant jusqu'au col de Raus, sur lequel elle les rejeta haletants. Ils communiquèrent leur frayeur au reste des troupes de Gorrup qui, déjà sous l'impression de la surprise nocturne, les entraînèrent avec elles dans le plus grand désordre.

Le général Menard fit poster Mengaud à Fontan, et lui ordonna de détacher la 71e au village de Tende, en tournant le col de Raus et le mont Pradelare. Cette manœuvre qui s'accomplissait pendant que de son côté le général Garnier cherchait à tourner le col de Tende par celui de Sabione, eut pour résultat de couper une seconde fois Gorrup de son corps de bataille, tandis que la brigade de ce général essuyait de si terribles échecs à Thion, à Mille-Furchi, au camp de la Forca

et au col de Braus. Le général Elsnitz prenait à son aise des mesures défensives pour se maintenir dans la position choisie par lui la veille ; mais vers deux heures après midi, informé que Saorgio avait succombé ou ne tarderait pas à tomber au pouvoir des Français, et que la brigade Gorrup avait été écrasée, il passa d'une confiance trop aveugle peut-être à un extrême découragement. Au lieu de rassembler les troupes qu'il avait de disponibles et d'enlever Saorgio pour s'ouvrir, l'épée à la main, la route du col de Tende, il donna ordre aux brigades Bellegarde et Ulm de se replier derrière la Roya, et transféra son quartier-général à Dolce Acqua.

Le 2 juin les brigades Brunet, Jablonowski et Solignac se portèrent sur Forcoin qu'elles trouvèrent évacué, et y attendirent que le général Clausel pût combiner ses mouvements avec elles. Le général Gorrup, après avoir rallié 3 bataillons, se retira par la crête du contrefort qui sépare le val d'Inferno, de Queyras à San Dalmazzo, et prit position en vue de la colonne républicaine qui s'avançait de Saorgio. Weidenfeld et Lattermann se retirèrent sur Bordighera, laissant une petite garnison dans le fort de Ventimiglia.

Cependant les fâcheuses nouvelles se succédaient depuis trois jours au quartier-général des Impériaux avec une effrayante rapidité. Le corps de Wukassowich avait été repoussé de Locarno et de Lugano par les colonnes du général Moncey descendant du Saint-Gothard, et par celles de Béthencourt qui venait d'enlever les retranchements de Maggiandola et d'investir Arona, après avoir franchi le Simplon. D'un autre côté, la brigade Loudon avait été mise en fuite à Sesto-Calende

par le corps italien du général Lecchi ; enfin la défaite des Autrichiens à Turbigo livrait passage à Murat sur Milan. C'est alors que, comme on l'a vu, le baron Melas atterré par tant de coups à la fois, changea totalement ses dispositions, conçut un nouveau plan et ordonna à ses généraux de se concentrer sous Alexandrie.

Pour que cette concentration pût s'opérer plus sûrement, il prescrivit au général Nimptsch, commandant l'arrière-garde du corps de Kaim, de tenir le plus possible devant Turin, d'aller s'établir ensuite derrière le pont du Pô pour y attendre le corps d'Elsnitz, et de se retirer par Verrua sur Casal.

Comme la présence des Français sur la Roya interdisait déjà à Elsnitz la route royale de Nice à Turin, ce général voulut gagner la vallée du Tanaro sur deux colonnes : l'une composée des brigades Bellegarde, Ulm et Saint-Julien, devait s'y rendre par Triola, Mezza-Luna et Ponte di Nava ; l'autre composée des brigades Weidenfeld et Lattermann, d'Oneglia par la Pieve. Il se flattait d'opérer ce mouvement en quatre marches, et espérait que le général Ott ne lèverait point le blocus de Gênes avant que toutes ses troupes n'eussent atteint la vallée du Tanaro. Mais cette disposition était très-hasardeuse, car Suchet pouvait le prévenir sur la ligne de faîte des Apennins par sa gauche, qui déjà se trouvait à l'origine de ces montagnes et menaçait le corps autrichien d'une destruction totale.

Le 3 juin, Mengaud fit sa jonction avec la division Garnier, qui après avoir tourné le col de Tende par le col Sabione, s'y établit. Le général Gorrup en avait retiré le bataillon de Suze et s'était posté à Limone avec ses troupes. La brigade Brunet marcha par les deux

rives de la Nervia, sur Pigna et Dolce Acqua, et fit 200 prisonniers. Toutes les troupes du général Rochambeau se réunirent à Breglio, où le soir 200 traîneurs vinrent déposer les armes, tandis que l'adjudant général Cacault avec la 68e, descendait sur Ventimiglia pour seconder Clausel dans l'attaque de ce point.

Suchet ne doutant plus de la position critique de son adversaire, redoubla d'efforts pour rendre sa retraite dans la vallée du Tanaro plus difficile. Il ordonna au général Garnier de laisser ses troupes au col de Tende, afin de couvrir le département des Alpes maritimes dont il lui confia le commandement. Mengaud eut l'instruction de poursuivre Gorrup vers la Briga et Mendatica, pendant que Solignac continuerait son mouvement par Saorgio et Triola jusqu'à la Madonna dell' Olmo, en remontant la Taggia. Rochambeau, de son côté, dut rejoindre la colonne de Jablonowski sur le mont Forcoin, et de là rallier à Pigna la brigade Brunet. On comprend facilement qu'après de telles dispositions les troupes des généraux Weidenfeld et Lattermann purent se rendre de Bordighera à San Remo sans être inquiétées, en abandonnant toutefois plusieurs pièces de grosse artillerie. Les brigades Ulm et Saint-Julien bivouaquèrent entre Triola et Mezza-Luna.

Le général Gorrup se retira à Mondovi, laissant des postes à Vernante, Roccavione et Borgo San Dalmazzo, pour observer le col de Tende ainsi que la vallée de la Vermenagna.

Le 5 juin, Mengaud marcha par la Pieve sur Ponte di Nava et Versago, afin de couper la retraite à l'ennemi, pendant que de son côté Clausel côtoyait la mer.

Les trois brigades de la colonne de gauche des Au-

trichiens furent rencontrées sur les hauteurs de Ponte di Nava par la brigade Calvin qui les attaqua vivement avec l'avantage du terrain. Embarrassées par une longue file de mulets chargés de bagages et d'approvisionnements, elles manquèrent de place pour se former, furent mises en désordre et harcelées le reste du jour, de telle sorte que la brigade Saint-Julien formant tête de colonne, put seule gagner le village de Nava. Les grenadiers après avoir heureusement échappé à la brigade Clausel qui les pressait en queue, furent abordés à la hauteur de Versago par la brigade Launay qui contraignit un bataillon à déposer les armes. 700 hommes, un drapeau et une pièce d'artillerie restèrent au pouvoir de la 104e demi-brigade. Launay, enhardi, poursuivit avec plus d'ardeur la colonne qui cherchait à s'échapper par la Pieve, la battit et lui enleva encore 400 hommes. Le général Rochambeau continua son mouvement toute la nuit par Dolce Acqua, Bordighera et San Remo sur Nasa del Olmo, et le soir Suchet, précédé de la brigade Clausel, porta son quartier général à Alassio où il apprit la capitulation de Gênes.

Il renforça Menard de la division Rochambeau, en lui prescrivant de marcher sur San Bernardo, Settepani et San Giacomo, tandis que lui-même irait, à la tête de la division Clausel, recueillir à Finale la partie de l'aile droite que Gazan lui ramenait et s'établir ensuite sur les hauteurs de Savona.

Rochambeau en exécutant ce mouvement, rencontra entre Melogno et San Giacomo le régiment de Hoff, qui séparé de la colonne d'Ulm, errait à l'aventure. Il faisait ses dispositions pour l'attaquer, mais celui-ci se croyant enveloppé n'attendit pas le choc, et capitula en

rase campagne. 700 hommes mirent bas les armes.

De son côté, le général Elsnitz replia les brigades Saint-Julien et Weidenfeld à Ormea, et concevant de l'inquiétude pour celles de Ulm et Bellegarde dont il n'avait encore aucune nouvelle, laissa les grenadiers du général Lattermann sur le Monte di Nava pour les recueillir.

Menard, dans sa marche sur Ormea, ne tarda pas à être aux prises avec ces derniers qui ne montrèrent pas dans cette circonstance toute la fermeté qu'on devait attendre de troupes d'élite. Ils furent donc rejetés avec une perte de 300 hommes et poursuivis chaudement sur Ponte di Nava par la brigade Lesuire. Dans l'intervalle, les brigades d'Ulm et de Bellegarde s'étaient mises en marche sur Monte Grande, mais informées en remontant la gorge de la Pieve que les Français sont déjà maîtres de Monte di Nava et que Rochambeau va les prendre en queue, elles sont saisies d'une panique et se débandent dans le plus affreux désordre. Chacun cherche son salut dans la fuite. A peine leurs généraux parviennent-ils à s'échapper avec 2 ou 300 hommes par Lovegno sur Olmo.

Avant de poursuivre le récit des opérations de Suchet, il est nécessaire de rendre compte des événements qui s'étaient passés à Gênes et au quartier général du baron Melas jusqu'à l'époque où nous sommes parvenus, afin de mettre le lecteur plus à même d'apprécier la situation des deux partis.

On a vu dans le chapitre précédent que Massena, contraint par la nécessité, s'était enfin décidé à entrer en pourparlers pour la reddition de Gênes. Le 1^er^ juin, il chargea l'adjudant général Andrieux de se rendre à

Rivarolo au quartier général autrichien, sous prétexte d'un échange de prisonniers, et de recevoir les ouvertures qui pourraient lui être faites à cette occasion. Andrieux s'acquitta de sa mission avec adresse et sans trop s'engager, laissant seulement entendre que son général était disposé à entrer en discussion sur les bases d'un traité qui ne pouvait être moins avantageux que les propositions faites dans l'origine. Le général Ott lui remit pour Massena une lettre, dans laquelle il offrait de neutraliser une maison à Rivarolo di Sopra pour tenir les conférences, et l'engageait à y envoyer des sauvegardes; il lui annonçait en outre que le colonel de Best muni de ses pouvoirs, et le capitaine de vaisseau anglais Bevearn chargé de ceux de l'amiral Keith, discuteraient avec Andrieux les bases de la convention aussitôt que cet officier y serait autorisé.

Le général Ott témoignait le désir que la négociation commençât le soir même, et bien que Massena fût encore plus pressé que lui d'en finir, il remit l'affaire au lendemain. Le général autrichien un peu désappointé, s'empressa toutefois d'informer le baron Melas de l'état des choses en lui demandant s'il devait être coulant ou rigoureux dans les conditions à accorder aux Français; mais une heure après le départ de son courrier il en reçut un du général en chef qui lui apporta deux ordres en date du 31 mai. Le premier lui prescrivait simplement de lever le blocus et de rejoindre l'armée; le deuxième, plus précis, lui enjoignait de le lever à l'instant et de gagner Alexandrie par la Bochetta.

Depuis le 27 mai, disait cette dépêche, l'armée impériale avait perdu tous ses avantages de nombre et de position. L'avant-garde de l'armée de réserve était éta-

blie à Chivasso : un de ses corps se tenait entre Suze et Turin, un second avait franchi la Sesia ; d'autres après avoir passé le Saint-Gothard et le Simplon, coupaient ses communications avec l'armée autrichienne d'Allemagne, et par l'occupation de Bellinzona, Lugano et Locarno, s'opposaient à la réunion des différentes brigades du général Wukassowich ; enfin l'échec essuyé à Turbigo par les généraux Furstemberg et d'Ellera découvrait Milan, sur la route duquel le gros de l'armée de réserve marchait à grandes journées. Dans un tel état de choses, une bataille pouvait seule rétablir les affaires des Autrichiens, mais il n'y avait pas de temps à perdre.

On peut juger de la stupéfaction du baron Ott à la lecture de ces deux ordres. Ignorant jusqu'à quel point était critique la position de l'armée impériale, il ne pouvait se résoudre à renoncer à la conquête de Gênes qui lui avait coûté tant de sacrifices. Il crut donc devoir suspendre l'exécution de ces ordres pénibles, représentant que les négociations ne traîneraient pas sans doute en longueur, et qu'au pis-aller gardant le secret et faisant d'avance les dispositions, tout serait prêt dans deux ou trois jours pour la levée du blocus. Loin de se douter des désastres qui avaient accablé Elsnitz, il le supposait sur le Var et toujours maître du col du Tende ; il se flattait que Suchet ne le suivrait pas d'assez près dans sa retraite pour arriver sous Gênes avant que la place ne fût en son pouvoir, et qu'au surplus il aurait tout le temps de lever le blocus dans la nuit du 3 au 4 et d'atteindre Alexandrie le 6. Se berçant de ces douces espérances, il répondit à la faction audacieuse qui lui proposait de lui livrer les portes de Granaloro et de la Lanterne pourvu qu'il attaquât lui-même

le fort de l'Éperon, qu'il seconderait cette entreprise le 3 juin si les négociations entamées avec Massena n'aboutissaient pas, et il prescrivit aux commandants de la citadelle de Savona et du fort de Finale de se disposer à les évacuer le 3, et de se retirer par Altare sur Alexandrie, après avoir fait expédier par mer à Livourne les subsistances, dépôts de munitions et autres objets qui se trouvaient sur la côte.

Le 2 juin, la première conférence entre les trois fondés de pouvoirs eut lieu dans la matinée à Rivarolo. Conformément à ses instructions, Andrieux demanda la libre sortie de Gênes de toute l'armée avec armes et bagages, le transport des malades et convalescents en France sur les navires anglais, un sauf-conduit pour les 5 bâtiments français mouillés à Gênes jusqu'à leur entrée dans un port de France, le droit pour tout habitant de Gênes de quitter librement la ville, la conservation du gouvernement que les Génois s'étaient récemment donné, et la reconnaissance par les alliés de la neutralité de Gênes.

Mais le fondé de pouvoir autrichien, loin de souscrire à ces conditions, exigeait que l'armée mît bas les armes et fût considérée comme prisonnière de guerre jusqu'à parfait échange. Pareil traitement était réservé au général Massena et à son état-major, seulement on leur laisserait leurs armes. Le fondé de pouvoir anglais accordait bien le transport des malades et des blessés, mais regardait comme de bonne prise les bâtiments français à l'ancre dans le port. La fierté de Massena fut révoltée de ces exigences, et il passa toute la nuit du 2 au 3 dans la plus grande perplexité.

Sur ces entrefaites les rapports du général Ott étaient

arrivés à Turin. Le baron Melas ignorant encore la défaite du corps d'Elsnitz sur la Roya et tous les progrès de l'armée de réserve, approuva la conduite de son lieutenant, et lui dépêcha le prince Sulkowski pour l'engager à faire un pont d'or à Massena, et à se rendre au plus vite à Alexandrie après avoir jeté garnison dans Gênes. Cet officier ayant recueilli chemin faisant les premières nouvelles des désastres essuyés par les Autrichiens dans la rivière du Ponant, les communiqua au baron Ott qui trembla de voir rompre les négociations. Massena n'avait encore rien décidé le 3 au matin; il fit mander à ce dernier, par Andrieux, que des affaires de services l'empêcheraient de se rendre à la conférence à l'heure convenue. Cependant prévenu par le chef d'état-major et le commissaire ordonnateur qu'il ne restait plus à midi de denrées dans les magasins que pour une seule et chétive distribution aux troupes, informé d'ailleurs par les magistrats que les trois quarts de la population ne se soutenaient plus qu'en apaisant leur faim avec tous les animaux domestiques et ne rebutant pas même la chair des bêtes immondes ou mortes de maladie, il revint sur sa première résolution.

Toutefois, l'excuse donnée par Andrieux parut de mauvais augure au général autrichien, et lui fit supposer que Massena cherchait à ruser. Il craignit que Suchet, arrivant à Savona sur ces entrefaites, n'apprît à l'aile droite par une forte canonnade, qu'il était à portée de la secourir, circonstance propre à décider Massena à rompre les négociations. Pour éviter ce malheur dont son imagination s'effrayait de plus en plus, il donna l'ordre au colonel du régiment de Tersy cantonné à Savona, de faire embarquer une partie de ce

régiment et de le jeter par petits détachements sur tous les points de la côte, entre Loano et San Remo, pour être prévenu à temps de la marche de Suchet.

On reprit la conférence le 3 à midi. Avant d'entrer en discussion, le colonel de Best déclara que les points convenus la veille ne seraient valables que jusqu'au lendemain, attendu qu'on recevait d'heure en heure des avis officiels de nouveaux avantages remportés sur Suchet par le baron Melas. Au fond, la menace du colonel autrichien n'avait rien de sérieux, car bientôt après il accorda la sortie de Gênes aux deux tiers de l'armée avec leurs armes et six pièces de canon. Le capitaine Bevearn, au contraire, fut plus rigide en ce qui le regardait. La conférence se prolongea plus de huit heures, et ne fut suspendue que pour donner le temps aux négociateurs d'en annoncer le résultat à leurs généraux.

Le gouvernement ligurien attendait en permanence l'issue d'une négociation qui allait décider de son sort. Plein de confiance dans Massena, il était persuadé qu'il défendrait ses intérêts avec le même soin que ceux de l'armée française. Le général en chef se rendit dans la salle de ses séances, et après avoir résumé la discussion dont Andrieux venait de lui rendre compte, il déclara aux représentants qu'il était décidé à rompre si on lui refusait les garanties qu'il avait demandées pour la république de Gênes. Un membre prit la parole, et tout en remerciant le général de sa sollicitude, lui représenta qu'un seul jour de retard devant entraîner la mort ou la ruine d'une population éprouvée par tant de misères et de sacrifices, il fallait traiter même au préjudice de l'indépendance et de la liberté

de Gênes que la France ne tarderait pas sans doute à lui faire rendre. Massena n'insista plus, mais voulant montrer combien il avait à cœur d'assurer l'existence d'une population aussi dévouée, il chargea un commissaire des guerres de partir à l'instant pour la Corse et d'y requérir en faveur de Gênes tous les grains, farines et légumes disponibles.

Dans un tel état de choses, tout atermoiement devenait impossible; mais craignant qu'Andrieux, pourtant habile, n'eût pas défendu avec assez d'adresse les intérêts de l'armée, il lui adjoignit son secrétaire intime Morin, homme fin et délié auquel il donna pleins pouvoirs pour débattre, s'il était encore possible, avec plus de force les points en litige et arrêter définitivement les bases de la convention. Afin de corroborer les nouveaux arguments qu'il allait produire, il lui remit pour toute instruction le peu de mots que voici : « Exi» ger que l'armée rentre librement en France avec armes » et bagages, sinon prévenir qu'elle se fera jour à la » pointe des baïonnettes. » Il ne jugea pas moins utile que M. Corvetto, membre de la commission exécutive, les accompagnât pour obtenir les conditions les plus favorables à Gênes. De son côté, le général Ott prévenu que deux nouveaux fondés de pouvoirs assisteraient Andrieux à la conférence, nomma le comte Saint-Julien pour les contre-balancer.

Dans la discussion, qui fut très-animée et ne dura pas moins de quatre heures, l'éloquence du commissaire Corvetto échoua de tous points, mais nous obtînmes des modifications assez importantes aux conditions rigoureuses posées d'abord comme bases. On accorda à 8,000 hommes au choix du général en chef

la faculté de rejoindre par terre avec armes, artillerie et bagages le corps du Var, et le transport par mer à Antibes du reste des troupes aux frais des Anglais. Il ne restait plus qu'à faire approuver ces conditions de part et d'autre, et il fut convenu que les généraux en chef en donneraient la ratification dans une entrevue fixée pour le lendemain dans la chapelle du pont de Cornegliano.

Le général Ott ne doutant pas que Gênes ne lui fût livré le lendemain, en informa son général en chef, qui confia le commandement des troupes destinées à rester dans la rivière de Gênes au comte Hohenzollern, et recommanda en même temps au baron Ott de ne pas perdre un moment pour venir le rejoindre avec toutes ses troupes.

Pour prouver aux Liguriens tout l'intérêt qu'il leur portait, Massena dans l'entrevue, plaida d'abord leur cause. Il réclama l'indépendance de la nation et le libre exercice du gouvernement de son choix. « La démo» cratie, dit-il, a pris pied à Gênes; elle y est impérissa» ble. » Le commissaire Corvetto traça ensuite un tableau rapide et animé des nouveaux besoins que le contact des armées françaises avait créés dans le peuple génois; il fit remarquer aux généraux alliés que tout gouvernement qui n'aurait pas pour bases la liberté et l'égalité ne pourrait s'établir dans sa patrie, sans y soulever une guerre intestine. Le général Ott objecta que les instructions de l'Empereur lui enjoignaient de modifier un état de choses *incompatible avec la tranquillité publique*. « Eh! » messieurs, repartit Massena perdant patience, le temps » vous manquera, car dans vingt jours je serai devant » Gênes. — Vous y trouverez des hommes à qui vous

» avez appris à le défendre, » repartit le comte Saint-Julien avec une politesse flatteuse.

On passa immédiatement à la discussion des articles relatifs à l'armée. Malgré la satisfaction donnée à Massena par le premier, qui accordait la libre sortie à 8,110 hommes, pour gagner Antibes par terre, il n'insista pas moins sur la conservation de la rédaction primitive, ce qui souleva un grand orage. C'était l'assiégé dictant la loi à l'assiégeant, et le général Ott voulait au moins sauver les apparences. Lord Keith cependant, par un geste non équivoque, montra que l'opiniâtreté des Autrichiens était puérile. Massena fatigué de tant de résistance, se leva brusquement et se dirigea vers la porte, où saluant avec fierté les généraux alliés : « Eh bien! messieurs, » dit-il, à demain ! » Mais le général Ott le retint par la main, et souscrivit à la rédaction française du fameux article.

La question des corsaires français ne fut pas moins épineuse; sur ce point toutefois le général autrichien à son tour vint en aide à Massena. Lord Keith sans se montrer personnellement hostile à ses désirs, alléguait un acte du parlement qui lui traçait rigoureusement son devoir. A cela il n'y avait pas grand'chose à répondre. Le général français prenant le ton de la plaisanterie, désarma l'amiral. « Ah ! milord ! après nous avoir pris » les gros, vous pouvez bien nous laisser les petits. — » Bath ! » reprit Ott; sur quoi lord Keith repartit poliment : « Monsieur le général, on ne peut vraiment rien » vous refuser. »

Le dernier article relatif à la rentrée en France des prisonniers de guerre, fut aussi modifié dans le sens le plus avantageux pour nous.

Tout étant ainsi réglé, la signature fut renvoyée au soir, car Massena, quelque honorables que fussent ces conditions, ne pouvait s'y résigner sans avoir épuisé jusqu'à la dernière chance. Espérait-il donc, dans les six heures qu'il avait devant lui, qu'une flotte traverserait l'escadre anglaise pour ravitailler Gênes, ou que l'avant-garde de cette armée de réserve si vainement attendue jusqu'alors, allait forcer la Bocchetta?

Au moment où les généraux se quittaient, lord Keith prenant la main de Massena, lui dit : « Général, si » l'Angleterre et la France pouvaient s'entendre, elles » domineraient le monde. — La France suffit, » répondit le général français, et montant à cheval, il rentra dans Gênes.

Le délai demandé par Masséna étant expiré, il fallut enfin se rendre, et à sept heures les signatures ayant été échangées, les otages furent remis de part et d'autre. La porte de la Lanterne fut occupée aussitôt par 4 bataillons hongrois, et le port par deux frégates anglaises.

Le chef d'escadron Burthe, aide de camp du général en chef, porta tout de suite au Premier Consul les drapeaux pris à l'ennemi durant le blocus; il fut suivi de près par le chef de bataillon Graziani auquel Massena remit, avec la copie de la convention, un rapport ainsi conçu :

« Mon général, j'ai l'honneur de vous rendre compte » de l'évacuation de la place de Gênes, conformément à » la convention ci-jointe. J'espère que vous la trouverez » digne de la résistance de la brave garnison qui s'y » trouvait enfermée. Nous n'avons pas perdu jusqu'ici » un pouce de terrain; partout nous avons conservé une » supériorité constante, et si les subsistances n'avaient

» pas manqué, nous eussions tenu éternellement dans » Gênes. Aujourd'hui j'ai fait distribuer aux soldats les » 30 derniers grammes de ce que nous appelions du » pain, et qui n'était qu'un mauvais mélange de son, » de paille, d'avoine et de cacao. Nous avons mangé » tous nos chevaux.

» La mortalité causée par la famine était à son comble » dans la population comme dans les troupes. La famine » et le bombardement ont excité des mouvements in- » surrectionnels qui ont toujours été étouffés à leur » naissance. C'est dans l'espoir de vous voir arriver à » notre secours, que j'ai poussé si loin la rigueur des » mesures qui pouvaient nous mettre à même de vous » attendre. Mais il est un terme à tout, et il a fallu son- » ger à évacuer Gênes, pour conserver à la République » le reste d'un corps de troupes dont la constance n'a- » vait pu jusqu'alors être altérée par des peines, des » fatigues et des privations inouïes. Les forces physiques » leur ont entièrement manqué, et il ne me restait plus » que des squelettes ambulants. L'officier qui porte mes » dépêches pourra vous dire à cet égard tout ce qui a » été tenté et souffert pour conserver Gênes.

» Je vais avec la garnison rejoindre le centre de l'ar- » mée, et agir conformément aux instructions que vous » m'enverrez. »

Le reste de la nuit fut employé par Massena à prendre ses mesures pour l'évacuation. Le général Gazan reçut l'ordre de se mettre à la tête de toutes les troupes en état de marcher, et de rejoindre avec elles le centre de l'armée. Le général Miollis dut rester à Gênes pour veiller à l'embarquement des blessés et des non combattants, et il reçut des instructions pour tenir la main

à l'exécution de la convention. Des passe-ports furent délivrés aux Génois qui s'étaient déclarés en notre faveur et craignaient la réaction, ainsi qu'aux autres réfugiés Lombards, Romains, Napolitains et Piémontais.

De son côté le général Ott s'empressa d'envoyer la convention au baron Melas, et informa le commandant de Savona qu'il allait prendre possession de Gênes, en l'invitant à dépêcher un officier au baron Elsnitz pour lui faire part de cette bonne nouvelle. Le lendemain matin, 16 bataillons impériaux entrèrent dans la place par les portes Romaine et de San Pietro d'Arena, accompagnés et suivis de quelques centaines de paysans insurgés qu'un petit nombre de mécontents génois accueillirent de leurs acclamations.

Presqu'au même moment le général Gazan à la tête de 6,000 hommes valides ou prétendus tels, partait à pied tambour battant et drapeaux déployés, mais sans artillerie, pour se rendre à Voltri. Déjà les généraux Poinsot, Vouillemont et Brun avaient réuni sur la place de l'Acqua-Verde environ 2,200 hommes des dépôts pour être embarqués, mais les bâtiments n'étant pas encore prêts, ils y bivouaquèrent. Massena monta avec son état-major sur les corsaires français qui devaient le conduire à Antibes, et fut salué à son passage par la flotte anglo-napolitaine.

La présence des Autrichiens toutefois encouragea les meneurs génois; des groupes nombreux se ruèrent contre les arbres de la liberté, et parcoururent la ville en proférant des cris de mort contre les Français et leurs partisans. Déjà un ancien capitaine de la garde nationale avait été immolé au pied de l'arbre planté sur la place dell' Arco. Heureusement les patrouilles autrichiennes

dispersèrent ces furieux et étouffèrent ainsi l'émeute à son origine.

Pendant que le général Gazan s'acheminait vers Voltri avec la partie valide de l'aile droite et que le comte Hohenzollern prenait possession de Gênes, le corps de blocus se disloquait. Le général Gottesheim avec sa brigade se mettait en marche sur Plaisance par Bobbio, après avoir jeté un bataillon dans le fort de Sainte-Marie, sur la côte du Levant; la division Vogelsang se dirigeait sur Tortone, par la Bocchetta, et le général Ott se disposait à le suivre le lendemain avec la division Schelenberg, forte de 11 bataillons.

Ces dispositions déjà trop tardives ne pouvaient obtenir le résultat qu'en attendait le baron Melas. Bonaparte venait de se rendre maître de Milan. Lannes s'était emparé d'un parc de 60 bouches à feu à Pavie, et Duhesme, à la tête de 2 divisions, avait pris possession de Lodi, Crema, Orci Novi et Pizzighittone, où se trouvaient des magasins plus ou moins considérables. Les corps épars de l'armée impériale étaient poursuivis dans toutes les directions, et 30 à 32,000 Républicains se disposaient à passer le Pô, entre Parme et Plaisance.

Aux termes de la convention, les vivres devaient être fournis par les alliés aux troupes françaises se rendant par mer à Antibes. Néanmoins, trente-six heures s'étaient écoulées depuis la reddition de la place, sans qu'on eût songé à leur en délivrer. Le général Miollis avait fait sans succès les plus vives instances auprès de lord Keith et du comte Hohenzollern. Le premier répondit avec politesse que cela ne le regardait pas, et le second assurait avoir donné des ordres pour que la distribution eût lieu. Miollis aurait peut-être pris patience,

mais quand il apprit que 7 soldats et 97 malades étaient morts de faim depuis la veille, l'indignation et la colère le saisirent, et faisant prendre les armes à tous les éclopés et aux convalescents, il envoya déclarer par un officier au comte Hohenzollern, qu'avec des baïonnettes il saurait bien trouver du pain. Ce cri de désespoir triompha du mauvais vouloir du général autrichien, et la demi-ration de pain et de riz fut délivrée à l'instant à ces invalides affamés. Dans la nuit, 900 de ces malheureux furent embarqués, mais 1,100 furent obligés d'attendre encore plusieurs jours l'arrivée d'autres bâtiments de transport.

Enfin, le 7 la réunion de la droite et du centre eut lieu sur les hauteurs de Finale. Les troupes de Gazan se trouvant par leur faiblesse physique et leur misère hors d'état de reprendre un service actif avant dix à quinze jours, Suchet les cantonna à Albenga, Ceriale, Borghetto, Toirano et la Pietra.

Menard, en marchant sur Garessio et le mont San Bernardo, força le général Elsnitz à effectuer sa retraite sur Ceva par Priero et Monte Zemolo. Les Autrichiens, en arrivant dans cette place, n'avaient plus que 6,200 hommes, dont 544 de cavalerie, non compris la brigade Gorrup réduite à 1,600 hommes, qui n'avaient pu encore être ralliés. Ainsi depuis sa retraite, ce corps avait perdu plus de 9,500 hommes.

Le 8 juin, Rochambeau qui devait primitivement opérer sa jonction avec Menard, se rabattit sur Calissano, afin de gagner Millesimo par Murialto et les redoutes de San Giovanni. La division Mengaud avait ordre de menacer Ceva. En conséquence, la brigade Brunet formant l'avant-garde de la division Rochambeau, se dirigea sur

Murialto et Rocca Vignale, en vue de tourner la gauche de la position de Paroldo, où Suchet croyait trouver l'ennemi; la brigade Solignac aborda de front Monte Zemolo, celle de Jablonowski, Millesimo. La division Clausel, après avoir chassé de Carcare un parti de hussards autrichiens, marcha sur Cairo. La division Mengaud prit position sur les hauteurs de Monbasilio, rive gauche du Tanaro, afin d'intercepter le chemin de Ceva à Mondovi. Le général Menard se rendit à Bagnasco, d'où il poussa un de ses régiments de cavalerie à Nocetto et l'autre en avant de Garessio. Mais toutes ces manœuvres furent inutiles, tant la retraite de l'ennemi avait été précipitée, et on ne le rencontra nulle part.

Le général Ott de son côté, réunit à Casteggio toutes ses forces s'élevant à 26 bataillons, 10 escadrons et 60 bouches à feu.

Suchet rendit compte à Massena le 9 à midi, de ces mouvements. Beaucoup de renseignements lui avaient été donnés sur la marche de l'armée de réserve, mais il ne pouvait accueillir qu'avec circonspection ceux qui ne lui parvenaient pas de sources officielles. On lui disait que Bonaparte occupait Milan et Pavie, qu'une vive canonnade avait été entendue la veille entre Turin et Verceil, que l'ennemi rassemblait près de Plaisance ses équipages et son artillerie pour les embarquer sur le Pô, que le baron Melas se hâtait de concentrer toutes ses forces sous Alexandrie, et enfin que le corps d'Elsnitz se retirait de Ceva dans l'intérieur du Piémont.

Au milieu de nouvelles si diverses, enhardi par le succès qu'il venait d'obtenir, il proposa à Massena de se porter en avant. Son esprit se partageait entre trois idées. Il croyait pouvoir débloquer Gavi en mar-

chant sur cette forteresse avec toutes ses troupes et déterminer par là l'évacuation de Gênes, dont la garnison ne s'élevait pas dans son opinion à plus de 3 à 4,000 hommes. Il pensait aussi qu'on pourrait, après avoir débloqué Gavi, s'avancer par Bobbio sur Plaisance et y enlever l'artillerie et les bagages des Impériaux gardés par 1,200 hommes au plus. Enfin, si les deux premiers partis ne convenaient pas, il proposait de filer sur Cherasco que les Autrichiens avaient évacué après avoir encloué leur artillerie; on manœuvrerait sur leurs derrières suivant les circonstances et l'on vivrait dans un pays moins épuisé, point d'autant plus essentiel que les troupes de Gazan avaient déjà dévoré les faibles approvisionnements de la partie active de l'armée.

En attendant les ordres du général en chef, Suchet fit exécuter une reconnaissance sur Savona par l'adjudant général Verlé. Celui-ci poussa l'ennemi dans la soirée jusqu'au faubourg, à l'entrée duquel il fusilla peu de temps et dont il ramena quelques prisonniers, ce qui détermina le lieutenant général à se porter devant cette ville avec la division Rochambeau.

A son débarquement à Antibes, le premier soin de Massena avait été de rassembler des subsistances; mais le pays étant déjà épuisé par les réquisitions de Suchet, tous ses efforts ne lui procurèrent pas au delà de 2,000 charges de blé, autant de légumes et 100,000 pintes de vin. Dans cette pénurie il eut encore recours à Saint-Hilaire, et mit d'abord un embargo général sur les navires génois dans les ports français de la Méditerranée. Le capitaine Sibille requit tous les marins et les embarcations nécessaires pour convoyer dans la rivière

du Ponant les approvisionnements que ces mesures rendaient disponibles. Néanmoins comme on s'aperçut que l'état de nos affaires dans cette partie aurait donné à l'embargo un résultat contraire à celui qu'on en attendait, Massena n'hésita pas à modifier son premier arrêté et permit aux navires de se rendre dans le Ponant jusqu'à hauteur d'Albissola. Les besoins de l'armée étaient extrêmes, et la misère de la population était telle qu'il devenait impossible de procurer le moindre soulagement à l'une, sans réduire l'autre au désespoir; aussi pour obtenir les faibles approvisionnements nécessaires au succès de la marche offensive qu'il méditait, se vit-il contraint de frapper un emprunt forcé de 600,000 fr. sur les juridictions de Finale, d'Albenga, de Porto-Maurizio et de San Remo. La détresse de ces contrées hérissa de difficultés l'affaire qui ne put se terminer même en employant la force, car à Porto Maurizio, les autorités se laissèrent emprisonner. Le 9 juin, Massena se rendit à Finale, où la dépêche de Suchet lui parvint.

Le général en chef, après l'avoir félicité sur ses succès, lui démontra l'inconvénient de ses vues et le danger d'une marche en avant dans un pays de plaine sans artillerie ni cavalerie, lorsque d'ailleurs on n'y trouverait ni subsistances ni moyens de transport; il l'engagea donc à cantonner la division Rochambeau entre Dego et la Bocchetta di Cairo, la cavalerie de Quesnel à Piana, et le 12e de dragons, avec deux pièces, dans la plaine de Cairo; la division Menard à Cossaria, Altare et Millesimo, et les troupes de Gazan à Dego et en avant de la Piana.

Tandis que ces mouvements s'exécutaient, Suchet

comme nous venons de le dire, descendait avec la division Rochambeau sur Savona, et après avoir essuyé une fusillade de quatre heures et quelques coups de canon de la citadelle, s'établissait sur la hauteur des Capucins, en face et à peu de distance des portes de la ville. Durant la nuit il fit élever des épaulements à demi-portée pour y placer des pièces. Le lendemain Rochambeau ayant enfoncé les portes à coups de canon, pénétra dans la ville, que les Autrichiens évacuèrent aussitôt pour se réfugier dans la citadelle qui fut sommée. Sur la réponse négative du commandant, Suchet la fit bloquer par une brigade sous les ordres du général Michaud, et se rendit à Cairo.

Sur ces entrefaites, il reçut du Premier Consul une dépêche datée de Milan, 8 juin, qui donnait enfin des renseignements précis sur la marche de l'armée de réserve. « Si le corps de Massena vous a rejoint, » ajoutait Bonaparte, vous devez être fort; je vais » me mettre à la poursuite de l'ennemi qui a le » projet de se réunir sous Alexandrie. Il est possible » que lorsque j'arriverai il ne soit pas en mesure, et » qu'il recule, soit du côté de Turin, soit du côté de la » rivière de Gênes. Il est difficile que je vous donne des » instructions positives, parce que je ne connais pas » vos forces, ni ce qui est arrivé ; mais votre but doit » être celui-ci : Tenir en échec un corps égal au vôtre. » Lorsque vous aurez la tête sur Ceva, vous aurez » indirectement par les habitants du pays des nouvelles » de l'armée, ce qui vous mettra à même de manœu- » vrer pour la rejoindre. »

Cette dépêche, qui parvint le 12 juin à Suchet, fut transmise immédiatement par lui au général en chef.

L'armée se trouvait bien dans les conditions dont parlait le Premier Consul, mais elle ne pouvait marcher en avant sans s'exposer aux plus grands désastres. Massena expliqua à Bonaparte les motifs de son inaction; comment dans cet état de dénûment et de faiblesse oser descendre dans la plaine? comment y tenir tête à l'ennemi?

Aussi lui écrivit-il de Finale, le 13 juin : « Si à » mon arrivée ici j'avais trouvé quelques pièces d'ar» tillerie et des munitions, je me serais mis de suite » en marche, mais ma position est plus difficile qu'elle » ne l'a jamais été : je manque de tout, absolument de » tout.

» Je compte avoir dans 7 ou 8 jours le peu d'artille» rie et de munitions qui me sont indispensablement » nécessaires, et alors je marcherai sur Aqui pour me » réunir à vous le plus tôt possible. J'aurai de 10 à » 11,000 hommes d'infanterie. Le général Suchet, en » suivant le mouvement rétrograde de l'ennemi qui » abandonnait Nice, lui a fait de 5 à 6,000 prisonniers. » J'occupe en ce moment les hauteurs de Savona, Mon» tenotte, Carcare et Dego. »

Cependant, l'armée de réserve avait continué ses opérations. Bergame et Brescia étaient tombées en son pouvoir; une brigade bloquait le château de Milan; dès le 8 l'avant-garde, sous Lannes, avait passé le Pô; mais une crue subite du fleuve ayant retenu trois divisions d'infanterie et presque toute la cavalerie sur la rive gauche, elle marcha seule sur Voghera; en même temps Murat se porta vers Stradella et Loison sur Plaisance, dont il devait bloquer le château. Le 10 juin, Lannes tomba à Casteggio au milieu de 26 bataillons

et 10 escadrons que le baron Ott venait d'y réunir. Ce général supposant que cette poignée d'hommes couvrait la marche du gros de l'armée de réserve sur Mantoue, au lieu de continuer sa route sur Alexandrie, crut pouvoir l'écraser et se rabattre sur Plaisance, mais le combat engagé par Lannes et soutenu par Victor lui coûta environ 4,500 hommes et 5 bouches à feu. Il eut pour résultat de nous ouvrir les portes de Tortone, de permettre à Bonaparte de faire passer à ses corps le Pô à Pavie et à Plaisance, et de favoriser le rassemblement de presque toutes les forces de l'armée de réserve sur les deux rives de la Scrivia.

Ainsi par ses hésitations et ses fausses mesures, le baron Melas ne put réunir sous Alexandrie au moment décisif que les restes des quatre grands corps de Kaim, de Haddik, d'Elsnitz et de Ott, battus en diverses rencontres et déjà découragés. Le 5, celui de Vukassowich réfugié dans Mantoue, ne pouvait prendre part à la bataille, et des 100,000 hommes disponibles un mois auparavant, à peine lui en resta-t-il le lendemain 32,000, dont 8,000 de cavalerie, à mettre en action.

On voit par là que la capitulation de Gênes ne fut pas moins avantageuse à Bonaparte que son opiniâtre défense. En effet, Massena retint jusqu'au 5 devant cette place un corps de 24,000 hommes dont la coopération avec les corps de Kaim et de Haddik aurait balancé sur le Tessin ou le Pô les destinées de l'armée de réserve, et en signant cette capitulation le 4, il affaiblit le corps du baron Ott de 8,500 hommes affectés aux garnisons de Gênes et de Savona, renfort qui lui aurait été si nécessaire le 10 à Casteggio pour repousser les attaques de Lannes et de Victor, et surtout quelques jours

plus tard à Marengo où ils auraient peut-être fait pencher la balance du côté de Melas.

Au milieu de ces événements dont il était si difficile encore à Gênes de prévoir l'issue, l'embarquement des 1,100 convalescents et invalides restés dans la place après le départ du premier convoi éprouva de grandes difficultés; le général Miollis malgré ses instances auprès des généraux alliés, n'en avait obtenu que des promesses dilatoires. Il fallait, disaient-ils, attendre des bâtiments de transport de Livourne. Miollis prit patience jusqu'au 10 juin, mais enfin ne sachant comment interpréter une telle lenteur, il laissa percer dans ses réclamations une vivacité opposée à ses habitudes de modération et de politesse, et mit en œuvre les faibles moyens qui étaient en son pouvoir pour contrarier à son tour les Autrichiens. Les succès de l'armée de réserve et de la marche de Suchet ayant transpiré dans Gênes, ce fut pour lui l'occasion d'une série d'ordres du jour où le malicieux général n'épargnait pas les Impériaux. La lecture aux troupes de chaque ordre donnait lieu à des concerts improvisés, autour desquels des airs tour à tour patriotiques, guerriers, ou narquois rassemblaient la foule de nos partisans et semblaient leur rendre l'espoir. Moins inquiet qu'humilié de ces démonstrations, le comte Hohenzollern fit témoigner à Miollis son désir de voir cesser ces manifestations, sous prétexte qu'elles tendaient à troubler la tranquillité. Mais Miollis ne vit dans cette invitation qu'une prétention à limiter ses rapports avec ses troupes, et répondit qu'il n'avait d'ordres à recevoir de personne à ce sujet.

Quoique l'heure de l'embarquement approchât et que la troupe eût reçu depuis le 7 la demi-ration de

pain et de riz, une quarantaine d'hommes perdirent patience et se laissèrent embaucher par un officier autrichien. Le général Poinsot s'en étant aperçu, courut arracher l'un d'eux des mains de l'embaucheur, et Miollis se plaignit avec force de cet acte de déloyauté au Comte, qui promit de rendre les déserteurs et de punir l'officier coupable.

Enfin le 12 juin au soir le dernier convoi d'invalides mettait à la voile pour Antibes, grossi de quelques-uns de nos partisans qui fuyaient la persécution. A peine les bâtiments avaient-ils levé l'ancre que la réaction commença : un de nos partisans tomba sous le plomb meurtrier d'un assassinat juridique dans le faubourg San Pietro d'Arena. Une trentaine d'autres furent arrêtés, et plus de 80 coururent chercher un refuge dans l'hôtel où logeait le général Miollis. Celui-ci se rendit le lendemain matin, accompagné de l'adjudant général Andrieux, chez le comte Hohenzollern auquel il réclama la stricte exécution de l'article VII de la convention en faveur de ces hommes opprimés, le renvoi des soldats embauchés, et enfin la remise de l'adjudant de place ligurien qui avait favorisé à prix d'argent l'évasion de quelques prévenus au nombre desquels se trouvait le sous-traitant Flachat. Le comte se montra disposé à donner satisfaction au général français sur les deux derniers points, mais il la refusa sur le premier. Miollis eut beau invoquer l'exécution de la convention, la foi jurée, le droit des gens; le général autrichien, sous l'empire du transfuge Assarreto qui lui soufflait toutes ses réponses, resta sourd à ces justes réclamations.

Miollis se retira indigné et résolu à périr ou à sauver tous les malheureux que leur attachement pour nous

vouait à un supplice certain. A peine était-il de retour à son hôtel qu'un officier autrichien lui apporta de la part du comte une missive qu'il refusa. Une seconde lettre ne fut pas mieux accueillie. Le porteur lui déclara alors que le général venait de faire élargir les personnes arrêtées, et lui donna communication du jugement dont il *garantissait* la régularité, en vertu duquel notre partisan avait été fusillé la nuit du 12, au faubourg San-Pietro-d'Arena. Il ajouta qu'il s'engageait à remettre l'adjudant de place réclamé et à remplacer les 40 hommes embauchés par autant de prisonniers.

L'amiral Keith n'éleva pas moins de chicanes sur l'exécution de l'article VIII de la convention, mais la fermeté de Miollis l'obligea à fournir le nombre de bâtiments nécessaires pour le transport de 400 personnes de tout âge et de tout sexe compromises pour opinion politique. Miollis s'embarqua le dernier et mit à la voile pour le golfe Juan, où il mouilla le 18 dans la nuit.

La tardive satisfaction qui lui avait été accordée par le comte Hohenzollern lui laissant des doutes fâcheux sur sa loyauté, il prit congé de lui par le billet suivant : « Prince, j'ai attendu jusqu'à mon départ l'explication » que je vous ai demandée sur la mort de l'infortuné » Brusco, fusillé à San-Pietro-d'Arena d'après vos or- » dres, mais personne ne m'a cité un fait qui prouvât » qu'il eût cessé d'être compris dans l'article VII de » notre convention. Je pars donc convaincu qu'il n'y a » aucun traité, aucune convention, aucune promesse » sur lesquels on puisse compter avec vous. » (Voy. *Pièces justificatives, n°* XV.)

Il se passait pendant ce temps-là des événements qui allaient totalement changer la face des choses, non-

seulement à Gênes, mais encore dans toute l'Italie.

Nous avons laissé l'armée de réserve, après la défaite de Ott à Casteggio, passant le Pô le 12 et se réunissant sur les deux rives de la Scrivia. Au même moment le baron Melas concentrait sous Alexandrie tout ce qu'il avait pu réunir de troupes et s'apprêtait à livrer une bataille décisive, jouant ainsi dans une journée les dernières chances qui lui restaient pour relever les armes autrichiennes en Italie.

Le 13 juin, les deux armées se choquaient dans la plaine de Marengo, où après une journée semée de nombreuses alternatives de succès et de revers, les Impériaux étaient complétement battus.

Le lendemain se signait la convention d'Alexandrie, par laquelle l'armée autrichienne évacuait sur-le-champ la République de Gênes et le Piémont, nous cédait le duché de Parme avec toute la Lombardie, et se retirait derrière le Mincio.

Le 16 juin, Berthier notifia cette convention au général en chef de l'armée d'Italie par une dépêche où il lui donnait l'espoir de la prochaine réunion des deux armées. En attendant les Autrichiens devaient lui remettre les places de Coni, Ceva, Savona et Gênes, et carte blanche lui était laissée sur les positions à prendre. Berthier remarquait que la convention ne faisant aucune mention des Anglais, il avait le droit d'être rigoureux à leur égard. Massena présumant que lord Keith la regarderait comme non avenue et s'opposerait par le fer et le feu à la remise de Gênes, suivant l'usage particulier aux Anglais, qui détruisent ce qu'ils ne peuvent garder, dépêcha le chef de brigade du génie Marès à Suchet pour l'engager à presser le général autrichien

de rendre la place, avant le terme de rigueur fixé par la convention. En conséquence Suchet se mit en marche le 17 au matin avec 2 divisions, traversa rapidement les postes autrichiens de Voltaggio, Carozzio et la Bocchetta où il laissa une de ses divisions, et vint s'établir avec l'autre, le 19 dans la matinée, à Campo-Marone.

La célérité de sa marche étonna beaucoup Hohenzollern qui le fit prier par un aide de camp de rester à Voltaggio, mais Suchet n'en poursuivit pas moins sa route. Arrivé à Campo-Marone, il chargea l'adjudant général Préval, son chef d'état-major, et le chef de brigade Marès de se rendre à Gênes auprès du Comte, pour s'entendre sur l'époque et le mode d'évacuation de la place.

Jamais événement inattendu ne produisit une impression plus profonde que celle que fit sur la garnison de Gênes la nouvelle de la défaite de Melas et de l'armistice d'Alexandrie. A la stupeur succéda la colère : les officiers autrichiens accusèrent hautement le baron Melas de trahison, et les Anglais déclarèrent à qui voulait l'entendre qu'ils garderaient leur conquête envers et contre tous.

Cependant les fondés de pouvoirs de Suchet n'ayant pu franchir, le 19 juin, la ligne des avant-postes, il s'en plaignit au comte Hohenzollern. Ce général répondit : que chargé spécialement par l'Empereur, son maître, du commandement de Gênes et de la forteresse de Savona, il était en droit de ne pas reconnaître la convention insensée de Melas, mais que, ne voulant pas assumer sur sa tête la responsabilité d'une résistance qu'il n'avait pas les moyens de pousser à bonne fin, il donnait sa parole de rendre la place le 24 juin au matin.

Il annonçait en même temps qu'il chargeait M. de Bussy d'entrer en conférence le lendemain avec les commissaires de Suchet, pour déterminer la ligne des avant-postes.

Dans l'ignorance des termes de la convention d'Alexandrie, une chose surtout préoccupait vivement le malheureux gouverneur. Serait-il obligé de déposer les armes à la queue des glacis de l'enceinte extérieure, comme après une capitulation, ou bien ne serait-il tenu qu'à évacuer simplement la place en conservant son artillerie, ses armes et ses bagages? Sur ce point, Suchet s'empressa de rassurer son honorable susceptibilité, en lui donnant ampliation de l'article 10 de la convention portant que : les garnisons des places rendues aux Français sortiraient avec tous les honneurs militaires, et se dirigeraient avec armes et bagages par le plus court chemin sur Mantoue.

Dans la conférence des commissaires, du 20 au matin, on convint que les avant-postes seraient séparés par la Polcevera, de son embouchure au confluent de la Secca, par ce petit torrent et par la Sadicella, jusqu'aux crêtes des montagnes ; que la route de Savona par le littoral serait libre ; qu'avant la remise de Gênes, aucun Français n'y pourrait entrer, sans que le général Suchet n'en eût prévenu le gouverneur ; enfin que, dans le cas où les commissaires impériaux et républicains désignés par la convention d'Alexandrie pour veiller à l'évacuation des places ne seraient pas arrivés le 22 à cinq heures du soir, une nouvelle conférence aurait lieu pour arrêter l'heure et le mode de la prise de possession de Gênes par les Français.

De son côté lord Keith, informé officiellement des

points arrêtés dans cette conférence, se répandit en menaces qui scandalisèrent beaucoup l'état-major autrichien déjà ramené à des sentiments plus pacifiques. « Les Anglais, dit-il, sauront punir tous les traîtres; » ils sont à Gênes, ils y resteront. » Ces paroles imprudentes firent éclater la jalousie des Autrichiens contre leurs alliés. Le comte Hohenzollern ne cacha point son indignation, et pour prévenir l'effet des mauvaises intentions des Anglais, fit garder les portes du port par 2 bataillons.

La rancune du général autrichien contre l'amiral anglais remontait à huit jours. A peine Miollis avait-il quitté Gênes, qu'au mépris de la convention avec Massena, les Anglais avaient enlevé 15 pièces de canon de l'arsenal, et ne cachaient pas l'intention de prendre toutes celles de la ville. Cette prétention contraire aux intérêts de l'Autriche avait amené entre le gouverneur et l'amiral une altercation où le premier avait fini par déclarer qu'il ne violerait pas un traité dans lequel son honneur était engagé, et qu'il saurait le faire respecter.

Néanmoins dans la nuit du 20, lord Keith amarina tous les bâtiments génois à l'ancre dans le port, et annonça, malgré les protestations du comte, qu'il ne s'en dessaisirait que moyennant un payement de 450,000 fr. Les malheureux Génois, n'ayant pu réunir cette somme, se virent enlever leurs derniers bâtiments par cet odieux abus de la force.

Informé de cet événement dans la matinée, Suchet engagea le comte Hohenzollern à s'opposer à la sortie des navires génois. « Deux armées également généreuses permettront-elles, lui écrivit-il, qu'une nation » soit ainsi spoliée? Sans doute, l'alliance des Autri-

» chiens et des Anglais pouvait modérer l'explosion du » mécontentement général, mais il ne devait pas être » moins profond pour cela. Si donc le comte ne voulait » pas s'interposer personnellement en faveur des Génois, » il était de sa dignité de laisser les Français venger » une injure commune aux deux armées, en leur remet- » tant le poste de la Lanterne et celui du Môle. »

Le général autrichien sentit l'aiguillon et se rendit auprès de lord Keith. On ignore ce qui se passa dans leur entrevue, mais on sut positivement que Hohenzollern reçut de lui la promesse de respecter l'armement de la place et les propriétés génoises. Le comte en informa aussitôt Suchet, ajoutant que si lord Keith persistait dans ses prétentions, il opposerait la force à la violence, jaloux du moins d'emporter, dans la triste mission qui lui était confiée, l'estime des Français et la reconnaissance des Génois. Relativement à la demande de la cession anticipée du poste de la Lanterne et de la batterie du Môle, il répondit simplement qu'il s'en tenait à sa première résolution de rendre les forts extérieurs le 23, et la place le 24, avec toute son artillerie et la moitié de ses vivres.

Cependant notre présence devant Gênes, jointe à la mésintelligence bien connue des alliés, entretenait une grande fermentation dans la population de cette ville. Le quartier général français fut bientôt inondé de Génois qui offrirent leurs services et firent valoir leurs titres à notre protection. La régence même installée par les alliés voulut gagner nos bonnes grâces se prévalant des soins qu'elle avait donnés aux 2,000 blessés et convalescents français renfermés encore dans les hôpitaux, et en mettant à notre disposition, à l'insu des Autri

chiens, 40 quintaux de belle farine qui furent d'un grand secours. Suchet n'attacha pas plus d'importance à ces démonstrations qu'elles ne méritaient; il promit au nom de Masséna oubli du passé et respect des personnes et des propriétés, et ordonna sous les peines les plus sévères aux habitants des vallées insurgées de déposer les armes et de rentrer dans leurs foyers.

Cette injonction devenait inutile : le régime autrichien avait produit son effet. Ces paysans si furieux naguère montraient une douceur et un calme qu'on ne pouvait entièrement attribuer à la crainte du nom français.

Le 22 juin, à 5 heures du soir, les commissaires autrichiens et français désignés dans la convention d'Alexandrie n'étant point arrivés, Suchet rappela au gouverneur de Gênes sa promesse. Les chefs de brigade Préval et Marès et M. de Bussy se réunirent dans la soirée et signèrent une autre convention portant que les forts extérieurs de la place seraient occupés par les troupes françaises le lendemain, à 3 heures du soir; que le 24, à 4 heures du matin, la garnison autrichienne évacuerait Gênes. Il fut convenu en outre que tous les malades autrichiens non transportables seraient traités dans les hôpitaux comme les Français, que la flottille alliée resterait dans le port jusqu'au moment où les vents lui permettraient de mettre à la voile et qu'elle serait considérée comme neutre jusqu'à hauteur de Livourne.

A peine cette convention fut-elle signée et approuvée, que les Anglais tentèrent d'en empêcher l'exécution. Ils répandirent publiquement de l'argent et distribuèrent sous main des imprimés dans lesquels ils

promettaient des vivres en abondance à ceux qui concourraient avec eux à la défense de la place, mais ils échouèrent complétement. Dès le matin même, Suchet autorisa, par un ordre du jour publié dans les deux langues, tous les bâtiments marchands, même ceux des puissances en guerre avec la France, à entrer en franchise dans les ports de la rivière de Gênes jusqu'au 10 juillet, et passé cette époque leur accorda la libre sortie.

Voyant ses manœuvres ainsi déjouées, lord Keith essaya de soulever les troupes autrichiennes contre leur général. Un conciliabule fut tenu pendant la nuit entre plusieurs officiers supérieurs autrichiens, le ministre anglais, le duc d'Aoste, Assaretto, Willot et les chefs polceverans. Après une longue discussion sur les moyens à prendre pour s'emparer des forts sans compromettre trop ouvertement les Impériaux, on se sépara sans avoir rien conclu. Cependant, un certain nombre d'officiers autrichiens vinrent représenter au gouverneur que le baron Melas n'avait pas le droit de livrer une place conquise par l'armée impériale pour leur souverain et l'engagèrent à la défendre, mais il les congédia durement comme des insubordonnés, et sa fermeté imposa aux malveillants. Le duc d'Aoste, Willot et Assaretto décampèrent; les Anglais, abandonnés à eux-mêmes, sortirent du port, forcés de respecter l'artillerie objet de leur convoitise, mais s'en dédommagèrent en capturant les bâtiments chargés de grains de toutes les nations qui s'y trouvaient, de peur, dirent-ils, ajoutant l'ironie à la spoliation, qu'ils ne fussent traités par les Français comme ennemis.

Enfin on nous remit les forts à l'heure convenue, et

bon état et pourvus de leur artillerie, augmentée même de quelques pièces. Les troupes autrichiennes, y compris la garnison de Savona, avaient été rassemblées dans la nuit sur la place dell' Acqua Verde. L'adjudant général Préval se tint près d'elles pour prévenir les insultes que quelques partisans de la France paraissaient disposés à leur adresser en forme d'adieux. A 4 heures du matin, le 24, Suchet, avec son état-major, entra dans la place. Le gouverneur vint à sa rencontre et lui dit avec l'expression de la tristesse : « Je » cède à regret à des ordres supérieurs, car mon plus » vif désir était de suivre avec ces braves troupes » l'exemple de votre illustre général. » Il pria ensuite Suchet d'assister à leur départ. Les troupes, formant trois brigades d'environ 8,500 hommes d'une tenue parfaite, se mirent en marche, tambour battant, précédées de leur artillerie. On ne leur rendit pas les honneurs militaires, car le comte Hohenzollern, par une réserve de bon goût, les avait formellement refusés. Un officier d'état-major français accompagna cette colonne pour lui faire fournir les vivres et les moyens de transport dans tous les gîtes de passage, l'enlèvement par les Anglais des bâtiments chargés de subsistances ayant privé les Impériaux de toutes ressources, et pas un soldat n'ayant une ration de pain ou de biscuit sur son sac.

Nos troupes entrèrent à Gênes dans le plus grand ordre, immédiatement après le départ des Autrichiens : la joie rayonnait sur les visages et l'entrée dans le port de deux gros navires chargés de grains compléta le bonheur de cette journée.

Pendant ce retour de fortune, Massena ayant appris par les rapports de ses patrouilles que l'armée de réserve

avait son quartier général à Bosco, s'empressa d'expédier au Premier Consul l'adjudant général Reille, pour lui rendre compte de la force de l'armée d'Italie et des positions qu'elle occupait. Elle consistait alors en 5 divisions, dont deux commandées par Suchet devant Gênes et Savona, deux sous Massena aux environs de Dego et du Cairo, et la 5e sous Garnier à Nice. Cette dernière se composait d'environ 4,000 hommes à réformer, car la plupart étaient écloppés ou convalescents, en sorte que la partie active de l'armée, sauf la division Turreau, ne dépassait pas 14,000 hommes, toutes armes comprises. Son matériel d'artillerie n'avait pu être encore augmenté, et ne consistait qu'en cinq pièces de montagne, dont deux employées au corps de blocus de Savona. Nonobstant cet état de dénûment et de faiblesse, Massena résolut de se mettre en marche pour Aqui, et le lendemin 18 juin, il rencontra Berthier à Torre di Garofoldo, où ils s'embrassèrent. C'est là que fut opérée la jonction des armées d'Italie et de réserve.

CHAPITRE VI.

Bonaparte appelle Massena à Milan. — Première conférence. — Leurs vues relatives à l'administration des pays reconquis. — Seconde conférence. — Bonaparte décide Massena à accepter le commandement. — Installation des gouvernements cisalpin et piémontais. — Mesures prises par le Premier Consul avant son départ pour Paris. — Proclamation de Massena aux troupes. — Situation de l'armée. — Sa réorganisation. — Partage du matériel d'artillerie et des approvisionnements des places cédées par la Convention d'Alexandrie. — Proposition de Melas à Massena touchant les approvisionnements. — Elle est refusée, faute de fonds. — Embarras financiers de Massena. — Conflit avec le ministre de la République cisalpine. — Manœuvre des spéculateurs qui menace d'affamer l'Italie. — Défense d'exportation de grains. — Les 7e, 8e et 19e divisions militaires distraites du commandement de Massena. — Mesures semblables pour Génève, le Valais et les Grisons. — Le mécontentement de l'armée augmente avec la misère. — Discussion financière avec la Commission du gouvernement du Piémont. — Situation politique et financière de l'État de Gênes. — Prise de possession du duché de Lucques : on lui impose une forte contribution. — Massena réclame itérativement des secours du Premier Consul ; il reçoit communication de l'armistice de Parsdorf. — Discussion relative à la ligne de démarcation des deux armées dans le Ferrarais.

Le coup de tonnerre qui termina la courte campagne de l'armée de réserve changea les destinées de l'Italie. Bonaparte, simple général de la République, n'aurait peut-être pas conclu la convention d'Alexandrie, il aurait voulu chasser définitivement les Autrichiens de cette belle contrée et il y serait probablement parvenu, tant avait été complète la victoire de Marengo! mais Bonaparte, premier consul, avait d'autres vues, d'autres devoirs. La situation de la France appelait toute la sol-

licitude de son premier magistrat. Il fallait surveiller les factions qui profitaient de son éloignement pour renouer leurs trames; il fallait rétablir les finances, se créer de nouvelles ressources pour continuer la lutte si l'Empereur persistait à ne point se détacher de l'alliance anglaise, faire enfin tourner au profit de son gouvernement l'ascendant irrésistible qu'exerçait sur la nation son épée victorieuse. A peine la convention fut-elle signée, qu'après avoir jeté les bases du gouvernement des contrées replacées sous notre influence, il songea à quitter l'Italie.

A vrai dire, la paix n'était rien moins qu'assurée; le Conseil aulique approuverait-il la précipitation du baron Melas? A supposer même que, pour gagner du temps, il ne se montrât pas trop éloigné de la paix, comment pourrait-on l'y contraindre, si l'armée n'était pas prête à rentrer en campagne sous le commandement d'un chef investi de la confiance générale et digne de remplacer Bonaparte? Parmi tous les généraux de l'armée de réserve, aucun ne paraissait propre à remplir ce poste important. Berthier, sous le vain titre de général en chef, était à peine un chef d'état-major pour le Premier Consul; son rôle était plutôt celui d'un secrétaire soumis et ponctuel dont le dévouement et l'abnégation excluaient les qualités supérieures requises pour un grand commandement. Ni l'héroïque valeur qui venait d'illustrer le nom de Lannes à Montebello, ni la fougue de Murat, brillant général d'avant-garde, ne constituaient des titres suffisants. Si Desaix n'avait pas trouvé sur le champ de bataille une mort glorieuse, c'est probablement sur lui que se fût arrêté le choix de Bonaparte. A son défaut, le défenseur de Gênes était seul

capable de suppléer le vainqueur de Marengo, et un rapprochement entre eux devint nécessaire. Massena fut appelé au quartier général du Premier Consul : il arriva à Milan le 21 juin. Bonaparte le reçut avec effusion et le complimenta dans les termes les plus flatteurs sur la part qu'il avait prise aux derniers événements. « Jamais, disait-il, plus signalé service n'avait été rendu à la France, puisque sans la défense de Gênes, il n'y aurait pas eu de victoire possible à Marengo; quant à lui, il en garderait un souvenir éternel, et pour s'acquitter dignement envers Massena, il croyait faire peu en lui confiant le commandement de l'armée de réserve, qui serait fondue dans celle d'Italie; la guerre n'était pas finie : à l'expiration de l'armistice, elle recommencerait indubitablement; alors après avoir culbuté l'ennemi sur l'Adige, Massena recommencerait la campagne de 1797 et porterait la terreur jusqu'aux portes de Vienne, tandis que Moreau s'avancerait par la vallée du Danube au cœur des États héréditaires. Le Premier Consul veillerait de Paris à ce que rien ne gênât les mouvements des armées. Celle d'Italie n'aurait plus à guerroyer sur des rochers stériles : pourvue sur les lieux de ressources désormais assurées, elle ne se verrait pas entravée dans ses opérations par ces embarras administratifs qui paralysent trop souvent les généraux. Un ministre investi de la confiance du Premier Consul déchargerait Massena de ces soins, ainsi que de l'odieux des mesures fiscales qui, bien qu'imposées par la nécessité, n'en provoquent pas moins la haine des populations. »

Massena, venu à cette conférence avec le dessein bien arrêté de se plaindre à Bonaparte de l'abandon où on

l'avait laissé, sentit expirer son ressentiment devant cet accueil amical. Cet homme extraordinaire exerçait sur ses compagnons d'armes une sorte de fascination à laquelle personne n'échappait. Séduit par le vaste champ de gloire que le Premier Consul ouvrait devant lui, Massena n'attacha pas d'abord grande importance aux dernières paroles de son illustre interlocuteur; le ministre en question ne lui parut qu'un ordonnateur choisi de main de maître et d'une habileté supérieure: sa pensée n'alla pas au delà. Il répondit qu'il accepterait le commandement de l'armée à condition que les mesures les plus efficaces seraient prises pour assurer les services et la solde, que l'on disait fort arriérée. « L'expérience du passé, ajoutait-il, le mettait en garde contre l'avenir; les résultats ne répondaient pas toujours aux intentions. Le Premier Consul ne devait donc point s'étonner si, avant de se charger d'un si lourd fardeau, il examinait soigneusement le fond des choses. »

Bonaparte ne parut point surpris de cette hésitation; il la trouva même raisonnable. Il rassura Massena, lui promit que le gouvernement qu'il allait établir dans la Cisalpine, le Piémont et la Ligurie, dirigé par des hommes habiles et bien intentionnés serait combiné de manière à mettre à la disposition de l'armée toutes les ressources nécessaires; que si celles du pays se trouvaient insuffisantes, le trésor français fournirait l'appoint. Au reste, Bonaparte en terminant, invita Massena à lui exposer ses vues sur le système politique et administratif qu'il conviendrait d'appliquer à l'Italie.

Celui-ci déféra au désir du Premier Consul, et partant de ce principe que les affaires politiques doivent être séparées des affaires administratives, il proposa de créer

dans la République cisalpine, le Piémont et la Ligurie des commissaires spécialement chargés d'organiser l'ordre judiciaire et les autres autorités constituées. Quant à la partie financière, puisque les contributions de ces États devaient être appliquées jusqu'à concurrence d'une somme déterminée pour les besoins de l'armée française, il était indispensable que la levée des contributions fût confiée à des agents français, sous la direction d'un administrateur qu'on appellerait, si on le désirait, ministre, mais qui serait établi au grand quartier général, recevrait les ordres du général en chef, se concerterait avec lui sur toutes les mesures à prendre, et une fois arrêtées, les exécuterait sous sa responsabilité personnelle. On ne changerait rien à l'ordre actuel des caisses publiques, seulement on en créerait une extraordinaire près du ministre pour recevoir la portion des contributions affectée aux besoins de l'armée. L'argent en sortirait pour entrer dans la caisse militaire sur les mandats du ministre et d'après un ordre écrit et signé par le général en chef. Enfin, ce dernier devait seul être investi du droit de frapper les contributions et les réquisitions extraordinaires.

Ce qui déterminait Massena à insister vivement sur cette prépondérance du pouvoir militaire, c'est qu'il avait encore présentes à la pensée les prédictions faites par Joubert au Directoire, quand il refusa le commandement de l'armée d'Italie pour ne pas être soumis au commissaire civil Amelot; qu'il se rappelait les disgrâces essuyées par Saint-Cyr à l'armée de Rome et par Championnet à celle de Naples, pour n'avoir pas voulu subir le joug honteux des commissaires Faypoult et Florent, et surtout parce qu'on avait attribué tous les mal-

heurs de la campagne de 1799 à la faiblesse de Scherer qui s'était incliné devant les commissaires du Directoire et avait accepté les conditions déplorables qu'ils lui avaient faites.

Ce système était loin de s'accorder avec les vues du Premier Consul qui déjà, par un arrêté du 17 juin, avait déterminé les attributions du ministre extraordinaire près la Cisalpine. Par cet arrêté, dont Massena n'eut connaissance que dans la matinée du 23, le ministre était exclusivement chargé de toutes les relations avec le gouvernement provisoire de la République cisalpine et de la perception de tous les fonds provenant soit des contributions, soit de la vente des biens appartenant aux puissances en guerre avec la France. Ces fonds, versés dans une caisse établie près de lui, n'en devaient sortir que par ses ordres et au fur et à mesure des besoins de l'armée.

En apprenant ces dispositions, Massena écrivit au Premier Consul pour lui en exposer tous les inconvénients. Si le général en chef n'est pas en communication directe avec le gouvernement local, quelle sera l'attitude de l'autorité militaire dans les conflits journaliers que suscitent les questions de police et de sûreté? Cette autorité réduite à un rôle tout passif, ne sera-t-elle pas dépouillée du prestige indispensable à l'existence même de l'État? Le droit attribué au ministre de presser seul la rentrée des contributions n'entraînait pas de moindres inconvénients, puisque l'emploi de la force serait souvent nécessaire et que le ministre n'en aurait pas la disposition. Enfin, si les fonds ne sortaient de la caisse extraordinaire que par ordre du ministre, toute la marche de l'administration n'était-elle pas exclusive-

ment soumise à sa volonté? que devenait alors l'autorité du général en chef?

Ces observations, dont la justesse ne saurait être contestée, nécessitèrent une seconde entrevue entre le Premier Consul et Massena, qui y arriva avec la ferme intention de refuser le commandement s'il ne l'obtenait pas avec toutes ses prérogatives; et comme s'il eût craint de se laisser séduire par la magique influence du Premier Consul, il rédigea une série de 23 questions à lui soumettre.

— Si les fonds que la Cisalpine, la Ligurie et le Piémont doivent verser pour l'entretien de l'armée ne rentrent pas, dit-il, il faudra bien frapper des contributions. Si j'ai le ministre sous la main, cela ne souffrira pas de difficultés, mais si les affaires m'entraînent loin de Milan, comment ferai-je, ne devant prendre aucune décision à cet égard sans avoir prévenu le ministre?

A cela Bonaparte repartit qu'il ne devait avoir aucune inquiétude, puisque les inconvénients qu'il prévoyait ne se présenteraient pas. Les fonds mensuels étaient assurés; au reste il pouvait toujours, dans les cas pressants, frapper des contributions, sauf à les faire approuver par le ministre qui n'y manquerait jamais, puisqu'il n'était institué que pour sauver les apparences et donner le change aux Italiens par un simulacre d'indépendance.

— Comment s'effectuera, reprit Massena, la remonte de l'artillerie et de la cavalerie? Sera-ce en Italie où l'espèce chevaline est épuisée par les ravages de la guerre, ou bien en France où rien n'a été prévu pour cela et d'où les remontes ne pourraient d'ailleurs arriver avant la reprise des hostilités? — Les chevaux ne

manqueront pas, répondit Bonaparte, il en existe encore assez dans le Modénais et dans les États du pape, et il sera facile de s'en procurer avec des marchés. — Oui, repliqua Massena, mais comment en passer sans argent? — De l'argent! vous en aurez dans peu suffisamment pour vous procurer 5 à 600 chevaux sur place, et je vous en ferai parvenir 12 à 1,500 de France un peu plus tard.

— L'habillement des troupes est dans un état de délabrement qui demande de prompts secours. Tant qu'elles resteront en quartiers de rafraîchissement, on pourra patienter; mais si l'on entre en campagne, il faudra 25 à 30,000 capotes, 3,000 manteaux, autant de culottes, 15 à 20,000 habits et 40,000 chapeaux; 150,000 paires de souliers, 6,000 paires de bottes, 60,000 paires de guêtres et 150,000 chemises. Où prendre les étoffes, les cuirs, les toiles, etc., en un mot, comment procéder à la confection de ces objets? — D'abord, reprit vivement Bonaparte, vous exagérez du double les besoins des troupes; je les ai vues habillées beaucoup plus mal qu'elles ne le sont aujourd'hui, et cela ne les empêchait pas de se battre. Vous frapperez des réquisitions dans les grandes villes d'Italie pour obtenir les matières premières et vous formerez ensuite des ateliers avec les ouvriers des corps et les ouvriers civils. En moins de six semaines tout sera prêt.

— Il n'y a d'ambulances que dans le plus petit nombre des divisions, et celles qui existent sont mal attelées et sans instruments de chirurgie. — Le trésor de l'armée de réserve, qui contient plus de 1,500,000 fr., y pourvoira.

— Le matériel de l'artillerie et l'armement de l'infan-

terie exigent de grandes réparations; il nous faut au moins trois équipages de pont, où prendrai-je les fonds nécessaires pour subvenir à ces dépenses et monter un arsenal ou deux? — La caisse de l'armée les soldera.

— Comment payer les dépenses du génie? Vous entendez fortifier la ligne de l'Adda, vous voulez des têtes de pont à Lecco et à Cassano, vous prescrivez de fortifier Pizzighitone; tous ces travaux occasionneront beaucoup de frais. — Vous aurez, dit Bonaparte avec un imperturbable sang-froid, des terrassiers par réquisition dans le pays. Le peu de maçons et d'ouvriers en fer et en bois que vous serez dans le cas d'employer seront payés par le trésor de l'armée, et cela ne montera pas à une centaine de mille francs.

— Il est dû six mois de solde, poursuivit Massena, comment la mettrai-je au courant? — En payant un mois sur les premiers fonds qui rentreront, cela fera prendre patience; d'ailleurs le trésor français viendra au secours de l'armée, jusqu'à concurrence de 2,500,000 fr. par mois.

— Puisque vous entendez que l'armée vive dans les pays reconquis à peu près comme en France, il faut, dit Massena, que le service des vivres soit donné à l'entreprise ou qu'il soit livré aux soins de l'administration locale; mais remarquez que nous n'avons ni fonds, ni crédit pour attirer des munitionnaires, et que d'ailleurs les mouvements de troupes sont trop fréquents, trop inopinés pour qu'on puisse sans danger confier ce service à un entrepreneur ou aux autorités du pays. — J'ai peu de confiance, reprit Bonaparte, dans notre administration militaire. Ses agents gaspillent toutes les ressources et feraient mourir de faim les troupes dans

un pays de Cocagne. Je préfère me servir d'un bon munitionnaire, mais, comme vous le remarquez, vous n'aurez pas de quoi lui faire des avances, il faudra donc charger les autorités locales de la fourniture des subsistances. — Soit, repartit Massena, mais ces autorités à peine installées, sans puissance morale sur leurs administrés, feront-elles des fournitures de pain, de viande en temps utile? J'en doute...—Eh bien! reprit avec humeur le Premier Consul, il sera toujours temps d'en revenir aux commissaires des guerres. « Les pre-» miers moments, ajouta-t-il en terminant, seront diffi-» ciles, mais tout s'arrangera; la gloire ne s'obtient pas » sans peine, l'ordre est une affaire de temps. J'ai besoin » d'un homme fort, je compte sur votre concours. Je ne » vous abandonnerai pas. Tout cela, voyez-vous, n'est » que provisoire. Les hostilités recommenceront bien-» tôt. Melas sera rappelé, alors les embarras cesseront » et la guerre nourrira la guerre. »

Cette dernière réflexion fut décisive sur l'esprit de Massena, et contribua plus à finir ses irrésolutions que les explications peu concluantes du Premier Consul sur les nombreuses questions agitées pendant plus de quatre heures de conférence. Le général resta convaincu des embarras que lui préparait la création de trois ministres investis d'attributions de nature à paralyser le commandement militaire, mais il comprit que cette combinaison était le résultat d'une pensée politique, qui dans les idées de son interlocuteur dominait les autres considérations. Bonaparte voulait avant tout se concilier l'opinion des Italiens que ses exigences fiscales, en 1796 et 1797, avaient exaspérés contre nous. Cette irritation, qui avait aggravé les désastres de la

funeste campagne de 1799, avait eu depuis, son correctif dans les excès commis par les Russes et les Autrichiens. Il s'agissait maintenant d'en effacer jusqu'au souvenir et de montrer aux Italiens que l'avénement du Premier Consul changeait pour eux le caractère de la domination française. Si le général, exécuteur passif des ordres du Directoire, avait été l'instrument d'une politique dont il était le premier à gémir, aujourd'hui chef de la République, il entendait protéger leur indépendance et leur donner la garantie d'un pouvoir fort et respecté. L'occupation militaire leur imposerait des charges, mais elle était indispensable à la défense des nouvelles institutions. Le pays en serait quitte pour un subside modéré, et l'intervention de représentants civils du gouvernement français placés entre l'armée et le pouvoir national, serait une protection efficace contre le retour des maux dont l'Italie avait eu tant à souffrir.

Le Premier Consul sentait d'autant plus la nécessité de ménager les intérêts matériels des Italiens que sa politique froissait les intérêts moraux qui avaient été jusqu'alors les points d'appui de notre influence dans cette contrée. L'organisation nouvelle donnée à la Cisalpine, au Piémont, à la Ligurie, portait trop visiblement l'empreinte du 18 brumaire pour ne pas inquiéter les patriotes italiens sur l'avenir des institutions démocratiques. Bonaparte ne dissimulait pas d'ailleurs ses prédilections pour l'aristocratie; c'était elle qu'il cherchait de préférence à rallier et qu'il appelait aux fonctions du gouvernement. D'une autre part, les desseins du vainqueur de Marengo n'étaient ni assez clairs, ni même assez arrêtés pour rassurer les amis de l'indépendance italienne. Dans son désir de se concilier l'amitié de

l'empereur Paul qui s'intéressait vivement aux malheurs de la maison royale de Savoie, il laissait entrevoir l'intention de rendre à Charles-Emmanuel alors relégué à Florence, la couronne de Piémont, ou de lui assurer dans les arrangements qui régleraient définitivement le sort de l'Italie, des compensations dont la Cisalpine elle-même craignait d'avoir à faire les frais. Le soin particulier avec lequel il évitait de s'expliquer sur le sort réservé au Piémont était fait pour inquiéter et décourager les démocrates amis de la France, et pour rendre aux partisans de l'ancien régime la confiance et l'espoir. Cette situation compliquait singulièrement la tâche du général, qui étant obligé de tirer des ressources du pays pour faire vivre son armée, devait avoir à lutter contre l'inertie des uns et le mauvais vouloir des autres, sans trouver nulle part ni concours ni sympathie.

La dissidence entre le Premier Consul et Massena tenait essentiellement à la différence du point de vue où l'un et l'autre étaient placés. Massena n'envisageait que sa responsabilité, les droits de son commandement et les intérêts de son armée ; Bonaparte se préoccupait avant tout de la question diplomatique et du règlement ultérieur des affaires de l'Europe. Cette dernière et importante considération le déterminait à traiter la Lombardie, le Piémont et la Ligurie comme trois corps politiques distincts, et à les faire régir séparément par des ministres relevant de lui seul, afin de suivre à l'égard de chacun d'eux la marche que les circonstances indiqueraient, tandis que le général en chef aurait voulu confondre sans distinction dans l'unité du gouvernement militaire dont il était investi, toutes les parties du

territoire occupé, en les plaçant sous l'autorité civile d'un seul ministre qui eût été à sa dévotion pour tout ce qui concernait la subsistance et le bien-être de l'armée d'occupation. Le système de Bonaparte, bien que justifié par de hautes considérations, faisait à son successeur dans le commandement de l'armée une position que ne méritait pas un homme tel que Massena; celui-ci de son côté, eut le tort après l'avoir appréciée, de s'y résigner trop facilement.

Le Premier Consul était d'autant plus désireux de remettre le commandement en des mains sûres et fidèles que sa présence à Paris était impérieusement exigée par les circonstances. En quittant la France, comme nous l'avons dit, Bonaparte commettait une imprudence que la victoire, et une victoire éclatante pouvait seule ne pas lui rendre funeste. Il avait laissé derrière lui non-seulement des partis hostiles à la République, mais encore des ambitieux qui redoutaient déjà la forme et l'ascendant du gouvernement consulaire. Malgré l'influence et le dévouement de ses frères, il ne fut pas plutôt parti que des menées de toute sorte s'ourdirent dans l'ombre, n'attendant pour éclater que l'occasion favorable. Les ennemis les plus à craindre de celui qu'on nommait déjà le nouveau César n'étaient pas les Royalistes. Ces derniers étaient trop bien surveillés d'une part, et de l'autre trop affaiblis et trop dispersés pour songer sérieusement à une tentative de restauration. Les ambitieux de l'ancien parti républicain, voilà quels étaient les conspirateurs dangereux.

Fouché, Sieyès et Talleyrand formèrent le noyau d'une combinaison qui eut pour but de renverser Bonaparte, s'il éprouvait en Italie le moindre échec qui

pût diminuer son influence. Carnot, dit-on, quoique cela n'ait jamais été bien prouvé, entra dans le complot par pure conviction républicaine, ce qui fut la cause de la disgrâce dont le frappa par la suite le Premier Consul. L'ex-oratorien Fouché suivant sa duplicité naturelle, laissait les conspirateurs agir à leur aise, se réservant de les faire rigoureusement poursuivre s'ils ne réussissaient pas, et de profiter de leur victoire s'ils triomphaient. L'ancien évêque d'Autun, uni à l'ex-abbé Sieyès, espérait dominer et mener les affaires de la République, en attendant le rétablissement de ce que les gens de naissance appelaient *leurs souverains légitimes*.

Sieyès était humilié de la prépondérance de plus en plus croissante du Premier Consul, et du rôle purement automatique qu'il lui avait laissé. La vanité était le côté faible de ce publiciste. Il se croyait un grand homme politique et ne pouvait imaginer de bonnes conceptions autres que les siennes. A l'ambition il joignait donc dans cette circonstance une sorte de ressentiment. Il fut assez adroit du reste pour se renfermer, suivant sa coutume, dans une attitude impénétrable et ne se compromettre par aucune parole ni aucune démarche équivoque. Une certaine nuance qui plus tard a exercé une influence assez puissante pour renverser une monarchie et en créer une nouvelle, mais qui à cette époque, était presque imperceptible, *les constitutionnels*, voulait pousser le général Lafayette récemment sorti d'Olmutz et rentré en France par une tolérance du Premier Consul, à une sorte de présidence de la République. Lafayette d'ailleurs restait parfaitement étranger à ces intrigues.

Lucien et Joseph Bonaparte étaient constamment en

éveil pour déjouer ces menées, mais ils avaient affaire à des adversaires trop habiles pour se laisser surprendre, et on ne put jamais arriver à la moindre preuve matérielle du complot. On eut cependant un indice assez significatif de son existence, le jour même qu'arriva la nouvelle de la bataille de Marengo. On sait que jusqu'à 3 heures la victoire appartint aux Autrichiens, et que nous ne la ressaisîmes que dans la soirée. Un premier courrier apporta à Paris une dépêche qui annonçait notre défaite. Aussitôt l'explosion eut lieu, les fonds publics haussèrent à la Bourse d'une manière notable, et les ennemis de Bonaparte laissèrent librement éclater leur joie. Elle fut de courte durée, car un second courrier expédié le soir de Marengo, ne tarda pas à faire rentrer dans l'ombre dont elle n'aurait jamais dû sortir, l'expression de sentiments contraires au patriotisme et que l'honneur national, à quelque parti qu'on appartienne, doit toujours réprouver.

Bonaparte, alarmé par le rapport de ses frères, sentit que sa présence à Paris était nécessaire pour étouffer à jamais ces tentatives et ces espérances insensées, et différa son retour le moins possible. Aussi, certain que Massena acceptait le commandement, il installa promptement la commission extraordinaire de gouvernement de la République Cisalpine, sous la présidence de M. de Melzi, ancien décurion de Milan, qui lui en avait apporté les clefs en 1796 à Lodi, et qui s'était alternativement déclaré pour et contre nous; il nomma, par décret, une consulte de 42 membres chargés de préparer la rédaction des lois et l'organisation de l'administration. Le régulateur de cette assemblée était le ministre extraordinaire du gouvernement français qui la présidait, et

elle n'avait guère, malgré l'apparence, que voix consultative. Le conseiller d'État Petiet, ancien ministre de la guerre, fut nommé ministre extraordinaire.

Le Piémont reçut une organisation analogue. Une commission de gouvernement composée de 7 membres fut installée à Turin par Berthier; elle réunit tous les pouvoirs, excepté ceux de la justice, bien qu'elle pût conserver les juges en exercice ou les remplacer, à son choix. Un commissaire émané d'elle administra chaque arrondissement sous ses ordres. Les impôts existants furent maintenus. La commission eut le droit d'en créer de nouveaux avec le consentement d'une consulte ayant les mêmes attributions que celle de la Cisalpine.

Le pouvoir en Ligurie fut établi sur des bases semblables. Le général Dejean, nommé ministre extraordinaire, reçut l'ordre de mettre en activité les autorités nouvelles, dont il fut chargé de faire le choix.

D'autres arrêtés relatifs à l'armée furent également promulgués le 24 juin. On nomma un agent de la trésorerie de l'armée de réserve trésorier près le ministre extraordinaire à Milan. Une contribution de 2 millions fut frappée sur les familles qui avaient donné des marques d'attachement à l'Autriche, et affectée au payement de la gratification d'un mois de solde accordée par le Premier Consul à l'armée avant la bataille de Marengo. La contribution de la Cisalpine étant fixée à 2 millions par mois, et les ressources du Piémont et de la Ligurie n'étant point connues, Massena dut s'entendre avec les ministres français près de ces républiques pour établir leur part contributive.

Le Premier Consul arrêta aussi la construction d'un fort capable de contenir 4 à 500 hommes, entre le col

de Tende et Sospello, afin d'intercepter la grande route de Nice; celle d'un autre de même force entre ce fort et la côte de Nice, de manière à protéger les montagnes qui commandent cette ville et à intercepter la route qui de Gênes y conduit; l'armement de la place de Monaco avec une partie de l'artillerie du fort de Savona; la démolition des places de Coni et de Ceva, des châteaux de Bard, de Seravalle et d'Arona; celle de la citadelle de Milan, dont l'artillerie fut affectée à l'armement de la citadelle d'Orci-Novi et d'autres places sur l'Oglio.

13 demi-brigades de ligne, 3 d'infanterie légère et 3 régiments de cavalerie devaient être acheminés sur Dijon pour y former une nouvelle armée de réserve. Bonaparte écrivit à Massena de les mettre en route promptement en informant le ministre de la guerre de leur itinéraire. Il appelait surtout son attention sur la réorganisation de l'artillerie qui devait être en état d'entrer en campagne sous quinze jours. Il lui conseillait de mettre quelques pièces de canon dans le château de Brescia et à Orci-Novi, postes importants pour ses futures opérations.

« Je ne pouvais, disait-il en terminant, vous donner » une plus grande marque de la confiance que j'ai en » vous, que de vous remettre le commandement de la » première armée de la République, de celle qui exige » la réunion des talents militaires et politiques et une » sévère probité. »

Enfin le Premier Consul après avoir, par de nouvelles promesses verbales, rassuré Massena sur les difficultés de sa position, partit pour Paris le 25 juin, en l'informant qu'il laissait à Milan un détachement de la

garde consulaire avec tous ses chevaux et ses bagages particuliers, afin que si les circonstances l'exigeaient il pût revenir promptement. Pour imposer à l'ennemi et aux Italiens, il avait ordonné que son palais restât meublé.

Immédiatement après le départ du Premier Consul, Massena adressa cette proclamation à l'armée :

« Soldats !

» Je réunis à mon commandement, par ordre du Pre-
» mier Consul de la République, les corps qui, sous le
» nom d'armée de réserve et conduits par ce héros, ont
» dans une campagne d'un mois, délivré l'Italie. Les
» vainqueurs de Marengo, les intrépides défenseurs de
» Gênes et du Var ne forment plus qu'une armée.

» Cette armée attend indifféremment la paix ou la
» guerre ; elle désire la paix, parce que cette paix lais-
» sera reposer l'Europe épuisée et déjà trop abreuvée de
» sang ; mais elle fera la guerre si l'obstination des ca-
» binets de Vienne et de Londres repousse des offres
» que ses victoires rendent encore plus généreuses.

» Soldats ! préparez toujours vos armes ! et si l'heure
» des combats doit encore sonner, qu'elles soient aussi
» terribles à l'ennemi qu'elles l'ont été jusqu'à ce jour ! »

Cette proclamation fut bien accueillie de l'armée ; cependant après la première impression, on y trouva des lacunes qu'on espéra voir combler par un ordre du jour où il serait fait mention de la solde et de la gratification promise par le Premier Consul. Mais comme les ressources n'étaient rien moins qu'assurées, Massena ne voulut point prendre d'engagement à jour fixe. Il se borna à annoncer dans les divisions que les premiers

fonds qui rentreraient seraient consacrés à cet important objet. Disons en passant que l'armée, ignorant la pénurie du Trésor et ne soupçonnant pas les tiraillements de l'administration, avait sujet de murmurer de la misère où on la laissait au milieu d'un pays riche et fertile.

Trois objets importants partagèrent d'abord l'attention du général en chef : 1° l'organisation de l'armée; 2° la détermination des limites assignées par la convention d'Alexandrie aux troupes françaises et impériales; 3° la mise au courant de la solde.

L'armée d'Italie, suivant ce qu'avait arrêté le Premier Consul avant son départ, comptait 13 demi-brigades d'infanterie légère, 35 de bataille de la force moyenne de 1,300 hommes, et 23 régiments de cavalerie d'une force moyenne de 320 chevaux, présentant un effectif total de 70,643 hommes; mais elle n'en pouvait mettre en ligne que 59,669, dont 7,005 à cheval. La majorité des demi-brigades comptait encore dans ses rangs moitié d'anciens soldats, l'autre moitié se composait de conscrits qui avaient fait la campagne de 1799 ou de recrues à leur début. La plupart des soldats, sans capotes, souffraient surtout du manque de linge et de chaussure; la discipline s'était relâchée par suite des longues fatigues et de la misère continuelle : c'étaient des troupes à refaire dans de bons cantonnements.

La cavalerie avait encore les trois quarts de vieux soldats dans ses cadres, mais elle était pitoyablement montée avec des chevaux ruinés ou des chevaux neufs peu propres à la selle. L'habillement et l'équipement des deux armes se trouvaient en fort mauvais état.

Le personnel de l'artillerie s'élevait tant dans les di-

visions qu'au parc à environ 4,500 canonniers à pied et à cheval. Quoique appartenant par petites fractions aux divers régiments de l'arme, ils étaient comparativement mieux habillés et équipés que l'infanterie. On comptait aussi parmi eux plus d'anciens soldats.

Les équipages de l'artillerie et des hôpitaux présentaient le plus triste spectacle. Le petit nombre d'attelages que les entrepreneurs avaient conservés ne se composait que de chevaux tarés, étiques et tout à fait à réformer.

Les moyens de transport à la suite des corps étaient presque nuls. Quelques divisions avaient enlevé à la Lombardie des baudets et des haridelles qu'il fallait rendre à leurs propriétaires.

Le nombre des officiers généraux était plus que double du nécessaire, même en défalquant ceux qu'on pourrait raisonnablement employer dans les commandements de province ou de places et à des missions particulières. Les ordonnateurs et les commissaires des guerres pullulaient au quartier général qui retentissait de leurs réclamations et de leurs plaintes.

L'esprit des troupes était toujours républicain. La victoire de Marengo venait de ranimer leur enthousiasme, un moment affaibli par les revers que la plupart d'entre elles avaient essuyés dans la dernière campagne; mais déjà la tendance à personnifier la patrie dans un homme se faisait remarquer dans les états-majors, et bon nombre de généraux et d'officiers supérieurs se montraient moins jaloux de se dévouer pour la France que d'attirer par un grand étalage de zèle les regards du Premier Consul.

Telle était la situation de l'armée que Massena avait

à organiser. Il en forma quatre corps, dont un de réserve, non compris la cavalerie; quoiqu'il eût demandé avec instance la suppression des lieutenants généraux, Bonaparte les maintint, tout en lui laissant le choix des siens.

L'aile droite, dont le commandement fut réservé au général Soult encore prisonnier, eut pour chef provisoire le général Michaud. Elle comprit 2 divisions : la 1re, aux ordres de Monnier, forte de 6,473 hommes, dut occuper le département du Rubicon et s'étendre jusqu'aux limites de la Marche d'Ancône. Cette position contraria vivement les Autrichiens qui voulurent s'opposer à ce que Monnier s'appuyât au Pesaro, et le général baron de Mylius ne céda même qu'à la menace. La 2e division, commandée par le général Vatrin (4,493 combattants), appuya sa gauche à la Secchia, sa droite au Pesaro, au canal di Cento et au Rheno.

Le centre aux ordres de Suchet, également de 2 divisions, reçut l'ordre de prendre ses cantonnements dans le pays de Reggio, entre le Pô et les frontières de la Toscane. Gazan, commandant la 1re (4,395 hommes), et Boudet, avec la 2e (5,699 combattants), n'avaient pas encore arrêté les limites de leurs cantonnements.

L'aile gauche, commandée par le général Moncey, comprit 3 divisions : la 1re, aux ordres de Gardanne (6,050 hommes), dut occuper le Bergamasc; la 2e, commandée par le général Lapoype (6,044 hommes), avait l'ordre du Premier Consul de signifier aux Impériaux établis dans le pays des Grisons de cesser toute hostilité dans les vallées de la Levantine, d'Urseren et de la Reuss. Mais le général Hiller qui les commandait déclara vouloir en référer à son général en chef, promettant de ne

rien entreprendre contre nous sans avertissement préalable. Loison s'établit sans difficulté en Valteline, de la manière suivante : avec la 3e division, forte de 5,779 hommes, et la brigade de gauche aux ordres de l'adjudant général Foy, à Sondrio et Chiesa sur le chemin de l'Engadine, Morbegno, Chiavenna dans le val de Breglio, et depuis le Splugen jusqu'à San Giacomo. La brigade de droite, commandée par le général Digonnet, prit position à Tirano et Bormio, s'échelonnant de Rovere à Tirano. Le quartier général était placé à Brescia.

Un corps de réserve de 2 divisions fut confié au général Duhesme. La 1re, aux ordres de Miollis, de 8591 hommes, dut occuper Cremona et les environs; la 2e, sous Rochambeau, de 5,120 combattants, se tint à Milan.

Le général Davoust, nommé commandant supérieur de la cavalerie, porta son quartier général à Lodi. Cette arme fut partagée en deux divisions de 2 brigades chacune: l'une de cavalerie légère aux ordres du général Quesnel, l'autre de cavalerie de ligne commandée par le général Rivaud. Les hussards, sous Kellermann, et les chasseurs, sous Jablonowski, prirent position à Mirandole et ses environs. Les dragons, commandés par Beaumont, cantonnèrent entre Milan et Lodi, et la cavalerie de ligne, sous Poinsot, entre Plaisance et Pavie.

L'armée d'Italie avait en outre à contenir le Piémont, la Ligurie et à fournir garnison à quantité de places fortes.

Le général Garnier, commandant le département des Alpes maritimes, reçut l'ordre de ne conserver que la 26e légère, forte d'environ 1,000 hommes, et la légion polonaise, presque réduite à son cadre d'officiers.

La 107e de ligne et le 14e de chasseurs constituèrent

la force active dans le Piémont, sous les ordres du général Turreau; Tortone et Gavi furent occupées par la 1re légère provisoire; Alexandrie par la 2e de ligne provisoire de 1,840 hommes, et la légion cisalpine de 3,656 hommes. On ne laissa à Menard, commandant supérieur de la Ligurie, que 4 demi-brigades très-faibles.

Tous ces mouvements de troupes s'exécutèrent dans les premiers jours de juillet, et donnèrent lieu presque de tous côtés à des réclamations et à des plaintes fort vives de la part des Impériaux.

La première chose à régler avec le général en chef autrichien, avant même la ligne de démarcation des deux armées occupant l'Italie, était le partage du matériel d'artillerie et des approvisionnements de subsistances qui se trouvaient dans le pays et les places recouvrés par l'armée française. Les commissaires désignés par la convention d'Alexandrie visitèrent rapidement les places que les Impériaux devaient nous céder, la ville et les forts de Gênes, les places de Coni et de Pizzighitone, la citadelle d'Alexandrie et le château de Plaisance, ainsi que les forts de Savona, de Serravalle et d'Arona. L'artillerie qui devait être remise à la France consistait en 955 pièces de canon de tous calibres, 166 mortiers ou pierriers, 65 obusiers et 8,710 fusils français ou piémontais, outre un certain nombre d'affûts de rechange.

On voit par cet exposé que ces places n'auraient pu tenir longtemps si Bonaparte n'eût pas accordé la convention d'Alexandrie.

Cependant le baron Melas, dépourvu de moyens de transport pour faire enlever tout ce qui lui revenait de

ces approvisionnements, fit proposer aux commissaires français de l'acheter, et ceux-ci en référèrent au ministre de la guerre et au général en chef. Le Premier Consul fit aussitôt donner à Massena l'ordre d'accepter cette proposition sans perdre de temps, et de payer les denrées à un prix convenable avec l'argent de la caisse qui lui serait ultérieurement remboursé. Mais Massena, tout en regrettant de laisser échapper une si bonne occasion, dut refuser l'offre des Autrichiens pour n'être pas réduit à divulguer sa misère en négociant un achat de ce genre à crédit. En effet, quand il ordonna au payeur général de verser dans la caisse du trésorier près de Petiet les 1,500 et quelques mille francs disponibles suivant Bonaparte, il se trouva que cette somme avait une destination spéciale et n'existait d'ailleurs qu'en obligations des receveurs généraux français, et en lettres de crédit à plusieurs mois d'échéance. Massena, qui avait calculé sur de l'argent comptant pour aplanir les difficultés du moment, fut fort désappointé.

N'ayant pas un centime à sa disposition, il se trouva dans une impuissance absolue d'organiser les services et d'adopter un système quelconque d'administration. Petiet annonçait bien la réception prochaine d'un million promis par le Premier Consul, mais ce million n'arrivait pas; Massena crut devoir mettre le ministre extraordinaire en demeure de faire rentrer les sommes que la Cisalpine devait immédiatement verser, tant pour le premier mois de son tribut que pour le payement de la gratification d'un mois de solde promise à l'armée. Petiet transmit aussitôt cette réquisition à la commission de gouvernement, et en attendant le résultat de sa délibération, il fit verser d'urgence dans le trésor de

l'armée 130,000 francs qui se trouvaient dans les caisses publiques. Mais la commission se répandit en doléances sur l'impossibilité où elle était de réunir sur-le-champ les fonds demandés. Tous ceux existant dans les caisses de l'État, disait-elle, avaient été séquestrés à l'entrée des Français à Milan. Ce n'était que de la veille qu'on lui en avait rendu la libre disposition et déjà on la lui retirait; cela portait atteinte au crédit public et indisposait la population. Aucun emprunt ne pouvait être ouvert sans l'agrément de la Consulte, qui ne serait réunie que dans quelques jours. Quant à la contribution de deux millions à frapper sur les partisans de l'Autriche pour la gratification des troupes, elle ne pouvait être répartie et recouvrée que dans un certain délai.

N'obtenant rien de ce côté, le général en chef songea à négocier les obligations et les lettres de crédit de la caisse de l'armée de réserve, et ordonna au trésorier Dubard de remettre au payeur général le papier qui lui avait été confié la veille, avec les fonds de toute nature; mais le ministre, à cheval sur ses attributions, tout en autorisant Dubard à lui remettre les 230,000 francs qu'elle contenait, lui rappela qu'aucune somme ne pouvait sortir de la caisse sans ses ordres. Nous devons le dire, de cet oubli de formes résultait un premier conflit d'attributions, et ce fut un tort de la part de Massena; en outre, selon la pente ordinaire du cœur humain, il aggrava sa faute en marquant encore plus de froideur et d'éloignement à l'intermédiaire imposé par Bonaparte entre lui et le gouvernement cisalpin. Petiet, voyant avec regret combien sa rigidité indisposait le général en chef, voulut tenter un rapprochement; mais celui-ci, croyant le ministre chargé près de lui d'une surveillance

offensante pour sa loyauté, ne répondit point à ses avances. Soit générosité, soit habileté, Petiet n'en parut pas mortifié, et ses bons procédés rendirent bientôt leurs rapports plus faciles.

Tandis que la nécessité commandait de faire vivre les troupes au moyen de réquisitions frappées sur le pays, une foule d'intrigants attachés ou non aux administrations françaises profitaient des circonstances pour rançonner les habitants. Les abus devinrent si graves, que de toutes parts, généraux et chefs de corps élevèrent des plaintes très-vives. Massena fit mettre à l'ordre de l'armée que tout individu attaché aux administrations devrait sous huit jours être pourvu d'un uniforme et d'une commission régulière, sous peine d'être arrêté et livré à un tribunal militaire.

Pour échapper aux réquisitions, les spéculateurs s'empressaient, en Piémont comme dans la Cisalpine, de faire filer leurs denrées vers la partie de l'Italie occupée par les Autrichiens, qui leur en payaient le prix. Afin d'arrêter ce mouvement qui menaçait d'ajouter le fléau d'une disette factice à tous les maux dont souffrait le pays, Massena interdit les exportations de grains hors du cercle d'occupation de l'armée. Instruit que les Autrichiens après la convention d'Alexandrie avaient fait à des affidés des ventes simulées de denrées contenues dans leurs dépôts en Piémont, afin de les soustraire aux vainqueurs, il donna pouvoir au commissaire des guerres Raymond d'en faire la recherche, de les saisir pour le compte de l'armée, et de diriger les prises sur Pavie où il en formerait un entrepôt général. Les autorités civiles et militaires furent mises à sa disposition pour cet objet spécial.

Sur ces entrefaites arriva le 30 juin à Milan un courrier de Moreau qui croyait Bonaparte encore en Italie. Sa lettre étant adressée au commandant en chef de l'armée d'Italie, Massena crut qu'elle était pour lui, et la décacheta (Voy. *Pièces justificatives*, n° XVI); mais voyant son erreur, il la renvoya au Premier Consul par le général Lacuée qui partait ce jour-là pour Paris. En même temps il lui en remit une autre qui résumait en quelques lignes tous ses embarras : « Les deux millions » de la Cisalpine n'avaient point été versés; la caisse » militaire étant vide on ne pouvait organiser les ser- » vices par entreprise, seul moyen de délivrer le pays » du fléau des réquisitions en nature. » En écrivant ainsi au Premier Consul, Massena ne se doutait guère que l'exécution d'une mesure générale allait redoubler ses embarras en lui enlevant une partie des ressources dont il disposait encore.

Jusqu'alors les armées de la République avaient eu dans leur sphère d'activité un certain nombre de départements-frontières placés sous l'autorité des généraux en chef. Les 7e, 8e et 19e divisions se trouvaient ainsi comprises dans le rayon de l'armée d'Italie. Le Premier Consul ayant décidé l'abandon de ce système, le ministre de la guerre notifia à Massena que ces trois divisions cesseraient de relever de son commandement à partir du 20 juillet. Cette disposition était louable en elle-même, puisqu'elle avait pour objet d'exonérer certains départements des charges exceptionnelles que leur situation faisait peser sur eux et qu'il était juste de répartir également entre toutes les fractions du territoire; cependant elle aggrava la situation de Massena, parce qu'elle diminua les ressources affectées à l'entre-

tien de son armée, sans compensations équivalentes en subsides du trésor. Plus tard, il est vrai, sur la réclamation du général en chef, les Alpes maritimes rentrèrent sous son commandement; mais bientôt encore on lui enleva Gênes, le Valais et les Grisons, qui furent affectés à la nouvelle armée de réserve commandée par Brune.

Massena sentait chaque jour davantage le poids du fardeau qu'il avait accepté. Comment contenir dans un complet dénûment une armée victorieuse dont la renommée retentissait d'un bout de l'Europe à l'autre, et qui n'obtenait pour prix de ses exploits que la misère et la déception? S'il eût été dans un pays pauvre, le soldat aurait peut-être pris patience, mais au milieu d'une contrée favorisée de tous les dons du ciel et qu'il regardait au fond comme une conquête, manquer de subsistances et de solde c'était trop à la fois. Les plaintes s'élevèrent unanimes et assourdissantes, et le général en chef, assiégé à chaque instant de demandes et de réclamations, fut obligé de défendre sa porte sous prétexte de maladie. On commença à s'aigrir et à l'accuser d'insouciance, quand ses jours et ses nuits s'écoulaient en études et en projets d'amélioration.

Le général Dupont, installé par Berthier à Turin comme ministre extraordinaire en Piémont, ayant notifié à Massena les arrêtés qui organisaient son gouvernement, se mit en rapport avec lui pour déterminer la contribution mensuelle que ce pays fournirait à l'armée.

Le Premier Consul n'avait rien arrêté, et Massena croyant recevoir bientôt 1,500,000 francs, l'écrivit à Dupont, en l'invitant à lui faire connaître immédiatement les ressources sur lesquelles il pouvait compter,

et le mode de payement des sommes imposées. Sa réponse ne fut pas rassurante. Les intentions du gouvernement local lui paraissaient bonnes, mais ses moyens presque nuls. Lorsqu'il eut communiqué la lettre de Massena au gouvernement, on lui fit observer qu'à la première entrée des Français dans le pays on n'avait exigé par mois qu'un million, lequel n'avait jamais pu être recouvré; les ressources étant moindres actuellement, on se récria sur l'énormité de la somme imposée, et l'on soutint que l'épuisement du pays ne permettait pas de payer au delà de 700,000 francs par mois, dont un tiers en numéraire pendant les trois premiers. A l'insistance du ministre extraordinaire il fut objecté par les membres du gouvernement, et cela était vrai, que les Autrichiens avaient dévasté le pays; que pendant leur séjour le Conseil suprême ayant émis pour plus de 20 millions de papier-monnaie dont le discrédit avait ruiné une foule de particuliers, il ne circulait presque plus de numéraire, et que celui qu'on pouvait voir encore se composait de petites pièces d'un bas titre perdant considérablement au change. Ils ajoutèrent que le général Turreau, à son entrée à Turin, n'avait recouvré que la moitié des 100,000 francs imposés par lui au commerce.

L'opinion de Dupont après cette conférence fut que le Piémont ne pourrait fournir plus d'un million par mois, et même cette somme, eu égard aux impositions de la Cisalpine, lui paraissait énorme. Il terminait en invitant Massena à fixer la contribution par arrêté, mesure qu'avait négligée le Premier Consul, et lui conseillait d'interdire aux généraux et chefs de corps toute contribution particulière, afin de rendre plus facile le re-

couvrement des impôts. Ces contributions irrégulières qui avaient donné lieu à quelques exactions, n'attaquèrent heureusement l'honneur que de deux ou trois individus. Dans l'état de profonde misère où se trouvaient les troupes, et dans l'absence ou l'impuissance de l'administration, le premier devoir d'un chef n'est-il pas, en campagne, de pourvoir ses troupes du nécessaire? Aussi le mal que le général Dupont aurait voulu couper dans sa racine s'étendait-il à toute l'Italie.

Pressé par les circonstances, Massena résolut définitivement d'imposer au pays 1,500,000 francs par mois. (Voyez *Pièces justificatives* n° XVII.) « Quelle que » soit la position du Piémont, écrivit-il au ministre ex- » traordinaire, il est impossible de restreindre à plus de » moitié de la contribution la portion numéraire qu'il » doit verser dans les caisses de l'armée. Les circon- » stances exigent des sacrifices, et il faut les faire. En » prenant 1,500,000 francs pour chiffre de la contribu- » tion mensuelle, on pourrait exiger 750,000 francs » pour la dernière quinzaine de prairial, mais je consens » à ce que cette somme soit compensée par les fourni- » tures déjà faites en nature jusqu'à due concurrence. » Il en sera autrement pour les impositions du mois de » messidor. Elles seront perçues en entier, conformé- » ment à l'arrêté du Premier Consul, et je les porte à » 1,500,000 francs, moitié comptant payée d'ici au » 1er thermidor, l'autre moitié dans la première quinzaine » du même mois. »

En outre, si les payements éprouvaient des difficultés ou des retards, il autorisait Dupont à ouvrir un emprunt forcé, dont le remboursement serait effectué avec les fonds de la contribution, et fixait d'une manière in-

variable par sixième tous les 5 jours, la rentrée des sommes que le gouvernement devait verser dans les caisses de l'armée pendant le mois de thermidor. Relativement aux denrées acceptées pour payement de la seconde moitié de la contribution, elles devaient être fournies sur sa demande à des époques déterminées à l'avance. « Aujourd'hui même, disait-il, je dois passer un marché » pour la fourniture générale du pain, des fourrages, » des liquides et de la viande; vous sentez que ce sys- » tème, si avantageux pour le bien-être de l'armée, » échouera dans le principe si les rentrées de fonds » viennent à manquer. »

Trois jours après, réparant l'omission du Premier Consul, il adressa à Dupont trois arrêtés, dont le premier fixait la contribution mensuelle du Piémont à 1,500,000 francs, et déterminait le mode de payement; le second, qui recevait les fournitures faites pendant la dernière quinzaine de juin et la première de juillet, à titre de compensation pour la moitié de la contribution de la dernière quinzaine du mois de juin; et le troisième enfin, qui frappait un million de contribution extraordinaire de guerre sur le Piémont, pour servir à payer 15 jours de solde à l'armée.

Dupont ayant notifié ces arrêtés à la commission de gouvernement, celle-ci chargea son ministre des finances d'exposer au général le tableau de la misère du pays. Ce fonctionnaire, détaillant une à une les ressources du Piémont, s'efforça de prouver que ce pays ne pouvait verser que 700,000 francs par mois, dont 200 seulement en monnaie de billon. « En effet, disait-il, le revenu annuel du Piémont était de 16 millions fournis par les tailles et les gabelles; mais, dans les circonstances pré-

sentes, les gabelles et les autres impôts ne rapportaient que le tiers de leur produit, et l'intérêt de la dette dépassait 3 millions; il fallait pourvoir aux services publics et à la force armée nationale. Comment alors éviter de recourir à des moyens extraordinaires? Trois se présentaient : presser le recouvrement des impôts arriérés, mais cette mesure soulèverait le pays et des insurrections éclateraient de toutes parts; établir une contribution nouvelle n'était guère plus sûr, puisque cela entraînerait des longueurs, et qu'on ne pouvait attendre; enfin vendre les biens nationaux, mais où trouver des acquéreurs? » Dans cette circonstance, Dupont seconda Massena avec une louable activité. Passant sur les réclamations de la commission, il lui parla avec cette fermeté qui commande l'obéissance. L'emprunt fut autorisé par la Consulte, et, peu de jours après, la taxation en fut régulièrement établie. Dupont négocia en outre une souscription de 500,000 francs en avance sur l'emprunt auprès des principaux négociants de Turin, et après bien des pourparlers, il en réalisa à peu près la moitié, qu'il envoya aussitôt à Massena.

En Ligurie, Menard avait remplacé Suchet, appelé, comme nous l'avons vu, à une autre destination. Quelques jours après son arrivée, il rendit compte au général en chef de la situation de cette République que Dejean réorganisait sur le modèle de la Cisalpine.

La ville de Gênes était dans la fermentation qui suit d'ordinaire un changement de gouvernement. Des rixes et des assassinats journaliers y signalaient la haine des factions; la guerre civile paraissait imminente. Menard, sur la demande du ministre, retint 2 demi-brigades qui rentraient en France, et témoigna toutes

ses inquiétudes sur la conduite qu'il aurait à tenir en cas de guerre. Gênes était désarmée, et n'avait plus que 2 pièces par batterie; ses fortifications délabrées, les forts de Sainte-Marie, de Savona, de Vado, sans artillerie ou avec des pièces encloués ou sans affûts, tombaient en ruines; ainsi nul moyen d'empêcher le débarquement des Anglais. Menard rembrunissait probablement le tableau, mais réellement la Ligurie n'avait aucun moyen de défense. Massena répondit qu'il ne pouvait envoyer de troupes, ni autoriser le séjour à Gênes des demi-brigades qui avaient l'ordre de rentrer en France, et il engagea Menard à réorganiser la garde nationale. En considérant l'impossibilité d'approvisionner une place qui exigeait 20,000 hommes pour sa défense, les nouvelles lignes de communication avec la France à travers les Alpes, le petit nombre de troupes que les Anglais ou leurs alliés pourraient employer à une expédition contre Gênes dans la prochaine campagne, certain d'ailleurs qu'ils n'auraient jamais une armée assez forte pour oser franchir l'Apennin et venir opérer sur la rive droite du Pô, Massena songea un moment à démanteler la place; mais le ministre de la guerre, sans répondre à sa proposition qui lui parut probablement extraordinaire, l'invita à diriger sur cette ville toute l'artillerie des forteresses dont la démolition était ordonnée par le Premier Consul.

Dejean ne tarda pas à justifier les appréhensions de Massena. Loin de soutenir les intérêts de l'armée, il se montra le protecteur de l'État auprès duquel il était accrédité. Il commença par entretenir le général en chef des embarras qu'éprouvait la Ligurie pour assurer la subsistance des troupes, et de la nécessité de dé-

terminer les sommes à fournir par le gouvernement français pour cet objet, ainsi que le mode et l'époque du payement. Peu après, il l'invita à faire désigner par l'ordonnateur en chef le personnel pour les services, et à affecter des fonds pour les faire marcher. C'était bien peu connaître la position de Massena que de lui adresser de pareilles demandes. Aussi répondit-il que le corps d'occupation de la Ligurie ne pouvait rester à la charge de l'armée ; qu'on n'exigerait point de grands sacrifices du pays, eu égard à ceux déjà faits, mais qu'il devait au moins pourvoir aux subsistances du corps d'occupation, en vertu du traité par lequel la Ligurie s'était engagée à nourrir, habiller et entretenir 3,000 hommes de troupes françaises. Quant au système d'administration, c'était au gouvernement ligurien à prendre celui qui lui conviendrait le mieux, soit en passant un traité à forfait, soit par tout autre moyen. Dejean, ne se tenant pas pour battu et ayant ajouté de nouvelles observations, Massena lui répondit quelques jours après : « Je ne puis vous envoyer aucuns fonds; » le payeur de l'armée de réserve n'a rien laissé en » caisse, et je n'ai rien reçu des contributions que doi- » vent fournir le Piémont et la Cisalpine. Vous jugerez » s'il ne serait pas possible de tirer quelques secours de » la Ligurie pour l'armée, et si on ne pourrait pas les » porter à 500,000 francs par mois. »

Le général Dejean organisait donc avec peine le gouvernement. Le 12 juillet, il avait installé la commission, et la Consulte était entrée en exercice. Jusqu'alors la troupe avait péniblement vécu des maigres réquisitions frappées sur le pays; le ministre, par crainte de se compromettre, s'étant abstenu de toute intervention

directe à ce sujet, le soldat avait manqué plus d'une fois de pain, et la disette avait causé une forte mortalité dans les hôpitaux. Dejean ne crut pas le moment propice pour annoncer le contenu de la seconde lettre de Massena à la commission; il supplia le général en chef de considérer qu'une telle exigence déterminerait la démission en masse des autorités et réduirait le pays au désespoir. Sa dépêche signifiait assez que lui, Dejean, n'était pas disposé à appuyer cette demande. Blâmerons-nous le ministre extraordinaire? Non sans doute: il agissait dans l'esprit de son institution; mais l'inexorable nécessité prescrivait de payer la solde et de pourvoir aux besoins des services. Si la guerre se fût rallumée sans que l'armée se trouvât en état d'entrer en campagne, nul autre que le général en chef n'en aurait assumé la responsabilité. Dejean n'avait touché qu'en passant la question des besoins des troupes d'occupation; mais le général Menard, sur qui retombait le fardeau, en traçait chaque jour une effrayante esquisse. « J'ai beau écrire, crier, disait-il, tout est renvoyé au » ministre Dejean, qui croit au zèle du gouvernement. »

Au milieu de ces démêlés et de ces embarras, le général Launay prit possession, avec la 68e, le 8 juillet, de Lucques que les Autrichiens évacuèrent sur sa sommation. La majorité des habitants nous était hostile, et en entrant on vit encore debout les gibets auxquels on avait pendu en effigie, avec l'approbation de la régence, Bonaparte, Massena, Miollis et plusieurs autres généraux. Launay remplaça cette régence par trois comités de gouvernement; néanmoins cette mesure, loin d'apaiser l'agitation, ne fit que l'accroître. Les mécontents, appuyés par les Toscans en armes répandus sur la fron-

tière, fomentaient une insurrection qui fut étouffée dans son germe. Mais au moment où la première effervescence se calmait, Launay reçut l'ordre de Menard de se rendre, avec la plus grande partie de ses troupes, à Chiavari. Les comités tremblants le supplièrent de ne pas les abandonner à une mort certaine. Launay, partagé entre le devoir et la pitié, demanda directement des ordres à Massena, qui l'autorisa à y rester provisoirement, et comme il n'y avait pas de ménagement à garder envers un pays si ouvertement déclaré contre nous, on frappa sur lui une contribution d'un million, dont le commissaire des guerres Baradère fut chargé de poursuivre le recouvrement.

Ce dernier arriva à Lucques, le 22 juillet, avec une dépêche qui investissait Launay du commandement définitif du pays; et le renforçait d'un escadron. Jusque-là tout allait bien, mais la contribution fut un coup de foudre pour le gouvernement lucquois. Effrayés de la tâche qu'on exigeait d'eux, les membres supplièrent instamment d'être dispensés d'en faire la répartition. C'était demander leur mort, disaient-ils, le pays étant trop pauvre pour supporter un impôt aussi lourd. S'il ne s'attaquait qu'à cette classe d'habitants qui s'était montrée irréconciliable ennemie de la révolution, passe encore, mais en frappant les prêtres et le peuple, on provoquerait l'insurrection la plus furieuse. Les nobles étaient les seuls coupables, et seuls ils possédaient les biens du pays. Soit que Baradère fût ému de la position des Lucquois, soit qu'il craignît une insurrection, il consentit, après s'être entendu avec Launay, à faire peser la contribution sur les nobles, qui parvinrent encore à s'y soustraire; et lorsque notre cavalerie arriva,

Haradère ne put, malgré son zèle, obtenir plus de 30,000 piastres.

Les affaires de finance et d'administration se traitèrent avec plus d'activité dans la République cisalpine, où la présence de Massena leva beaucoup d'obstacles. Le 6 juillet, la répartition de la contribution extraordinaire de deux millions pour la gratification de l'armée fut arrêtée. Les communes durent, dans les 24 heures, indiquer les citoyens qui devaient faire l'avance du contingent de chaque département, et Massena ordonna aux généraux d'opérer eux-mêmes militairement les recouvrements, afin d'éviter les lenteurs. Quant à la contribution mensuelle, Petiet fit rendre deux lois, l'une établissant une taxe de 8 deniers sur le cens, l'autre un emprunt de 8 millions sur le commerce, dont les payements durent correspondre avec les termes fixés par le Premier Consul.

Cependant, pressé de plus en plus par les réclamations de l'armée, Massena se détermina à faire porter la contribution extraordinaire d'un million frappée sur le Piémont et destinée au payement de la solde, sur les nobles qui durant la domination autrichienne avaient trempé dans la réaction contre nos partisans. Dupont ne manqua pas de lui faire observer que cette mesure pouvait paraître une violation de la convention d'Alexandrie; mais comme le Premier Consul avait imposé une contribution de deux millions sur les nobles Lombards tout à fait dans le même cas, Massena persista. Dupont notifia cet arrêté au gouvernement piémontais qui ne fit point d'objection, mais son opposition, pour n'être point patente, n'en fut pas moins vive. Les Piémontais usèrent de la force d'inertie et ne payèrent pas.

Massena ne se lassait pas de mettre sous les yeux du Premier Consul le tableau de ses besoins. Le pays s'agitait et l'armée tendait à se désorganiser, lui écrivait-il à la fin de la première quinzaine de juillet. D'après les calculs de l'ordonnateur, les fonds nécessaires ne s'élevaient pas à moins de 6 millions par mois, dont 2 pour la solde.

Le jour où un courrier portait cette dépêche au Premier Consul, Massena en recevait une du ministre de la guerre (voyez *Pièces justificatives* n° XVIII) qui fixait à 1,500,000 francs par mois, fournitures et numéraire, les fonds destinés à l'armée d'Italie. Il demanda aussitôt en quoi consisteraient les premières. « Le ministre était » dans une grande erreur; il comptait que 1,500,000 » francs passés de la caisse de l'armée de réserve dans » celle de l'armée d'Italie avaient couvert les dépenses » de juin et juillet; mais il avait donc oublié qu'on » ne pouvait toucher à cette somme non liquidée et af- » fectée, par les ordres du Premier Consul, à des dépen- » ses extraordinaires en dehors des services courants. » Il faut, ajoutait-il, que le Trésor public envoie à l'ar- » mée deux millions cinq cent mille francs par mois, et » fasse un fonds extraordinaire de deux millions pour » la remonte des équipages de transport et des autres » services. »

Massena attendait une réponse décisive, lorsque Moreau lui adressa la convention de Parsdorf. Depuis un mois, disait-il, il combattait seul, et arrivé entre le Lech et l'Isar, l'ennemi occupant derrière lui les Grisons, Feldkirch et la frontière du Tyrol, il s'était trouvé dans l'impossibilité d'aller plus loin et de rester rassemblé, faute de temps pour former des magasins, ce qui l'avait

déterminé à conclure avec le général Kray une convention en vertu de laquelle les hostilités ne pourraient recommencer qu'en se prévenant réciproquement douze jours d'avance. Moreau ajoutait qu'il avait fait sentir au Premier Consul le danger de sa position et la nécessité de mettre en mouvement l'armée d'Italie; mais, dans la crainte que celui-ci, ignorant l'armistice conclu entre les armées d'Allemagne, n'eût donné l'ordre à celle d'Italie de recommencer les hostilités, il invitait son collègue, au cas où cet ordre serait arrivé, d'en différer l'exécution jusqu'à ce que le Premier Consul, mieux instruit de l'état des affaires en Allemagne, eût déterminé un plan général d'opérations dont l'ensemble assurât le triomphe des deux armées républicaines.

Kellermann avait arrêté un peu légèrement, le 7 juillet, avec M. de Nugent, la ligne de démarcation des deux armées dans le Ferrarais, et Suchet, qui s'en aperçut le premier, éveilla l'attention de Massena sur ce point. La ligne s'étendait sur les bords du Pô jusqu'à l'embouchure du Tanaro, remontait la rive gauche de cette rivière jusqu'au débouché du canal qui passe en avant de Bondeno, puis reprenait par la droite jusques et y compris Santa-Maria-Magdalena, se prolongeait par le canal Angelino, l'Alveo di Reno Abandonato jusqu'à son embouchure dans le Pô Primaro, et de celui-ci à la mer. La chaîne des postes autrichiens en avant de Ferrare s'étendait sur la rive gauche du Pô Volano jusqu'à la mer. Le pays compris entre les avant-postes des deux armées, le Pô Volano et le Pô Primaro, avait été déclaré neutre et on ne pouvait y patrouiller.

Mais une autre affaire occupait en ce moment Massena. Le baron Melas avait dépêché le comte Neyperg à

Milan avec une note contenant un grand nombre de griefs portant principalement sur l'occupation de la Valteline et du pays de Bormio, sur les obstacles suscités par Kellermann à ce que les Autrichiens tirassent des vivres du Mantouan, sur l'abandon des militaires autrichiens dans les hôpitaux piémontais, sur le refus des moyens de transport pour l'enlèvement des approvisionnements des places remises, et enfin sur le retard apporté à la rentrée des prisonniers. Massena répondit que le Premier Consul avait donné l'ordre positif d'occuper la Valteline comme dépendance de la Cisalpine, mais qu'il l'informait de ses réclamations par un courrier; que le général Kellermann avait reçu l'avis de laisser les Autrichiens s'approvisionner par Mantoue; que les malades autrichiens étaient traités comme les Français dans les hôpitaux; que si les Impériaux manquaient de moyens de transport c'était leur faute, puisqu'ils ne renvoyaient plus ceux qui leur avaient été fournis; que des ordres enfin étaient donnés pour accélérer la reddition des prisonniers.

Massena remit aussi au major Neyperg une série de propositions à soumettre à son général en chef touchant la liberté de la navigation du Pô, la rentrée des otages enlevés dans la Cisalpine et le Piémont stipulée par la convention d'Alexandrie, le renvoi des chariots enlevés pour le transport des bagages dans les pays abandonnés par les Autrichiens, enfin l'évacuation du territoire cisalpin situé sur la rive droite du Pô.

Tout cela donna lieu à un échange de notes et à une correspondance aussi active que pointilleuse. Cette diplomatie militaire, où le vieux baron Melas semblait se complaire, ennuyait Massena qui envoya l'adjudant

général Reille à Verona avec pleins pouvoirs. Melas, dérogeant pour cette fois à l'étiquette, traita personnellement avec Reille. On s'entendit facilement sur tous les points, sauf le plus important. Le général autrichien tenait à ce que la convention arrêtée par Kellermann et M. de Nugent reçût son plein et entier effet; Reille ne pouvant passer outre, cette conférence n'atteignit pas son objet, et le négociateur revint à Milan accompagné de M. de Nugent qui était chargé d'appuyer les conclusions d'un mémoire réclamant la stricte exécution de la convention d'Alexandrie, et demandant le libre passage en Toscane, par les routes de Modène et de Bologne, pour les convois de convalescents, de recrues et de troupes destinées à relever les premières.

Sur ce dernier article, Massena prit un mezzo-termine et promit d'en référer au Premier Consul. Après le temps strictement nécessaire pour l'envoi et le retour d'un courrier, l'adjudant général Reille retourna donc à Verona dans les derniers jours de juillet avec un ultimatum portant que l'armée impériale ne pourrait occuper un rayon de plus de 5 kilomètres en avant de Ferrare sur la rive droite du Pô; que le terrain précédemment accordé *par un malentendu*, serait regardé comme pays neutre mais ferait partie de la Cisalpine; que les communications avec la Toscane auraient lieu par Bozzolo et Borgo; et enfin que la tête de pont d'Occhiobello serait détruite, puisque la convention d'Alexandrie n'accordait que Ferrare aux Autrichiens sur la rive droite du Pô. Quant à Ancône, Reille était autorisé à en traiter définitivement, et il lui était recommandé d'exiger une réponse catégorique sur tous ces points, et de prévenir le baron Melas qu'en cas de refus un cour-

rier extraordinaire porterait immédiatement à Paris l'avis de la reprise des hostilités.

Cet ultimatum annonçait si bien un parti pris, que le général autrichien s'exécuta. Reille ménagea sa susceptibilité, et sembla ne pas s'apercevoir des efforts que *fit* le vieux baron pour dissimuler le regret d'attacher son nom à une convention si rigoureuse.

Cette preuve péremptoire de l'ascendant acquis aux Français par la victoire de Marengo fut signée le 31 juillet. Elle portait en substance que la ligne de démarcation serait conforme à celle que nous venons d'indiquer; que le pays situé entre les avant-postes des deux armées, le Pô Volano et le Pô Primaro, ne serait point occupé, mais resterait à la disposition de l'armée française pour en tirer des vivres; que la ligne de démarcation du côté de l'Italie méridionale commencerait à la mer entre Pezaro et Fano, se dirigerait sur le territoire de la république de Saint-Marin déclaré neutre, et de là jusqu'aux frontières de la Toscane en suivant celles du duché d'Urbin; enfin que les troupes autrichiennes dirigées sur la Toscane seraient tenues de prendre des laissez-passer de Massena.

On voit que dans cette convention il n'était point question de la Valteline, et l'armée française continua à l'occuper, ainsi que le pays de Lucques, malgré les vives réclamations du général autrichien.

CHAPITRE VII.

Massena se rend à Turin pour presser la rentrée des contributions. — Les autorités piémontaises l'y accueillent et le dénoncent secrètement au Premier Consul. — Massena reçoit un million de Paris. — Proclamation aux Cisalpins. — Misères des troupes à Gênes et dans les Alpes maritimes. — Le Premier Consul déclare ne pouvoir venir au secours de l'armée. — Surprise d'avant-postes français par les Toscans. — Rappel du général Dupont. — Le gouvernement provisoire du Piémont donne sa démission; elle est refusée. — Masse a met le service des vivres pain et liquides à l'entreprise; il est désapprouvé par le ministre de la guerre. — Demandes réitérées de fonds au Premier Consul. — Ordre du jour donnant le bilan de la caisse de l'armée. — Correspondance politique, militaire et administrative du ministre de la guerre. — Lettre foudroyante de Carnot. — Réponse de Massena. — Arrivée à Paris de l'adjudant général Lacroix; son colloque avec le Premier Consul. — Rappel de Massena; ses adieux à l'armée. — Son retour à Paris; son entrevue avec Bonaparte. — Observations sur la critique de la défense de Gênes.

Nous avons vu plus haut que les généraux avaient reçu l'ordre de prêter la main à la rentrée de la contribution de 2 millions destinée au payement de la gratification d'un mois de solde, mais leur intervention, ordinairement si puissante, fut loin d'avoir dans cette circonstance toute l'efficacité qu'on en attendait. La misère était grande dans la République cisalpine, et de plus l'incertitude de l'avenir y paralysait les capitaux. On réunit cependant en huit jours un million avec lequel on put donner un premier à-compte sur la solde; malheureusement il n'en fut pas ainsi en Piémont, car le gouvernement n'avait fait jusque-là qu'un vain étalage de zèle.

Après avoir remis au ministre extraordinaire Dupont

la liste des individus taxés, il n'employa aucun moyen de contrainte pour faire rentrer les fonds et l'assaillit chaque jour de nouvelles doléances. Ces biais ne réussissant pas auprès du général, qui plus juste appréciateur que Dejean et Petiet des besoins du soldat conservait une attitude pleine de fermeté, ils adressèrent directement à Massena les plaintes les plus amères et ne tardèrent pas à l'accabler de notes, par l'entremise du chargé d'affaires que la commission de gouvernement avait délégué près de lui. Ne s'en rapportant pas à des plaintes et voulant pénétrer à fond les choses, le général en chef se rendit à Turin. La population tout entière l'accueillit au milieu des fêtes et des réjouissances publiques, et le président de la commission Galli et ses collègues l'accablèrent des prévenances les plus obséquieuses. Sans se laisser éblouir par ces démonstrations, Massena prit un langage sévère et répondit aux protestations de dévouement sans fin du gouvernement, en demandant des faits et de l'argent. Ces promesses avaient du reste tant d'apparence de sincérité, qu'il ne crut pouvoir refuser la fête préparée par les notabilités du pays, et il retourna à Milan après avoir vivement recommandé à Dupont surveillance et fermeté.

Comme il le soupçonnait, ces élans de joie et ces protestations n'étaient que des mensonges. Le jour même où tout s'agitait à Turin pour le fêter, les premières autorités adressaient à Paris les plus odieuses dénonciations non-seulement contre lui, mais encore contre les généraux Dupont, Chabran, Thureau, Casa-Bianca et autres, signalés au Premier Consul depuis quelque temps par des délations et des pamphlets, comme les sangsues du Piémont.

A son retour à Milan, Massena eut un moment de satisfaction, faible compensation des soucis qui le dévoraient depuis six semaines. Le chef de brigade Savary venait d'arriver avec un million et une dépêche de Bonaparte ainsi conçue : « L'aide de camp Savary, » citoyen général, vous porte un million en or pour » solder l'armée. J'imagine que vous aurez déjà eu » 2 ou 3 millions, *soit de ce qui se trouvait dans les » caisses, soit des impositions*, et qu'ainsi votre armée se » trouvera au courant.

» Tenez vous prêt à reprendre les hostilités.

» Renvoyez-moi par mon aide de camp l'état de si- » tuation de votre armée et de votre artillerie au 20 juil- » let. Lacombe Saint-Michel vous aura conduit 1,000 » chevaux, dont vous aurez sans doute pris une partie » pour votre équipage de campagne. Faites-moi aussi » connaître en détail les positions que vous occupez. Je » vous embrasse. »

Savary remit encore à Massena une lettre du ministre de la guerre, le prévenant que l'armée de réserve, sous les ordres de Brune, allait occuper l'Helvétie; ce général aurait aussi le commandement du pays des Grisons, qu'un détachement de l'armée de Moreau tenait en ce moment.

Si la lettre du Premier Consul répandit d'abord un peu de joie dans l'âme de Massena, en lui faisant entrevoir avec la guerre la fin de ses embarras, la réflexion le ramena bientôt à ses premières craintes : la dépêche annonçait bien la guerre, mais sa date coïncidait avec celle de la lettre de Moreau dont il a été fait mention plus haut. Il répondit cependant qu'au premier ordre de Bonaparte il commanderait les hostilités, et

que l'armée était prête à entrer en campagne : elle avait sa droite à Bologne, son centre à Crémone et sa gauche à Bergame, de sorte qu'en six jours elle pouvait être réunie sur l'Oglio.

On avait formé un équipage de pont de 60 bateaux. L'artillerie se trouvait en état, sauf les harnais. La ligne de l'Adda était assez bien défendue; les têtes de pont de Lecco, de Cassano et de Lodi étaient réparées. On travaillait activement aux fortifications de Pizzighittone, Brescia et Orci-Novi. Les têtes de pont sur le Pô étaient achevées et armées; on avait établi une nouvelle communication à Bremio. Deux ponts avaient été jetés, l'un à Valence, l'autre à Casal-Maggiore. « Ainsi, ci-» toyen Consul, disait-il, tout est en mesure; si pour » arriver à la paix, l'ennemi vous force à recommencer » la guerre, vous pouvez compter sur les bonnes dis-» positions et le dévouement de l'armée comme vous » devez compter sur le mien... Que ne puis-je vous » rendre le même témoignage sur la partie administra-» tive! Mais ici le zèle et l'activité ne suppléent pas les » ressources et j'en manque absolument. Cette réflexion » n'est qu'incidente dans une dépêche purement mili-» taire; mais cette idée que l'armée placée au cœur de » l'Italie est encore loin d'être au courant de sa solde et » de ses besoins, m'est toujours présente et m'afflige » profondément. »

L'on ne saurait dire si ce fût une indiscrétion commise par Savary ou une de ces rumeurs propagées par la malveillance, mais le bruit se répandit que la guerre allait recommencer. L'impression fut profonde dans la Cisalpine, la peur s'empara des patriotes à peine remis de leurs désastres, et la commission de gouvernement

reçut de tous côtés des rapports alarmants sur les menées des partisans de l'Autriche. Elle en informa Massena qui, instruit déjà par les rapports des généraux, adressa à nos malheureux alliés une proclamation dont le sens était combiné de manière à aider à la négociation de Reille, sur le point de porter son ultimatum à Mélas; la voici :

« A peine l'armée française, dirigée par le Premier » Consul, vient-elle de débarrasser votre territoire de » la présence de l'ennemi et de vous rendre à l'indé- » pendance, qu'on travaille à vous alarmer sur l'a- » venir.

» On vous peint une nouvelle coalition se réorgani- » sant sur les débris de celles qui ne sont plus, on vous » parle de l'arrivée des Russes; enfin on fait circuler » au milieu de vous mille bruits absurdes et mensongers. » Les hommes perfides qui cherchent à tromper votre » bonne foi veulent ressaisir quelques-uns des moyens » qu'ils ont employés jusqu'à ce jour sans succès contre » l'armée française, et c'est autant contre votre propre » tranquillité que contre la sûreté de cette armée que » leurs attaques sont dirigées. Eh bien! une seule vérité » suffit pour leur imposer silence, et cette vérité la » voici : c'est que dans l'état où les opérations militai- » res ont amené les choses, on doit regarder la paix » comme inévitable; c'est ainsi que, pour le repos de » l'Europe et votre propre prospérité, se réaliseront les » vœux ardents du gouvernement français pour la paix.

» La fureur des combats, soufflée par l'Angleterre, » s'emparerait-elle encore du cabinet de Vienne? Vou- » drait-il tenter encore une fois le hasard des batailles? » Leur résultat ne serait pas problématique. Des armées

» victorieuses qui se renforcent avec activité fixeraient » bientôt la fortune.

» Quelle doit être votre conduite, peuple cisalpin? » Celle que vous dicte votre confiance entière dans l'ar- » mée et le gouvernement français. Aussi les paroles » que je vous adresse ont-elles moins pour objet de ré- » veiller en vous ces sentiments que de vous exprimer » ceux que vous porte l'armée, d'apprendre à nos en- » nemis communs que l'union la plus intime règne en- » tre vous et les troupes françaises, et qu'ainsi leurs » criminelles espérances seront toujours déçues. »

Rien n'échappait à l'attention du général en chef: tantôt capitaine prévoyant, administrateur éclairé, et tantôt homme politique, il faisait marcher de front les questions les plus délicates et les plus compliquées. Il rectifiait son arrêté portant défense d'exportation des blés dans le Piémont, la Cisalpine et la Ligurie, dont l'esprit avait été faussé par les administrations locales des populations riches en grains, car les Italiens dans l'enfance encore du régime municipal, l'avaient interprété à la lettre pour leur convenance. Ainsi le Piémont et la Cisalpine, gardant leurs blés, affamaient la Ligurie. Ces vues étroites et ces taquineries de l'administration causaient des embarras sans nombre dont l'armée souffrait autant que les populations. Massena expliqua tout au long son arrêté : l'exportation n'était prohibée qu'à l'étranger, c'est-à-dire dans les parties de l'Italie occupées par l'ennemi. Il en autorisa même une de 3,000 charges de blé dans la Suisse italienne, sur la demande du commissaire général du gouvernement helvétique près des cantons de Lugano et Bellinzona.

Pour soulager la Ligurie, il invitait le payeur géné-

ral à tirer sur la trésorerie nationale de Paris jusqu'à concurrence des sommes versées pour l'emprunt de 2 millions consenti antérieurement par ce pays; il attirait sur Milan et Como le peu de denrées et de matériel que l'armée de réserve avait laissés au delà du mont Saint-Bernard; il ordonnait de diriger de Marseille sur Nice tous les effets de harnachement, d'équipement et d'habillement; il chargeait la compagnie Vergani d'approvisionner les places du Piémont, à l'armement et à la réparation desquelles le gouvernement piémontais devait pourvoir; il créait une commission mixte pour légaliser les fournitures faites avant sa nomination; il ordonnait la formation en Piémont de 2 escadrons de hussards et de 4 de dragons pour le compte et aux frais de la Cisalpine, en même temps qu'il assimilait aux troupes piémontaises une légion vaudoise de nouvelle levée; il instituait à Turin une commission militaire composée par moitié d'officiers français et piémontais, pour juger les brigands qui infestaient le pays.

Le commissaire des guerres chargé depuis longtemps de rechercher en Piémont les denrées abandonnées par les Autrichiens ou appartenant à la régence n'ayant retrouvé qu'un cinquième des approvisionnements de riz laissés par les Impériaux, tant à Novare qu'à Vercelli, Masséna l'autorisa à poursuivre vigoureusement cette restitution, ce qui amena de nombreuses chicanes dont on ne sortit qu'en exigeant l'exhibition des livres de l'administration des finances à Turin.

Cependant la détresse des troupes en Ligurie devenait extrême, surtout dans les hôpitaux. Officiers et soldats, à moitié nus et sans solde depuis 6 mois, assaillaient Menard de réclamations qu'il transmettait

inutilement au ministre. Le général Dejean se renfermant dans son rôle, répondait que ses attributions n'allaient pas jusqu'à lui permettre de frapper des impôts ou de contracter des emprunts. Il finit pourtant par proposer au gouvernement de payer un mois de solde, mais la timidité de sa demande échoua contre la résistance des autorités liguriennes. Vainement Massena chercha à le convaincre par son expérience que les Génois ne lui accorderaient que ce qu'ils ne pourraient lui refuser; le ministre timoré ne tint aucun compte de ses avis, à la grande colère de Menard qui l'accusait de n'avoir point d'entrailles pour nos soldats, et de réserver sa pitié pour les Génois.

Dans les Alpes maritimes, le général Garnier souffrait plus encore s'il est possible; le pillage et la désertion, conséquences naturelles d'un abandon qui paraissait systématique aux yeux du soldat, augmentaient de jour en jour. Massena invita le préfet à y mettre ordre; mais peu après le ministre de la guerre enleva, comme nous l'avons vu, la 8e division militaire de la circonscription territoriale de l'armée, en laissant néanmoins à sa charge les réparations du pont du Var.

Sur les 1,500,000 fr. laissés par Bonaparte dans la caisse de l'armée de réserve, 300,000 avaient été souscrits par le directeur des douanes de Marseille; mais lorsqu'on lui en présenta les traites, vers la fin de juillet, il refusa de les accepter. Cela fut d'autant plus fâcheux, qu'à l'exception des 2 millions destinés à la gratification de l'armée et encaissés depuis peu, la Cisalpine n'avait encore rien payé.

Massena rêvait aux moyens de combler ce déficit qui laissait en souffrance des besoins spéciaux, lors-

qu'une dépêche du Premier Consul vint ajouter à ses dégoûts et à son embarras : « J'ai reçu, citoyen géné-» ral, portait-elle, vos différentes lettres des 13, 14, 15 » et 16 juillet ; la contribution de Milan, celle que vous » avez imposée à Lucques, l'impôt extraordinaire dont » vous avez frappé le Piémont et le million en or que » mon aide de camp Savary vous a apporté, doivent vous » mettre à même de subvenir aux besoins de votre ar-» mée. Il est nécessaire de faire des exemples : le pre-» mier village du Piémont qui s'insurgera, faites-le piller » et brûler.

» Il part aujourd'hui 500,000 francs en traites sur » Livourne. »

Massena convaincu enfin qu'il ne parviendrait pas à toucher le Premier Consul par des considérations morales, employa le langage précis et concluant des chiffres. Il prouva par des calculs irrécusables, qu'en portant au plus haut toutes les rentrées, même éventuelles, il y aurait toujours au 19 août un déficit de 3 millions quelque mesure qu'il pût prendre. Dans le moment actuel, la caisse de l'armée renfermait 500,000 francs et les dettes s'élevaient à 7,100,000 ; il résultait de là que pour éviter de grands malheurs il fallait : 1° créer des ressources extraordinaires qui permissent de faire face à l'arriéré de la solde et aux frais de remonte de tous les équipages ; 2° élever les recettes ordinaires au niveau des dépenses que l'ordonnateur en chef, tous comptes rigoureusement faits, portait à 6,400,000 fr. par mois, dont 2,400,000 pour la solde.

On serait en droit de nous accuser d'injustice si nous nous contentions d'exposer ces faits, sans tenir compte de la position de la trésorerie nationale qui ne pouvant

faire face aux nécessités des différents services, luttait péniblement pour débrouiller les finances de la République. Il est notoire en effet que la misère des temps et l'ineptie, encore plus que les dilapidations du Directoire, les avaient laissées dans un triste état; mais la taxe de guerre, l'emprunt de 12 millions, la vente des marais salants de l'Ouest, les cautionnements demandés à tous les employés du fisc et aux officiers ministériels, les congés révoqués et déclarés rachetables, enfin l'emprunt ouvert en Hollande avaient procuré plus de 200 millions sur lesquels Bonaparte, dans l'opinion de Massena, semblait pouvoir bien en tirer cinq ou six pour subvenir aux pressants besoins de l'armée d'Italie. Sans doute si le Premier Consul la laissait en proie à la misère, il n'y avait pas personnellement de sa faute, mais Massena pouvait s'étonner qu'il montrât tant de condescendance pour les Italiens. Quel général un peu soucieux de la gloire et du bien-être de son armée n'eût pas cherché à prévenir, ou au moins à étouffer les justes plaintes de ses soldats, misérables depuis si longtemps, dût-il même un peu fouler les populations étrangères? Les Cisalpins, les Piémontais, les Liguriens étaient nos alliés il est vrai, et la politique exigeait qu'on les ménageât; cependant, puisque le gouvernement français n'entendait pas subvenir aux frais d'entretien de l'armée, il fallait bien leur laisser ce fardeau, et Bonaparte aurait dû songer aux perplexités de son lieutenant, autour duquel murmurait une armée exaspérée par deux années de souffrance et d'abandon.

Nos ennemis, connaissant ces tiraillements, crurent l'occasion favorable pour faire une nouvelle levée de boucliers. En Piémont, une insurrection était à peine

étouffée qu'il en naissait une autre; le grand-duc de Toscane organisait ses milices, les enrégimentait, leur donnait un uniforme; 12 à 1,500 hommes avaient même fait irruption sur les avant-postes de Monnier à la Meldala. Dans le département du Reno, des troubles sérieux avaient éclaté, ainsi que dans les environs de Traghetto, Marara, Capofiume, et dans les parages de Scaracallacino.

Turreau était aux abois et sa division sur les dents; il demanda du renfort. Dupont joignit ses instances aux siennes, mais on ne put rien lui accorder. Quant aux insurgés toscans, ils furent battus à Guardara par Solignac, et ramenés jusqu'aux limites de leur pays par le général Monnier à la tête de 2 demi-brigades. Enfin de sévères exemples donnés par Vatrin en Romagne y ramenèrent la tranquillité.

Ces avantages ne rassurèrent pas Massena qui informa le Premier Consul, par courrier extraordinaire, de l'équipée du grand-duc de Toscane, et demanda en même temps au baron Melas l'explication de la levée en masse de la Romagne. Le général autrichien répondit, le 7 août, qu'on avait armé les milices dans la Romagne et la Toscane comme les Français de leur côté organisaient les troupes nationales des pays qu'ils occupaient, sans intention hostile, et seulement pour maintenir la tranquillité publique. Quant aux incursions sur la Cisalpine, il affirmait que les Impériaux n'y étaient pour rien, et qu'il allait donner l'ordre de rechercher les coupables et de les punir d'une manière exemplaire. Il tint parole, car quelques jours après un major autrichien vint annoncer de sa part à Massena que les coupables étaient punis, et que le général baron de Mylius

avait été sévérement réprimandé pour avoir ordonné des mouvements de troupes irréguliers.

Malgré l'irritation des esprits, le ministre extraordinaire en Piémont entreprit de faire rentrer la contribution d'un million frappée par arrêté du général en chef. Il commença par notifier au gouvernement qu'il eût à opérer un versement en denrées d'une valeur de 700,000 francs entre les mains d'un agent de la compagnie Guyot et Laponneraye, qui avait l'entreprise des vivres à fournir aux troupes stationnées en Piémont. On lui répondit que la République subalpine avait déjà fait de semblables versements pour plus d'un million, bientôt gaspillé par les commandants de place. Dupont proposa alors à la Consulte d'asseoir un nouvel impôt de deux millions pour subvenir aux frais d'administration du pays et à l'arriéré du subside mensuel. Il sollicita même une loi pour démonétiser les assignats autrichiens, dans la vue de faire reparaître les espèces métalliques. L'exécution de ces mesures fut suspendue un moment, parce que sur ces entrefaites, le *Moniteur* publia la nomination du général Jourdan aux fonctions de ministre extraordinaire en Piémont.

Nonobstant et peut-être à cause de son rappel, il déploya un redoublement d'ardeur dans les recouvrements. Comme le premier tiers rentrait avec peine, il employa les garnisaires, et prévint qu'en cas d'insuffisance il ferait incarcérer les récalcitrants. Le gouvernement poussé à bout donna alors sa démission, et sur le refus que Dupont faisait de l'accepter, attendit résolument la réponse du Premier Consul. Le ministre n'ayant en outre pas voulu se charger de tous les pouvoirs, la commission fut obligée de les garder cinq

jours, temps nécessaire pour recevoir de Milan les ordres de Massena, auquel Dupont envoya l'adjudant général Lacroix pour l'informer de cette nouvelle complication. L'incertitude où étaient plongés les Piémontais sur l'avenir politique qui les attendait, incertitude augmentée chaque jour par l'ambiguïté et l'indécision calculée de Bonaparte, leur donnait de la répugnance à payer les impositions frappées par Massena. C'est ce qui explique leur refus systématique de satisfaire de bonne grâce à la moindre réquisition.

L'adjudant général Lacroix ne devança que d'une heure chez Massena le délégué Colla, qui lui remit une dépêche de son gouvernement. Comme Dupont l'avait prévu, sa démission motivée y était jointe. La commission, revenant sur les plaintes tant de fois articulées contre l'imposition de 1,500,000 francs et les réquisitions partielles, faisait au général en chef une série de demandes, la plupart inadmissibles, telles que l'ajournement de l'approvisionnement des forts d'Alexandrie et de Tortone.

Massena crut voir dans cette manifestation de Colla une provocation à la sédition. « Vous n'avez pas sans » doute, lui répondit-il, calculé les conséquences de » votre démarche; je vous enjoins de rester à votre » poste jusqu'à nouvel ordre, et je vous déclare que je » mets sous votre responsabilité personnelle la sûreté » et la tranquillité du pays.

» Vous vous plaignez de l'énormité des contributions » imposées au Piémont. Qu'avez-vous fait jusqu'à ce » jour pour les acquitter? Rien! Qu'a fourni ce pays en » à-compte? Rien encore! Il a seulement nourri jusqu'à » présent environ 6,000 hommes. Comment avez-vous

» pu joindre spontanément votre démission à vos pre-
» mières réclamations? Pensez-vous vous débarrasser
» aussi des obligations que vous avez contractées envers
» votre pays et l'armée? »

A peine Colla avait-il reçu cette réponse, que Massena désirant adoucir ce qu'elle avait de trop sévère, reprit en détail dans une lettre les plaintes du gouvernement, et lui prouva que partout il s'était montré exagéré, sinon injuste. Il termina en l'informant qu'il prendrait en considération sa demande relative au dégrèvement de la contribution mensuelle, mais qu'il persistait à exiger la contribution extraordinaire dans le plus bref délai.

La commission de gouvernement se résigna à conserver ses fonctions, mais Dupont ne put jamais réaliser plus de 90,000 francs sur le million imposé. Massena prit enfin des mesures énergiques, et pour couper court aux insurrections, ordonna le désarmement du pays.

Les choses n'allaient pas mieux à Gênes; mais là, du moins, la misère était réelle. Massena renonça à la contribution de 500,000 fr., et n'exigea plus que l'approvisionnement de Gavi et la solde des troupes, ce qu'il finit par obtenir.

Tant de déboires et de déceptions le décidèrent à réclamer avec plus d'instances près du Premier Consul quelques secours en numéraire. « Sur les rochers de la
» Ligurie, disait-il, j'ai déployé la fermeté et la sévé-
» rité d'un général attaché à ses devoirs et à la disci-
» pline. L'armée a supporté la misère avec un courage
» héroïque, mais placée aujourd'hui au milieu des ri-
» chesses et de l'abondance, elle seule souffre; il est
» temps d'y mettre un terme! Et qui pourrait se résou-

» dre à être le témoin muet et insensible de tant de » maux?..... Tous les services se traînent; on a perdu » de vue l'immensité de nos dépenses; nous avions à » créer tous les services; l'armée de réserve a laissé » 14,000 malades dénués de tout dans les hôpitaux. On » a oublié que les dépenses de l'artillerie, des équipages » de pont et l'entretien des arsenaux sont à notre charge, » et que les dépenses extraordinaires et imprévues sont » un objet de près de 200,000 fr. par mois. Il avait été » convenu qu'on m'enverrait de France 2,500,000 fr.; » il serait dû à ce compte, pour les deux mois passés, » 5 millions et je n'en ai reçu qu'un. »

Une certaine régularité toutefois commençait à s'établir dans la perception des impôts de la République cisalpine, et le ministre Petiet assurait au général en chef qu'il pouvait compter sur des ressources capables de couvrir au moins la fourniture du pain et des liquides. En vue d'exonérer le pays des contributions en nature qui l'épuisaient, Masséna eut l'idée de confier ce service à la compagnie Guyot et Laponneraye qui s'en acquittait déjà avec assez d'exactitude en Piémont. On passa donc un marché avec elle et on l'autorisa à faire circuler les grains, farines et bestiaux, dans toutes les contrées occupées par nos troupes, avec exemption de droits de douane et de transit. Mais les vendeurs haussèrent leurs prix aussitôt qu'ils trouvèrent des acheteurs, de sorte que la compagnie, dont les ressources n'excédaient pas 300,000 fr., était dans un extrême embarras. Pour l'en sortir on employa un moyen arbitraire et pourtant excusable par la difficulté de la situation. On lui permit de prendre toutes les denrées qu'elle trouverait, à condition de payer comptant les prix fixés par

les commissaires ordonnateurs. Si cette mesure portait atteinte à la liberté des transactions et substituait à celle du commerce une sorte de réquisition, elle interdisait du moins l'agiotage et l'accaparement dont les conséquences eussent été funestes à l'armée.

Cependant les réclamations incessantes et les accusations calomnieuses adressées au gouvernement français par les commissaires de la Cisalpine Greppi et Marescalchi, engagèrent le Premier Consul à faire adresser (31 juillet) par le ministre de la guerre, à Massena, une instruction où il lui traçait de nouveau ses devoirs. Le général en chef devait seul, disait Carnot, se réserver le droit de frapper des réquisitions. Il l'invitait à faire rendre un compte exact des besoins actuels de l'armée et des places, et à déterminer les réquisitions de façon à approvisionner les services quelques jours d'avance. Il devait les répartir en raison des facultés du pays et charger les magistrats de les imposer, de les recueillir et d'en effectuer le versement de manière qu'il n'y eût plus d'intermédiaire entre eux et Massena. On lui conseillait de former auprès de lui un comité spécial composé de militaires et d'administrateurs probes et intelligents, pour le seconder dans cette partie, et d'expulser de l'armée tous les individus sans emploi dans les administrations (voyez *Pièces justificatives* n° XIX).

Massena instruisit le ministre des arrêtés qu'il venait de prendre, d'après la proposition de l'ordonnateur de l'armée, en le prévenant qu'il les révoquerait et adopterait le mode prescrit à partir du 19 août. Ce système était, en effet, le seul praticable dans la pénurie où l'on se trouvait, quelque ruineux qu'il fût pour le pays, dont les récoltes constituaient la seule richesse.

A l'époque de ses plus grands embarras, le général en chef avait dépêché à Paris le chef de brigade du génie Marès pour appuyer ses demandes. Cet officier supérieur, en qui il avait placé sa confiance, devait exposer verbalement à Bonaparte ce que maintes fois et sans succès il lui avait dit par écrit, savoir : Qu'il était dû à l'armée pour la solde au 19 août, 11,800,000 fr. dont il lui remettait l'état détaillé, certifié par l'ordonnateur; que le mécontentement des troupes éclatait en violents murmures, et que le général en chef ne répondait plus de les maintenir dans la résignation et le devoir; que les partisans de l'Autriche travaillaient le peuple et l'armée, en faisant ressortir près de l'un les énormes réquisitions dont on l'accablait, près de l'autre sa misère et sa nudité; que la mauvaise volonté des administrateurs du pays se manifestait en toute occasion : c'étaient, pour la plupart, des hommes nommés durant l'occupation autrichienne et que, de l'aveu même du ministre Petiet, il aurait fallu changer, mais que, dans l'œuvre de conciliation et de fusion des partis, entreprise par la politique du Premier Consul, on avait été obligé de conserver. Enfin, cet officier devait supplier Bonaparte d'assurer les fonds nécessaires aux services courants et à la solde arriérée. Il n'avait pas encore franchi les Alpes, que la démission du gouvernement piémontais obligea Massena à dépêcher à Paris un second officier, pour traiter à fond de l'incident qui venait de survenir. C'était une occasion naturelle de rappeler au Premier Consul qu'à l'époque où il avait posé les bases du système politique et administratif des pays reconquis, le général en chef lui avait fait remarquer que l'autorité militaire étant sans prépondérance, l'état de misère et d'abandon où se trou-

vait maintenant l'armée ne tarderait pas à justifier ses prévisions, cruellement réalisées aujourd'hui. La Ligurie ne payait aucune contribution et discutait la légalité de celles qu'on lui avait imposées. Le Piémont après avoir ajourné, sous divers prétextes, le payement de sa quote-part, mis en demeure de prouver sa bonne volonté, déclarait être dans l'impossibilité absolue de contribuer à l'entretien de l'armée. La commission de gouvernement, après avoir épuisé tous les moyens dilatoires donnait sa démission, et excitait ainsi par sa retraite calculée le pays à l'insurrection. La République cisalpine fournissait seule et de mauvaise grâce des secours insuffisants.

« Quand ferai-je donc la guerre comme général en » chef dans des circonstances ordinaires? » ajoutait-il en terminant la lettre dont, indépendamment des instructions verbales, était chargé cet officier. « En Helvétie » on m'a laissé sans secours, l'armée menaçait de s'in- » surger et de se dissoudre; mais une contribution de » 2 millions, que je levai et appliquai à la solde, pré- » vint ce malheur. En Ligurie, je force le soldat à des » privations telles que les annales de l'histoire en offrent » peu d'exemples; il se résigne, dans l'espoir de jours » moins malheureux. Je passe en Italie pays riche et » abondant, à la tête d'une nombreuse armée, et ne puis » lui donner seulement du pain. C'est donc moi qui se- » rai toujours condamné à boire le fiel du calice! Je » vous le dis le cœur brisé de chagrins, citoyen Consul, » ou donnez-moi le moyen de solder, nourrir et équiper » l'armée, ou retirez-moi un commandement où j'accrois » chaque jour le nombre de mes ennemis, par les refus » continuels qui sortent de ma bouche, refus qu'on at-

» tribue à ma mauvaise volonté et non à la pénurie du » trésor.

» En voilà bien assez, mon général, pour vous éclai- » rer sur la situation de l'armée, sur celle de l'Italie et » la mienne : vous avez de grandes dispositions à faire, » de grands intérêts à concilier ; au milieu de tout cela, » je vous en conjure, ne perdez pas de vue qu'il faut » tarir la source des peines qu'éprouve un de vos an- » ciens compagnons d'armes dont l'attachement pour » vous ne se démentira jamais. »

Lacroix, porteur de cette dépêche, dut en remettre une au ministre de la guerre où, après lui avoir exposé les besoins de l'armée et exprimé le chagrin de ne pouvoir y porter remède, se trouvaient ces lignes : « On m'accuse d'être dur ; la perfidie se plaît à répandre » le bruit que je sacrifie le soldat à mes intérêts... Au » reste, si mes ennemis travaillent contre moi, il faut » convenir que les circonstances les secondent à mer- » veille... Je suis accablé de pétitions, et je ne puis » obliger personne!...

» Je ne crois pas devoir vous le dissimuler, citoyen » ministre, je suis dévoré de chagrins et d'inquiétudes, » et je renoncerais plutôt au commandement de l'armée » que de la voir souffrir continuellement et d'essuyer » le juste reproche d'être l'instrument passif de ses » souffrances... Ne perdez pas de vue qu'améliorer le » sort de l'armée c'est diminuer la source de mes peines » et faire tomber les armes des mains de mes en- » nemis. »

Deux jours après le départ de Lacroix, il fit mettre à l'ordre du jour la récapitulation des recettes et des dépenses faites depuis qu'il avait pris le commande-

ment. Le préambule de cet ordre du jour singulier porte :

« L'armée avait reçu, antérieurement à l'époque où » j'en ai pris le commandement, l'assurance que la solde » arriérée serait mise au courant : ces promesses n'ont » pas été réalisées. La malveillance rejette sur le général » en chef l'oubli où paraît être laissée cette branche » essentielle des besoins du soldat; elle va plus loin, » elle suppose qu'on détourne de la caisse les fonds » destinés à cette dépense sacrée.

» Le général en chef croit devoir instruire ses frères » d'armes des remises de fonds qui ont été faites pour » l'armée, de leur emploi jusqu'à ce jour, et de ses sol- » licitations auprès du gouvernement pour assurer de » nouvelles rentrées. Ce simple exposé détruira les viles » et absurdes calomnies qui circulent, en présentant la » vérité dans sa plus grande évidence. »

Suivait ensuite le tableau des recettes et des dépenses, duquel il résultait que la caisse avait touché 6,400,000 fr. Les 6 millions avaient reçu une destination, et il restait 400,000 fr. disponibles.

Ce curieux document se terminait ainsi :

« Le général en chef pénétré de la situation de l'ar- » mée relativement à l'arriéré de la solde, après avoir » expédié à Paris plusieurs courriers, a pris le parti » d'envoyer tout récemment deux de ses officiers au » général Bonaparte pour solliciter des secours. Il attend » leur retour avec impatience, et fera connaître à l'armée » le résultat de cette démarche aussitôt qu'il l'aura reçu. »

Nous avons omis, au milieu de tant de faits qui se pressent sous la plume, de rendre compte de quelques dépêches politiques du ministre de la guerre. Le 10 juil-

let, avant que la cour de Vienne se fût décidée à envoyer M. de Saint-Julien à Paris, Carnot annonçait à Massena que si l'obstination et les lenteurs de ce cabinet nous forçaient de recourir à de nouvelles victoires, l'intention du Premier Consul, pour le porter à une paix raisonnable, était que les armées du Rhin et d'Italie tranquilles sur leurs flancs et leurs communications, pussent concentrer mutuellement leurs forces et agir avec énergie pour frapper des coups décisifs; que dans cette vue il venait d'ordonner à 20,000 hommes de l'armée de Batavie, commandés par Augereau, de pénétrer en Franconie pour détacher de la coalition les petits princes de l'Empire germanique, menacer la Bohême, couvrir et appuyer au besoin le flanc gauche de l'armée du Rhin qui se concentrerait sur le Danube et en Bavière. La nouvelle armée de réserve, que le Premier Consul espérait porter à 40,000 hommes, sous les ordres de Brune, occuperait l'Helvétie, d'où elle chercherait à pénétrer chez les Grisons afin de menacer le Tyrol et d'entretenir les communications entre les armées du Rhin et d'Italie, et de renforcer au besoin l'aile droite de l'une et la gauche de l'autre. Des ordres étaient donnés pour que 5,000 hommes de cette armée se missent en marche immédiatement, afin de prendre une position d'observation vers le lac de Constance, en attendant que le reste des troupes fît son mouvement. Les limites des opérations de cette armée devaient s'étendre vers l'Italie, depuis les frontières des Grisons jusqu'aux sources de l'Inn et du Rhin, et au delà en suivant la frontière d'Helvétie. Tous les corps, qui par suite des opérations de la campagne, dépasseraient cette ligne, feraient partie de l'armée d'Italie.

La position de l'armée de réserve aurait donc servi de pivot aux mouvements des armées du Rhin et d'Italie. On avait recommandé à Brune de se concerter avec leurs généraux en chef.

Deux jours après, Carnot ajoutait : « Il paraît que la » cour de Vienne veut suivre encore son système de » temporisation, sans rien conclure. L'intention du Pre» mier Consul, qui n'est ni ne veut être la dupe de ces » lenteurs, est que vous vous teniez prêt à déclarer » vers le 20 juillet à M. Melas que les hostilités recom» menceront le 29, puisque le temps nécessaire au re» tour du courrier est passé et que la cour de Vienne ne » répond pas. Faites vos dispositions en conséquence; » soyez prêt à frapper. Un courrier qui partira d'ici le » 15 juillet vous portera le dernier ordre du gouver» nement sur cette déclaration. » Le ministre recommandait ensuite à Massena de faire sauter les citadelles de Milan et de Plaisance et d'en évacuer sans délai l'artillerie tant en France qu'à Pavie. Il l'invitait à veiller à l'approvisionnement des places. Le 13 juillet, Carnot ordonnait à Moreau de faire passer en Italie les détachements de l'armée de Massena qui se trouvaient alors à celle du Rhin, et pareil ordre fut donné à Brune relativement aux détachements des 3e et 101e, restés dans la vallée de la Reuss et sur le Saint-Gothard. Enfin, 5 ou 6 jours après, le ministre nomma le général Morand commandant d'Alexandrie, et le général Dulauloy de Tortone.

M. de Saint-Julien était à Milan à l'arrivée de la dépêche du 12. Massena fut donc dispensé de signifier au baron Melas la reprise prochaine des hostilités, mais il n'en poussa pas moins avec ardeur l'exécution des ordres

du ministre, et si les places conservées ne furent pas complétement approvisionnées, surtout en Piémont, on en connaît maintenant la raison.

Le 2 août, le ministre informa confidentiellement Massena que le comte Saint-Julien avait fait des propositions qui avaient été acceptées par le Premier Consul, et que le 15, la réponse de l'Empereur déciderait de la paix ou de la guerre. Rien ne faisait donc présumer la disgrâce prochaine du général en chef, bien que l'ordonnateur Aubernon eût, dès le 5, été rappelé pour rendre compte de ses opérations administratives et particulièrement des marchés qu'il avait passés, et qu'on lui eût donné pour successeur l'ordonnateur Eyssautier.

L'adjudant général Lacroix étant arrivé à Paris dans la matinée du 11 août, remit sa dépêche au Premier Consul et demanda une audience qui lui fut accordée pour le lendemain. La lettre si simple et si noble du général en chef aurait mis le Premier Consul dans un grand embarras, s'il n'avait pris à l'égard de Massena un parti que les circonstances et sa conduite antérieure ne faisaient nullement prévoir.

Quoiqu'il nous en coûte de dévoiler les faiblesses et les fautes d'une intelligence aussi haute que celle de Bonaparte, nous ne pouvons dissimuler un des côtés de son caractère et une des manœuvres qu'il a le plus souvent employées pour primer ses contemporains. La plupart des hommes supérieurs sont malheureusement trop sujets à l'enivrement de leur propre mérite et prennent ombrage de celui qui en approche. N'écoutant que la voix d'une ambition démesurée, ils passent sans scrupule sur les lois de la justice et de la morale et foulent aux pieds avec indifférence tout ce qui peut en-

traver leur course ascensionnelle. Massena était, après Bonaparte, l'homme le plus populaire de France; à Zurich, il avait préservé le pays d'une invasion qui aurait tout remis en question. Cet éminent service l'avait placé dans le cœur de ses concitoyens reconnaissants à côté du vainqueur de l'Italie, bien que celui-ci eût porté plus loin l'éclat de nos armes, et si la victoire de Marengo avait encore rehaussé la gloire du Premier Consul, n'était-ce pas à la défense de Gênes qu'il en était redevable?

Bonaparte trouvait donc une popularité en face de la sienne, et nous avons vu qu'après le 18 brumaire elle l'offusquait déjà; mais il l'avait habilement éloignée, attendant le moment de la détruire ou de la mettre à sa discrétion. A cette époque, Massena était nécessaire : lui seul pouvait imposer à l'Italie; aussi, tant que le Premier Consul ignora les intentions du cabinet de Vienne, il le ménagea comme le capitaine le plus redoutable à opposer à l'Autriche. Mais lorsque le comte de Saint-Julien eut signé le traité de paix qu'on ne prévoyait pas devoir être désavoué par sa cour, il crut le moment favorable pour s'en débarrasser, d'autant mieux que dès le principe l'ayant employé pour cause majeure dans une position des plus scabreuses, il en avait tiré tout le parti possible. Il semblait assez naturel de le remplacer, et Massena n'en pouvait murmurer, puisqu'il avait offert plusieurs fois sa démission, mais il sentit qu'en lui donnant un successeur, il fallait prétexter des motifs sérieux afin d'imposer silence à l'opinion publique qui aurait crié à l'ingratitude et à l'injustice.

La calomnie est une arme terrible : on l'a justement

comparée à la boue, qui laisse toujours une tache, même quand on l'a enlevée avec soin. Elle servit à souhait les ennemis de Massena. On ramassa toutes les platitudes des pamphlets venant en foule du Piémont et de la Cisalpine; on réunit les odieuses imputations des fripons et des mécontents qu'il n'avait pas voulu garder à l'armée d'Italie, et on en fit des chefs d'accusation auquels on ajouta tout ce qu'on put trouver d'interprétations défavorables dans les réclamations qui arrivaient de l'armée et des pays qu'elle occupait. On tint en réserve cet arsenal de mensonges pour répondre aux exigences de la rumeur publique, si elle venait à éclater.

Cependant comme Bonaparte ne voulait pas rompre en visière à Massena, il résolut de dissimuler par de faux semblants d'amitié et de bienveillance l'odieux d'une mesure dont le résultat était combiné depuis longtemps.

L'affaire se décida brusquement. Le ministre de la guerre Carnot reçut l'ordre d'écrire à Massena comme si l'on eût acquis récemment la preuve des faits articulés dans les honteux pamphlets dont nous venons de parler. Il devait lui témoigner le mécontentement que le Premier Consul éprouvait de son administration, et lui faire pressentir son prochain remplacement. Le même courrier apporta deux lettres du ministre, datées du 11 août. La première (voyez *Pièces justificatives*, n° XX) prescrivait des mesures épuratives (déjà faites par Massena) dans l'administration et dans l'état-major, et son style tout administratif était loin de faire soupçonner le contenu de la seconde ainsi conçue :

« Je vous ai plusieurs fois entretenu, citoyen général, » de la part du Premier Consul, de la nécessité de mettre

» un terme aux abus et délits de tout genre qui se com-
» mettent journellement à l'armée d'Italie. Je ne vous
» ai pas dissimulé qu'il parvenait tous les jours au gou-
» vernement des renseignements affligeants, des plaintes
» amères sur les désordres qui ont entretenu jusqu'ici la
» misère du soldat et la détresse de l'armée. Je ne vous
» dissimulerai pas non plus, citoyen général, que loin
» de se ralentir, loin d'apporter la nouvelle de quelque
» amélioration, ces renseignements et ces plaintes ont
» pris un caractère encore plus grave, et ont appris au
» gouvernement des abus auxquels il ne pourrait croire,
» s'il n'en avait la preuve. Il est venu à la connaissance
» du Premier Consul (remarquez que Carnot ne dit pas
» à la sienne), que le droit de faire passer des subsis-
» tances dans la Cisalpine ne s'obtenait qu'en payant
» des pots-de-vin aux hommes investis de l'autorité ;
» qu'il s'était fabriqué de faux billets de banque de
» l'Empereur et de fausses lettres de change du Piémont ;
» que les uns et les autres ont été envoyés à Vienne, et
» que le citoyen Morin, votre premier secrétaire, était
» l'auteur de ces faux. Je ne vous dissimulerai point
» enfin que, parmi les autres personnes qui vous en-
» tourent, on désigne quelques individus qui sont in-
» dignes de votre confiance, et qui doivent même être
» considérés comme dangereux.

» Je me suis fait un devoir, citoyen général, de vous
» transmettre ces détails d'après lesquels vous concevrez
» qu'il est urgent de prendre des mesures décisives. Le
» gouvernement s'en occupe, et dès qu'elles seront ar-
» rêtées, je vous en donnerai connaissance. »

On ne sera pas surpris de l'acrimonie des termes de cette lettre, si l'on se rappelle que Carnot devenu mi-

nistre de la guerre, dut probablement avoir connaissance par quelque commis officieux de la dépêche que Massena adressa au ministre, à l'époque de l'évacuation de Zurich, sur sa prétendue présence au camp de l'Archiduc. Comme nous l'avons vu, Massena sans rien affirmer avait seulement reproduit le rapport de Ferino et ne pouvait strictement s'empêcher de le faire. Carnot saisit avec empressement l'occasion de frapper à son tour l'homme qu'il croyait coupable, et de lui faire payer ainsi une imputation si blessante pour son patriotisme.

A la lecture de cette lettre foudroyante, l'indignation s'empara du cœur indépendant et fier de Massena. N'ayant jamais reçu d'insulte, quelle terrible impression dut faire sur son âme une pareille injure! Aussi, avant de se livrer à la moindre enquête au sujet de ces prétendues malversations, et fort de sa conscience, il répondit immédiatement en ces termes :

« Ce n'est pas sans surprise, citoyen ministre, que » j'ai lu votre dépêche du 11 août, qui m'a été apportée » par un courrier extraordinaire.

» Je nie, citoyen ministre, tous les faits qui y sont » contenus, et je les déclare faux et calomnieux tant » contre moi que contre le citoyen Morin, mon secré» taire. Quant à la misère du soldat, *vous savez mieux* » *que personne à qui le reproche doit être adressé.* Cette » déclaration peut suffire à mon honneur et aux hommes » impartiaux.

» Je dois vous témoigner encore mon étonnement, » citoyen ministre, des termes peu mesurés dans les» quels votre lettre est conçue. Depuis que je commande » les armées de la République, ni le gouvernement, ni » les ministres n'ont employé à mon égard un pareil

» style, et je devais encore moins m'y attendre dans les » circonstances présentes. Mes droits incontestables à » la reconnaissance nationale sont d'une nature à ne » pas souffrir que je puisse être diffamé, et je ne le » souffrirai jamais ! »

Ceux qui appartiennent en politique à cette école qui justifie tout par le succès et la nécessité passeront peut-être condamnation sur la conduite du Premier Consul. Les embarras et la responsabilité qu'entraînaient sa position de chef du gouvernement, l'intérêt de l'État, la nécessité du moment, l'impossibilité même où il était de sortir honnêtement de cette situation difficile, militeront à leurs yeux puissamment en sa faveur. Mais en sera-t-il de même pour l'esprit impartial qui pèse les hommes et les choses dans la balance de l'équité? Tout en tenant compte de la position de Bonaparte et faisant une large part à l'équivoque des moyens permis aux hommes d'État, pourra-t-il ne pas blâmer le Premier Consul ? Il rendait au pays d'immenses services, c'est vrai ; mais Massena n'avait-il pas, lui aussi, mérité la reconnaissance de la nation? Etait-il un de ces personnages obscurs et vulgaires qu'un gouvernement se croit en droit de briser comme de simples instruments de ses besoins? Était-il généreux et loyal de froisser de la sorte un général qui venait de s'immortaliser par deux campagnes aussi brillantes que Gênes et Zurich? Cette duplicité ne réveille-t-elle pas un sentiment pénible, et n'est-il pas amer de penser que le dévouement, le courage, le sacrifice incessant de sa vie, le patriotisme enfin, ont pour récompense le déshonneur et la honte, en vertu de prétendues nécessités politiques, au nom de ce qu'on nomme raisons d'État!

Comme homme privé, Bonaparte était-il plus excusable et que pouvait-il reprocher à Massena? avait-il mis le moindre obstacle à sa fortune? Au contraire, il l'admirait comme général, et en toute occasion il laissait éclater ce sentiment; sa conduite au 18 brumaire avait été prudente et convenable. En se chargeant du commandement de l'armée d'Italie, et surtout en défendant Gênes avec tant d'énergie et de constance, il avait rendu un signalé service, non-seulement à la France, mais encore à Bonaparte, en lui permettant de poursuivre l'exécution de desseins qui augmentaient sa gloire et son influence; de plus en consentant à rester en Italie après la bataille de Marengo, il prenait une tâche au-dessus des forces humaines et devait y succomber dans un temps donné. Le Premier Consul le savait mieux que personne, mais c'était un moyen d'user celui qui jamais pourtant, n'avait songé à se poser en rival, et il employa tout pour le déterminer à accepter ce commandement. Il lui fait des promesses pompeuses, l'assure de son appui constant, et non-seulement le laisse ensuite dans l'embarras, mais encore il en fait retomber les causes sur lui, l'en rend responsable et le destitue, justement parce qu'il a fait tout ce qu'il faut pour être soutenu et récompensé!

L'adjudant général Lacroix avait, comme nous l'avons dit, obtenu une audience du Premier Consul. Dans cet entretien, Bonaparte se montra d'une adresse extrême et sut colorer d'une façon spécieuse la mesure qu'il avait arrêtée. Sans incriminer directement Massena, il prit toutes les plaintes qu'on lui adressait sur le général en chef, et les groupant habilement en un faisceau, il en fit sortir la nécessité de le rappeler au plus vite

pour sauver sa gloire et sa réputation. Massena, dit-il, était mal entouré; il avait une administration détestable qui dissipait en malversations de toute sorte les réquisitions qu'on ne cessait d'imposer aux pays reconquis; les marchés ne se passaient qu'à l'aide de pots-de-vin ruineux; sa familiarité avec l'ordonnateur de l'armée et son aveugle confiance en sa probité l'empêchaient de surveiller d'assez près ses opérations; un concert de plaintes lui arrivait de toutes parts, et jusqu'à des protestations signées de plus de 200 soldats à la fois, se plaignant du gaspillage et du désordre de l'administration; la désunion était dans le corps des officiers, et les généraux eux-mêmes ne pouvaient s'entendre.

« C'est pour éviter à Massena de grands désagré-
» ments que je le rappelle, dit-il en s'animant; si je le
» laissais plus longtemps à l'armée, il ne tarderait pas
» à être perdu. Un ordonnateur qui va demander 8 mil-
» lions par mois pour l'armée d'Italie, tandis que nous
» n'en voulons que 16 pour faire aller toutes les armées!
» Il serait ridicule et impolitique d'exporter même 2
» ou 3 millions par mois; je vais donner l'ordre de faire
» rentrer en France les corps les plus faibles et les plus
» arriérés. Au moins si on les paye, l'argent restera
» dans le pays et ne passera pas à l'étranger. Ceci à la
» vérité, aura le grand inconvénient de diminuer l'armée
» en cas de reprise des hostilités, mais l'argent est trop
» précieux et je n'hésite pas. Il y aurait certes un moyen
» de maintenir Massena en Italie, ce serait de lui donner
» 12 millions, mais ne le pouvant pas, je suis forcé
» d'employer un autre expédient. J'y envoie Brune,
» qui avec un million, fera prendre patience et don-

» nera au gouvernement le temps d'aviser à d'autres » mesures. »

Lacroix opposa vainement que l'armée d'Italie était dans une situation tout exceptionnelle; qu'il fallait se féliciter au contraire de l'accord qui existait entre le général en chef et un ordonnateur auquel, jusqu'à présent, on n'avait rien reproché; que le corps d'officiers était animé des meilleurs sentiments d'union et de confraternité, et que le général Duhesme seul avait quitté l'armée avec un congé, pour aller aux eaux d'Aix; que les lettres anonymes et les pamphlets n'énonçaient aucun fait précis, n'articulaient aucune plainte prouvée; que Brune, sans argent, ne ferait pas autre chose que Massena et serait à bout de ressources bien plus vite, etc., etc.

Tout fut inutile; le parti était pris, et rien ne put faire revenir Bonaparte. Mais, comme il fallait ostensiblement un prétexte plausible pour expliquer le rappel de Massena, le Premier Consul chargea Carnot de désapprouver sa conduite en ce qui touchait la convention relative à la ligne de démarcation des pays occupés par les deux armées. Carnot enjoignit au général en chef de déclarer au baron Melas que le gouvernement consulaire annulait ce règlement, pour s'en tenir purement et simplement à la convention d'Alexandrie.

Massena n'eut pas la mortification de revenir sur un traité conclu avec tant de peine, car il reçut presque aussitôt la nouvelle de son rappel et de la nomination du général Brune (13 août) au commandement de l'armée d'Italie.

La lettre de Carnot était ainsi conçue : « Vous vou- » drez bien, général, au reçu de cette lettre, remettre au

» général Brune le commandement de l'armée s'il est » arrivé à votre quartier général, et dans le cas contraire, le remettre à l'un de vos lieutenants-généraux. » L'intention du Premier Consul est d'employer votre » zèle et vos talents d'une manière différente et également utile à la République.

» Il vous autorise à venir de suite et directement à » Paris, si vous le désirez, ou à vous retirer quelque » temps chez vous pour jouir du repos qui vous est » nécessaire, après quoi vous vous rendrez auprès de » lui. »

Massena ne pouvait qu'obéir. Il s'était plus que justifié près de ses troupes par l'ordre du jour qui leur présentait le tableau de la situation du trésor depuis le départ du Premier Consul. Il ne lui restait maintenant qu'à se laver aux yeux de l'opinion publique des imputations calomnieuses qu'on faisait circuler tout bas sur son compte, dessein qu'il comptait mettre à exécution dès son arrivée à Paris.

Avant de quitter l'armée, il lui adressa l'ordre du jour suivant :

« Braves soldats!

» Le général Brune vient prendre le commandement » de l'armée d'Italie, d'après les ordres du gouvernement. Si j'éprouve en le lui remettant un allégement » au poids dont j'étais oppressé, je n'en quitte pas moins » avec des regrets sincères des camarades dont j'ai constamment partagé les peines, les travaux, les souffrances et les dangers. Personne ne rendra plus justice » à votre résignation, à votre constance, que moi qui, » par un concours de circonstances singulières, ai été

» appelé à vous commander à des époques si difficiles, et » qui ai connu vos privations sans pouvoir toujours les » adoucir.

» Camarades, en me séparant de vous, j'emporte le » souvenir intéressant des rapports qui nous ont unis, » et n'oublierai jamais que, fidèles à ma voix, vous » avez constamment suivi le chemin de l'honneur. Con- » servez de votre côté la mémoire d'un général élevé » dans vos rangs et qui s'en est toujours fait gloire.

» Il m'est doux de vous dire que vous trouverez dans » le général Brune cette sollicitude paternelle que vous » méritez à tous les titres. Puisse-t-il vous faire obtenir » les secours que j'ai vainement réclamés pour vous! »

La conduite de la commission du gouvernement cisalpin adoucit un peu l'amertume dont son âme était remplie. Elle se transporta en corps à son hôtel pour lui exprimer ses regrets, et n'ayant pu le voir, son président, Sommariva, lui témoigna par écrit au nom de ses collègues, la peine que leur causait son rappel. « Elle n'était tempérée que par l'espoir d'une paix prochaine. » Il l'assura que jamais la république cisalpine n'oublierait ce qu'elle lui devait pour tous ses travaux et ses bons procédés.

Le 22 août au soir Massena quittait Milan et prenait la route de Paris.

Il y arriva le cœur ulcéré et bien résolu à se laver d'une manière éclatante des sourdes accusations dont on cherchait à ternir son honneur. Aussi courut-il immédiatement chez le Premier Consul, dans l'intention d'avoir avec lui une explication si catégorique et si complète qu'il ne pût plus rester le moindre doute dans l'esprit de personne sur les manœuvres dont il était vic-

time. Il ne fut pas plutôt annoncé, que Bonaparte venant à sa rencontre, lui prit les mains, les lui serra cordialement et l'aborda avec toutes les marques d'une sincère effusion. Massena dont le cœur débordait, ne fit nulle attention à cet accueil et laissa éclater sa juste indignation. Il peignit avec chaleur et vivacité la douleur que lui faisait éprouver une injustice aussi criante et la honte qu'elle faisait rejaillir sur lui. « Qu'étaient deve-
» nues les promesses du Premier Consul? Quels secours
» avait-il envoyés à l'armée? Comment et avec quoi
» voulait-il qu'on satisfît à ses réclamations? Qu'articu-
» lait-on de sérieux contre le général en chef? Où était
» la moindre preuve des basses calomnies contenues
» dans les pamphlets italiens? Était-ce bien à Bonaparte
» à ajouter foi à de misérables imputations, lui qui
» connaissait l'Italie et savait mieux que personne les
» soupçons qu'elle avait toujours fait peser sur les gé-
» néraux français?

» Aucune gloire, pas même la sienne, n'avait été à
» l'abri de la perfidie italienne, et quand on attaquait
» l'honneur d'un homme, surtout comme Massena, il
» fallait au moins prendre la peine d'examiner ce que
» valaient les accusations de misérables fripons qu'il
» avait renvoyés en France, ou de traîtres Piémontais
» dont il avait dans sa poche les protestations les plus
» flatteuses et les dévouements les plus obséquieux! »

Bonaparte l'écouta d'abord froidement et ne faisant que quelques signes de tête; mais arrivé là, il sentit que la réponse devenait difficile, et l'interrompant avec une vivacité un peu affectée, lui représenta qu'il était dans une grande erreur s'il pensait être disgracié, quand lui, Bonaparte, avait pour Massena toute l'estime

et toute l'affection possibles. Reprenant ensuite les raisons qu'il avait données à Lacroix, et les développant avec sa finesse et son habileté ordinaires, il chercha à lui démontrer ce que sa position avait de faux, et combien il lui aurait été difficile d'en sortir honorablement. Il insista particulièrement sur le mauvais entourage qui lui avait fait, à son insu, un tort immense, irréparable même s'il fût resté plus longtemps en Italie; il n'aurait pas tardé à souffrir les mêmes désagréments qu'à Rome en 1798, et cette fois se serait perdu pour toujours.

C'était uniquement par souci de sa gloire et par amitié pour lui qu'on le rappelait; loin d'être irrité, Massena devait donc avoir quelque reconnaissance de cette marque d'affection.

— « Mais, dit celui-ci en agitant la dépêche de Car-
» not, que voulez-vous que je pense de vos protesta-
» tions quand je reçois une lettre pareille? « Et la lisant à Bonaparte : « Une lettre aussi insultante à moi, Mas-
» sena, quand on ne traiterait pas ainsi un fourrier in-
» fidèle! Le ministre avait le droit de me livrer à un
» conseil de guerre, mais non de m'insulter. Devant un
» conseil de guerre, je confondrai mes calomniateurs et
» les ferai rentrer dans le néant dont ils n'auraient ja-
» mais dû sortir; mais que répondre à cette lettre?
» Quel est l'homme placé assez haut qui eût pu, sans
» crainte que je l'atteignisse, oser pareille chose? Il faut
» que vous ayez autorisé le ministre, sinon il n'aurait
» pas commis cette imprudence.

» — Moi, dit Bonaparte, autoriser une pareille chose!
» Vous n'y songez pas, Massena! je suis sûr que vous
» ne le croyez pas, il est impossible que vous le pen-
» siez. Ce diable de Carnot n'en fait jamais d'autres!

» Ces conventionnels sont incorrigibles, ils se croient » toujours au Comité de salut public. Je ne savais pas » qu'il vous eût écrit cette incroyable lettre.

» — Vous la désavouez donc, reprit Massena; je vais » en demander un compte sévère à son auteur. Il fau- » dra bien qu'il s'explique complétement et que j'aille » jusqu'au fond de toute cette affaire.

» — Restez tranquille, interrompit vivement Bona- » parte, cela me regarde, et me regarde seul. Je vous » prie même de ne plus vous en occuper et de me lais- » ser le soin de dire à Carnot ce que je pense.

» — Cela ne me suffit pas, dit Massena, je suis blessé » trop profondément pour qu'un simple reproche que » vous ferez au ministre efface le juste ressentiment que » j'éprouve de son offense.

» — Qui vous dit, reprit Bonaparte en le regar- » dant d'une manière significative, que je ne lui ferai » qu'un simple reproche? Est-ce à un vieux compagnon » de gloire comme vous de suspecter ma franchise et » mon amitié? L'opinion que vous aviez de moi a donc » bien changé, mon cher Massena! » Et continuant de son ton de bonhomie : Comment le défenseur de Gênes pouvait-il supposer que le Premier Consul se priverait d'un si ferme appui et retirerait à la République dans les circonstances difficiles où elle était, un de ses plus illustres et dévoués soutiens? Les hommes comme lui étaient trop rares pour qu'on ne se trouvât pas heureux de les employer et de les récompenser; il était, au reste, si peu en disgrâce qu'on lui conservait son traitement intégral de général en chef. « Reposez-vous de » vos fatigues, mon cher général, dit en terminant » Bonaparte, et le temps n'est peut-être pas éloigné où

» je pourrai utiliser dignement votre valeur et votre » génie. »

Que pouvait répondre Massena à d'aussi flatteurs et délicats éloges? Sa justification la plus éclatante ne sortait-elle pas de la bouche même du Premier Consul? Et puis, la louange est un poison qui engourdit les âmes les plus fières et les plus énergiques; enivré par celui que venait de lui prodiguer si habilement Bonaparte, il sentit tomber tout son ressentiment, et comme on protestait n'avoir pas un instant douté de lui, il se tint pour satisfait.

Il quitta Paris et alla à sa campagne de Rueil oublier un peu, au sein de sa famille, les périls, les dégoûts et les déboires qui, depuis quelque temps, l'avaient saturé d'ennuis et de découragements.

On avait parlé de son entourage : il fallait avoir l'air de justifier les imputations dirigées contre les hommes qui le composaient. M. Morin, son secrétaire, était surtout celui qui paraissait porter le plus d'ombrage aux ennemis de Massena. Administrateur éclairé, d'une intelligence distinguée sous plusieurs rapports, il s'était fait un beau nom comme écrivain et comme homme pratique. Il avait présenté au Directoire, en l'an VII, un ouvrage remarquable sur l'administration, qui depuis a servi à jeter les bases de cette importante matière. Il avait eu occasion, comme ministère public près des tribunaux militaires, de soutenir, dans le temps, une accusation contre un des Bonaparte, *inde iræ*. Quoique le ministre eût ordonné de l'arrêter, il ne fut nullement inquiété, preuve que les griefs articulés contre lui n'étaient que fictifs, et il put tranquillement travailler à son poëme de *Gênes sauvée*, qu'il publia quelques an-

nées plus tard. L'ordonnateur Aubernon, contre lequel s'étaient d'abord élevés des soupçons, et qu'on avait rappelé avec éclat, donna des explications qu'on trouva suffisantes, puisqu'il ne fut ni poursuivi, ni disgracié.

Ainsi, on le voit, l'âme de Massena était confiante et facile à se laisser prendre aux apparences de l'épanchement et de l'amitié. Bonaparte, après Marengo, l'avait proclamé, devant toute son armée, un héros. Il lui avait fait sur sa conduite à Gênes les compliments les mieux sentis et les plus mérités; il l'avait admirée, comme elle devait l'être, comme le chef-d'œuvre de l'audace, de la persévérance, de la valeur et de la science militaire; il lui répétait encore qu'il l'aimait et l'estimait. Comment croire que le Premier Consul s'abaissait jusqu'à le tromper? comment supposer surtout que, vingt ans plus tard, Bonaparte contesterait aigrement et d'une façon injurieuse à sa mémoire le mérite de ce beau fait d'armes?

La défense de Gênes, qui a immortalisé Massena et qui a excité l'enthousiasme de tous ses contemporains, a été à Sainte-Hélène l'objet de critiques amères et d'appréciations injustes de la part de l'Empereur. Devenu dans l'exil atrabilaire et morose, ce grand homme a oublié l'éclatante justice qu'il lui avait rendue. Tout entier à des souvenirs infidèles, son esprit, sous l'influence de la passion mélancolique qui a tourmenté les dernières années de sa vie, n'a pas voulu tenir un compte exact des difficultés vaincues par Massena. Nous allons examiner ses raisons : leur simple discussion en fera ressortir le peu de valeur.

Ses objections[1] portent sur trois points principaux :

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de France par Napoléon*, écrits

1° la distribution et l'emploi des troupes; 2° l'inopportunité de la reddition; 3° l'inaction de Massena après sa sortie de la ville. Nous allons les citer *in extenso* et les détruire une à une.

Mais d'abord Bonaparte porte l'effectif de l'armée d'Italie à un chiffre trop élevé, en lui donnant 40,000 hommes, tandis qu'elle n'en a eu que 21,000 en état de combattre. Il convient que les forces des Autrichiens étaient doubles des nôtres, par conséquent, d'après son calcul, elles se seraient élevées à 80,000 hommes. En revanche, ajoute-t-il, les positions de Massena étaient si bonnes, qu'elles compensaient et au delà cette disproportion. Son grand tort fut de n'en pas savoir tirer parti. Il voulut conserver les communications de son armée avec Nice et avec Gênes, cela était impossible, et il fut coupé.

« *Première observation.* Il eût dû placer son armée » d'une de ces manières : 1° Donner au général Suchet, » commandant la gauche, 14,000 hommes, et l'établir » avec ses principales forces sur les hauteurs de Monte- » Legino en les couvrant de retranchements; observer » Sette Pani, la tour de Melogno, la Madona della » Neve, San Giacomo, Cadibona, par des colonnes » mobiles; retirer toute l'artillerie des forts de Vado; » donner au lieutenant-général Soult qui commandait » le centre, 10,000 hommes pour défendre la Bochetta » et le Monte-Fajolo; donner au général Miollis qui » commandait la droite, 3,000 hommes qui se seraient » retranchés derrière le torrent de la Sturla, sur Monte-

à Sainte-Hélène et publiés sur les manuscrits entièrement corrigés de la main de Napoléon, par le général Gourgaud; Paris, Didot et Bossange, 2 vol. in-8°, 1823, tom. Ier, page 231 et passim.

» Ratti et Monte-Faccio; enfin, garder 7,000 hommes » de réserve dans la ville. L'attaque de Monte-Legino, » de la Bocchetta, de Monte-Faccio eût été difficile. L'en- » nemi, obligé de se diviser en un grand nombre de » colonnes, eût pu être attaqué et battu en détail; au » lieu de 20 lieues d'étendue qu'avait la position qu'oc- » cupait Massena, celle-ci n'en aurait eu que 10 : l'ar- » mée ennemie eût coupé la route de la Corniche, eût » tourné toute l'armée par sa gauche; elle se fût empa- » rée de San Giacomo, de Cadibona, de Vado; mais » l'armée française fût restée entière et concentrée; » lorsque sa gauche aurait été forcée sur les hauteurs » de Monte-Legino, elle se fût repliée sur Monte-Fajolo, » sous le canon de Voltri, et enfin sur Gênes.

» 2° Ou placer la gauche sur Voltri, à la Madona » dell'Aqua, le centre derrière la Bocchetta et la droite » derrière la Sturla. Cette ligne, beaucoup moins éten- » due, pouvait être occupée par beaucoup moins de » troupes; les fortifications eussent pu être faites avec » plus de soin; plus de moitié de l'armée eût pu être » tenue en réserve aux portes de Gênes; Massena eût » pu prendre l'offensive par la rivière du Levant, par » la vallée du Bisagno, par la Bochetta, par les mon- tagnes de Sassello, par la rivière du Ponant, et écra- » ser les colonnes ennemies obligées de se diviser dans » ce pays difficile.

» 3° Ou occuper, sur les hauteurs de Gênes, un camp » retranché menaçant l'Italie, en appuyer les flancs à » deux forts de campagne, en couvrir le front par des » redoutes et une centaine de canons non attelés, in- » dépendamment de l'équipage de campagne; enfin, » tenir une réserve en garnison à Gênes. Une armée

» française de 30,000 hommes, commandée par Mas-
» sena, placée dans cette formidable position, n'aurait
» pu être forcée par une armée de 60,000 Autrichiens.
» Si Melas respectait cette armée et manœuvrait pour
» la couper de Nice, cela n'était d'aucune conséquence ;
» Massena fût entré en Piémont. Si Melas eût manœu-
» vré sur Gênes, les places de Gavi et de Seravalle, la
» nature du terrain, ne lui eussent pas permis, ou eus-
» sent offert des occasions avantageuses de prendre l'i-
» nitiative, de tomber sur le flanc de l'ennemi et de le
» défaire.

» *Deuxième observation.* 1° Gênes a ouvert ses portes
» lorsqu'elle était sauvée. Le général Massena savait
» que l'armée de secours était arrivée sur le Pô : il était
» assuré qu'elle n'avait éprouvé depuis aucun échec,
» car l'ennemi se fût empressé de le lui faire connaître.
» Quand César assiégea Alise, il la bloqua avec tant de
» soin que cette place n'eut aucune nouvelle de ce qui
» se passait au dehors. L'époque où l'armée de secours
» avait promis d'arriver était passée; le conseil des Gau-
» lois s'assembla sous la présidence de Vercingétorix.
» Critognate se leva et dit : Vous n'avez pas de nouvelles
» de votre armée de secours, mais César ne vous en
» donne-t-il pas tous les jours? Croyez-vous qu'il tra-
» vaillerait avec tant d'ardeur à élever retranchements
» sur retranchements, s'il ne craignait l'armée que les
» Gaulois ont réunie et qui s'approche? Ayez donc de
» la persévérance, vous serez sauvés. Effectivement,
» l'armée gauloise arriva forte de 20,000 hommes et at-
» taqua les légions de César.

» 2° La proposition admise par le général Ott et l'a-
» miral Keith, de permettre à la garnison de sortir de

» la ville avec ses armes et sans être prisonnière de » guerre, n'était-elle pas aussi explicative qu'une let- » tre même de Napoléon qui eût annoncé son appro- » che? Quand cette base fut acceptée par l'ennemi, » quand il insista pour que la garnison se rendît à » Nice par mer, ne déclarait-il pas la position criti- » que où il se trouvait? Massena eût dû rompre alors, » bien certain que sous 4 ou 5 jours il serait débloqué; » par le fait, il l'eût été 12 heures après. Les généraux » ennemis savaient l'extrême disette qui régnait dans » la ville : ils n'eussent jamais accordé la capitulation » d'en sortir sans être prisonnière de guerre, si déjà » l'armée de secours n'eût été proche et en position » de faire lever le siége.

» *Troisième observation.* 5,500 hommes de la garni- » son sortirent de la ville de Gênes par terre, mais » sans canon. Massena s'embarqua avec 20 pièces de » canon de campagne, 1,500 hommes et débarqua à » Antibes. Il laissa 1,500 hommes, dans la ville pour » garder ses malades : son devoir était de partager » le sort de ses troupes, et il devait bien comprendre » l'intérêt que mettait l'ennemi à l'en séparer. Effecti- » vement, les troupes ne furent pas plutôt arrivées à » Voltri qu'elles apprirent l'approche de l'armée de se- » cours et du corps de Suchet à Finale. Si Massena eût » été à leur tête, il eût renforcé Suchet, marché sur le » champ de bataille de Marengo. Sa conduite, dans cette » circonstance, n'est pas à imiter. C'est une faute bien » fâcheuse et qui eut des suites funestes; ses motifs sont » encore inconnus. On a beaucoup parlé des flatteries » que les généraux ennemis lui prodiguèrent pendant » les conférences, mais elles eussent dû accroître sa mé-

» fiance. Lorsque Napoléon voulait accréditer le général » autrichien Provera, officier très-médiocre, il le loua » beaucoup et parvint à en imposer à la cour de Vienne, » qui l'employa de nouveau. Il fut repris plus tard à la » Favorite. Lorsque le général français qui commandait » Mantoue rendit cette place, le feld maréchal Kray » lui fit cadeau d'un drapeau en vantant beaucoup sa » valeur. Les louanges des ennemis sont suspectes, » elles ne peuvent flatter un homme d'honneur que lors- » qu'elles sont données après la cessation des hostilités. »

Nous ne discuterons pas ici l'excellence des dispositions qu'indique Napoléon. Son coup d'œil militaire est trop sûr et trop expérimenté pour ne pas juger sainement. Malheureusement, il y a un obstacle majeur qui l'aurait empêché de faire lui-même ce qu'il conseille à Massena. D'abord, où aurait-il pris les 34,000 hommes nécessaires aux distributions qu'il indique. Nous avons déjà vu combien on était loin de ce chiffre. Puis, il n'aurait jamais pu faire vivre ses troupes si elles eussent été resserrées dans ce petit espace. Disséminées dans un rayon beaucoup plus étendu, elles eurent toutes les peines qu'on sait à se procurer une chétive et incomplète subsistance, au prix de travaux et de difficultés incalculables. On ne pourra nous objecter que Massena aurait dû faire des approvisionnements suffisants pour être maître de la distribution de son armée : on connaît les impossibilités de tout genre qui l'ont arrêté dès le premier pas et l'abandon complet où on le laissa par la suite, l'armée de réserve absorbant toutes les ressources disponibles. Les positions prises par Massena étaient donc les seules à prendre à ce moment, car il ne put faire arriver ses corps en temps opportun, puisqu'ils

n'étaient ni vêtus, ni équipés. Il fallait qu'il attendît que ses demi-brigades eussent successivement des habits, des armes, des souliers. Melas, qui avait ses troupes toutes prêtes et sous la main, put donc facilement le prévenir et prendre l'initiative. Puis, la nécessité de faire vivre ses soldats ne tarda pas à devenir trop impérieuse pour qu'il fût permis à Massena de songer à autre chose. Cet empêchement était radical, et toutes les observations de Napoléon tombent devant lui. Il nous établirait un système de défense encore meilleur, que nous ne pourrions le considérer que comme un vain jeu d'esprit, une rêverie irréalisable, le point de départ étant complétement faux.

Mentionnerons-nous le manque d'artillerie et de cavalerie? C'est inutile, puisque nous regardons maintenant le reste comme du roman.

Une raison aussi forte encore : Si le plan de Massena est mauvais, la faute en doit retomber un peu sur Bonaparte auquel il a demandé des instructions, et qui le laisse sans réponse (voy. *Pièces justif.*, n° XXI), et ne lui fait parvenir par Carnot que longtemps après le plan de campagne de l'armée de réserve, où il lui recommande expressément de *tout faire pour conserver les communications avec la France.* Il nous semble qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour obtenir ce résultat.

« Gênes a ouvert ses portes quand elle était sauvée; » le général Massena savait que l'armée de secours » était arrivée sur le Pô; il était assuré qu'elle n'avait » éprouvé aucun échec. »

Gênes était sauvé, et par qui? Napoléon oublie-t-il donc que cette malheureuse ville ne s'est pas rendue aux Autrichiens, mais à la faim! et que le baron Melas

pouvait seul lui donner du pain! A supposer que le calcul de Bonaparte soit exact et que l'armée de réserve eût pu, douze heures après le moment de la reddition, débloquer Massena, ce qui est plus que contestable, elle n'aurait plus trouvé que des cadavres. Nous doutons de l'exactitude du calcul de Napoléon; en effet, s'il n'eût pas concentré, lui aussi, ses forces à Marengo, il n'eût pas battu l'ennemi, et quel corps aurait-il pu, sans inconvénient majeur, envoyer au secours de Gênes avant la bataille? S'il ne l'eût débloquée qu'après, nous sommes loin des douze heures, et si ne jugeant pas d'après les événements accomplis, mais bien d'après les hypothèses que Massena comme tout le monde devait faire à cette époque, nous considérons que l'ennemi, s'abstenant de couvrir Alexandrie, eût couvert Gênes par sa droite et par sa gauche, que devient le calcul de temps si rigoureux pour des hommes expirants de besoin?

Nous avons fait un tableau assez détaillé de la terrible et suprême extrémité où l'on se trouvait réduit; suprême, en effet, car il était impossible d'attendre une demi-journée de plus, et la distribution ayant, le jour de l'évacuation, manqué aux troupes de Miollis, il mourut quarante hommes de faim. Les soldats étaient affaiblis au point de ne plus pouvoir porter leurs armes, et dans les derniers temps ils faisaient, comme nous l'avons vu, leur faction assis. Massena ne pouvait connaître la position de l'armée de réserve ni la dépêche du baron Melas qui enjoignait au général Ott de venir en toute hâte se concentrer autour d'Alexandrie. Il avait tenu dix jours de plus que Bonaparte ne le lui avait demandé, et dans des circonstances inouïes, in-

connues jusque-là. Une plus longue résistance eût-elle empêché la ville de succomber? Non : tenir encore 24 heures c'était mourir sans utilité, il fit donc bien de capituler.

Quant à la conduite de Critognatus dans Alesia, l'exemple, pour être classique, n'en est pas meilleur. A Dieu ne plaise que nous diminuions la gloire du héros gaulois! mais à quoi servit-elle? Il fit très-bien de résister, sans doute, quoiqu'on eût résolu de manger, à défaut de vivres, ceux qui ne pourraient combattre, tels que les enfants et les femmes; mais au moins il put résister; il avait la force de tenir son épée, et n'était pas depuis soixante-cinq jours dans une pénurie complète. Puis, comment comparer la position d'Alesia à celle de Gênes! Alesia n'était pas bloquée, on l'assiégeait et elle pouvait voir du haut de ses murailles les travaux de César, tandis que Gênes était dans l'ignorance et l'incertitude la plus grande. L'armée gauloise vint au secours du brave Critognatus et attaqua César, c'est vrai; mais elle fut vaincue et Alesia prise. Supposons que Massena, voulant imiter le modèle qu'on lui propose, eût persuadé à ses soldats de manger autre chose encore que ses tiges de bottes, comme ils le disaient plaisamment, ne pouvait-il pas craindre que l'armée de réserve essuyât un échec? Le rapprochement, convenons-en, n'est pas heureux. Massena a donné trop de preuves de fermeté, et dans des circonstances qui semblaient n'être réservées qu'à lui, pour qu'on puisse sans injustice l'accuser de faiblesse.

Du reste, en cela comme pour la disposition des troupes, nous dirons qu'il lui était radicalement impossible d'attendre plus longtemps, et qu'il eût été dans un

grand embarras si les Autrichiens avaient purement et simplement levé le blocus. — Toute critique tombe devant ce fait.

Les généraux ennemis ne connaissaient nullement la disette qui régnait dans la ville; car, si le général Ott eût su que le 15 au soir il ne restait plus dans Gênes un soldat capable de faire un pas avec ses armes, il aurait tout bonnement laissé autour de la place les 8,000 hommes du comte Hohenzollern qui servirent à former la garnison, et qui eussent plus que suffi pour entrer dans Gênes vingt-quatre heures après le départ du gros de l'armée autrichienne, et pour jeter à la mer les cadavres des malheureux conservés à la France par Massena. Ce qui nous sauva réellement, et ce que Napoléon ne veut pas voir, c'est qu'à tout prix le baron Ott voulut nous empêcher de traiter avec l'amiral Keith.

Quant à la conduite du général en chef de l'armée d'Italie après sa sortie de Gênes, l'appréciation de Napoléon est encore à côté de la vérité. Il lui reproche d'avoir laissé 1,500 hommes à la garde des blessés, de n'être pas resté avec les 4,500 hommes (et non les 5,500) qui quittèrent Gênes avec le général Gazan; d'être allé par mer à Antibes en emmenant son artillerie, et de ne pas avoir rejoint l'armée de réserve pour concourir à la victoire de Marengo.

Les 1,500 hommes laissés à Gênes étaient 1,500 blessés ou écloppés absolument hors d'état de marcher. En outre qu'aurait fait Massena à Gênes? Ne valait-il pas mieux qu'il allât préparer lui-même tout ce qu'il fallait pour refaire ses troupes épuisées? Comment d'ailleurs eût-il fait évacuer son artillerie? il n'avait plus un seul cheval : depuis longtemps le dernier était mangé.

Ensuite où se trouvait l'armée de réserve? Où et comment la rejoindre avec des soldats exténués et sans munitions? On sait l'embarras qu'éprouva Suchet quand Gazan l'eut rejoint avec ses troupes affamées, qui dévorèrent en un jour tous ses approvisionnements.

Nous dirons, avec l'historien de la défense de Gênes[1], que la victoire de Marengo étant le résultat des circonstances les plus heureuses, tout ce qui était de nature à déranger l'ordre des événements auxquels on en fut redevable, à déplacer seulement un des corps qui concoururent à l'assurer, eût entraîné les plus funestes conséquences. Il faut alors se borner à rendre grâces à la Fortune.

Nous avons assez fait ressortir tout ce que l'évacuation de Gênes a exercé d'heureuse influence comme temps, comme lieu, comme opportunité enfin, sur la réussite des plans du Premier Consul.

Il est triste d'avoir à constater les égarements du génie, puisque c'est le signe le plus certain des infirmités et des faiblesses de l'humanité. Sur le rocher de Sainte-Hélène, entouré de l'admiration du monde entier, l'âme de Napoléon devait sentir que sa propre gloire était assez grande, qu'elle dépassait trop celle de ses contemporains pour avoir besoin de rabaisser leurs travaux. Le parallèle qu'il fait de Massena et de Provera est injurieux. Il n'est pas permis de supposer que le vainqueur de Zurich pût se laisser enivrer comme un officier vulgaire par l'éloge factice de ses ennemis. L'estime du baron Ott et de l'amiral Keith était sincère, car ils par-

[1] *Journal des opérations militaires et administratives du siége et blocus de Gênes*, par le lieutenant-général baron Thiébault; tome II, page 320. Paris, 1847, 2 vol. in-8°. Corréard.

tageaient les sentiments de l'Europe pour leur héroïque adversaire.

Ainsi, comme on le voit, quand on a examiné en détail toutes ces critiques de Napoléon, il n'en reste plus une seule qui présente la moindre apparence de fondement (voy. note XXII). Un demi-siècle a passé sur la gloire du défenseur de Gênes, et le temps, en la consacrant, l'a rendue impérissable. La jalousie de Napoléon, l'injuste acrimonie de ses reproches la font ressortir plus belle et plus pure, et les insinuations malveillantes et perfides qu'il dirige contre Massena ne peuvent empêcher que la défense de Gênes ne soit placée, dans la mémoire des hommes, a côté de la victoire de Marengo.

FIN DE LA CAMPAGNE DE L'AN VIII OU DE 1800.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE

LA CAMPAGNE DE L'AN VIII OU DE 1800.

SITUATION DE L'ARMÉE D'ITALIE LE 16 GERMINAL AN VIII (6 AVRIL 1800).

MASSENA, général en chef.
Commandant le génie : OUDINOT, général de division, chef de l'état-major.
LAMARTILLIÈRE, commandant l'artillerie.

ANDRIEUX, adjudant général, sous-chef d'état-major.
THIÉBAUT, REILLE, GAUTHIER, CAMPANA, adjudants généraux près du général en chef.
OTTAVI, HERVAUX, adjudants généraux employés à l'état-major général.
DEGIOVANNI, commandant de place à Gênes.
FRESSINET, TRIVULCI, SERIEZIA, général de brigade, adjudants généraux, à la suite.
AUBERNON, commissaire ordonnateur.

	Généraux de division.	Généraux de brigade et adjudants généraux.	Désignation des corps.		Présents.
Aile droite. SOULT, général de division. 17,820 hommes.	MIOLLIS.	DARNAUD. PETITOT. — VOUILLEMONT, HECTOR, adj. g.	8e demi-brigade légère.....	600	4,200
			24e de ligne....	800	
			74e id. ...	1,100	
			106e id. ...	1,700	
	GAZAN...	POINSOT. SPITAL. — NOEL HUARD, adj. gén.	3e id. ...	1,300	4,920
			Grenadiers piémontais.....	90	
			5e demi-brigade légère.....	500	
			2e de ligne.....	1,600	
			Artillerie.....	40	
			78e de ligne....	1,300	
			Sapeurs.....	90	
	MARBOT.	BUGET. GARDANNE. — SAQUELEU, adjud. gén.	3e légère.....	900	4,200
			62e de ligne....	1,500	
			63e id. ...	500	
			97e id. ...	1,300	
	Réserve.....		92e id. ...	500	2,200
			25e légère.....	1,700	
	Garnisons non comprises.....		41e de ligne....	350	2,200
			55e id. ...	250	
			73e id. ...	500	
			45e id. ...	500	
			93e id. ...	700	
			Guides et gardes du général..	100	100
			A reporter.....		17,820

	Généraux de division.	Généraux de brigade et adjudants généraux.	Désignation des corps.		Présents.
			Report.....		17,820
	Clausel.	Solignac.	20e légère.....	831	3,956
		Seras.	10e de ligne...	1,365	
		—	34e id. ...	1,150	
		Cortes, adjud. génér.	87e id. ...	453	
			Sapeurs.....	130	
			Artillerie.....	27	
Centre.					
Suchet, général de division.	Pouget..	Compans.	7e légère.....	833	5,624
		Jablonowski.	11e de ligne...	968	
		—	33e id. ...	397	
12,726 hommes.		Cacault, adjud. génér.	39e id. ...	399	
			99e id. ...	1,307	
			68e id. ...	778	
			Lég. polonaise.	852	
			Artillerie.....	54	
			Sapeurs.....	36	
	Lesuire.	Brunet.	30e de ligne...	508	2,136
		Raoul.	105e id. ...	1,383	
			Artillerie.....	109	
			Sapeurs.....	136	
Aile gauche.	Liébaut.	Brenier.	28e légère.....	1,632	2,610
		Planta.	15e id.	248	
Turreau, général de division.			12e de ligne...	594	
			21e id. ...	136	
5,940 hommes.	Valette.	Davin.	26e id. ...	969	3,366
		Blamont.	80e id. ...	274	
		—	88e id. ...	1,629	
		Flavigny, adjud. gén.	107e id. ...	474	
			Artillerie.....	400	400
			Total général....		35,912

N° I.

(*Chapitre I, page* 2.)

Paris, le 8 frimaire an VIII (29 novembre 1799).

LE MINISTRE DE LA GUERRE AU GÉNÉRAL EN CHEF MASSENA.

Les consuls de la République ont donné, citoyen général, l'ordre au général Grenier de rassembler avec la plus grande rapidité les troupes qui forment la gauche de l'armée d'Italie et d'occuper le camp de Tournoux, si la position de Démont se trouve abandonnée.

Ce mouvement a pour but de couvrir le passage important du col de l'Argentière et de disposer les moyens propres à faire lever le blocus de Coni; mais, en sauvant cette place, nous ne devons pas laisser à découvert le Mont-Blanc, et l'intention des consuls est que vous dirigiez immédiatement sur cette partie des Alpes une demi-brigade de l'armée du Danube forte de 2,000 hommes.

Ils vous prescrivent également de vous rendre de votre personne au camp de Tournoux pour y ordonner toutes les dispositions nécessaires à la sûreté de cette partie de la frontière, et ils vous autorisent à mettre en marche pour cette destination une autre demi-brigade prise en Helvétie.

Lorsque vous aurez rempli cet objet urgent, les consuls désirent que vous vous rendiez de suite, comme général en chef de l'armée d'Italie, au quartier général de cette armée pour recevoir du général Championnet tous les renseignements qui concernent votre commandement.

L'armée occupe Novi et Acqui à sa droite, son centre s'est replié sur Garesio et une partie de sa gauche sur Limont, en avant de Tende.

Les consuls de la République ont placé en vous, citoyen général, une confiance à laquelle les circonstances donnent un nouveau prix. Ne perdez aucun moment. Je vous invite à m'instruire fréquemment de vos dispositions militaires et à me donner des

détails précis sur l'état des choses en Italie aussitôt que vous en aurez pris connaissance. Je fais passer l'ordonnateur Lambert sur la frontière des Alpes, et je fais rassembler sur Nice et Antibes des munitions de guerre et de bouche. Un million est en route pour l'armée d'Italie, et j'espère lui envoyer incessamment de nouveaux fonds.

Salut et amitié.

BERTHIER.

N° II.

A.

(Chapitre I, page 12.)

Extrait des registres des délibérations des consuls de la République.

Paris, le 1er nivôse an VIII (22 décembre 1799).

LES CONSULS DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu les circonstances où se trouve l'armée d'Italie,

Arrêtent :

ART. 1er. Le général en chef Masséna est investi de pouvoirs extraordinaires.

ART. 2. Il peut suspendre et renvoyer les généraux qui n'auraient pas sa confiance.

ART. 3. Il pourra casser les corps et destituer les officiers qui auraient des principes d'insubordination.

ART. 4. Il prendra toutes les mesures pour assurer les communications et établir la police dans les départements faisant partie de l'armée d'Italie. Il donnera des ordres pour qu'il soit exporté des départements du Var et des Bouches-du-Rhône le moins de blé possible.

ART. 5. Les ministres de l'intérieur et de la marine donneront des ordres à Toulon et dans les départements pour que le général en chef Massena soit vivement secondé et que l'on adhère à ses réquisitions.

Les consuls de la République,

BONAPARTE, ROGER-DUCOS.

Pour copie conforme :

Le ministre de la marine et des colonies,

FORFAIT.

Pour copie conforme :

Le secrétaire général,

HUGUES B. MARET.

Le chef de la 1re division,

FORESTIER.

B.

Paris, le 2 nivôse an VIII (23 décembre 1799).

LE MINISTRE DE LA MARINE AU GÉNÉRAL EN CHEF MASSENA.

Le consul Bonaparte, citoyen général, m'a prévenu de la demande que vous avez faite de six lettres de marque ; comme j'ai lieu de croire qu'elles sont destinées pour des armements qui auront lieu soit dans les ports de la République, soit dans ceux de nos alliés, sur la Méditerranée, j'adresse ces actes à l'ordonnateur de marine à Toulon, ou au commissaire général des relations commerciales à Gênes.

Vous voudrez bien, en conséquence, faire remettre le paquet ci-joint à celui de ces deux fonctionnaires qui administre pour la République dans les ports où ces armements auront lieu ; attendu que, conformément aux lois et règlements, il est nécessaire que

les bâtiments soient visités, que les lettres de marque soient enregistrées, que les rôles d'équipage soient déposés et que les armateurs que vous désignerez fournissent le cautionnement exigé.

Ces formalités sont indispensables, et elles intéressent à la fois les armateurs, les marins et la République.

Je vous prie, citoyen général, de m'accuser la réception de cette lettre et du paquet qu'elle renferme.

Salut et fraternité.

Pour copie conforme :

FORFAIT.

N° III.

(*Chapitre II, page 47.*)

Paris, le 3 pluviôse an VIII (23 janvier 1800).

LE MINISTRE DE LA GUERRE AU GÉNÉRAL EN CHEF MASSENA.

Le Premier Consul me charge, citoyen général, de vous faire sentir toute l'importance qu'il attache à un mouvement rapide et immédiat contre le corps ennemi qui occupe la rivière du Levant et qui couvre la Spezzia. Vous pouvez rassembler à votre droite des forces supérieures à celles des Autrichiens dans cette partie et les y attaquer avec un avantage décisif. La saison où nous sommes permet de dégarnir les autres débouchés de l'Apennin, que les neiges rendent impraticables, et la vivacité que vous mettrez à opérer ce rassemblement de troupes sur votre droite empêchera l'ennemi de tenter une diversion. S'il prenait toutefois ce parti, vous serez en mesure, après avoir culbuté la division

ennemie de la Spezzia, de vous porter autour de Gênes avec la masse de vos forces et d'arriver sur les débouchés de Novi, sur ceux du Montenotte et sur ceux de Tanaro.

Le consul Bonaparte a l'espoir le mieux fondé que, si le mouvement que je vous indique se fait avec la célérité et la vigueur qui caractérisent toutes vos opérations, l'ennemi renversé dans la rivière du Levant avant qu'il puisse vous opposer des obstacles sérieux, ce succès vous donnera nécessairement l'initiative pour l'ouverture de la campagne si elle doit être offensive; et, dans le cas où elle serait défensive, cet avantage aura l'influence la plus utile. La saison s'avance, et il est nécessaire que cette intéressante opération ait lieu avant le premier ventôse prochain : elle sera le présage infaillible d'une nouvelle conquête de l'Italie.

Je vous ai tracé, citoyen général, les intentions du Premier Consul. Vos talents lui répondent que l'habileté et le secret de vos dispositions donneront le change à l'ennemi, et que dans le mois où nous sommes la rivière du Levant sera envahie. Je vous invite à m'instruire avec exactitude de tous les détails de cette entreprise, qui est, je vous le répète, du plus grand intérêt aux yeux du Premier Consul.

Salut et fraternité.

ALEX. BERTHIER.

N° IV.

(Chapitre II, page 53.)

24 février 1800.

LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT AU CITOYEN MASSENA, GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ITALIE.

Citoyen général,

Pressée par des circonstances très-extraordinaires et très-effrayantes, la commission de gouvernement n'a qu'à vous porter le dernier cri de la désolation et de la situation désespérante du peuple.

Ce peuple, vous le savez, général, qui souffre depuis longtemps des malheurs inouïs, qui a vu son commerce anéanti, son industrie détruite, toutes les sources de sa prospérité desséchées, ce peuple est encore fidèle aux principes qu'il a adoptés, et a partagé jusqu'ici avec la brave armée que vous commandez, son pain, ses espérances et ses privations. Mais il est aujourd'hui menacé d'un anéantissement complet. La famine dévore ses entrailles; des fièvres épidémiques attaquent le reste de ses forces physiques; des enfants et des femmes languissent dans les rues ou meurent dans la foule qui se presse autour des soupes que le gouvernement fait distribuer. L'artisan, le laboureur, le père de famille industrieux n'ont pas de quoi nourrir leurs enfants; les réquisitions multipliées ont épuisé les ressources particulières de tous les gens plus aisés, et il n'y a qu'un cri sourd qui circule et qui déchire tous les cœurs, celui du désespoir.

Et c'est encore dans ces circonstances horribles, c'est dans la circonstance où l'ennemi paraît former des projets d'offensive, que les lettres de Marseille annoncent au gouvernement que l'exportation des blés pour la Ligurie est tout au moins suspendue, que les obstacles se multiplient à l'infini, que le général Saint-Hilaire et le bureau central ont ordonné que l'embargo serait mis sur les bâtiments même qui étaient près de mettre à la voile et qui ne sont

chargés que de quelques mille émines de blé ou de légumes, et que, à force de représentations et d'instances, on pourra tout au plus se flatter d'en obtenir le relâche.

Il est important, citoyen général, que vous connaissiez l'état actuel de nos subsistances : vous en trouverez ci-joint un aperçu fidèle et certifié. Vous gémirez sur le sort qui menace ce bon peuple et l'armée ; car les réquisitions ne nous conduiront pas au delà de deux jours. Il est bon aussi que vous connaissiez le prix que coûtent les subsistances : vous le verrez dans la note ci-annexée ; et les prix augmentent encore effroyablement. C'est-à-dire que les pauvres sont condamnés ou à périr de faim ou à arracher par la force à leurs concitoyens le peu d'aliments qui prolongera de quelques jours le malheur de leur vie.

Citoyen général, cette affreuse situation et surtout les nouvelles désolantes de Marseille ne sont pas encore généralement connues : il importe donc de prendre sur-le-champ les mesures les plus rigoureuses. Sollicitez le plus fortement possible la levée des obstacles qui entravent tour à tour une exportation si nécessaire au salut de la Ligurie et de l'armée. Soyez le père du peuple comme vous l'êtes du soldat. Le gouvernement ne soutient plus une responsabilité impossible à remplir ; il n'y a que vous qui puissiez apporter quelque remède à tant de maux. Encore est-il très-douteux si les remèdes pourront être assez prompts ; car il n'y a que le changement présumé du vent qui souffle aujourd'hui qui, en faisant arriver les blés qui sont sur la côte du Ponant, puisse nous donner le temps d'attendre le résultat définitif de vos mesures paternelles.

Le gouvernement est profondément convaincu que l'effusion des sentiments de son cœur passera dans le vôtre ; il attend une réponse, et il se la promet consolante, autant que les circonstances peuvent le comporter.

Salut et considération.

Au palais national.

MONTGIARDINO, *presidente.*
RUSCA, *v.-segredario.*

Note annexée à la dépêche.

État des denrées existant à la disposition de la commission des subsistances à l'époque du 23 février, à 6 heures du soir.

Il existait en magasins, provenant des réquisitions chez les particuliers, émines

de blé	51
Dans les moulins	100
Total	151
Farine	160

Sur lesquels 120 sont nécessaires à la fabrication du pain de cette nuit.

Riz	45 quintaux.
Grosses fèves	46,13
Total	91,13
Tant en magasin qu'à bord	1,100

Pour copie conforme :

SOMMARIVE, *inspecteur*.

Prix des comestibles dans la journée du 24 février 1800.

Grains	220	l'émine de deux quintaux.
Farine	300	
Farine de légumes	760	
Riz	87,10 le quintal.	
Légumes secs	60 à 80 le quintal.	

N° V.

(*Chapitre II, page* 61.)

FORMATION DES PREMIÈRES DIVISIONS DE L'ARMÉE DE RÉSERVE.

Demi-brigades tirées....	De l'armée de l'Ouest..	6e, 9e, 13e et 19e légères. 22, 40e, 58e, 60e et 70e de ligne. 20e de cavalerie. — 2 régiments de chasseurs.
	De la garnison de Paris.	24e légère. 43e et 96e de ligne.
	De l'armée d'Italie.....	17e légère. 21e, 30e, 35e et 39e de ligne.

Avec les troupes tirées de l'armée de l'Ouest et de la garnison de Paris, on forma trois belles divisions, et avec celles de l'armée d'Italie une quatrième; ces quatre divisions constituèrent le noyau de l'armée de réserve, qui s'accrut encore des autres troupes tirées de l'intérieur et de celles de nouvelle formation, telles que les hussards à pied, les chasseurs volontaires, etc.

N° VI.

(Chapitre III, page 80.)

SITUATION DE L'AILE GAUCHE DE L'ARMÉE D'ITALIE 24 VENTOSE AN VIII (15 MARS 1800).

L'aile gauche occupait les débouchés des Alpes des sources du Var jusqu'au lac de Genève. — Quartier général à Embrun.

Le général de division TURREAU, commandant.

L'adjudant général LECAT, chef d'état-major.

VIRIVILLE, commissaire ordonnateur.

Le chef de bataillon DABON, commandant le génie.

Le général de brigade SAVOURNIN, commandant l'artillerie.

Généraux commandant les divisions.	Généraux de brigade.	Adjudants généraux.	Désignation des corps.				Présents.
8e. — LIÉBAULT, général de brigade.	BRENIER.	PLANTA.	3 bat. de la	28e demi-brig. légère.		962	1,615
			1 bat.	15e	id.	166	
			1 bat.	12e demi-brig. de ligne		396	
			1 bat.	21e	id.	91	
9e. — VALETTE, général de brigade.	DAVIN.	BLAMONT.	3 bat.	26e	id.	660	2,119
		FLAVIGNI.	2 bat.	80e	id.	183	
			3 bat.	88e	id.	960	
			3 bat.	107e	id.	316	
			Artillerie et sapeurs.....			252	252
			Total des forces de l'aile gauche..				3,986

N° VII.

(*Chapitre III, page* 93.)

Gênes, 16 germinal an VIII (6 avril 1800).

AUX CITOYENS FORMANT LA GARDE NATIONALE DE GÊNES.

Vous vous êtes armés pour défendre vos foyers et pour résister à un ennemi qui ne veut en ce moment la guerre que pour vous en faire ressentir durement les effets, en vous écrasant de contributions et en s'emparant de vos propriétés.

Vous vous êtes armés, et votre pays compte sur ce dévouement généreux et sur votre courage. Je vous compte aussi au nombre des défenseurs de notre cause, qui est commune ; je dirigerai vos mouvements. Les soldats français verront en vous des camarades et ils seront unis de sentiments avec vous, comme les deux républiques le sont d'intérêts.

Si l'ennemi marche contre votre cité, vous prendrez place dans nos rangs, vous combattrez avec nous : l'union inspire la confiance et la confiance fait la force. Nos efforts communs auront pour objet de repousser l'ennemi, et leur résultat sera de sauver vos propriétés et vos familles du pillage et de la désolation.

Cette proclamation sera imprimée dans les deux langues, publiée et affichée où besoin sera.

Le général en chef,

MASSENA.

N° VIII.

(*Chap. III, page* 93.)

Gênes, 16 germinal an VIII (6 avril 1800).

AU PEUPLE LIGURIEN.

Peuple ligurien,

En même temps que l'ennemi a attaqué l'armée française, il a fait répandre une proclamation où il promet au peuple ligurien sûreté et protection, et le respect de ses propriétés. Eh ! ne sait-on pas que partout où cet ennemi a porté ses pas, il a semé la dévastation, armé les haines et écrasé les pays tombés sous sa domination de contributions énormes, levées le fer et le feu à la main ! Tel est le sort qui vous serait réservé, habitants de la Ligurie et de la ville de Gênes ! Vous tous, Liguriens amis des Français, vous qui avez servi la liberté et l'indépendance de votre pays, vous dont les intérêts et le sort sont liés aux nôtres, ralliez-vous à l'armée française, ralliez-vous à moi ! Vous, au contraire, hommes perfides, constamment ennemis et de votre patrie et de la France, ne pensez pas que le moment soit venu où vous puissiez impunément exécuter vos coupables projets ! Je promets protection et secours à nos amis ; je les appelle à la défense commune. J'ai donné des ordres pour qu'on traite en ennemi et qu'on punisse militairement quiconque tiendrait des propos contre la sûreté et la tranquillité publiques, quiconque prendrait les armes contre l'armée française et se porterait à des voies de fait.

Peuple ligurien et vous habitants de la ville de Gênes, dans les circonstances où la ville et l'armée se trouvent, nos travaux et nos efforts doivent avoir pour objet de repousser l'ennemi et de sauver vos propriétés et vos personnes du pillage et de la dévastation. Reposez-vous avec sécurité sur le courage et le dévouement de l'armée française. D'après ces considérations, le général en chef fait un appel aux bons citoyens et aux amis de la liberté. Il

ordonne que toute personne qui tiendrait des propos contre la sûreté publique, que toute personne qui serait armée contre l'armée et exercerait des voies de fait soit sur-le-champ traduite à une commission militaire et punie de mort. Cette proclamation sera transmise au gouvernement ligurien pour qu'il prenne de son côté les mesures qu'il croira nécessaires et pour qu'il fasse imprimer, publier et afficher dans les deux langues le présent ordre.

Le général en chef,

MASSENA.

N° IX.

(*Chap. III, page* 122.)

Le lieutenant-général Suchet, prévoyant les obstacles qui s'opposaient à l'emparement du mont Saint-Jacques, eut un moment une de ces premières idées d'élan (qui ordinairement sont les meilleures), de feindre de vouloir attaquer le mont Saint-Jacques et de filer pendant la nuit sur Sassello (mais l'article des subsistances....). S'il eût exécuté ce projet, il eût opéré sa réunion avec le lieutenant-général Soult, qui avait dirigé sur ce point le général Gazan avec sa division; peut-être, sans d'autres motifs, cette réunion se fût néanmoins opérée : mais le général en chef Massena, parti la veille de Gênes, n'avait pu joindre le lieutenant-général Soult; et, pendant l'absence du général en chef, comment régler le commandement entre deux lieutenants-généraux dont un seulement avait un brevet du ministre de la guerre?

Journal des opérations du centre de l'armée d'Italie, commandée par le lieutenant-général Suchet, sous les ordres du général en chef Massena. In-12. Alexandrie, de l'imprimerie de Victor Alauzet, an XIII, avec carte et tableaux; pages 8 et 9.

N° X.

(Chap. III, page 142.)

Gênes, 2 floréal an VIII (22 avril 1800).

AUX MILITAIRES COMPOSANT L'AILE DROITE DE L'ARMÉE.

Soldats,

L'on m'a déjà porté plusieurs fois des plaintes relativement à des voies de fait et à des pillages exercés par quelques-uns d'entre vous : ces excès viennent de se renouveler très-récemment à Bisagno et à Casteletto. Ils sont bien criminels, les militaires qui s'abandonnent à une conduite aussi atroce, et qui aggravent de cette manière les maux que la guerre fait déjà peser sur les habitants de la Ligurie. C'est une obligation pour moi de punir et de protéger. Je protégerai les citoyens et je ferai respecter leurs personnes et leurs propriétés; je punirai les coupables, et dès ce moment j'ordonne que tous les effets volés soient restitués, que les auteurs des vols soient arrêtés et traduits devant une commission militaire, que les officiers commandant ces compagnies soient mis aux arrêts forcés, et qu'ils soient destitués si dans les vingt-quatre heures ils n'ont trouvé et désigné les coupables. Dorénavant, tout vol, toute voie de fait commis à main armée seront punis de mort. Soldats, dont la carrière militaire se compose de bravoure, de privations et de vertus, ce n'est point à vous que je m'adresse, et vous êtes le plus grand nombre : je ne désigne ici que quelques malfaiteurs qui veulent déshonorer nos armes et qui servent à dessein les vues de l'ennemi.

Cette proclamation sera imprimée dans les deux langues, mise à l'ordre, publiée et affichée.

Le général en chef,

MASSENA.

N° XI.

(*Chap. III, page 144.*)

30 germinal an VIII (20 avril 1800).

AU PEUPLE DE LA LIGURIE.

Peuple ligurien,

Votre gouvernement vient de rendre, sur ma demande formelle, un décret qui investit la députation actuelle du gouvernement de tous les pouvoirs civils et militaires. Cette mesure était indispensable à une époque où il faut sauver la Ligurie et la ville de Gênes; et l'une et l'autre ne peuvent être sauvées que par la force dont seront investis les gouvernants et par la célérité qu'on mettra à exécuter les mesures qui seront prises. Tous les actes de cette députation doivent être soumis à votre gouvernement et à mon approbation. Votre gouvernement a votre confiance, c'est la garantie que votre indépendance et votre autorité seront respectées. Vous connaissez mon affection pour votre pays et mon dévouement pour le défendre, c'est encore pour vous une garantie que je ne demanderai que ce qui sera nécessaire aux intérêts de la Ligurie et de l'armée.

DÉCRET RENDU PAR LE GOUVERNEMENT LIGURIEN.

19 avril 1800.

La commission du gouvernement, sur la demande formelle du général en chef de l'armée française,

Décrète :

1° La députation de gouvernement chargée des affaires militaires est investie de tous les pouvoirs politiques, administratifs et militaires;

2° Tous les actes de cette députation auront force de loi, quand

ils seront revêtus de la sanction de la commission de gouvernement et du général en chef;

3° Tous les actes de cette députation seront exécutés par la force militaire;

4° Le présent décret sera exécuté pendant huit jours.

STRAFORELLO, *président.*
RIVAROLO, *vice-président.*

Le décret ci-dessus et la présente proclamation seront imprimés dans les deux langues, publiés et affichés partout où besoin sera.

N° XII.

(*Chap. III, page* 145.)

Gênes, 3 floréal an VIII (23 avril 1800).

AU PREMIER CONSUL DE LA RÉPUBLIQUE.

Nos communications avec la France ayant été interrompues par l'invasion des Autrichiens, il m'a été impossible de vous en rendre compte plus tôt. Je hasarde même cette lettre pour vous instruire de ce qu'il y a eu de plus intéressant à cet égard et lever vos doutes sur la nature des opérations qui ont eu lieu depuis le 16 jusqu'à ce jour.

Le 16, l'armée autrichienne a marché contre moi sur trois colonnes; la plus forte, celle du centre, a percé ma ligne, bloqué le fort de Savona et fait replier sur Gênes et Voltri l'aile droite, composée des 1re, 2e et 3e divisions. Pour me préparer à marcher sur Savona, que je voulais débloquer, j'ai attaqué, le 17, la gauche de l'ennemi sur les monts Faccio et Corma : je l'ai battu, lui ai tué et blessé plus de 1,200 hommes, fait 2,500 prisonniers et je l'ai chassé des vallées du Bisagno et de la Sturla.

Le 18 a été employé à recomposer les corps qui devaient faire l'opération du centre et à préparer les munitions de guerre et de

bouche qui y étaient nécessaires. Le 19, j'ai marché sur deux colonnes; la droite, commandée par le lieutenant-général Soult, s'est portée, par Campo-Freddo et les cabanes de Marcarolo, que l'ennemi venait de forcer, sur les crêtes des Apennins, se dirigeant sur Campani, le Monte-Grospasto et San-Giustiniani; la gauche, que je commandais en personne, s'est portée sur les hauteurs de Varaggio. L'ennemi a été chassé le même jour des cabanes de Marcarolo et jeté dans la vallée de l'Orba; et le général Soult a continué sa marche par les crêtes, après lui avoir fait 800 prisonniers. Le 20, je me suis trouvé en présence de l'ennemi, qui occupait les hauteurs de Stella; il m'y attaqua avec des forces quadruples, devant lesquelles je n'aurais pas même eu besoin de me retirer, si l'adjudant général Sacqueleu, chargé de conduire sur le flanc de l'ennemi une colonne composée de la majeure partie de mes troupes, n'était resté, malgré les ordres les plus formels et les plus réitérés, spectateur immobile du combat opiniâtre que j'ai soutenu pendant plus de huit heures, avec une poignée d'hommes, contre toutes les forces de l'ennemi. J'ai destitué cet officier sur le champ de bataille. J'ai eu, dans cette affaire, un général de brigade, deux adjudants généraux et trois de mes aides de camp blessés; et, malgré les pertes que j'ai fait éprouver à l'ennemi, j'ai dû lui céder le champ de bataille et me retirer sur les hauteurs de Cogoletto. Pendant ce temps, le général Soult avait été arrêté par son affaire des cabanes de Marcarolo et par la difficulté du terrain, et n'avait pu se trouver à ma hauteur. Il était en présence de l'ennemi, qui occupait en force la position du Grospasto. Ne pouvant rien faire moi-même dans la mienne, je détachai le général Fressinet avec la plus grande partie de mes forces pour tomber sur les derrières de l'ennemi, que le général Soult attaquait de front: cette double opération a réussi; l'ennemi a été battu et a perdu plus de 2,000 morts ou blessés, 7 drapeaux et 3,000 prisonniers. Si, dans les mêmes instants, les opérations du général Suchet, à qui j'avais donné ordre d'attaquer le 20, eussent coïncidé avec les nôtres, l'ennemi eût été chassé des positions de Montenotte et de Savona; mais le défaut de concours ayant permis à l'ennemi de porter sur le général Soult et moi toutes ses forces, nous avons été, après plusieurs tentatives qui ont eu quelques instants de succès, et pressés par

la privation absolue de subsistances et de munitions de guerre, nous avons été, dis-je, obligés de nous replier sur Gênes.

Aujourd'hui le défaut absolu de moyens de toute espèce, l'espoir de vous conserver encore pendant quelques instants un point de l'Italie auquel j'ai vu par votre correspondance que vous attachiez la plus grande importance, le besoin de tenir ici en échec toutes les forces de l'ennemi afin de vous dégager d'autant, m'ont déterminé à refuser toute espèce de capitulation et à tenir dans Gênes jusqu'à la dernière extrémité. Ma position est une des plus malheureuses et des plus critiques dont on puisse se faire une idée. L'ennemi s'est emparé de tous les moulins des environs de la place et a coupé l'aqueduc qui faisait tourner ceux de Gênes. Vous connaissez le dénûment absolu où nous nous trouvons de subsistances et de toutes sortes de moyens, et vous pouvez mieux que personne apprécier ma situation. Je ne peux pas me persuader que vous n'ayez pas déjà marché à notre secours, et que vos opérations sur le Rhin, la Suisse et les hautes Alpes n'appellent enfin à vous l'armée qui m'assiége. Le fort de Savona est sur le point de tomber, si, sur la quantité de bateaux que j'ai donné ordre d'y hasarder, il n'en est pas entré quelqu'un. Gavi est approvisionné pour deux mois environ. Enfin je pourrai ici, en continuant la réduction des rations et en faisant manger des légumes, tenir encore dix ou douze jours, et peut-être quinze. C'est à peu près, et sauf quelque événement que je ne peux prévoir, le maximum de la résistance qu'avec les plus grands efforts je pourrai opposer à l'ennemi. Je vous assure du reste que, pendant tout le temps que je resterai dans cet état, je l'empêcherai de me serrer de trop près. Dans le moment, on m'annonce qu'il débarque à Sestri son artillerie de siége, et je me propose d'aller demain m'en assurer par moi-même et sur les lieux. Je vous en conjure, citoyen Consul, venez à notre secours : la poignée de braves que je commande ici mérite bien, par sa constance et son dévouement, toute votre sollicitude.

P. S. 24 avril 1800. L'ennemi nous a attaqués ce matin : il a été vivement repoussé; nous lui avons fait 600 prisonniers.

Le général en chef,

MASSENA.

N° XIII.

(Chapitre IV, page 180.)

Paris, le 19 germinal an VIII de la République française une et indivisible (9 avril 1800).

LE MINISTRE DE LA GUERRE AU GÉNÉRAL MASSENA, COMMANDANT EN CHEF L'ARMÉE D'ITALIE.

Les consuls de la République me chargent, citoyen général, de vous faire part des projets qu'ils ont formés pour la campagne prochaine.

Les opérations de l'armée du Rhin, commandée par le général en chef Moreau, et de l'armée de réserve qui se rassemble à Dijon, et qui doit être commandée par le général Berthier, devront se correspondre et s'exécuter avec beaucoup de concert et d'ensemble.

L'armée du Rhin entrera la première en campagne, ce qui aura lieu du 20 au 30 de ce mois; elle sera partagée en deux corps: l'un d'environ 100,000 hommes, sous les ordres immédiats du général Moreau, passera le Rhin, entrera en Souabe, et s'avancera, du côté de la Bavière, jusqu'à ce quelle puisse intercepter par sa position la communication de l'Allemagne avec Milan, par la route de Feldkirch, Coire et les bailliages italiens de la Suisse.

L'autre corps de l'armée du Rhin, formant son aile droite, sera d'environ 25,000 hommes, sous les ordres immédiats du général Lecourbe: sa destination est d'occuper d'abord la Suisse pour assurer le flanc droit du corps qui doit entrer en Souabe, faciliter cette invasion et contenir les ennemis hors de la Suisse, en les empêchant de pénétrer par Rheineck, Feldkirch, le mont Gothard et le Simplon. Ce premier objet rempli et le général Moreau étant parvenu à douze ou quinze marches de ses passa-

ges sur le Rhin, le général Lecourbe se rendra à l'armée de réserve aux ordres du général Berthier, qui prendra le commandement des forces réunies, passera le mont Gothard et entrera en Italie ; en même temps une autre partie de l'armée de réserve entrera dans le Valais et pénétrera aussi en Italie, soit par le Simplon, soit par le Gothard, pendant que le reste de la même armée prendra, en Suisse, la place du corps conduit par le général Lecourbe.

C'est à cette époque précise, citoyen général, où les troupes dirigées par le général Berthier entreront en Italie, que vous devez combiner vos mouvements avec lui, afin d'attirer sur vous l'attention de l'ennemi, l'obliger à diviser ses forces, et opérer votre jonction avec les corps qui auront pénétré en Italie; jusqu'alors vous vous tiendrez sur la défensive. Les montagnes qui vous couvrent, rendant forcément inactives la cavalerie et l'artillerie de l'ennemi, vous assurent la supériorité dans ce système de guerre, c'est-à-dire la certitude de vous maintenir dans vos positions, ce qui jusqu'alors devra être votre véritable et seul objet.

L'offensive de votre part serait fort dangereuse avant cette époque, parce que, lors de votre entrée dans les plaines, elle remettrait en action des forces ennemies que la nature des pays de montagnes occupés par vous tient paralysées ; il serait impossible de vous faire parvenir directement des secours suffisants pour vous donner une supériorité décidée. C'est par la Suisse que ces secours vous arriveront en prenant les derrières de l'ennemi. Votre jonction faite, cette supériorité sera acquise. Alors l'offensive sera reprise, les places du Piémont et du Milanais seront enlevées ou bloquées, et l'armée française sortira par son propre courage de l'affreuse pénurie dont nous gémissons et à laquelle nous ne pouvons efficacement remédier.

Les colonnes qui pénétreront en Italie, soit par le Gothard et le Simplon, soit par un seul de ces deux points, si des circonstances particulières les déterminent à se réunir, seront probablement d'environ 65,000 hommes, résultant de la colonne du général Lecourbe de 25,000 hommes, et de celle du général Berthier, 40,000 hommes de l'armée de réserve, sur quoi il se trouvera à peu près 6,000 hommes de cavalerie et 2,000 d'artillerie.

Pour déboucher en Italie, vous rassemblerez toutes les forces que vous avez de disponibles sur les derrières jusqu'au Var ; vous tirerez de celles qui sont répandues depuis le Var jusqu'au mont Cenis tout ce que vous jugerez convenable et prudent pour vous renforcer, et ce qui restera du mont Cenis jusqu'au Valais pourra former un corps particulier qui sera mis à la disposition du général Berthier pour faciliter son mouvement.

Si vous jugez pouvoir nourrir pendant le court intervalle qui reste, la cavalerie qui est sur les bords du Rhône, vous la ferez venir pour déboucher plus en force avec ce que vous avez. Dans le cas contraire, vous m'en donnerez avis, pour que je la fasse réunir à Lyon et déboucher par la frontière voisine de ce fleuve. Lorsque vos opérations seront avancées à ce point, je vous transmettrai les instructions qui me seront données par les consuls pour l'achèvement de la campagne.

Vous connaissez trop bien, citoyen général, l'importance du secret en pareille circonstance, pour qu'il soit nécessaire de vous le recommander. Vous emploierez toutes démonstrations et apparences de mouvement que vous jugerez convenables pour tromper l'ennemi sur le véritable but de la campagne et lui persuader que c'est par vous-même qu'il doit être attaqué d'abord. Ainsi vous exagérerez vos forces, vous annoncerez des secours immenses et prochains, venant de l'intérieur. Vous éloignerez enfin l'ennemi autant qu'il vous sera possible des vrais points d'attaque, qui sont le Simplon et le Gothard.

Il me reste à vous prévenir que l'intention des consuls est qu'en opérant votre jonction avec le général Berthier, vous vous portiez autant que possible sur votre gauche, et même en deçà de Turin, si vous le jugez nécessaire pour ne pas compromettre le salut de l'armée.

CARNOT.

N° XIV.

(*Chapitre IV, page* 192.)

Au quartier général à Gênes, le 22 floréal an VIII
(14 mai 1800).

LE GÉNÉRAL DE DIVISION SOULT AU GÉNÉRAL EN CHEF MASSENA.

Je me permets quelques réflexions et je vous les présente. Les mouvements que l'ennemi fait sont de nature à arrêter notre marche sur Rapallo et à nous forcer même à revenir sur nos pas sans avoir rempli le but proposé. Le projet suivant eût été peut-être préférable :

Ne laisser que 800 hommes sur la marine vers Nervi, autant sur le Monte-Faccio, pour garder tout en ces montagnes et le revers du Bisagno ; avec le restant des troupes dont nous pourrons disposer, et qui par ces dispositions formerait une masse imposante, attaquer demain le Monte-Creto, par le Bisagno et le front du Diamant ; on pourrait espérer du succès et attendre que l'ennemi se rejetterait, partie sur Buzala et le restant sur Campo-Marono ; après-demain ce serait le tour de cette dernière.

Si cette manœuvre réussissait, l'ennemi devrait lever le blocus, ou il se laisserait détruire ; dans ses quartiers nous trouverions de quoi nourrir la troupe quelques jours, et ensuite nous reviendrions à l'expédition du Levant ; alors elle serait sûre, au lieu que dans ce moment elle est hasardée et ne nous produira pas grand' chose.

Ceci mérite considération et une détermination prompte ; d'elle dépend peut-être notre sort futur.

Salut et amitié.

SOULT.

P. S. Si vous croyez devoir arrêter la marche sur Rapallo, je vous demande d'autres ordres ou d'être appelé près de vous pour concerter un autre mouvement.

N° XV.

(*Chapitre V, page* 249.)

NOTE SUR LE GÉNÉRAL MIOLLIS.

Le général Miollis a trop bien secondé Massena dans la défense de Gênes pour que nous ne le fassions pas connaître plus particulièrement au lecteur. Né à Aix, le 18 septembre 1759, d'une famille noble dont le chef était conseiller au parlement, il avait été destiné aux armes de bonne heure et entrait à 19 ans comme sous-lieutenant dans le régiment de Soissonnais. Il partit pour l'Amérique avec Rochambeau père et se fit remarquer dans la guerre de l'indépendance. Il fut grièvement blessé au siége d'York-Town d'un éclat de bombe qui lui fracassa la mâchoire.

La Révolution le trouva capitaine dans son ancien régiment de Soissonnais, dont il fut le seul officier qui n'émigra pas. Nommé en 1792 premier lieutenant-colonel du 3e bataillon des Bouches-du-Rhône, il le commandait en 1793 à Antibes, où il prévint par sa fermeté les excès qui déshonoraient alors une partie du Midi. Après s'être distingué au siége de Toulon et à l'armée des Alpes, il fit les campagnes d'Italie comme général de brigade sous Bonaparte. Sa belle conduite devant Mantoue entraîna la chute de cette place, dont on le nomma gouverneur après sa conquête.

D'un esprit cultivé, Miollis conserva le goût des lettres au milieu des rudes travaux de la guerre. Le 15 octobre 1797, il fit élever, au lieu où était né Virgile, un monument d'un style simple et sévère et ordonna lui-même tous les apprêts de la fête célébrée à cette occasion. Il resta en Italie jusqu'en 1799, époque à laquelle il se renferma dans Gênes avec Massena. Nous avons dit tous les services qu'il y rendit et le soin avec lequel il fit exécuter par les Autrichiens les conditions de la capitulation.

Après la bataille de Marengo, il fit, au milieu d'une cérémonie magnifique, transporter à Ferrare les cendres de l'Arioste, à qui il avait préalablement élevé un obélisque à Reggio, lieu de sa naissance.

Il ne perdait, comme on le voit, aucune occasion d'honorer les arts. A Florence, il fit encore rendre les honneurs funèbres à la célèbre improvisatrice Corilla, et nommé une seconde fois gouverneur de Mantoue, il releva le monument de Virgile, que les Autrichiens avaient détruit.

Républicain sincère, il désapprouva toujours la conduite de Bonaparte et saisit avec empressement, en 1803, l'occasion de manifester son blâme d'une manière solennelle. En présence de la garnison de Mantoue rassemblée, il vota contre le consulat à vie. Tombé dès lors en disgrâce, il fut envoyé à Belle-Ile-en-Mer; mais, comme son mérite le rendait indispensable dans les circonstances difficiles, il fut nommé pour la troisième fois, en 1805, gouverneur de Mantoue, qui, menacée à cette époque par les Autrichiens, demandait un homme de tête et de cœur. On le chargea de prendre possession des États du Pape, en 1809, et le 2 février il entra dans Rome, à la tête de 8 à 10,000 hommes. Les miracles et les prédications par lesquels les cardinaux essayèrent d'exciter le peuple à la résistance eurent peu d'influence sur un homme de sa trempe ; il réduisit à leur juste valeur ces restes honteux de la superstition d'un autre âge, et occupa tranquillement la ville, après s'être emparé de tous les postes militaires et du château Saint-Ange. Séparant judicieusement le spirituel du temporel, il traita le pape avec une urbanité dans laquelle les familiers du Quirinal virent de l'affectation, et l'environna des égards dus au chef de la chrétienté, sans néanmoins se départir en rien des instructions qui lui ordonnaient de confisquer toutes ses possessions.

Miollis fut nommé gouverneur de Rome et y resta jusqu'en 1813. Administrateur éclairé, son intégrité et sa justice ne furent jamais mises en doute, même par ses ennemis, et il sut, à une époque où le pouvoir papal conservait encore tout son prestige, faire que le peuple préférât promptement le gouvernement militaire des Français à celui des cardinaux. Le contraste entre les deux administrations ouvrit les yeux de la population romaine, et fit germer en elle des idées d'indépendance qui devaient plus tard être fatales au pouvoir ecclésiastique.

Napoléon ne pardonnait aux républicains l'opposition qu'ils lui avaient faite qu'à la condition de se montrer serviles : Miollis

resta indépendant, et l'Empereur n'oublia jamais le vote de Mantoue et le laissa à Rome. Il eut un commandement sous Masséna, en 1814, et un commandement dans le midi de la France, et fut nommé, au retour de l'île d'Elbe, gouverneur de Metz. Après la seconde rentrée des Bourbons, il se retira dans ses propriétés, d'abord dans le département de Seine-et-Oise, puis en Provence, à Aix, où il mourut le 18 juin 1828, laissant, dit-on, de curieux mémoires restés inédits. Doué des qualités les plus précieuses, telles que le désintéressement, la bonté d'âme et la rigoureuse honnêteté du cœur, Miollis se faisait remarquer par une indifférence pour la fortune et les honneurs qui descendait quelquefois jusqu'à l'originalité la plus excentrique.

Ainsi il demeurait dans les combles d'un magnifique hôtel, rue de Vendôme, lorsqu'il pria un jour à dîner un grand nombre de personnages éminents. Les invités admirent tout d'abord la beauté de la maison et montent étonnés aux étages supérieurs, où ils trouvent, dans une espèce de corridor, une table splendidement servie, et le général Miollis qui, sans s'apercevoir du disparate, leur en fit cordialement les honneurs.

Nous avons dit qu'il habita d'abord les environs de Paris. Sa maison de campagne était à Villers-Adam. Il se promenait un matin sur la route de Moisselles, dans un équipage dont la simplicité tournait au pittoresque. Le brigadier de gendarmerie du canton le rencontre, et frappé de l'humilité de ses vêtements, lui demande ses papiers, croyant avoir affaire à un vagabond. « Je » n'en ai pas, répond doucement le général. — Votre nom ? — » Le général Miollis. — Comment, le général Miollis ! Vous » êtes un fou ou un farceur qui veut me faire aller ; demi-tour à » droite et suivez-moi chez le maire. » Miollis obtempère à cet ordre sans souffler mot, et arrive à Moisselles, où le représentant de la force publique se préparait à le déposer préalablement à la caserne, lorsqu'un *notable* de l'endroit, venant à passer, s'arrête, ôte son chapeau et demande poliment au général comment il se porte. « Vous connaissez donc cet homme ? demande le gendarme. — Comment cet homme ! reprend le bourgeois, c'est le général Miollis. » Le brigadier à ces mots disparut avec une rapidité fantastique, et Miollis put continuer en paix sa promenade.

Tels étaient quelques-uns de ces hommes qui ont accompli les

grandes choses du siècle passé. Héroïques sur le champ de bataille, simples jusqu'à l'abandon dans la vie privée !

N° XVI.

(*Chapitre VI, page* 285.)

Augsbourg, 10 messidor an VIII (29 juin 1800).

LE GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DU RHIN AU PREMIER CONSUL.

J'ai reçu, citoyen Consul, la lettre que vous m'avez écrite de Milan le 28 du mois dernier ; vous m'annonciez le gain de la bataille de Marengo et la convention d'Alexandrie qui vous rend maître de l'Italie.

Votre dépêche ne m'a pas étonné, je n'ai jamais douté de vos succès, les détails de la bataille de Marengo m'ont fait frémir. Je connais parfaitement le champ de bataille, votre droite ramenée pouvait avoir les résultats les plus funestes ; la réserve de San-Giuliano a tout sauvé. Cela devait être puisque l'ennemi ne sut pas refuser une de ses ailes.

Nous pleurons avec vous le brave Desaix ; j'ai ordonné un deuil de 15 jours à l'armée du Rhin.

Après la bataille d'Hochstaedt, nous avons poursuivi l'ennemi sur Nereskeim et Nordlingen. Il y a reçu la nouvelle de votre convention d'Italie. Il a voulu engrainer une suspension d'armes et s'y est pris même très-adroitement. Il a parlementé sur tout le front en annonçant un armistice général. Il a fallu de l'entêtement pour rompre tous ces pourparlers. M. de Kray cherchait à gagner la Bavière. Voulant y arriver le premier, j'envoyai la division Decaen à marches forcées à Munich par Augsbourg. Je n'ai fait suivre l'ennemi que jusqu'à la Vernitz ; j'ai ensuite passé cette rivière près d'Harbourg, le Danube à Donawerth, et le Lech à

Rhain. Ces trois défilés et le raccommodage des ponts ont entraîné des longueurs. Le 8, la droite de Lecourbe avait gagné Poëtner; la gauche, commandée par Montrichard, marchait sur Neubourg; elle rencontra presque toute l'armée ennemie déjà formée à Oberhausen, où il s'est engagé un combat effroyable. On était encore pêle-mêle à dix heures du soir; l'ennemi s'est retiré sur Neubourg, dont il a brûlé le pont, et nous sommes actuellement formés en Bavière et maîtres de Munich.

Le brave Latour-d'Auvergne, combattant dans les rangs de la 1re compagnie de grenadiers de la 46e, a été tué d'un coup de lance. Ce corps a aussi perdu son chef et deux autres capitaines, et la 84e plusieurs officiers.

J'ai ordonné que la compagnie de grenadiers au milieu de laquelle avait péri celui que vous veniez de nommer le premier grenadier de la République laisserait toujours sa place inoccupée et incomplète. Je vous demande que cette compagnie porte son nom à l'avenir.

On m'annonce à l'instant qu'il y a des mouvements insurrectionnels à Vienne, et que l'impératrice et M. Thugut en sont sortis.

Je vous rendrai compte de la suite de mes opérations, mais je ne prévois pas que nous puissions désormais aller très-loin, ayant derrière nous trois places fortes, Philipsbourg, Ulm et Ingolstadt.

Recevez l'assurance de mon attachement.

MOREAU.

N° XVII.

(*Chapitre VI, page* 288.)

Milan, 22 messidor an VIII (11 juillet 1800).

LE GÉNÉRAL MASSENA AU GÉNÉRAL DUPONT, MINISTRE EXTRAORDINAIRE EN PIÉMONT.

Je vous accuse, citoyen général, réception de votre lettre du 19 de ce mois. Je l'ai lue avec l'attention que méritait le sujet important que vous y traitez.

Je m'en réfère néanmoins à tout ce que je vous ai mandé dans ma précédente dépêche.

D'après les évaluations faites par le Premier Consul et celles que je fais moi-même, le Piémont fournira à l'armée 1,500,000 fr.

Quelle que soit la position de ce pays, il est impossible de restreindre à plus de la moitié de la contribution la portion numéraire qu'il doit verser dans les caisses de l'armée ; au reste, les circonstances exigent des sacrifices, et il faut les faire.

C'est d'après ces bases, auxquelles je vous prie de vous arrêter définitivement, citoyen général, que vous dirigerez les opérations du gouvernement.

En partant de ces données, l'on pourrait exiger du Piémont pour les derniers quinze jours de prairial 750,000 liv., mais je consens que cette somme soit compensée avec les fournitures en nature qui ont été faites et jusqu'à due concurrence.

Il en sera autrement pour la contribution du mois de messidor. Elle sera perçue en entier, conformément à l'arrêté du Premier Consul, et je la porte à 1,500,000 liv. Moitié sera payée comptant d'ici au 1er thermidor, l'autre moitié dans la première quinzaine de thermidor.

Si ces payements devaient éprouver des difficultés par défaut de numéraire effectif, vous pourriez ouvrir un emprunt forcé

dont le remboursement serait affecté sur les fonds destinés à la contribution; c'est là une ouverture que je vous fais, dont vous pourrez tirer parti suivant les circonstances.

Quant au mois de thermidor, il faut fixer d'une manière invariable la rentrée de la portion en numéraire que le gouvernement doit verser dans les caisses de l'armée; je pense que ces versements doivent avoir lieu par sixième tous les cinq jours.

Relativement aux denrées en nature pour l'autre portion de la contribution, elles seront fournies sur ma demande aux époques que je déterminerai.

Aujourd'hui il sera passé un marché pour la fourniture générale du pain, des fourrages et des liquides dans toute l'armée; le service des vivres-viande sera régularisé de la même manière. Mais ce système, qui doit être avantageux à l'armée et au pays, échouera dès le principe si les rentrées sur lesquelles je compte manquent; sous ce rapport, citoyen général, vous exercez une influence immédiate sur le bien-être et les abus de l'armée.

Cette considération, pressante surtout pour un militaire, vous déterminera à employer tous les moyens possibles pour l'exécution des mesures que je crois les plus applicables pour le moment.

Je rends compte au Premier Consul de l'état où se trouve la rentrée des contributions et des dispositions que je vous propose. Je charge l'adjudant général Ducos de vous remettre cette lettre; il a ordre de ne revenir que lorsque le versement de 1,500,000 liv. dans les caisses de l'armée sera assuré.

MASSENA.

N° XVIII.

(*Chapitre VI, page* 296.)

Paris, 22 messidor an VIII (11 juillet 1800).

LE MINISTRE DE LA GUERRE A MASSENA.

J'ai reçu, général, la copie que vous m'avez adressée le 15, de votre lettre au Premier Consul, sur les besoins de l'armée d'Italie ; nous en avons conféré, pour ce qui me concernait, avec tout l'intérêt qu'inspirent ses triomphes et sa position, et le Premier Consul a décidé qu'on enverrait à l'armée d'Italie, réunie à celle de réserve première ligne, 1,500,000 fr. par mois, partie en fournitures, partie en argent. Il a observé que le mois de messidor était déjà payé par les 1,500,000 fr. déposés dans la caisse de l'armée de réserve réunie à celle d'Italie, et qui sont affectés aux dépenses en habillements, en chevaux, en harnais d'artillerie que je m'occupe de vous procurer le plus promptement possible. L'intention du Premier Consul est d'ailleurs que le numéraire qui sera envoyé soit presque exclusivement destiné à la solde. Soyez certain de mon empressement à seconder l'exécution de ces vues, et du désir que j'ai de concourir en tout ce qui dépend de moi à la satisfaction de cette armée victorieuse.

Je vous salue.

CARNOT.

N° XIX.

(Chapitre VII, page 347.)

Paris, le 12 thermidor an VIII (31 juillet 1800)

LE MINISTRE DE LA GUERRE AU GÉNÉRAL MASSENA, COMMANDANT EN CHEF L'ARMÉE D'ITALIE.

Les Consuls de la République sont convaincus, citoyen général, que le mode des réquisitions partielles adopté jusqu'ici pour satisfaire aux besoins de l'armée agissant hors des frontières, a des inconvénients graves par l'impossibilité où l'on est de le soumettre à une surveillance éclairée, continue et sévère. Ils savent qu'il est devenu une source d'abus, un germe actif de ruine pour l'armée et un sujet fécond de mécontentement pour le pays où il s'exerce. Aussi me chargent-ils de vous informer que leur intention est qu'ainsi qu'il est pratiqué à l'armée du Rhin, vous le supprimiez à compter du 20 de ce mois, et que vous adoptiez celui des réquisitions en masse, en vous réservant à vous seul le droit exclusif de les frapper. Il devient donc nécessaire que vous vous fassiez rendre promptement un compte exact des ressources et des besoins actuels de l'armée et des places, et que vous déterminiez en conséquence la nature et la quotité des réquisitions que vous serez dans le cas de faire, afin que les divers services soient alimentés d'avance ; car il importe de donner aux administrations cet esprit de prévoyance dont elles ont presque toujours manqué d'une manière si désastreuse pour l'armée. Alors vous répartirez ces réquisitions en proportion avec les facultés des pays qui y seront soumis, vous chargerez les magistrats de les imposer sur les contribuables, de les recueillir et de les verser dans les magasins ou dans les caisses, de manière qu'il n'y ait aucun intermédiaire entre vous et ces magistrats, entre eux et les garde-magasins ou payeurs de l'armée. S'il y a lieu à des réclamations, ce

sont toujours les magistrats qui en sont l'organe auprès de vous. Si ces derniers se refusaient à cette mesure utile pour leurs administrés, vous devriez alors créer une commission des notables du pays pour les charger de son exécution. Le commissaire ordonnateur en chef doit faire surveiller par des inspecteurs et activer par la force armée cette opération; mais la contrainte ne doit être employée contre les contribuables en retard que sur la demande des magistrats qui ont fait la répartition individuelle et contre les magistrats eux-mêmes que d'après votre ordre.

Je sens qu'il va devenir nécessaire que vous formiez près de vous un comité spécial qui sera chargé de vous seconder dans ces opérations, et d'en surveiller et suivre l'exécution, et vous concevrez aisément combien il importe de le composer de militaires et d'administrateurs intelligents, actifs et probes; il vous faut pour cela des hommes irréprochables et incorruptibles, afin que vous puissiez leur donner toute votre confiance sans qu'ils en abusent.

Il y aurait encore un travail extrêmement utile à faire, soit pour remonter à la source des abus, en découvrir les désastreux effets, en signaler les auteurs, soit pour faciliter la recherche des moyens de les réprimer et de les prévenir; ce serait de faire dresser le tableau comparatif du produit des réquisitions partielles de toute espèce avec la somme des consommations depuis une époque déterminée. Vous pourrez charger quelques administrateurs, inspecteurs ou commissaires d'une probité reconnue d'organiser à cet effet trois ou quatre bureaux qui seraient chargés de recueillir des contribuables tous les récépissés des garde-magasins ou payeurs, ainsi que les bons livrés pour les militaires, et de faire un tableau des quantités, en distinguant les diverses espèces d'objets livrés, et offrant au résultat le rapprochement des consommations faites dans le même temps de chacun de ces objets. Ce travail jetterait un grand jour sur les dilapidations dont l'armée souffre; c'est pourquoi je suis persuadé qu'il suffit de vous le proposer pour que vous cherchiez à le faire exécuter, afin de trouver de nouveaux moyens de régulariser et d'épurer tous les services.

Une nouvelle mesure propre à hâter la réforme de tant d'abus, est celle d'expulser sévèrement de l'armée tous les individus qui

n'y sont pas en activité actuelle de service, surtout ces prétendus employés fournisseurs par commission et voleurs par état, qui spéculent sur la misère du soldat et sur le malheur des peuples. Les consuls me chargent de recommander expressément cette mesure à votre zèle pour la gloire et l'intérêt de l'armée, et au désir que vous avez d'y voir renaître l'ordre et l'abondance.

Veuillez, je vous prie, me mettre bientôt en état de rendre compte aux Consuls de ce que vous aurez fait sur ces trois objets qui excitent leur sollicitude.

J'écris à ce sujet au commissaire ordonnateur en chef pour l'engager à vous seconder de tous ses moyens dans ces opérations.

Je vous salue.

CARNOT.

N° XX.

(*Chapitre VII, page* 325.)

Paris, le 23 thermidor an VIII (11 août 1800).

LE MINISTRE DE LA GUERRE AU GÉNÉRAL MASSENA.

Je vais, citoyen général, entrer avec vous dans quelques détails sur les motifs qui ont fait prendre aux Consuls la détermination dont je vous ai fait part dans une lettre du 11 de ce mois, et sur les nouveaux moyens qu'ils désirent que vous employiez pour atteindre le but qu'ils se proposent, qui est de réorganiser, en les épurant, tous les services de l'armée. Je n'aurai, en vous parlant des abus qui existent, rien à vous apprendre qui n'ait excité déjà votre sollicitude. Je n'aurai, en exécutant les ordres des Consuls, aucune mesure à vous prescrire dont votre zèle pour la gloire et l'intérêt de la République ne vous ait déjà fait sentir la nécessité; mais je me félicite d'avoir à concourir ainsi à vos

vues et au bien de l'armée que vous commandez en vous faisant connaître les intentions du gouvernement et vous appelant à les remplir.

L'armée d'Italie que vous commandez actuellement, citoyen général, s'est formée des troupes de trois autres armées : 1° de celles de l'armée d'Italie de l'an VII; 2° de celles de l'armée de Naples; 3° enfin de celles de la première armée de réserve; à quoi l'on peut ajouter encore celles qui furent détachées de l'armée du Rhin, sous les ordres du général Moncey, vers le commencement de la campagne actuelle. Les pertes de la guerre et la rentrée de divers corps dans l'intérieur ont depuis diminué le nombre de ces troupes. Mais, quoique diverses mutations aient également diminué le nombre des officiers généraux attachés à ces différentes armées, ceux qui se trouvent encore en Italie sont beaucoup trop nombreux en raison des besoins de l'armée; la proportion nécessaire entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent est loin d'être dans des termes convenables, et une réforme sévère est en ce moment indispensable.

Une disproportion plus grande encore existe dans l'administration de l'armée d'Italie. Chacune des trois ou quatre armées dont elle s'est composée a conservé dans sa fusion avec les autres tout le système administratif qu'elle avait à elle seule. Outre le nombre excessif des commissaires de guerre qui semblent s'y être multipliés, l'intrigue, la faveur, différents prétextes illusoires, et rarement des besoins réels, y ont introduit un nombre considérable d'individus parasites, qui, sous les noms d'inspecteurs, de contrôleurs, d'agents soi-disant en chef, etc., se sont perpétués dans des emplois inutiles, se sont glissés dans tous les services, et qui, non contents de vivre aux dépens de la République, toutes les fois que les triomphes de nos armées nous ont valu des ressources nécessaires à ménager ont su se les approprier et les faire disparaître avant même que l'autorité supérieure pût s'en apercevoir; qui, en un mot, étalant souvent un luxe insolent à côté de la misère du soldat, ont fait souvent écouler par les plus honteuses voies les fruits des plus brillantes conquêtes.

Vous concevez, citoyen général, que l'intérêt de la République et celui de nos alliés, que votre propre gloire et l'honneur du

nom français veulent que ces désordres soient réparés, que des mesures promptes, énergiques et générales soient désormais mises en usage, et que surtout leur exécution n'aille pas s'évanouir en vains et stériles projets. Régulariser tous les services, donner à l'administration de l'armée toute la précision dont elle est susceptible, assurer la responsabilité de ses agents, écarter l'ignorance et l'infidélité, déterminer enfin une organisation invariable dont toutes les parties liées entre elles produisent un mouvement uniforme dans sa marche et fixe dans ses effets, tel est, citoyen général, le but auquel il importe que vous dirigiez tous vos efforts. Il vous appartient de rendre ce service à la République, et d'ajouter ainsi une gloire nouvelle à celle que vos travaux guerriers vous ont acquise. Vous serez secondé dans cette opération importante par tous les hommes de l'armée restés fidèles aux lois de la probité, comme à celles de l'honneur.

Ce travail ne sera pas, il est vrai, sans difficultés; il exigera des changements, des réformes qui choqueront une foule d'intérêts particuliers; mais ils doivent tous fléchir devant l'intérêt public, devant la détermination précise et la volonté ferme des Consuls, qui vous autorisent à ne céder à aucune considération privée, et qui vous recommandent surtout de ne pas laisser affaiblir cette grande mesure par des interprétations dilatoires ou des distinctions particulières...

Il devient donc urgent, citoyen général, que vous vous fassiez remettre, si cela n'a déjà été fait, un état exact des troupes qui sont maintenant sous vos ordres. Vous composerez l'armée en tel nombre de principales divisions que vous jugerez nécessaire. Vous désignerez les lieutenants généraux qui devront les commander, et vous n'attacherez à l'état-major général que les officiers strictement nécessaires au service.

Quant au nombre d'officiers généraux indispensable pour le commandement de chaque division, vous aurez soin de vous conformer à cet égard aux lois rendues jusqu'à ce jour sur l'organisation militaire, et de n'en admettre pas un seul au delà du nombre prescrit. La même disposition sera rigoureusement suivie pour l'admission des aides de camp et des adjoints qui, sous aucun prétexte, ne pourront être en plus grand nombre que les lois ne l'autorisent.

Vous enverrez en conséquence à leurs corps respectifs tous ceux qui, par suite de cette mesure, deviendront surnuméraires dans les états-majors...

Quant aux adjoints ou aides de camp qui ne tiennent à aucun corps ou qui sont officiers à la suite, ils doivent également cesser leurs fonctions, et ils ne peuvent plus, sous aucun prétexte, recevoir le traitement d'activité. Et, pour vous faciliter l'exécution de cette mesure, je révoque généralement et sans exception dès ce jour tous les ordres particuliers, toutes les autorisations accidentelles qui ont pu être émanés jusqu'ici des bureaux du ministère de la guerre, et en vertu desquels une foule d'individus qui ne sont pas militaires sont successivement parvenus à être considérés et traités comme tels. Ne perdez pas de vue surtout que la moindre exception justifierait toutes les autres, et par la suite une contradiction manifeste redeviendrait la source du désordre que l'on veut détruire.

Telles sont, citoyen général, les dispositions fondamentales de la grande opération que vous avez à faire pour ce qui concerne le service actif de l'armée d'Italie. Quant au service administratif, il exige une réforme plus sévère encore, et le Premier Consul, voulant que l'une et l'autre soient suivies avec la plus grande activité et terminées dans le plus court délai, a jugé convenable de vous décharger d'une partie de ce fardeau en confiant la seconde opération aux talents et au zèle du citoyen Eyssautier, commissaire ordonnateur en chef, nouvellement envoyé à l'armée d'Italie, et que le gouvernement croit digne de toute votre confiance; il doit déterminer, de concert avec vous, le nombre et le choix des agents de toute espèce strictement nécessaires à employer dans le corps des commissaires des guerres, dans la direction et l'administration des hôpitaux, dans les magasins de tout genre, dans les charrois, les transports et les remontes, et enfin dans tous les services de l'armée.

Les dispositions générales que je vous indique ici, et les motifs que je vous développe, vous instruisent suffisamment de ce que vous avez à faire dans les parties que je n'ai point rapportées et de l'esprit qui doit vous guider dans toutes. Ainsi, vous ne devez perdre aucun instant, citoyen général, pour que l'organisation de l'armée soit promptement terminée d'après ces principes. Vous

ferez former un état militaire proprement dit des forces qui la composent, des officiers généraux ainsi que des officiers d'état-major qui doivent y être employés, tous réduits au nombre strictement nécessaire, et vous me l'enverrez pour que je le soumette aux consuls.

Je n'ai pas besoin de vous recommander de nouveau, citoyen général, l'esprit dans lequel les choix doivent être faits, ni les égards qui sont dus au degré de capacité de chaque individu; mais ce que je vous recommande fortement, comme l'intention formelle du Premier Consul, c'est que, cette opération importante une fois terminée, vous intimiez sur-le-champ à tout officier ou employé écarté par cette réforme l'ordre le plus sévère de quitter l'armée aussitôt et l'Italie dans le plus court délai. Déclarez que tous ceux généralement qui n'obéiront pas strictement à cette injonction seront sévèrement poursuivis par le gouvernement, aux yeux de qui cette désobéissance serait un indice certain de leur coupable conduite.

Que les hommes dangereux, s'il en est, que cette mesure peut frapper, ne pensent pas que les ressorts cachés et les intrigues secrètes qui les ont conservés jusqu'ici puissent les conserver encore et les dérober à l'œil du gouvernement. Autant il mettra d'empressement à accueillir les hommes d'une probité avérée que cette mesure générale peut atteindre, autant il en mettra à sévir contre ceux qui, par leurs brigandages, sont devenus l'opprobre de l'armée et le fléau de nos alliés.

Je vous salue.

CARNOT.

N° XXI.

(*Chapitre VII, page* 344.)

Nous disons que Massena resta sans réponse de Bonaparte, car nous repoussons l'authenticité de la lettre que nous rapportons plus bas et qui, prétend-on, fut interceptée par les Anglais. Le général Thiébault admet la réalité de son origine, et la discute sérieusement. Nous sommes loin de partager son opinion. D'abord la source de cette lettre est suspecte, on ne peut en retrouver la trace que dans les numéros 147 et 148 du journal de Francfort des 27 et 28 mai 1800, et on sait que ce journal était l'écho des bruits les plus injurieux contre le gouvernement français, l'éditeur responsable de toutes les calomnies que la police de Londres et de Vienne faisait circuler sur nous.

Le style, quoique assez bien imité, n'est pas celui de Bonaparte, surtout à cette époque. Que le Premier Consul ait quelquefois employé des moyens machiavéliques, nous ne le contestons pas, mais il était trop habile pour en faire étalage, surtout dans ses correspondances. Le ton et le langage qu'on lui prête seraient du cynisme du plus mauvais goût. Cette lettre n'a pas pu, en outre, tomber entre les mains des Anglais, puisque toutes les communications par terre ont été libres jusqu'à ce que Suchet ait été coupé, ce qui n'a eu lieu que le 7 avril. La voie de mer n'a été tentée qu'après ce moment, et nul officier avant l'adjudant général Reille, porteur du plan de campagne, n'a été expédié par Bonaparte.

Tout cela nous porte donc à considérer cette lettre comme apocryphe et publiée par l'Angleterre dans le but d'exciter les populations contre nous en prêtant à notre politique des intentions odieuses et des moyens honteux. Nous la donnons au reste *in extenso* parce qu'elle est curieuse et pour que le lecteur puisse, par son examen, voir que notre appréciation est fondée.

Paris, le 11 germinal an VIII (1er avril 1800).

Je vous avoue, mon cher général, que je ne suis point satisfait de vos dernières dépêches. A quoi bon ces plaintes éternellement

répétées et ces reproches sans cesse reproduits? Croyez-vous que nous puissions faire mieux ? Nous ne sommes point ici sur un lit de roses, et si les besoins se font sentir dans nos armées, cela vient de la faiblesse de nos moyens, qui est extrême en ce moment.

J'ai donné les ordres les plus pressants au ministre de la guerre pour que les objets qui vous sont absolument nécessaires vous soient fournis. Vous devez déjà avoir reçu ce qui concerne l'artillerie. Quant à l'argent, l'emprunt que j'ai voulu faire en Hollande n'ayant point réussi, je ne puis vous envoyer que 5 à 600 mille livres au lieu de 4 millions que je vous avais promis. Je vous en recommande l'emploi de la manière la plus spéciale ; toute la somme doit être réservée pour le payement de l'armée. Laissez crier les fournisseurs et les employés ; si ces messieurs menacent d'abandonner le service, menacez-les de les faire fusiller, et tenez parole. Il ne manquera jamais d'hommes avides de gain à la suite de nos armées, et tous nos soins sont dus au soldat qui souffre et qui combat.

Ne comptez point sur les renforts que vous demandez ; il m'est impossible de disposer d'une seule demi-brigade de troupes *vétéranes*, et elle vous serait d'ailleurs inutile : si vous avez tant de peine à faire subsister une armée de 30,000 hommes dans les environs de Gênes, comment pourriez-vous en nourrir une plus nombreuse? Tout ce que je peux faire est de tenir dans le département du Var quelques faibles bataillons de conscrits qui me serviront à contenir les mécontents du Midi, et que vous pourrez appeler à vous en cas de nécessité.

Je vois avec peine que vous vous laissez induire par des rapports qui ne peuvent être exacts. Eh bien ! quand même ils seraient réellement à l'armée impériale, ces 133 bataillons qui vous font tant de peur, qu'en résulterait-il ? Où l'ennemi pourrait-il employer toutes ses forces? Connaissez-vous dans tout le pays que vous occupez une seule position où il puisse déployer la moitié de ces forces immenses ? Pour venir à vous, ne doit-il pas toujours défiler? De quelque côté qu'il veuille vous attaquer, peut-il vous présenter autre chose que des têtes de colonnes? Et vous, n'êtes-vous pas le brave, l'heureux Massena? Ne commandez-vous pas la meilleure infanterie du monde? N'est-ce pas dans les

montagnes que le soldat français, plus agile et plus intelligent que tout autre, est vraiment supérieur à tous les soldats de l'Europe ? D'un autre côté, l'ennemi, ayant tous ses magasins de vivres dans la plaine, pourra-t-il hasarder dans les montagnes plus de troupes que la difficulté des convois, exécutés à dos de mulets, ne lui permettra d'en alimenter ? et, heureusement pour vous, ces bêtes de somme manquent à présent dans le pays.

Non, mon cher général, ce n'est point la supériorité du nombre qui m'inquiète de la part de l'ennemi ; ce sont les projets qu'il pourrait former, si l'idée lui en venait : quelque forte que soit votre position, elle n'est pas tout à fait hors de danger, et voici ce que pourrait tenter contre vous un habile général. Moyennant des attaques journalières, il inquièterait votre centre et votre droite vers les sources du Taro, du Bisagno et par la Polcevera, tandis qu'il attaquerait vivement votre gauche en cherchant à se rendre maître d'un des trois passages qui conduisent à Savone, à Finale et Albenga ; en cas de réussite, votre armée se trouverait divisée en deux corps séparés, et votre communication avec la France serait coupée. Mais je ne crois pas que nos ennemis forment un semblable projet, et la circonspection allemande ne saurait imaginer une entreprise aussi hardie. Cependant faites garder avec le plus grand soin les trois passages susdits ; et si l'ennemi venait à vous surprendre et à se rendre maître d'un de ces points importants, ce que je crois impossible, alors, mon cher général, tombez sur lui avec la rapidité de la foudre : attaquez-le avec force du côté de la rivière de Gênes ; que Suchet se précipite sur lui du côté de Nice, et que tous les Autrichiens qui auront passé les montagnes soient retranchés du nombre des vivants.

Surtout ne négligez aucun moyen de fanatiser le soldat et d'électriser au suprême degré son imagination : proclamations, ordres, revues fréquentes des corps et des postes, que toutes les ressources soient employées. Le soldat souffre..... tant mieux ! qu'il aille faire la conquête de son bien-être : n'étaient-ils pas, comme nous, défigurés par la misère, mourant de faim, nus et sans armes, ces braves compagnons de nos triomphes qui, il y a quatre ans, se sont précipités du haut des Alpes comme des torrents débordés, et qui, vainqueurs de Beaulieu, vinrent s'engraisser, se vêtir et s'armer dans la Lombardie ? L'inépuisable et

délicieuse Italie nous attend une seconde fois : dites au soldat que ses trésors seront le prix de son courage ; rappelez à sa mémoire les belles journées de Montenotte, de Lodi, de Castiglione, d'Arcole et de Rivoli ; parlez-lui de Bonaparte, dites-lui qu'il a affronté la mer et les escadres anglaises pour venir le revoir, et que son génie et sa fortune ne seront jamais séparés de la brave armée d'Italie. Enfin, entretenez souvent le soldat; qu'il songe à votre glorieuse campagne de Suisse, et qu'il se regarde comme certain de la victoire, puisqu'il combat sous son fils chéri.

Usez de la plus grande adresse dans votre conduite politique envers les Génois ; chassez de l'administration tous les patriotes qui volent et indisposent le peuple contre nous. Saignez les nobles jusqu'à l'extrémité, mais qu'ils soient cependant les seuls employés; leur amour-propre en sera flatté et ils payeront de meilleure grâce. N'épargnez pas davantage les négociants : le patriotisme de ces messieurs se mesure sur le profit qu'ils font avec nous. C'est le peuple que vous devez flatter et tenir dans le devoir. Combien je regrette que l'enthousiasme philosophique de nos Français ait détruit le fanatisme religieux de ces Italiens! Peu de personnes savent quels précieux avantages on peut tirer d'une erreur et de la crédulité populaire. S'il existe à Gênes un religieux que le peuple respecte à cause de sa conduite louable, ayez soin de bien l'accueillir; comblez-le d'attentions et traitez-le avec tout le respect qui lui est dû. Par son moyen vous ferez du peuple tout ce que vous voudrez. Voyez si vous ne pourriez pas opérer aux yeux des Génois un prodige dans le genre de ceux que nous avons exécutés en Égypte.

Un objet que je vous recommande d'une manière particulière, c'est de vous ménager et d'entretenir des correspondances avec ceux des partisans de la liberté et de l'égalité qui sont restés dans les provinces occupées par nos ennemis. Le grand nombre de patriotes italiens réfugiés à Gênes doit vous faciliter les moyens d'avoir de bonnes relations ; à cet effet, choisissez parmi eux les plus adroits et les plus avides de vengeance : un soulèvement bien dirigé et bien exécuté dans une province située sur les derrières de l'ennemi lui causerait beaucoup d'embarras, et formerait une puissante diversion en notre faveur. C'est là le seul

objet pour lequel je vous donne la permission de ne point épargner l'argent.

Adieu, mon cher général, je compte sur vos talents et vous recommande à votre bonne fortune.

BONAPARTE.

N° XXII.

NOTE.

Napoléon n'a pas seulement critiqué le résultat des opérations de Massena, il a encore directement et indirectement blâmé toute la campagne de l'armée d'Italie. Notre cadre ne nous permet point de le suivre pas à pas dans cette appréciation, et de détruire chacune de ses allégations; nous renverrons pour cela le lecteur consciencieux au second volume de la 3e édition du siége de Gênes, de feu le lieutenant général baron Thiébault.

Quoique la mort ait surpris l'auteur quand il refondait ce deuxième volume, il abonde en pièces curieuses, et la discussion des appréciations de Napoléon est complète et irréfragable. Il le suit de point en point, et ne laisse échapper aucune des fautes ni des contradictions dont abonde la critique passionnée de l'Empereur.

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES DU TOME QUATRIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Massena est nommé général en chef de l'armée d'Italie. 1
Il se rend à Paris. 2
Entrevues avec le Premier Consul. 6
Accueil et promesses qui lui sont faits. 8
On le presse de partir et on lui remet ses instructions. 10
Nouvelle entrevue avec les Consuls : ce qu'il leur demande. 11
Pouvoirs extraordinaires qui lui sont conférés. 12
Constitution de l'an VIII. 13
Proclamation à l'armée au sujet de sa promulgation. 15
Mesures prises par Massena à Lyon, à Marseille et à Fréjus. 17
Insurrections militaires. 23
Il les apaise. 26
Son arrivée à Nice. 28
Situation militaire et politique de l'armée d'Italie. 29
État et positions de l'armée autrichienne. 38

CHAPITRE II.

Réorganisation de l'armée. 43
Massena reçoit l'ordre de faire un mouvement offensif. 46
Son arrivée à Gênes. 47
État de cette République. 48
Débats de Massena au sujet de l'emprunt et des subsistances. 52
Comment il les termine. 55

Embarras croissants. 55
Nouveaux démêlés avec le gouvernement génois. . . . . ib.
Demandes instantes adressées inutilement au Premier Consul. 57
Attitude de Bonaparte vis-à-vis de l'étranger. 59
Ses lettres aux rois d'Angleterre et de Prusse. . . . . ib.
Pacification de la Vendée; projets du Premier Consul. 60
Trahison du général Assaretto. 63
Insurrection du district de Fontana-Buona. 64
Elle est étouffée. 66
Misère de Gênes et de l'armée. 68
Découverte des causes de la famine de Gênes. 70
Mesures prises pour y obvier. . . . . ib.
Elles arrivent trop tard. 71
Plan de campagne de Bonaparte. . . . . ib.
Rôle qu'il destine à Massena. 73
Préparatifs des Impériaux. 74

CHAPITRE III.

Position de l'armée française. 78
Le manque de vivres s'oppose à sa concentration. 80
Plan d'attaque de Melas. 84
Il prend l'initiative et manœuvre pour séparer notre droite du centre. . . . 86
Ses chances de succès. 87
Combats soutenus par l'aile droite. . . . . ib.
Les Français sont rejetés dans Savone. 90
Nouveau projet de Massena. 93
Avantages qu'il remporte dans la rivière du Levant annulés par la prise de la Bocchetta. 95
Réorganisation de l'aile droite. 97
Miollis est chargé de la défense de Gênes. 104
La partie active, partagée en deux corps, se remet en mouvement. 107
Les succès de l'un compromettent l'autre. 108
Ils ne peuvent se rejoindre qu'après plusieurs combats glorieux pour Soult et funestes à Massena. 112
Premières opérations du centre. 117
Nouvel effort de Soult pour se réunir à lui. 120
Défaut de coopération de Suchet. 121
Melas concentre ses forces. 122
Échec de Massena à Varaggio. . . . . ib.
Situation critique de Soult sur l'Ermetta. . . . . ib.
Il se retire à Sassello. 125
Sommé de se rendre, il s'échappe sur Voltri, où il fait sa jonction avec la colonne de Massena. 126

Combat de Voltri. 128
Soult ramène les troupes de l'aile droite sous Gênes. 129
Embarras de Suchet. . . . . ib.
Il prend Murialto, échoue devant San Giacomo. 130
Un conseil de guerre décide la retraite sur la Roya. 134
Opérations du comte Hohenzollern contre Gênes pendant l'absence de Massena. 138
Combats des 7, 9 et 13 mai. . . . . .
Massena modifie le gouvernement génois. 143
Il refuse une capitulation honorable. 146
Insurrection militaire détournée. 148
Le général Ott resserre le blocus de Gênes. . . . . ib.

CHAPITRE IV.

Opérations du baron Melas contre le centre aux ordres de Suchet. 158
Il attaque sa ligne et l'oblige à battre en retraite sur la Roya. . . . . ib.
Évacuation de Nice. 161
Retraite derrière le Var. . . . . ib.
L'ennemi ralentit sa poursuite. 163
Son avant-garde prend Ventimiglia et Nice. . . . . ib.
Force et position des Impériaux sur la rive gauche du Var. 164
Indécision de leur général. 167
Attaque de la tête de pont de Saint-Laurent. 170
Elle échoue. 172
Position des Autrichiens en Piémont au moment où l'armée de réserve débouche d'Ivrea sur l'Orco, et l'aile gauche de l'armée d'Italie dans la vallée de Suze. 173
Prise de Suze par Turreau. 176
Il s'établit à Suzolino. . . . . ib.
Dispositions du général Zach pour favoriser la concentration des forces autrichiennes et couvrir Turin. 179
Arrivée de l'adjudant général Reille à Gênes avec le plan de campagne de Bonaparte. . . . . ib.
Préparatifs de défense de Massena. 182
Construction d'ouvrages, promotions dans les corps. . . . . ib.
Échange de prisonniers, évacuation des malades sur Nice. 183
Plan d'attaque du corps de blocus. 186
Affaire brillante du 11 mai. 187
Le projet d'expédition sur Porto-Fino remplacé par un autre sur le Monte-Creto. 193
Combat du 13 mai où Soult est blessé et pris. 195
Massena est réduit à une défense passive. 198
La misère dans Gênes est à son comble. 200

Nouvelles apportées par le chef d'escadron Franceschi. 204
Espoir d'une prochaine délivrance. 205
Massena pousse une reconnaissance dans la rivière du Levant. . . . . ib.
Symptômes de guerre civile à Gênes. 208
Capitulation honorable refusée pour la seconde fois. 209
Nouveau bombardement. 212
Massena forme le projet de s'échapper en faisant une trouée. 213
Il est désapprouvé par tous les chefs. . . . . ib.
Sa dernière tentative auprès des troupes. 214
Il se décide à entrer en pourparlers avec les généraux alliés. 215

CHAPITRE V.

Reconnaissance de Suchet en avant de sa ligne. 216
Les Impériaux s'établissent à Brois. 220
Ils en sont chassés. 221
Elsnitz se retire derrière la Roya. 222
Prise du col de Tende. 224
Combats de Monte di Nava et de Melogno funestes aux Autrichiens. 226
Pourparlers relatifs à la convention de Gênes. 227
Ott reçoit l'ordre d'en lever le blocus. 228
Première conférence. 230
Prétentions du général autrichien. . . . . ib.
Deuxième conférence. 232
Anxiété du gouvernement génois. . . . . ib.
Troisième conférence. 233
Les bases de la convention sont arrêtées. 234
Entrevue des généraux en chef. . . . . ib.
Nouveaux débats. 235
Signature et échange de la convention. 236
Rapport de Massena au Premier Consul. . . . . ib.
Miollis reste à Gênes pour veiller à l'exécution de la convention. 237
Entrée des Impériaux à Gênes. 238
Retard fâcheux dans la distribution des vivres promis aux invalides et aux non combattants. 239
Jonction de la droite et du centre de l'armée française. 240
Sa nouvelle organisation. . . . . ib.
Retraite d'Elsnitz sur Ceva. . . . . ib.
Suchet propose à Massena un plan d'offensive qui n'est pas accepté. 242
Marche en avant de Suchet. 243
Il fait bloquer Savona. 244
Nouvelles de l'armée de réserve. . . . . ib.
Difficultés suscitées à Miollis. 247
Comment il s'en venge. . . . . ib.

Départ pour Antibes du dernier convoi d'invalides et d'émigrants génois. . 248
Coup d'œil sur les opérations de l'armée de réserve. 250
Massena reçoit avis de la convention d'Alexandrie. . . . . ib.
Il donne ordre à Suchet de marcher sur Gênes et d'en presser la reddition. 251
Conduite des généraux alliés. 253
Le comte Hohenzollern consent à rendre la ville et les forts. 255
Prise de possession. 257
Jonction de l'armée d'Italie et de l'armée de réserve. 258

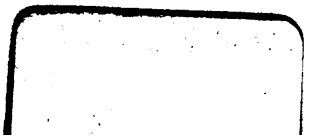
CHAPITRE VI.

Bonaparte appelle Massena à Milan. 261
Première conférence. . . . . ib.
Leurs vues relatives à l'administration des pays reconquis. 263
Seconde conférence. 265
Bonaparte décide Massena à accepter le commandement. 268
Installation des gouvernements cisalpin et piémontais. 273
Mesures prises par le Premier Consul avant son départ pour Paris. 274
Proclamation de Massena aux troupes. 276
Situation de l'armée. 277
Sa réorganisation. 279
Partage du matériel d'artillerie et des approvisionnements des places cédées par la Convention d'Alexandrie. 281
Proposition de Melas à Massena touchant les approvisionnements. 282
Elle est refusée, faute de fonds. . . . . ib.
Embarras financiers de Massena. . . . . ib.
Conflit avec le ministre de la République cisalpine. 283
Manœuvre des spéculateurs qui menace d'affamer l'Italie. 284
Défense d'exportation de grains. . . . . ib.
Les 7e, 8e et 19e divisions militaires distraites du commandement de Massena. 285
Mesures semblables pour Genève, le Valais et les Grisons. 286
Le mécontentement de l'armée augmente avec la misère. . . . . ib.
Discussion financière avec la Commission du gouvernement du Piémont. . . 288
Situation politique et financière de l'État de Gênes. 289
Prise de possession du duché de Lucques : on lui impose une forte contribution. 293
Massena réclame itérativement des secours du Premier Consul ; il reçoit communication de l'armistice de Parsdorf. 296
Discussion relative à la ligne de démarcation des deux armées dans le Ferrarais. 297

CHAPITRE VII.

Massena se rend à Turin pour presser la rentrée des contributions. 301
Les autorités piémontaises l'y accueillent et le dénoncent secrètement au Premier Consul. 302
Massena reçoit un million de Paris. 303
Proclamation aux Cisalpins. 305
Misères des troupes à Gênes et dans les Alpes maritimes. 306
Le Premier Consul déclare ne pouvoir venir au secours de l'armée. . . . 309
Surprise d'avant-postes français par les Toscans. 310
Rappel du général Dupont. 312
Le gouvernement provisoire du Piémont donne sa démission; elle est refusée. . . . . ib.
Massena met le service des vivres-pain et liquides à l'entreprise; il est désapprouvé par le ministre de la guerre. 315
Demandes réitérées de fonds au Premier Consul. 318
Ordre du jour donnant le bilan de la caisse de l'armée. 320
Correspondance politique, militaire et administrative du ministre de la guerre. 325
Lettre foudroyante de Carnot. . . . . ib.
Réponse de Massena. 327
Arrivée à Paris de l'adjudant général Lacroix; son colloque avec le Premier Consul. 329
Rappel de Massena; ses adieux à l'armée. 332
Son retour à Paris; son entrevue avec Bonaparte. 333
Observations sur la critique de la défense de Gênes. 339

PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA CAMPAGNE DE L'AN VIII OU DE 1800. . . 351

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME VOLUME.

JUN 18 1942